



Le rapport qui accable la Commission de Bruxelles

● La Commission Santer a démissionné en bloc dans la nuit de lundi à mardi ● L'enquête des sages révèle des cas de fraude, mauvaise gestion et népotisme ● Ses conclusions mettent en cause « la Commission en tant que collège » ● Parmi les commissaires épinglés, Edith Cresson fait figure d'accusée numéro un ● L'Europe en quête d'un nouvel exécutif

Kosovo : la balle dans le camp serbe

Après l'accord donné par les Kosovars au plan international de paix, Slobodan Milosevic est contraint de prendre position. Les pourparlers de Paris reprennent. p. 4

Cuba : dissidents condamnés

Les quatre dissidents qui avaient réclamé la démocratisation de l'île dans un document intitulé *La patrie appartient à tous*, ont été lourdement condamnés, lundi, par la justice cubaine. p. 38



Prêt-à-porter, la leçon parisienne

Les défilés de l'hiver 1999-2000 se sont achevés à Paris. Entre chic sauvage et lignes vives (ci-dessus Thierry Mugler). p. 28 et 29

Concubinage homosexuel

Le Sénat, qui examine mercredi la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS) votée par les députés de gauche, préférerait étendre aux homosexuels les droits du concubinage. p. 6

Réformer la recherche

Face aux projets de Claude Allègre, les scientifiques ont choisi de ne pas « dresser un front du refus » et d'organiser une « vaste consultation », explique au Monde François Ledrappier, président du CNRS. p. 30

Les capacités d'Aerospatiale-Matra

Accusé d'avoir bradé les intérêts du groupe public Aerospatiale, Alain Richard, ministre de la défense, explique sa stratégie au Monde. p. 23

L'homme du sport

Il voulait faire du Comité olympique une grande institution pacificatrice de la planète. Après les affaires de corruption, Juan Antonio Samaranch a entrepris de nettoyer le CIO. p. 17

Célébrer Koltès

Les pièces de Bernard-Marie Koltès, violentes, perturbantes, sont de plus en plus lues, jouées et étudiées. Dix ans après sa mort, l'auteur sera célébré en France et à l'étranger. p. 33

Allemagne, 2 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 E ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 Dir ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; République centrafricaine, 200 F CFA ; Roumanie, 10000 Lei ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suisse, 2,20 CHF ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (internat), 2,60 \$.

M 0147-317-7,50 F



ALLÔ ! EDITH ? DITES, VOTRE DENTISTE, IL SAIT TAPER UN RAPPORT ?

HE ! MON SOUS !

Journal de gloire pour Monsieur Léon, employé à l'imprimerie du Parlement

BRUXELLES de notre envoyé spécial
Il restera dans l'histoire, Léon Van Hoegaerden ! En coupant, grâce à un solide canif, les ficelles qui entourent les piles de rapport des « sages », ce Batave déboussa, employé au service de l'imprimerie du Parlement européen, donne le signal de départ d'une des séquences les plus échevelées de quarante années de construction européenne. Il est 5 heures du soir à Bruxelles et les journalistes, dans une joyeuse mêlée, peuvent enfin se procurer les 146 pages qui démontrent les pratiques inavouables d'une institution jusqu'alors épargnée par les scandales.

Chaque cherche avec fébrilité si le nom de « son » commissaire figure ou non dans cette liste noire et l'ampleur des turpitudes qui lui seraient reprochées. Les rumeurs avaient couru si bon train depuis une semaine qu'aucun des membres du collège ne pouvait se sentir à l'abri. Rapidement, le couperet tombe, implacable : Edith Cresson et Jacques Santer sont directement mis en cause. Mais le péché est collectif.

Les parlementaires européens prennent possession de leur territoire. Enfin, pas tous. On cherche en vain un représentant des socialistes. Un de leurs porte-parole tente vainement de les joindre à Paris. « Il faut les comprendre, nous sommes quand même en campagne électorale », explique-t-il sans y croire. Les Verts exultent. Toute à son émoi, une représentante belge en vient à confondre « commissaire » et « commissionnaire ». A la tribune, Paul Van Buitenen, le fonctionnaire européen qui révéla une partie des scandales et fut suspendu un temps pour cette « faute », a le triomphe modeste. Il raconte les moments difficiles qu'il a vécus, et le soutien sans faille de sa femme, Edith (rires dans la salle). Le Belge Wilfried Martens n'a rien oublié des leçons des bons pères de l'Université catholique de Louvain ni de ses recherches perpétuelles de compromis lorsqu'il dirigeait le gouvernement du royaume : il rend hommage à l'intégrité de Jacques Santer et... attend de consulter son groupe pour définir une ligne de conduite. Les autres parlementaires ont un peu de mal à être plus clairs. Ils exigent la démission soit d'Edith Cresson, soit du collège dans son ensemble.

Il est 21 heures à Bruxelles. Au siège de la Commission, on attend le « communiqué écrit » que Jacques Santer avait promis pour 19 heures. Un porte-parole vient annoncer qu'il n'y aura pas de communiqué et que le collège se réunira dans une heure. Hans Van Den Broek, le commissaire néerlandais, profite de ce répit pour aller dîner au Pomo d'oro, le restaurant situé face à la Commission, qui ne désemplit pas depuis midi. « Qu'attendez-vous pour ce soir ? », lui demande-t-on. « Ma pizza », répond-il, héroïque. Lorsqu'il s'esquive, un court instant, pour se servir de son téléphone portable, un malin ironise : « Il cherche déjà du travail ! »

Tout va aller ensuite très vite. On annonce la démission du commissaire chargé de l'agriculture, puis d'un autre. Puis on apprend que c'est tout le collège qui rend son tablier. Les cheveux argentés, impeccablement lissés, le regard aussi clair qu'un rapport des « sages », Jacques Santer lit une courte déclaration confirmant la nouvelle. Deux, trois applaudissements éclatent, dont on ne sait à qui ils sont destinés. Hans Van Den Broek, l'homme à la pizza, dit qu'il s'en va réfléchir. La plupart des commissaires sortent comme ils sont entrés, discrètement, par le garage. Il y a longtemps déjà que monsieur Léon a plié son canif et qu'il dort du sommeil du juste sur les décombres de la Commission.

José-Alain Fralon

investigations sur le programme Leonardo de formation professionnelle - « il est inacceptable que [M^{me} Cresson] n'ait pas informé le Parlement », le programme MED d'aide aux pays méditerranéens - « improvisation, précipitation, voire incompétence », l'Office humanitaire Echo - « tolérance à l'égard de pratiques notoirement irrégulières ». Gravement mise en cause, Edith Cresson passe, à la lecture du document, pour l'accusée numéro un. Non seulement elle apparaît dans le dossier du programme Leonardo, mais elle est la seule à être rendue responsable d'un cas « certain » de favoritisme pour avoir embauché, sur des contrats jugés « irréguliers », le docteur Berthelot, dentiste, dont l'essentiel des missions - treize sur dix-sept - a eu lieu à Châtelleraut, la ville dont elle fut maire.

La Commission restera en fonction au moins jusqu'au sommet européen de Berlin, les 24 et 25 mars.

● Le récit d'une journée et d'une nuit qui ont ébranlé l'Europe et conduit à la démission collective de la Commission de Bruxelles. p. 2

● L'historique de la crise et le fonctionnement des institutions européennes. p. 2

● Les principaux points du réquisitoire du Comité des Sages. p. 3

● L'euro, victime de la défaillance de l'exécutif européen. p. 3

● Le bilan de Jacques Santer, ce président qui avait « le mauvais œil ». p. 3

● La Commission expédie les affaires courantes jusqu'au sommet de Berlin, qui se tiendra les 24 et 25 mars. p. 3

● Le texte intégral des conclusions du rapport des sages et le dossier d'Edith Cresson. p. 18 et 19

● Notre éditorial et la chronique de Pierre Georges. p. 20 et 38

Il faut supprimer la mise en examen

par Edouard Balladur

DANS la recherche, toujours recommencée, d'un équilibre entre la nécessité de l'ordre et les exigences de la liberté, notre pays a ceci de particulier qu'il cumule aujourd'hui deux handicaps à priori contradictoires et dont l'addition illustre une peu enviable « exception française » : l'insécurité est grandissante, comme le gouvernement lui-même le reconnaît ; la protection des droits des citoyens est, tout compte fait, assez faible. Pourtant, il n'y a de bonne justice qu'autant que la protection des droits des citoyens est assurée de manière égale à l'indépendance des juges.

Ces deux objectifs sont-ils atteints en France ? Les débats qu'ils continuent de susciter, les difficultés auxquelles se heurtent les initiatives du gouvernement en font douter. Tout donne à penser qu'on ne s'est guère préoccupé, jusqu'à maintenant, que de mieux assurer l'indépendance des juges. Les dernières grandes réformes, constitutionnelles, notamment, remon-



« L'EPOQUE des beurs de service est derrière nous » : élu, le 20 février, président de SOS Racisme, Malek Boutih explique combien sa génération a dû apprendre « pour arriver à maturité ». Fils d'un ouvrier algérien, il explique au Monde les raisons pour lesquelles il a décidé de réorienter radicalement les priorités de son association en direction des quartiers en difficultés.

Lire page 10

International	2	Tableau de bord	25
France	6	Aujourd'hui	28
Société	10	Jeux	32
Régions	12	Culture	33
Carnet	14	Guide culturel	35
Horizons	17	Kiosque	36
Entreprises	22	Abonnements	36
Communication	24	Radio-Télévision	37

VOUS N'AVEZ PAS LE DROIT

Comment mettre en œuvre la loi sur les 35 heures dans mon entreprise ? Quels plafonds d'heures supplémentaires retenir ? Quid des salaires à temps partiel ? Quelles sont les règles applicables aux cadres ?...

Si vous n'avez pas de réponses précises à ces questions au moment de décider, vous courez tout simplement le risque de vous tromper.

Vous n'avez pas le droit.

EDITIONS LEGISLATIVES

Vous avez le droit

UNION EUROPEENNE Le Comité d'experts indépendants a remis lundi 15 mars à 17 heures son « premier rapport sur les allégations de fraude, de mauvaise gestion et

de népotisme à la Commission européenne ». Celui-ci se révèle sans appel pour la fonctionnalité de l'exécutif : les cinq Sages jugent que, collectivement, les commissaires ne

contrôlaient plus les activités de leurs administrations. ● EDITH CRESSON, sur le plan individuel, est la responsable la plus sévèrement critiquée par le rapport. ● LE PRÉSIDENT

Jacques Santer, à l'issue d'une réunion avec les vingt commissaires européens, a annoncé dans la nuit la démission de la Commission. L'exécutif démissionnaire assurera l'inté-

rim et participera aux discussions sur l'Agenda 2000 qui doit être finalisé à Berlin les 24-25 mars. (Lire aussi le document pages 18-19 et notre éditorial page 20.)

L'Union européenne en quête d'un nouvel exécutif

Le rapport des experts indépendants souligne les dérives généralisées de la gestion de Bruxelles. Il accable « la Commission en tant que collège ». Pour éviter une motion de censure au Parlement de Strasbourg, il ne lui restait qu'à démissionner collectivement

BRUXELLES (Union européenne) de nos correspondants Il était minuit quarante-cinq, dans la nuit de lundi à mardi, lorsque le luxembourgeois Jacques Santer, le président de la Commission européenne, accompagné de Martine Reicherts, son porte-parole, est venu annoncer devant une salle de presse comble la démission du collège. En deux phrases, et sans laisser place aux questions, le président Santer, visiblement ému, a résumé les deux heures et demie du débat difficile entre les vingt commissaires, qui venaient d'aboutir à cette « première » dans l'histoire de la construction européenne. La décision d'une démission collective, prise à l'unanimité, était la conséquence inéluctable du rapport-réquisitoire du comité des sages, rendu public quelques heures plus tôt. « Les autorités politiques ont perdu le contrôle sur l'administration qu'elles sont supposées gérer. Cette perte de contrôle implique dès le départ une lourde responsabilité, aussi bien des commissaires qu'elles sont supposées gérer », lit-on en conclusion de ce document de 148 pages.

Le rapport des cinq « experts indépendants », qui avaient été désignés en janvier conjointement par la Commission de Bruxelles et par le Parlement européen, fait donc porter sa critique au moins autant sur le dysfonctionnement général de l'institution que sur les dérives individuelles de ses membres. Sur ce chapitre des fautes personnelles, le comportement d'Edith Cresson, la commissaire chargée de la recherche, la formation et l'éducation, est le plus sévèrement jugé.

Pourtant, à l'aube de cette journée qui marquera, à bien des égards, l'histoire de l'Union, une telle issue dramatique, certes présente à l'esprit de tous, n'apparaissait en rien inéluctable. Inconscience ou forfanterie ? Les

Les dysfonctionnements commencèrent sous le magistère Delors

commissaires, surtout ceux les plus menacés qui, la veille, avaient pu prendre connaissance des passages les concernant directement, reprenaient courage : tout le monde ou presque était épinglé, le ton de cette compilation de juristes restait civilisé, aucune révélation plus ou moins catastrophique n'apparaissait, expliquaient-ils avec soulagement, brochant presque sur le thème du « beaucoup de bruit pour rien ».

Chacun des cabinets des commissaires faisait ses propres comptes, supputant la stratégie du président Santer ou celle du Parlement, fantasmant sur d'éventuels soutiens venus des capitales. Bref, lundi matin, la vie reprenait sous un jour presque ordinaire. En témoignait, illustration rassurante et parmi les plus prestigieuses de l'activité communautaire, la réunion mensuelle des ministres des finances, où Jacques Santer et Yves Thibault de Silguy, le commissaire chargé des affaires économiques et monétaires, notaient avec une sorte de ravissement qu'il était bien davantage question, dans les conversations de couloir, de la dé-

mission d'Oskar Lafontaine, le puissant ministre des finances allemand, que des malheurs de la Commission.

Au briefing traditionnel de midi, la porte-parole, tel le chef d'état-major d'une armée en bon état de marche, donnait l'impression de parfaitement maîtriser la situation. A 17 heures, le président Santer devait recevoir le rapport de la main des cinq sages ; après que le collège en a pris connaissance, il devait faire, assurait-elle, à 19 heures, une déclaration au nom de l'institution ; il était prévu que la Commission se réunisse à 21 heures pour arrêter sa stratégie. A cette heure du jour, à l'évidence, personne au deuxième étage du Breydel, le bâtiment-phare de la Commission, n'enviait cette réunion puisse tourner à la déroute. Pour la suite, comme si aucune forme de précipitation n'était nécessaire, le président Santer devait se présenter mardi matin devant les chefs de groupe de l'Assemblée.

Mais, faisant l'effet d'une douche froide, la lecture attentive du rapport mit brutalement fin à ces illusions. On y découvrait, en français ou en anglais, tout au long des 148 pages, l'image d'une institution immature et irresponsable. D'une institution, car le précédent collège n'était pas épargné. C'est, rappelle à plusieurs reprises le rapport, sous le magistère de Jacques Delors que la Commission, certes poussée dans ce sens par les gouvernements membres et par le Parlement, avait commencé à accepter des missions qu'elle n'avait ni les moyens financiers ni surtout le personnel qualifié pour mener à bien. Là réside assurément la faute originelle.

Telle est bien, au-delà des mises en cause personnelles, la caractéristique principale du rapport : le constat d'une grande organisation politico-administrative privée, dans une large part de son activité quotidienne, d'une direction effective. Un navire alourdi, médiocre à la manœuvre, au commandement trop souvent dépassé par les événements. Cette mise en cause, de nature structurelle, n'était pas attendue, du moins sous une forme aussi dure. Elle provoqua immédiatement étonnement et inquiétude. La critique, pour l'essentiel, ne portait pas sur tel ou tel cas conjoncturel, c'était l'équipe qui était visée.

Ce caractère cruellement gé-

néralisait davantage épinglé que le commissaire socialiste espagnol. En bouleversant ainsi la hiérarchie des responsabilités, les sages, qui n'avaient disposé que de six semaines pour conduire leur enquête, montraient ainsi leur aptitude à juger d'eux-mêmes et à prendre leurs distances par rapport à certaines idées reçues.

Edith Cresson est critiquée à un double titre : négligence coupable et mauvaise gestion du programme Leonardo qui concerne la formation professionnelle d'une part, cas avéré de favoritisme de l'autre. Le rapport examine en détail l'aventure bruxelloise de René Berthelot, ce dentiste de Châtelleraut ami de M^{me} Cresson, nommé

« Les autorités politiques ont perdu le contrôle sur l'administration qu'elles sont supposées gérer » lit-on en conclusion du rapport

raliste de l'audit n'exonérât pas cependant les fautes individuelles. A cet égard, la distribution des rôles et des erreurs, telle qu'elle était mise en scène avant l'intervention des sages, se trouvait sensiblement modifiée. Edith Cresson apparaissait pratiquement seule comme méritant un blâme sévère du jury. L'Espagnol Manuel Marín, chargé de la politique méditerranéenne, qui, jusque-là, avait été placé par les observateurs au même niveau d'opprobre que l'ancienne première ministre française, se trouvait, lui, largement blanchi. A tel enseigne que le président Santer, pour son défaut de surveillance du Bureau de sécurité, appa-

rait « visiteur scientifique ». Peu importe, jugent les sages, si les procédures d'engagement ont été à peu près formellement respectées. Ce qui n'est pas acceptable, c'est que M. Berthelot n'ait pas les compétences requises pour le poste occupé ; ce qui ne va pas, c'est que ses missions le conduisaient presque exclusivement à Châtelleraut, promu ainsi au sommet de la recherche européenne. Bref, ce qui ne va pas, c'est « la confusion des genres » : M^{me} Cresson utilisait les talents de son protégé pour l'aider dans sa tâche de maire de Châtelleraut, laquelle n'a que peu à voir avec l'Union. « La Communauté n'en a pas eu pour son

argent », concluent les sages pour qui ce cas, à l'évidence, est exemplaire des comportements à proscrire à l'avenir.

En fin d'après-midi, lundi, lecture faite, on distinguait aussi quel enseignement le Parlement européen s'appropriait à tirer de l'affaire. Le groupe des Verts demandait très vite la démission immédiate du collège, avec la menace explicite de déposer une nouvelle motion de censure dans l'hypothèse où la Commission ne s'incriminerait pas. De leur côté, les démocrates-chrétiens (groupe du Parti populaire européen, PPE), dont la priorité depuis le début de l'affaire était de faire « tomber » la socialiste Cresson, se trouvaient en porte-à-faux par rapport à l'orientation du rapport et hésitaient sur la tactique. Une fois de plus, la décision claire de Pauline Green, la présidente britannique du groupe socialiste, exigeant la démission de la Commission en raison du dysfonctionnement généralisé mis en relief par les experts, fut déterminante.

La Commission, qui avait attendu de connaître la position adoptée par les socialistes européens, commença alors sa réunion, consciente désormais que, si elle ne jetait pas l'éponge, elle n'échapperait pas cette fois à une infamante censure. L'affaire était dès lors entendue. Quelques scénarios de rechange – tel celui de démissions individuelles – furent bien suggérés, mais sans conviction. Les sages, par la « forme » et par le fond de leur rapport, interdisaient toute sorte d'échappatoire.

Philippe Lemaître et Marcel Scotto

Edith Cresson pointe les « dysfonctionnements généraux »

BRUXELLES (Union européenne) de nos correspondants

« C'était prendre un grand risque de déléguer le pouvoir de jugement à une instance extérieure pour évaluer l'activité d'une institution », Edith Cresson, à elle nourrit quelque ressentiment à l'issue de cette longue et difficile journée bruxelloise, l'adresse apparemment davantage à ceux qui, au sein de la Commission et au Parlement de Strasbourg, ont eu l'idée de mettre en place ce comité des sages qu'aux cinq juges eux-mêmes.

Elle constate, avec soulagement, que le rapport insiste particulièrement sur les responsabilités collectives du collège. Elle se sait sévèrement épinglée, conteste d'ailleurs certains reproches qui ne correspondent pas, à ses yeux, à la réalité (telle une supposée lenteur de réaction pour stopper les irrégularités du programme d'éducation Leonardo), mais elle relève que ce sont surtout les « dysfonctionnements généraux » qui sont dénoncés.

« Ceux qui ont défini les termes de référence de la mission confiée aux "sages", en pensant faire apparaître principalement les responsabilités individuelles plutôt que les erreurs collectives, subissent maintenant le retour de bâton », fait-elle valoir dans une allusion limpide à la manœuvre du président Jacques Santer.

« DES RÉSULTATS INCONTESTABLES »

Soupçonnée de « favoritisme », l'une des deux commissaires les plus sévèrement mises en cause dans les fraudes imputées aux services de la Commission de Bruxelles admet devant la presse « avoir peut-être été imprudente (...) ». Mais ce que j'ai fait, je l'ai fait pour l'intérêt général et le travail qui a été accompli par mes services et par moi-même est un travail considérable. En me retournant, je peux en être satisfaite.

Elle explique que la réunion de la Commission, lundi 15 mars, s'est tenue dans le calme

et la dignité. Certains, comme Leon Brittan et Marcelino Oreja, ont tenté de suggérer une solution autre que la démission collective, mais ils n'ont pas vraiment insisté.

L'ancienne première ministre française évoque, encore une fois, avec un peu de nostalgie « les résultats incontestables acquis durant quatre ans et demi ». Quant à l'avenir ? Après avoir constaté que la Commission « est jusqu'ici une administration avec des règles approximatrices », Edith Cresson s'interroge sur l'opportunité de parvenir, coûte que coûte, comme cela semble la tendance aujourd'hui à une culture administrative unique. Et sur France 2, mardi matin, elle ajoutait : « Quand on est très engagée et qu'on a des positions fortes, des fortes convictions entraînent des problèmes, des difficultés qu'il faut savoir surmonter (...). Je continuerai toujours à militer pour l'Europe, où qu'elle soit. »

Ph. L. et M. S.

Une crise qui couvait depuis plus de six mois

LA COMMISSION européenne est l'exécutif européen siégeant à Bruxelles. Indépendante vis-à-vis des gouvernements, elle propose des lois européennes (directives), veille au respect des traités, gère les politiques communes, notamment agricole et de la concurrence. Elle est composée de vingt personnalités nommées par les États membres. Son mandat est de cinq ans. Une accumulation d'événements a conduit, depuis l'automne 1998, à la démission collective annoncée le 16 mars.

● 5 octobre 1998 : le quotidien belge *La Meuse* révèle le contenu très sévère d'un rapport du service de contrôle financier de la Commission européenne datant du mois de mai. Ce rapport dénonce l'absence de supervision quant aux dépenses humanitaires destinées à la Bosnie et à la région des Grands Lacs en Afrique centrale en 1993 et 1994. Fin août, la presse belge révélait déjà que des détournements de fonds et des malversations avaient eu lieu à l'Office d'aide humanitaire de l'Union européenne (Echo). Echo

admet avoir surfacturé le montant des contrats conclus avec des entreprises de fourniture ou des prestataires de services pour que des conseillers ou des experts extérieurs à la Commission puissent être rémunérés.

En fait, il y a une escroquerie qui porte sur 400 000 euros qui se sont volatilisés en cours de route. Cette enquête a abouti à la suspension de deux fonctionnaires d'Echo et à la mise en cause de la société luxembourgeoise Perry-Lux, consultant pour la Commission. Le commissaire Manuel Marín était en charge d'Echo à l'époque des faits. Emma Bonino lui a succédé en 1995.

● 5 janvier 1999 : la Commission suspend un de ses fonctionnaires, qui avait écrit pour le groupe des Verts du Parlement européen un rapport sur la gestion des fonds communautaires. Ce fonctionnaire néerlandais, Paul van Buitenen, avait décrit dans son rapport plusieurs cas de mauvaise gestion et de détournements de fonds à la Commission. Étaient particulièrement visés l'entourage

d'Edith Cresson mais aussi les responsables des programmes d'aide aux pays méditerranéens. « J'admetts que nous avons connu des difficultés de gestion, mais de là à remettre en cause de façon globale l'action de la Commission, c'est intolérable », déclare Jacques Santer.

● 14 janvier 1999 : le Parlement européen repousse une motion de censure déposée contre la Commission (par 293 voix contre 232), mais décide la mise en place d'un « comité d'experts » indépendant chargé d'enquêter sur les cas de fraude ou de népotisme. Les eurodéputés votent également contre une résolution demandant la démission de deux commissaires, Edith Cresson et Manuel Marín. Le Parlement avait commencé à manifester sa mauvaise humeur à l'égard de la Commission lorsque, en décembre, elle avait refusé de lui accorder son quitus pour sa gestion financière au cours de l'exercice budgétaire 1996.

● 11 février 1999 : la Commission suspend les activités du bureau d'assistance technique exté-

rieur qui gère le programme de formation professionnelle Leonardo. Les services du contrôle financier de la Commission ont mis en évidence des problèmes de gestion et de contrôle financier. Edith Cresson, commissaire européenne à la Recherche, est interrogée quelques jours plus tard par la commission du contrôle budgétaire du Parlement sur ce dossier. Elle est également interrogée sur les raisons pour lesquelles elle a engagé, comme « visiteur scientifique », René Berthelot, un dentiste ami de Châtelleraut, qui a continué à percevoir ses appointements bruxellois alors qu'il était en arrêt maladie.

● 3 mars 1999 : Jacques Santer présente un « code de bonne conduite » qui stipule que les commissaires européens ne pourront exercer aucune autre activité professionnelle, ne pourront avoir aucun mandat élu, et devront déclarer leurs intérêts et avoirs financiers ainsi que ceux de leur conjoint.

Lucas Delattre

Par l'instituteur de
« Ça commence aujourd'hui »
DE BERTRAND TAVERNIER

Dominique Sampiero
Le temps captif

Flammarion

Un texte splendide
Sophie Grassin, L'Express

Un cri trop longtemps refoulé
Jean-Claude Rapiengeas, Télérama



Une décision abondante

Le ministre de l'Éducation nationale, Claude Allègre, a annoncé hier la suppression de 10 000 postes dans le service de l'Éducation nationale. Cette décision, qui concerne les personnels de l'Éducation nationale, a été prise à l'issue d'une réunion du conseil d'administration de l'Éducation nationale. Les syndicats ont réagi avec méfiance, craignant que cette mesure ne porte atteinte à la qualité de l'éducation. Ils ont demandé que les suppressions de postes soient effectuées de manière à ne pas affecter les services essentiels de l'école.

صكنا من الامل

Ehoud Barak disculpé sur son rôle dans un accident militaire

JÉRUSALEM. Un rapport du contrôleur de l'Etat, le juge Eliezer Goldberg, publié le lundi 15 mars, a globalement disculpé le chef du parti travailliste israélien, Ehoud Barak, des accusations portées contre lui, concernant un accident qui a coûté la vie à cinq membres d'un commando d'élite, en 1992. M. Barak était chef d'état-major à l'époque des faits. Il était accusé d'avoir abandonné les soldats blessés et tués lors d'un exercice d'entraînement qu'il supervisait. Le document laisse cependant planer un doute sur son comportement personnel dans le drame, ce qui a permis à un haut responsable de la droite au pouvoir de poursuivre sa campagne contre M. Barak à ce sujet. Le procureur s'abstient en effet de dire si M. Barak a eu tort ou raison de ne pas aider personnellement les blessés, soulignant qu'il y a eu des « témoignages contradictoires à ce sujet sur lesquels il n'était pas en mesure de trancher ». - (AFP)

Plus de 300 cas d'extrémisme de droite dans la Bundeswehr en 1998

BONN. Quelque trois cent-vingt incidents à connotation d'extrême droite ont été recensés en 1998 dans les armées allemandes, selon Claire Marienfeld, chargée de mission à la Chambre des députés pour le contrôle de la Bundeswehr. Il s'agit, précise cette élue de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), d'agissements ou de soupçons d'agissements. Dans le même rapport, elle critique « la bureaucratie croissante » de la Bundeswehr et l'état de son matériel. Selon le quotidien Bild qui fait état du rapport, certaines unités sont contraintes de démonter une part de leurs véhicules pour en maintenir d'autres en état de marche et des soldats, faute de crédits, doivent se cotiser pour acheter du matériel de bureau. - (AFP)

DÉPÊCHES

- **POLOGNE** : le président polonais Aleksander Kwasniewski a déclaré mardi 16 mars que son pays pensait être en mesure d'adhérer à l'Union européenne d'ici la fin 2002, soit plus rapidement que ce que prévoient les diplomates. En visite à Kuala Lumpur (Malaisie), M. Kwasniewski a ajouté que la Pologne s'attendait à remplir les critères pour l'adhésion à la monnaie unique européenne entre 2006 et 2008. La plupart des diplomates, à Bruxelles, ne prévoient pas de nouvelle adhésion avant 2005. - (Reuters)
- **IRAK** : un avion transportant 110 pèlerins irakiens, dont un ministre, a décollé, mardi 16 mars de Bagdad pour La Mecque (Arabie saoudite), en violation de l'embargo de l'ONU, a annoncé l'agence officielle irakienne INA. En 1997, l'Irak avait déjà envoyé une centaine de pèlerins âgés ou malades par avion à La Mecque, défiant l'embargo qui lui est imposé depuis 1990, et les autorités saoudiennes avaient autorisé l'appareil à se poser. - (AFP)
- **ISRAËL** : Israël refuse de restituer à leurs familles les dépouilles de Palestiniens tués et détient actuellement au moins 24 cadavres, ont affirmé, lundi 15 mars, deux associations israéliennes de défense des droits de l'homme, Betsalem et Hamoked. Dans un rapport conjoint intitulé « Corps captifs », elles soulignent que la rétention de cadavres par Israël est devenue systématique depuis quatre ans, dans le cadre d'une politique de « punition collective et de vengeance contre les familles des tués ». - (AFP)
- **ALGÉRIE** : des islamistes présumés ont égorgé ou brûlé six civils et en ont blessé une dizaine dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 mars non loin de la ville-garnison de Bliida. Selon des habitants, les victimes, dont deux femmes, étaient toutes membres de familles de « patriotes », des miliciens armés par les autorités. Selon le quotidien El Achil, plus de 400 civils ont été tués depuis l'annonce, en septembre, par le président Liamine Zeroul de son départ anticipé. - (AFP Reuters)
- **MAROC** : le président tunisien Zine El Abidine Ben Ali est arrivé lundi à Marrakech pour une visite officielle de quarante-huit heures au Maroc. Il s'agit de sa première visite officielle au Maroc depuis son arrivée au pouvoir en 1987, il y a douze ans. - (AFP)
- **ÉTHIOPIE-ÉRYTHRÉE** : le Conseil de sécurité de l'ONU va demander à l'Éthiopie et à l'Érythrée de respecter strictement le plan de paix de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ont indiqué lundi 15 mars des diplomates, alors que sur le terrain se poursuivaient de violents affrontements. Le Conseil, qui a discuté à huis clos de la situation, a chargé son président, l'ambassadeur de Chine Qin Huasun, de convoquer les représentants permanents des deux pays belligérants. - (AFP)
- **ANGOLA** : le médiateur des Nations unies, Issa Diallo, a quitté définitivement Luanda, lundi 15 mars, pour regagner New York en raison du retrait de la Mission de l'ONU (Monua), décidé fin février. « Je pars d'Angola encouragé. Nous avons fait pour le mieux », a déclaré M. Diallo à la presse. - (AFP)
- **VIETNAM** : le dissident Nguyen Thanh Giang a été arrêté pour « avoir violé la loi », a confirmé, lundi 15 mars, un porte-parole officiel sans autre précision. Giang, géophysicien âgé de soixante-deux ans, aurait été arrêté à Hanoï le 4 mars et pourrait être inculpé de « propagande contre le régime socialiste ». Il avait approuvé les critiques du général Tran Do, exclu du parti en janvier. Ces mesures augmentent mal de la visite de M. Celestino Migliore, diplomate du Vatican, arrivé lundi à Hanoï pour tenter un rapprochement entre le Vietnam et le Saint-Siège. - (AFP Reuters)

Le gouvernement japonais envisage une lente reprise de l'économie

TOKYO. L'économie japonaise sort progressivement de la récession, a déclaré mardi 16 mars le gouvernement de Tokyo. « L'économie est toujours dans une situation très difficile, la demande privée stagne encore, mais elle se redresse progressivement, soutenue par les mesures du gouvernement », écrit l'Agence de planification économique (EPA) dans son rapport mensuel. Ce rapport renforce l'optimisme né récemment d'une série d'indicateurs encourageants et qui a contribué à une hausse de 12 % de la Bourse de Tokyo au cours des trois dernières semaines. Mais le gouvernement s'est gardé d'un trop grand optimisme à la lumière de chiffres récemment publiés qui ont montré une récession de l'économie pour le cinquième trimestre consécutif. « Il est difficile d'espérer l'enclenchement d'une reprise auto-alimentée (...) tirée par le secteur privé », écrit la Banque centrale du Japon (BOJ) dans son rapport mensuel publié mardi 16 mars. - (Reuters, AFP)

STAGES PÂQUES

✓ 1^{re} et 2^e ANNÉE
✓ DROIT / SCIENCES ÉCO

ISTH

3 écoles de commerce :
BAC + 5
Concours en terminale

ESSCA IÉSEG ESDS

Angers Paris
Lille Lyon

Inscriptions
concours 99

Les Albanais du Kosovo ont annoncé leur accord avec le plan international de paix

Slobodan Milosevic est contraint de prendre position

Tous les regards étaient tournés, mardi 16 mars, vers le président yougoslave Slobodan Milosevic et ses représentants aux pourparlers de Paris

sur le Kosovo, contraints désormais de prendre position après l'accord donné par les Kosovars au plan de paix de la communauté internationale

nale, alors que les pourparlers devaient reprendre, mercredi, au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber.

LES CHOSES ont enfin bougé, lundi 15 mars, à propos du Kosovo, pour la première fois depuis que les grandes puissances tentent de faire admettre un plan de règlement aux parties prenantes au conflit. Alors que reprenaient à Paris les discussions interrompues le 23 février à Rambouillet, les Albanais du Kosovo ont en effet annoncé qu'ils donnaient leur accord à ce plan international. La balle n'est plus désormais que dans le camp des Serbes : « La République de Yougoslavie est maintenant au pied du mur », disait le ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine, en commentant lundi soir cet « élément nouveau très important ».

La décision des Albanais a été signifiée dans une lettre du chef de leur délégation, Hashim Thaqi, adressée à M. Védrine et à son homologue britannique Robin Cook, coprésidents des négociations, ainsi qu'à la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright. Elle a été saluée par ses destinataires comme un acte de « courage politique ». M. Védrine a précisé que, lors des entretiens qu'en compagnie de Robin Cook il avait eus l'après-midi avec Hashim Thaqi, toute ambiguïté avait été levée. « Nous lui avons demandé si cette lettre engage tous

les responsables albanais du Kosovo : il a répondu oui. Nous lui avons demandé si l'accord englobait bien les deux volets du plan [le volet politique et le volet militaire] qui à nos yeux forment un tout, il a répondu oui. » Les représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) membres de la délégation albanaise n'avaient pas pu, à Rambouillet, s'engager au nom des leurs sur un plan qui ne promet pas l'indépendance du Kosovo même à terme et qui prescrit le désarmement de l'UCK. Ils ont sauté le pas : ils affirment avoir convaincu les plus réticents des combattants sur le terrain et leur engagement est considéré comme crédible. « Nous avons accepté l'accord bien qu'il ne soit pas parfait. Nous voulons ainsi donner une chance à la paix », a déclaré Jakup Krasniqi, un des chefs de l'UCK, tandis que le leader modéré Ibrahim Rugova estimait que le plan « ouvre une perspective pour que le peuple du Kosovo décide lui-même de son avenir » et en appelait une fois encore à la communauté internationale pour « mettre un terme à la situation tragique et aux effusions de sang au Kosovo ».

Le succès du processus de Rambouillet n'est certes pas assu-

ré à ce stade : pour signer un accord, il faut être deux et la partie serbe n'a manifesté lundi à Paris aucune disposition dans ce sens. Mais la donne a changé. D'une part, comme le soulignait le ministre anglais, « la première ligne de défense des Serbes est tombée ». Depuis le début des pourparlers en effet, Belgrade affichait sa propre disposition à consentir à la province un statut d'autonomie et imputait le blocage des négociations à l'autre partie, accusée de n'avoir en tête que l'indépendance du Kosovo. D'après les diplomates présents aux négociations, les délégués serbes ont paru « surpris » lundi par le changement d'attitude des Kosovars, qui fait désormais peser sur eux seuls la responsabilité d'un éventuel échec.

SIMPLIFICATION DU JEU

D'autre part, cette simplification du jeu redonne prise aux Occidentaux, qui, dans la confusion précédente, se trouvaient extrêmement démunis, ne sachant plus qu'imaginer pour imposer une paix dont aucune des deux parties ne voulait. L'escalade des pressions sur les Serbes, jusqu'à l'éventualité d'une intervention aérienne de l'OTAN, est de nouveau envisageable. Hu-

bert Védrine a rappelé lundi soir, en réponse à la question d'un journaliste, que « les dispositions prises par l'OTAN [en vue de frappes aériennes] restent inchangées ». On n'en est pas encore là : les négociateurs internationaux s'attachent pour l'instant à arracher un accord à la délégation serbe. Ils ne se sont pas fixés de délai « mais s'il y en avait un, il serait bref », a indiqué le ministre français.

La fermeté semble de règle dans la conduite des pourparlers de Paris. Les diplomates occidentaux ont ainsi affirmé lundi qu'il n'était pas question de « rejouer Rambouillet » et qu'on ne tolérerait pas que les dispositions institutionnelles du plan de paix, réglées le mois dernier, soient remises en cause par la partie serbe comme elle en avait l'intention. Le point-clé reste donc l'acceptation par Belgrade des mesures de mise en œuvre du plan, à savoir le retrait des forces serbes de la province et le démantèlement de la police, sous le contrôle d'une force de l'OTAN de 28 000 hommes. Cette partie du plan de paix ne peut donner lieu qu'à des arrangements « à la marge » (par exemple sur le calendrier, sur les effectifs de la police des frontières, etc.), mais le principe d'un déploiement de l'OTAN sur le terrain, auquel Belgrade n'a cessé jusqu'à présent de s'opposer, est considéré comme non négociable.

Si Slobodan Milosevic « fait preuve d'intransigeance et d'agression, nous n'aurons que peu d'options », a dit lundi le président américain Bill Clinton en recevant le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, à la Maison Blanche. Comme en écho à la situation nouvelle qui s'est dessinée lundi à Paris, l'état-major yougoslave a annoncé dans la soirée à Belgrade que les soldats devant achever leur service militaire ces prochains jours seraient maintenus trente jours de plus sous les drapeaux. « En raison des pressions renforcées sur la République fédérale de Yougoslavie et des menaces d'intervention armée ».

Claire Tréan

La lettre du chef de la délégation kosovare

VOICI le texte intégral de la lettre du chef de la délégation kosovare aux pourparlers de Paris, Hashim Thaqi, annonçant, lundi 15 mars, à Hubert Védrine et Robin Cook, la décision des Kosovars de signer l'accord élaboré en février à Rambouillet.



La décision des Kosovars de signer l'accord élaboré en février à Rambouillet. Les consultations de la délégation du Kosovo (nom albanais du Kosovo) avec les acteurs politiques et militaires, ainsi qu'avec le peuple du Kosovo, concernant l'accord de paix et d'autonomie (daté

du 23 février 1999) issu de la réunion de Rambouillet, cette délégation, et moi-même personnellement, disons « oui » à cet accord.

Nous serions honorés de signer l'accord en votre présence à l'heure et à l'endroit que vous choisirez.

L'accord offre une chance et une perspective pour le Kosovo et son peuple. Nos consultations au Kosovo étaient nécessaires et très importantes. Maintenant qu'un état d'esprit positif a été créé au sein des structures politiques et militaires à propos de cet accord, la délégation du Kosovo peut le signer.

Dans ce succès, votre contribu-

tion, comme celle des gouvernements de vos pays, a été grande. Le destin du peuple albanais du Kosovo est à un tournant historique et la délégation du Kosovo a une grande responsabilité. Vous avez fait preuve d'attention et de patience à ce sujet. Notre délégation, et moi-même, nous vous remercions beaucoup pour cela.

Nous espérons à l'avenir votre aide, ainsi que celle de vos gouvernements. Le peuple du Kosovo est, et continuera à être, l'allié de vos pays, vous pouvez y compter. Le Kosovo a besoin de liberté et de démocratie. Votre contribution personnelle et celle de vos pays est essentielle et respectée. - (Reuters)

Une avocate catholique assassinée en Irlande du Nord

UN GROUPEUSCULE paramilitaire protestant, opposé au processus de paix en Irlande du Nord, les « Défenseurs de la Main Rouge », a revendiqué, lundi 15 mars, dans un appel à la BBC Ulster, le meurtre de l'avocate catholique Rosemary Nelson, connue pour son engagement en faveur de la cause nationaliste irlandaise. M^{me} Nelson a été tuée le jour même à Lurgan (ouest de Belfast), dans un attentat à la voiture piégée.

Le groupe « Défenseurs de la Main Rouge » est l'une des deux formations loyalistes dissidentes, qui avaient commencé à signer des actes de violence pendant l'été 1998. Ce sont des extrémistes basés à Portadown, un fief loyaliste théâtral chaque année des affrontements sanglants entre protestants et catholiques nationalistes minoritaires, au moment de la saison des marches traditionnelles protestantes.

L'INCAPACITÉ DE LA POLICE

M^{me} Nelson était notamment l'avocate des résidents de Garvaghy Road, le quartier catholique nationaliste de Portadown, opposé au passage des manifestations protestantes. Dans un entretien publié lundi par le quotidien nord-irlandais Irish News, elle dénonçait l'incapacité de la police à contrer la mainmise des extrémistes protestants sur la ville.

Dans la soirée, des manifestants masqués ont

jeté des cocktails Molotov et des pierres sur la police et l'armée à Lurgan. Quelque deux cents personnes avaient auparavant défilé pacifiquement dans les rues pour demander la dissolution du RUC, la police d'Irlande du Nord à très forte majorité protestante, accusée de partialité par la communauté catholique.

De Washington où ils se trouvent, le premier ministre (protestant) David Trimble et le vice-premier ministre (catholique) Seamus Mallon - les deux principaux signataires de l'accord du 10 avril 1998, censé mettre fin à trente ans de violence entre catholiques et protestants - ont déclaré que ce meurtre ne saurait entraver le processus de paix. - (AFP)

Le terrorisme urbain et la fronde des députés pèsent sur la préparation des élections turques

À UN MOIS des élections générales et municipales prévues pour le dimanche 18 avril, un vent de confusion souffle sur une Turquie soudain confrontée à une nouvelle vague de terrorisme urbain et à la gogne des députés. Ceux d'entre eux qui ont été écartés des listes des candidats, non contents d'avoir obtenu la réouverture du Parlement, menacent désormais de retarder le scrutin. Ils ont par ailleurs introduit une motion de censure visant à faire tomber le gouvernement du premier ministre Bülent Ecevit.

L'arrestation, le mois dernier, du dirigeant du PKK, le parti kurde, Abdullah Ocalan, avait été saluée avec optimisme par les autorités turques comme une étape décisive dans leur lutte contre le « terrorisme ». Bien que, jusque-là, le conflit kurde ait eu un impact limité sur les régions occidentales du pays, au cours des semaines écoulées, la Turquie a été secouée par

tions kurdes ou d'extrême gauche. Lundi 15 mars, alors qu'Istanbul entrait les treize victimes de l'attaque incendiaire lancée l'avant-veille contre un centre commercial bondé et revendiquée par un groupeuscule jusqu'ici inconnu, « les faucons vengeurs d'Apo », le PKK a fait monter les enchères en annonçant que le territoire tout entier de la Turquie était désormais une « zone de guerre ». Les touristes étrangers, européens en particulier, sont sommé de ne pas se rendre en Turquie.

AVENTURE

Dimanche, trois attentats à la bombe, qui n'ont pas fait de victime, ont été signalés dans divers quartiers d'Istanbul et, lundi, une passante a été blessée par l'explosion d'une bombe placée sous un véhicule parqué à proximité des bureaux de l'Union européenne (UE) à Ankara, la capitale. Quatre personnes avaient déjà perdu la vie

blessé le gouverneur de la province de Cankiri.

Sur le plan politique, la situation est tout aussi incertaine. Le mouvement de grogne des députés est en train de prendre de l'ampleur grâce à l'appui du Parti de la vertu (Islamiste). Ce dernier espère profiter de la réouverture de l'Assemblée nationale pour faire modifier l'article 312 du code pénal - utilisé notamment pour condamner l'ancien maire islamiste d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan - et obtenir la levée de l'interdiction de participer à la vie politique imposée à l'ancien premier ministre Necmettin Erbakan. « La levée de l'article 312 est la précondition principale [pour la tenue des élections] », a déclaré, lundi, le dirigeant du Parti de la vertu, Recai Kutan.

Bien que l'arrestation d'Ocalan ait renforcé les chances de succès du premier ministre Ecevit et de son Parti démocratique de gauche, le Parti de la vertu demeure dans le

convaincu de miser sur les parlementaires rebelles par Necmettin Erbakan, le « père » du mouvement islamiste qui, bien qu'absent de la scène politique, continue de faire pression dans les coulisses. Écarté du pouvoir par l'armée en juin 1997 et frustré d'avoir vu sa candidature en tant que député indépendant rejetée par les autorités, Necmettin Erbakan a usé de son influence pour embarquer le mouvement dans une aventure qui pourrait lui coûter de nombreux votes.

Les chances de succès des mécontents apparaissent cependant limitées puisqu'aucune loi ne peut être adoptée sans l'appui du gouvernement. Mais leur initiative, qui a une fois de plus démontré le manque de transparence au sein des partis et les lacunes du système politique, a en quelque sorte déjà atteint son but en causant de sérieux remous au sein du gouvernement et en jetant une ombre sur le processus électoral.

La Chine recon...

Nouvelles C



La Chine reconnaît que la crise asiatique affecte sérieusement son économie

Face aux accusations américaines d'espionnage nucléaire, le premier ministre Zhu Rongji amorce la contre-attaque sur un front diplomatique dégradé et dans un contexte de croissance morose, comme l'a montré la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, qui vient de s'achever

La Chine a inscrit dans sa Constitution le rôle de l'économie privée, une des recettes destinées à élargir la marge de manœuvre des autorités face à un début de marasme économique qui commence à les pré-

cupier. Confronté à une baisse des exportations, le gouvernement veut fouetter la demande intérieure alors que les Chinois, craignant le retour de l'inflation et inquiets pour leur emploi, se réfugient dans

l'épargne domestique. Pékin constate en outre une détérioration du climat diplomatique à son endroit avec les accusations répétées, provenant de Washington, sur ses activités d'espionnage aux États-Unis. Le

premier ministre Zhu Rongji, d'abord la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, a récusé ces accusations en affirmant que la Chine était capable de se doter des technologies militaires modernes par

ses propres moyens. Cependant, les avertissements, alimentés par le débat politique américain, se multiplient sur les faiblesses dont aurait fait preuve l'administration Clinton envers Pékin.

PÉKIN
de notre correspondant
« Champ de mines. » Lors de son investiture il y a un an, Zhu Rongji avait qualifié ainsi les difficultés qui l'attendaient. Il faisait allusion à son programme controversé de réformes économiques. Douze mois plus tard, un autre « champ de mines » - inattendu celui-là - s'est ouvert sous ses pas : un front diplomatique dégradé où la Chine est sur la défensive, surtout aux États-Unis.

Lors d'une conférence de presse tenue, lundi 15 mars, à l'issue de la session annuelle de l'Assemblée nationale du peuple (ANP), M. Zhu a amorcé la contre-offensive chinoise. Sur un ton agacé, il a dénoncé comme une « histoire fautive » les accusations américaines d'espionnage nucléaire, estimant que son pays était « pleinement capable de développer son propre arsenal militaire ».

Sur l'autre dossier chaud - les droits de l'homme - il a fait preuve de la même pugnacité courroucée. Ironisant sur les listes de dissidents qui lui sont régulièrement transmises par des visiteurs, il a appelé l'Occident à ne pas soutenir ces « soi-disant militants démocrates ». Il a récusé toute leçon en la matière en se prévalant de la lutte passée du Parti communiste « contre la dictature du Kuomintang ». Une seule note personnelle dans ce dossier : « Je ne peux pas dire que la Chine est parfaite. Je suis même plus impatient que vous ne l'êtes. »

M. Zhu a ainsi mis un point final à une session de l'ANP bien tenue en laisse, moins secouée que l'an dernier par la grogne anticorruption mais dominée par l'anxiété de la montée du chômage et de son impact délétère sur l'ordre public. M. Zhu y a répondu par la réaffirmation de l'objectif de ses réformes structurelles - cure d'amaigrissement de la bureaucratie, restructuration des entreprises d'Etat - tout en acceptant d'en ralentir le rythme pour éviter d'exacerber les tensions sociales. Parmi

les recettes envisagées pour élargir la marge de manœuvre réformatrice du gouvernement, l'ANP a entériné une révision constitutionnelle réhabilitant le rôle du secteur privé. Mais c'est probablement la reconnaissance abrupte par M. Zhu lui-même que l'état de la crise asiatique se resserre autour de la Chine qui aura fait le plus sensation.

LE SPECTRE DE LA DÉVALUATION

« La crise asiatique a été plus profonde que nous ne l'avions anticipée », a admis le premier ministre. Sur l'ensemble de l'année 1998, les exportations, qui génèrent un cinquième de la croissance, n'ont en effet progressé que de 0,5 %. Il s'agit d'un quasi-effondrement après l'envolée de 21 % en 1997. Les derniers chiffres sont encore plus inquiétants : les biens vendus à l'étranger ont chuté de 10,5 % en janvier et février.

Les médias officiels chinois ne cachent plus la gravité de la situation et annoncent une année morose. Si l'on en croit le *Quotidien du peuple*, la croissance des exportations, cette année, devrait être nulle, voire négative. Comparé aux importations qui, elles, progresseraient (+5 %), un tel grippage de la machine exportatrice aboutirait à une érosion d'environ un tiers de l'excédent commercial. Dans ces conditions, le spectre d'une dévaluation du yuan ne manquera pas de ressurgir. Le gouverneur de la Banque populaire de Chine (banque centrale), Dai Xianglong, n'a jamais caché que la fermeté de Pékin à maintenir la parité du yuan pourrait mûrir en cas de dégradation de la balance des paiements.

Le tableau est d'autant plus préoccupant que le deuxième moteur extérieur de la croissance - les investissements étrangers - s'est lui aussi encaissé. Le flux d'implanta-

tions connaît un véritable tassement (0,6 % en 1998). Les investisseurs occidentaux, s'ils voient leur poids relatif augmenter en raison du désistement des Asiatiques, n'en font pas moins grise mine. Le durcissement des contrôles des changes les plonge dans des tracasseries quotidiennes. Les banques sont parmi les plus dépités. La mise en faillite de la société de crédit et d'investissement de la province du Guangdong (Gitic), à l'occasion de laquelle leurs droits de créanciers ont été floués, a profondément altéré leur perception du « risque chinois ».

INVESTISSEMENTS PUBLICS

Officiellement, la Chine continue d'afficher une hospitalité empreinte de l'égard des capitaux étrangers. Devant l'ANP, le premier ministre a expressément recommandé d'attirer les « célèbres firmes multinationales ». Le gouver-

nement se dit prêt à ouvrir de nouveaux secteurs tels le tourisme ou les maisons de commerce. Mais échaudée par les effets d'annonce, la communauté d'affaires étrangère opérant en Chine reste dubitative.

Confronté à ce double enrayement des exportations et des investissements, le gouvernement n'a d'autre recours que de fouetter la demande intérieure dans l'espoir d'atteindre cette année un taux de croissance de 7 % (contre 7,8 % en 1998, 8,8 % en 1997). A entendre Zhu Rongji lui-même, la tâche s'annonce ardue, car « la demande est faible et difficile à stimuler ». En dépit de baisses répétées des taux d'intérêt, les Chinois continuent en effet de se réfugier dans l'épargne de précaution en raison des incertitudes pesant sur l'emploi.

Face à cette atonie de la consommation privée, le gouvernement n'a plus qu'un levier à actionner :

les investissements publics. Un ambitieux New Deal à la chinoise va être lancé, qui va porter le déficit budgétaire à 18,2 milliards de dollars, soit un bond de 56 % en un an. Le gouvernement minimise la portée de ce dérapage des finances publiques en arguant que ce déficit restera contenu dans la limite de 1,7 % du PIB (hors dotations aux entreprises publiques). Il souligne aussi que le péril de l'inflation - un sujet ultrasensible en Chine, car la hausse des prix a souvent nourri des poussées de fièvre populaire - est improbable car l'Etat pulvérisera dans la gigantesque épargne somnolente dans les banques plutôt que de recourir à la planche à billets. Le pari n'en est pas moins risqué. La Chine ne triomphe plus. Elle devient anxieuse. Et son premier ministre de plus en plus crispé.

Frédéric Bobin

La Maison Blanche est soupçonnée de laxisme face à l'espionnage militaire chinois

WASHINGTON

de notre correspondant

Les révélations sur l'espionnage nucléaire chinois pourraient remettre en cause les étroites relations entre Washington et Pékin. Elles menacent la Maison Blanche, accusée par les républicains - qui pourraient bien être à l'origine des révélations - de laxisme envers un pays soupçonné d'avoir financé la campagne électorale démocrate en 1996.

Ces assertions pourraient faire mouche à un moment où l'opinion, choquée par les violations des droits de l'homme en Chine comme par le déficit croissant des échanges entre les deux pays, est de plus en plus hostile à Pékin. Deux mois après les conclusions d'un rapport parlementaire sur la vente de matériel de haute technologie - de nature dite civile et militaire - les fuites sur le vol des plans de la tête nucléaire miniaturisée W-88 par un espion à la solde de Pékin secouent Washington. Certes, comme le dit l'ex-ambassadeur et chef de la CIA à Pékin, James Lilley, « on enfonçait des portes ouvertes en accusant les Chinois d'espionnage : cela fait cinquante ans qu'ils s'y livrent chez nous ». Mais au Congrès, certains demandent déjà la démission du conseiller pré-

sidentiel pour les affaires de sécurité, accusé d'avoir tergiversé. Bill Clinton, lui, a démenti toute négligence. L'expert en armements nucléaires Wen Ho Lee vient d'être écarté de son poste à la base secrète de Los Alamos, où il travaillait depuis 1978. Faute de preuves, il n'a pas été arrêté. Pourtant, les présomptions d'espionnage perpétré dès le milieu des années 80 - sous Ronald Reagan - datent de 1989. Embrouilles entre département de l'énergie et FBI et relâchement des règles de sécurité ont entravé l'enquête ; le gouvernement est accusé d'avoir fermé les yeux. Ce n'est qu'en 1996 que le chef du contre-espionnage de la CIA en fut informé ; il jugea « les dégâts encore plus sérieux que ceux d'Aldrich Ames », l'espion soviétique, ou des Rosenberg dans les années 50.

LANCEURS INTERCONTINENTAUX

Avec la fin de la guerre froide et après que fut tombée l'indignation causée par le massacre de la place Tiananmen (en 1989), les mesures de sécurité dans les laboratoires de recherche militaire avaient été pratiquement levées au profit de savants chinois ou russes : elles viennent d'être réimposées. Car, malgré les dénégations de Pékin, l'espionnage chinois

n'a jamais cessé. La technologie de la tête W-88 a fait économiser aux Chinois des années de recherche, dit Gary Milhollin, du Projet Wisconsin sur le contrôle des armes nucléaires. Ils ont pu miniaturiser leurs engins nucléaires afin de les loger dans des missiles balistiques lancés à partir de sous-marins, en attendant de se doter de têtes à charges multiples (MIRV). Ils sont aussi en train de moderniser leurs lanceurs intercontinentaux (ICBM) pour les rendre plus performants. Ces fusées ne devraient pas être déployées avant une dizaine d'années, mais déjà la Chine a les moyens de frapper les villes de la Côte ouest. Toutefois, Bates Gill, de la Brookings Institution, remarque que les 18 ICBM chinois ne représentent que 1 % des missiles terrestres américains.

Pour sa part, Gary Milhollin rappelle que les ventes de technologies de pointe sont au moins aussi graves que l'espionnage. Elles ont été développées dans le but de resserrer les liens avec Pékin, mais, selon lui, l'administration Clinton a été beaucoup plus loin que ses prédécesseurs, trop loin même. Il s'agissait, selon lui, de récompenser les Chinois tout comme certains industriels américains qui

avaient financé la campagne Clinton-Gore. Depuis, la vente de satellites de communication par Hughes a été bloquée. Les États-Unis sont également inquiets de l'hostilité de Pékin au programme de défense antimissiles TMD préconisé au Japon, en Corée du Sud et à Taïwan, ainsi que de l'appui que pourraient apporter les Chinois au programme balistique nord-coréen. Pour Bates Gill, il s'agit d'un problème plus politique que militaire, le TMD symbolisant la permanence de la présence américaine en Asie. Certains craignent un chantage nucléaire contre les États-Unis le jour où les Chinois décideraient de reconquérir Taïwan.

Désormais, la Chine est moins à la mode aux États-Unis, et, contrairement à ce qu'affirme Pékin, ce n'est pas seulement le fait d'une poignée d'individus hostiles. On redécouvre aux États-Unis l'incompatibilité entre les stratégies nucléaires des deux pays : il y a, entend-on désormais, des limites à ne plus franchir sans nuire à la sécurité. Face à ces attaques, M. Clinton pourrait être contraint de revoir sa politique d'engagement vis-à-vis de Pékin.

Patrice de Beer

Nouveau CR-V : vivez [l'inédit] au quotidien.



Une nouvelle motorisation avec un moteur 2.0 147 chevaux pour encore plus de puissance.
Un nouveau dessin de siège et une meilleure précision dans les réglages pour encore plus de confort.
Une ligne redessinée pour encore plus d'élégance.
Nouveau CR-V, vivez l'inédit au quotidien.
Venez vite l'essayer chez votre concessionnaire.

Le consommateur le plus exigeant sur 3615 Honda 2.233 mps.

131 800



CR-V

L'innovation au service de l'homme.

HONDA

صحنات من الامل

6

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999

DROIT CIVIL Le Sénat examine, mercredi 17 mars, la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS), adoptée par l'Assemblée nationale le 9 décembre 1998. Cette lé-

galisation du couple homosexuel mobilise contre elle une partie de l'opinion, associant les confessions religieuses et les partis de droite, et soulève des critiques à gauche. La

majorité sénatoriale propose d'étendre la reconnaissance et les droits du concubinage. ● LES SOCIALISTES, au Sénat, sont prêts à entrer dans cette logique, à condition

de préciser explicitement que le concubinage peut être le fait de deux personnes du même sexe. Le gouvernement y est favorable. ● LE STATUT des couples homosexuels

est un problème pris en compte dans la plupart des pays européens, certains ayant déjà adopté une législation à ce sujet, d'autres se préparant à le faire.

Le Sénat propose d'étendre aux homosexuels les droits du concubinage

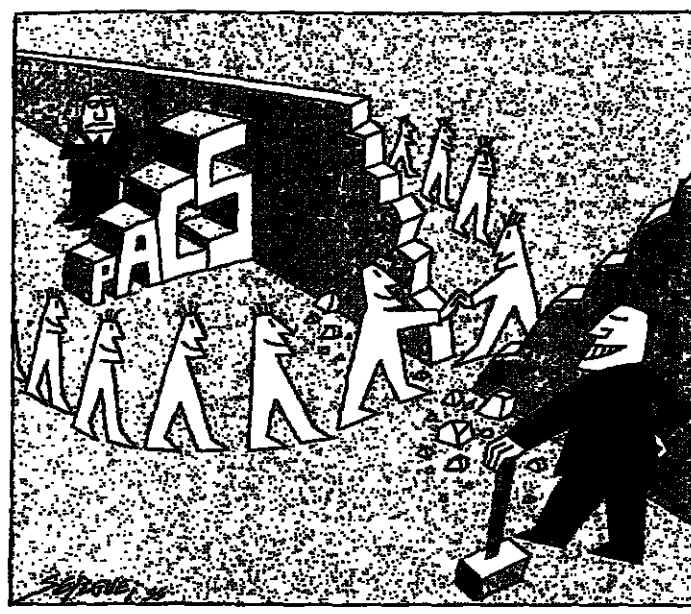
Refusant le pacte civil de solidarité (PACS), voté par les députés de gauche, la majorité sénatoriale préfère inscrire dans la loi des dispositions juridiques, fiscales et sociales liées à l'union libre, celle-ci pouvant concerner des personnes de même sexe aussi bien que de sexes différents

C'EST une belle issue de secours pour la droite et la gauche : faire entrer le concubinage dans le code civil pour dépasser la jurisprudence de la Cour de cassation, qui ne reconnaît le concubinage - et les droits associés - qu'aux couples hétérosexuels. A la veille de la discussion de la proposition de loi sur le pacte civil de solidarité (PACS) au Sénat, mercredi 17 mars, l'idée s'est imposée dans chaque camp.

Le PACS, adopté par l'Assemblée nationale, en première lecture, le 9 décembre 1998, a pour fonction de permettre aux couples non mariés de formaliser leur union et d'accéder à certains droits. Il a pour inconvénient de priver de droits, à l'inverse, le concubinage ou l'union libre. Cette objection, présente dans les esprits dès la première lecture du texte par les députés, a alimenté les débats des sénateurs socialistes depuis que leur groupe de travail, piloté par Dinaïd Deyck (Nord), s'est emparé du texte.

A droite, Patrice Gélard (RPR), rapporteur de la commission des lois du Sénat, a vu l'intérêt politique d'une proposition allant le rejet du PACS, la reconnaissance légale de l'union libre et la possibilité, pour les concubins, de résoudre leurs problèmes matériels en passant un contrat devant notaire ou sous seing privé (*Le Monde* du 10 mars) ; moderniser l'image du Sénat et semer la zizanie entre les pro-PACS et les partisans d'une simple extension des droits des concubins - renforcés - aux couples homosexuels.

« J'ai évolué au fil des auditions », indique M. Gélard. Selon sa version, approuvée par la commission



des lois, le 10 mars, le concubinage est « le fait, pour deux personnes, de vivre en couple sans être unies par les liens du mariage ». Jacques Larché (Rép. et Ind.), président de la commission, avait refusé de mettre aux voix un sous-amendement socialiste qui visait à compléter cette définition par : « Quel que soit leur sexe... ». Faute de cette précision, selon Xavier Tracol, avocat et porte-parole du Collectif pour l'union libre, la proposition de M. Gélard serait, à l'état, « insuffisante » pour entraîner un revirement de jurisprudence de la Cour de cassation. Le rapporteur n'en disconvient pas et se dit prêt, pour lever toute ambiguïté, à accepter, en séance, le sous-amendement socialiste.

Parallèlement, M. Gélard propose de « verrouiller » le mariage

en précisant, dans le code civil, qu'il ne peut être que l'union d'un homme et d'une femme célébrée par un officier de l'état civil. Chacun, à droite, pourrait donc trouver son compte dans le dispositif qu'il propose. Les sénateurs ont affiché, en effet, jour après jour, une plus grande ouverture à l'égard des couples non mariés. Après avoir déclaré, le 8 mars, qu'il n'était « pas d'accord » pour reconnaître le couple homosexuel dans le code civil (*Le Monde* du 10 mars), Jean-Jacques Hyest (Un. centr. Seine-et-Marne) a annoncé, deux jours plus tard, le 10 mars, qu'il reprendrait le sous-amendement du PS en séance. « J'ai réfléchi, depuis », a confié M. Hyest, qui a annoncé, lundi 15 mars, le dépôt d'un sous-amendement identique à celui du PS.

Le groupe socialiste du Sénat était devant un dilemme : refuser la reconnaissance du concubinage, pour défendre le PACS, le ferait apparaître comme moins moderne que la droite sénatoriale ; l'accepter aurait pour effet de brouiller l'image du PACS. La formule « concubinage » aurait, toutefois, l'avantage de rassembler la gauche, Robert Badinter (PS, Paris), qui, en 1982, alors garde des sceaux, avait fait voter la dépénalisation de l'homosexualité, n'a jamais caché son désir de voir l'union libre entrer « par la grande porte » du code civil.

LES MÊMES DROITS SANS DÉLAI

Accusé par ses pairs, lors des débats sur la parité, puis sur le PACS, de faire le jeu de la droite, l'ancien garde des sceaux s'est montré discret, mais actif. Il a tenu à ce que son groupe entende, le 2 mars, Daniel Borillo, juriste d'Aides, qui plaide en faveur de l'égalité des droits entre les couples homosexuels et les couples mariés, filiation comprise (*Le Monde* du 16 février). Sans être favorable au mariage homosexuel, l'ancien président du Conseil constitutionnel a été sensible au discours universaliste du militant.

Devant les sénateurs PS, désireux de ménager la chèvre et le chou, M. Borillo a proposé un amendement qui permet aux couples « de même sexe ou de sexe différent », ayant prouvé « leur état de concubinage », d'échapper aux délais prévus dans le PACS pour bénéficier de certains droits. Les sénateurs PS ont finalement tranché en maintenant le texte adopté par les députés... et en introduisant le concubinage. Dans son état actuel, l'amendement du PS défi-

nit l'union libre comme la « cohabitation stable et durable de deux personnes, quel que soit leur sexe ».

L'examen du texte au Sénat a permis d'ouvrir un débat qui n'avait pu avoir lieu au Palais-Bourbon. Après le rejet du PACS, le 9 octobre 1998, les cinq composantes de la majorité avaient chacune déposé sa propre proposition de loi (*Le Monde* du 15 octobre 1998). Celle d'Alain Tourret (PRG, Calvados) prévoyait, outre le PACS, la possibilité de constater le

Le 3 novembre 1998, devant les députés, Elisabeth Guigou, garde des sceaux, avait expliqué pourquoi la logique du « contrat » - le PACS - avait été préférée à celle du « constat » - la reconnaissance de l'état de concubins. « La société, avait-elle dit, a un réel intérêt à accorder des droits à ceux qui manifestent une volonté claire de s'engager et à encourager une démarche qui concrétise un souhait de stabilité. » Légiférer sur le concubinage, avait ajouté la ministre de la jus-

Matignon ouvert aux nouvelles propositions

L'irruption du concubinage dans le débat sur le pacte civil de solidarité (PACS) ne suscite de tempête ni à Matignon ni à la chancellerie. Lionel Jospin s'en est entretenu, lundi 15 mars, dans l'après-midi, avec Elisabeth Guigou, garde des sceaux, qui devait organiser, mardi, un déjeuner de presse sur ce sujet. Matignon n'est pas, a priori, défavorable à l'idée de définir l'union libre dans le code civil. Cette perspective, qui conçoit court à la polémique à gauche sur le PACS, est même jugée intéressante, étant entendu qu'il ne s'agit en aucun cas de renoncer au PACS, voté par la majorité « plurielle » en décembre 1998. En vue du retour du texte à l'Assemblée nationale, le 30 mars, la proposition de loi fait l'objet d'un « examen technique » au ministère de la Justice : outre la suppression des fratries, la chancellerie tient compte de remarques faites devant la commission des lois du Sénat, le 27 janvier, par Jean Hauser, professeur de droit, auteur du pacte d'intérêt commun.

concubinage, défini comme la « possession d'un état stable et durable du couple, que les concubins soient ou non de sexe différent ». « C'est de la dynamite, tu donnes raison à la droite ! », l'avait averti Véronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis), le 14 octobre 1998, lors de l'examen des textes par la commission des lois, qui n'avait pas retenu la formule de M. Tourret. M. Neiertz observe aujourd'hui : « Ce n'était pas une erreur juridique, mais une erreur politique. »

Elle ne croit pas à la « réforme » des textes « multiples et éparpillés dans le code civil, le code de la Sécurité sociale, le code du travail ou, encore, le code des impôts », ce que le calendrier parlementaire ne permettrait pas de faire « rapidement ». En février, cependant, M. Guigou avait admis la nécessité d'un « réexamen technique » du PACS. Elle ne croyait pas à bien dire.

Clarisse Fabre

Mariage, PACS, concubinage : trois régimes différents pour les personnes vivant en couple

● **Fiscalité.** 1) Les personnes mariées établissent une déclaration commune de leurs revenus. Il en irait de même pour celles qui auraient conclu un pacte civil de solidarité (PACS) depuis trois ans. Les concubins déclarent leurs revenus séparément. 2) Les personnes mariées font une déclaration commune de leur fortune. Les concubins dont le concubinage est reconnu comme « notoire » font également une déclaration commune. Il en irait de même pour les signataires d'un PACS, sans condition de durée. 3) Le PACS prévoit un régime proche de celui des couples mariés : les personnes « pacées » depuis deux ans bénéficient d'un abattement de 300 000 francs en 1999 et de 375 000 francs en 2000 (respectivement 400 000 et 500 000 francs pour les couples mariés) ; les biens transmis seraient taxés à 40 % à hauteur de 100 000 francs et à 50 % au-delà (de 5 % à 40 % pour les personnes mariées, en fonction de sept tranches de revenus) ; le délai de deux ans n'est pas applicable en cas de maladie grave du testateur. Les concubins sont considérés, eux, comme des étrangers aux yeux du fisc : au-delà d'un abattement de 100 000 francs sur les successions, l'héritier acquitte une taxe de 60 %.

● **Patrimoine.** Les couples mariés sont placés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, sauf s'ils ont conclu un contrat de mariage qui en dispose autrement. Les concubins sont soumis au régime de l'indivision pour les biens acquis en commun. Il en irait de même pour les signataires d'un PACS.

● **Protection sociale.** Le conjoint est considéré comme l'ayant droit pour l'assurance-maladie. Il en irait de même pour deux personnes ayant signé un PACS. Dans un couple non marié hétérosexuel, le partenaire qui est à la charge permanente et effective de l'autre a la qualité d'ayant droit pour l'assurance-maladie. La « Sécurité » accorde le même avantage aux couples homosexuels, à condition qu'ils justifient d'un an de vie commune.

● **Logement.** Dans le cas d'un couple marié, en cas d'abandon du logement ou du décès du preneur, le bail est transféré au conjoint. Les concubins bénéficient de cette disposition, à condition que leur concubinage soit notoire depuis deux ans. Le partenaire d'un couple homosexuel ne bénéficie pas de ce droit, la Cour de cassation ayant considéré, le 17 décembre 1997, que les couples homosexuels ne sont pas des concubins. Le droit au bail s'appliquerait, en revanche, dès la signature d'un PACS, quel que soit le sexe des signataires.

● **Filiation.** Un couple marié exerce automatiquement l'autorité parentale conjointe sur les enfants qui naissent pendant le mariage. L'adoption plénière peut être demandée par deux époux non séparés de corps, mariés depuis plus de deux ans ou âgés l'un et l'autre de plus de vingt-huit ans. L'adoption conjointe n'est pas ouverte aux

La procréation médicale assistée (PMA) est ouverte sans délai aux couples mariés, ainsi qu'aux concubins qui justifient d'une vie commune d'au moins deux ans. Elle est fermée aux couples homosexuels par l'article 152-2 du code de la santé publique, qui réserve la PMA aux couples formés d'un homme et d'une femme. Le PACS ne contient aucune disposition sur l'adoption ni sur la PMA.

● **Travail.** Les personnes « pacées » bénéficieraient du régime des couples mariés : l'entreprise devrait prendre en compte les possibilités du conjoint (ou partenaire) pour l'attribution des vacances, accorder des jours de congé en cas d'événement grave touchant le partenaire et traiter en priorité les vœux de mutation des fonctionnaires.

● **Nationalité.** Le mariage d'un citoyen français avec un ressortissant étranger ouvre droit, sans délai, à un titre de séjour provisoire, ainsi qu'à l'acquisition de la nationalité française après un an de mariage, ou sans délai lorsqu'un enfant naît avant ou pendant le mariage. La conclusion d'un PACS constitue un des éléments pour apprécier l'existence de liens personnels en France. L'article du PACS relatif à la nationalité, selon lequel, conclu depuis un an, il serait un élément d'appréciation de l'assimilation d'une personne à la communauté française, a été supprimé à l'Assemblée nationale, à la demande du gouvernement, qui s'est engagé à prendre cette mesure par décret. Pour obtenir une carte de séjour temporaire au titre de la « vie privée et familiale », le concubin doit justifier du caractère « notoire » et « relativement ancien » - cinq ans - du concubinage. La naturalisation est accordée par décret, sous conditions, à la demande

Une évolution des législations et des statuts qui concerne plusieurs pays européens

CONTRAIREMENT à ce que certains opposants au Pacte civil de solidarité (PACS) ont pu suggérer, la France n'est pas le seul pays qui envisage d'accorder un statut aux couples homosexuels. Un document rédigé, en décembre 1998, par le service des affaires européennes du Sénat montre, au travers d'une analyse de la situation dans la dizaine de pays européens dont les parlements ont été saisis de cette question au cours des dix dernières années, que plusieurs d'entre eux, essentiellement en Europe du Nord, ont décidé de dépasser la simple reconnaissance de unions de fait.

● **Extension du concubinage.** L'Espagne et le Portugal envisagent de reconnaître les unions de fait, homosexuelles ou hétérosexuelles. De nouveaux textes sont à l'étude après le rejet par leurs parlements respectifs, en 1997, de précédentes propositions de loi, qui assimilaient les couples de concubins aux couples mariés dans tous les domaines. En Espagne, deux propositions de loi ont été déposées : l'une étend aux couples stables, hétérosexuels ou homosexuels, certains droits actuellement réservés aux couples mariés ; l'autre concerne toutes les catégories de personnes qui cohabitent, sans prendre en compte la nature de leurs relations. Deux textes sont à l'étude au Portugal : l'un, émanant des écologistes, vise à élargir les droits des personnes vivant en union libre ; l'autre, préparé par les socialistes, ne concerne que les couples hétérosexuels. En Catalogne, les couples stables, hétérosexuels ou homosexuels, bénéficient, depuis juin 1998, d'un statut comparable à celui des couples mariés dans tous les domaines relevant de la compétence de la communauté autonome.

● **Législations réservées aux**

en 1989, à se doter d'une loi relative à l'enregistrement des couples homosexuels. La Norvège en 1993, la Suède en 1994, l'Islande en 1996 ont suivi cet exemple. Dans ces quatre pays, le principe général est l'identité de l'union enregistrée et du mariage. L'adoption conjointe et la procréation médicalement assistée sont toutefois refusées aux partenaires. En Islande et en Norvège, deux partenaires de même sexe peuvent bénéficier de l'autorité parentale conjointe. Le Danemark envisage d'assouplir les conditions de nationalité et de résidence nécessaires pour conclure un partenariat enregistré. Des projets concernant les seuls couples homosexuels sont en cours d'élaboration en Allemagne (*Le Monde* du 2 février) et en Finlande.

● **Un nouveau statut pour les couples,** quelle que soit leur composition. La législation entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 1998, aux Pays-Bas s'adresse aux couples homosexuels, qui ne peuvent pas se marier, comme aux couples hétérosexuels qui ne le veulent pas. Elle confère aux couples « enregistrés » à peu près les mêmes droits qu'aux couples mariés, les couples homosexuels se voyant refuser l'adoption conjointe et le partage de l'autorité parentale. Les partis de la coalition au pouvoir se sont engagés, dans leur programme de gouvernement, à présenter un projet de loi sur l'ouverture du mariage civil aux homosexuels (*Le Monde* daté 13-14 mars).

En Belgique, la loi sur la cohabitation légale, adoptée en octobre 1998, s'adresse à deux personnes qui désirent établir entre elles une communauté de vie, indépendamment de leur sexe et de la nature de leurs relations. La déclaration de cohabitation est remise à l'officier d'état civil du domicile commun. Les personnes concernées bénéficient d'une protection juridique minimale, les modalités de la cohabitation pouvant être réglées par convention notariée.

Jean-Baptiste de Montvalon

4 copieurs personnels Chez Duriez

Sans entretien • Compacts et légers
• Canon FC200 • 4 copies/minutes
2390 F TTC (1982 F HT) • FC220-bac
allim. papier 30 feuilles 2980 F TTC
• FC336 6 copies/minutes 3390 F TTC
• PC 740 plateau fixe, agrandissement
réduction 6890 F TTC (5713 F HT).

Sur Minitel la nouvelle version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

NATEXIS GROUP

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

NATEXIS MULTIDEVISES

Les agents des finances font grève contre les suppressions d'emplois

La réforme de Bercy inquiète les syndicats

C'ÉTAIT il y a dix ans, en 1989, pendant plusieurs semaines, un vaste mouvement social avait paralysé l'administration des impôts. Aujourd'hui, les organisations syndicales annoncent une situation presque aussi explosive pour l'ensemble des administrations des finances. La mobilisation des quelque 180 000 employés de Bercy, appelés à la grève par tous les syndicats, mardi 16 mars, sur les thèmes de l'emploi, de la définition des missions et de la réduction du temps de travail, aura valeur de test.

« Le 28 janvier, date de la dernière grève nationale, on a eu des taux de participation qu'on n'avait pas vus depuis dix ans [45 % selon les syndicats, 38 % selon le ministère], à l'exception de la grève d'octobre 1995 qui avait annoncé le mouvement de novembre et décembre 1995 », considère Jean-

Pierre Thévenaux (FO Impôts). « Localement, les conflits se multiplient. Certains départements envisagent déjà une grève générale reconductible. En 1989, il avait suffi de trois départements pour lancer le mouvement. Aujourd'hui, il y en a cinq qui sont "remontés" : la Moselle, la Sarthe, le Pas-de-Calais, le Gard et le Haut-Rhin », poursuit Bernard Brère (CGT Impôts).

A Bercy, on se dit serein dans l'attente du comité technique paritaire qui doit se tenir mi-avril. Mais l'inquiétude est latente. Le 22 février dernier, le ministre et ses quatre secrétaires d'Etat écrivaient une lettre à l'ensemble des salariés du ministère pour les rassurer. Le ministre a même commandé à la Sofres un sondage auprès de 1 400 agents pour tester le pouls social de son entreprise.

Si, comme l'ensemble des fonctionnaires, ceux de Bercy s'inquiètent des réformes à venir sur les retraites ou de la mise en œuvre de la réduction du temps de travail, c'est l'emploi qui est au cœur de leurs préoccupations. Pour respecter son objectif de stabiliser les effectifs de l'Etat, Lionel Jospin a demandé à certains ministères de réduire la voilure pour permettre à d'autres de s'efforcer. Dans ce cadre, les finances doivent baisser leurs effectifs de 0,5 % par

an pendant trois ans. Cette année, 696 départs sont prévus, après 555 en 1998. « Depuis douze ans, on a perdu 13 000 salariés », explique Christian Boulais, du Syndicat national unifié des impôts. Les 3 000 à 4 000 départs à la retraite que compte Bercy chaque année ne sont pas toujours intégralement remplacés. « Sur vingt ans, les effectifs sont stables », rétorque Bercy.

GAINS DE PRODUCTIVITÉ

Aujourd'hui, des menaces sérieuses planent sur l'emploi. Si Dominique Strauss-Kahn simplifie le système fiscal français comme il le promet, s'il modernise son ministère comme il le souhaite, il en découlera d'inévitables gains de productivité. La question de l'emploi ne pourra être évitée. D'autant que 70 000 départs à la retraite sont prévus aux finances d'ici à 2010.

Cette année, diverses simplifications (droit au bail, TVA, certificats de scolarité) se sont traduites pour la direction générale des impôts (DGI, 80 000 personnes) par 15 millions de formulaires en moins à traiter. « Ce sont 850 postes qui deviennent de facto inutiles. Pourtant, seuls 323 postes ont été supprimés cette année. On ne sait pas ce que vont devenir les autres », développe M. Boulais. « La modernisation informatique devrait dégager 5 000 à 10 000 emplois à la DGI. Que deviendront-ils ? De la même manière, que se passera-t-il pour les salariés qui s'occupent du forfait agricole si celui-ci est supprimé l'an prochain ? », interroge-t-il.

A Bercy, on refuse de parler des conséquences sur l'emploi des gains de productivité possibles. Le sujet est tabou. Le groupe de travail, dirigé par Paul Champsaur, sur la réorganisation du recouvrement de l'impôt ne l'aborde pas. Les syndicats craignent que celle-ci ne se traduise par des redéploiements entre la DGI et la Comptabilité publique (60 000 personnes). Les syndicats veulent donc des engagements sur les emplois et la nature de leur mission avant de s'engager, à l'aveuglette, dans toute négociation.

Virginie Malingre

Mobilisation en ordre dispersé dans toute la fonction publique

LES FONCTIONNAIRES n'entendent pas accepter aujourd'hui « ce qu'ils ont refusé et combattu hier » : pour défendre l'emploi, les retraites et la réduction du temps de travail, menacés par la « politique économique singulièrement orthodoxe » du gouvernement, les syndicats de la fonction publique devaient organiser, mardi 16 mars, un vaste mouvement de grève et de manifestations à Paris et en province.

A l'appel de la Fédération générale des fonctionnaires Force ouvrière (FO) et de la Fédération CGT des services publics territoriaux, plusieurs milliers d'agents devaient participer à une « grande journée nationale » de grève et de manifestations pour « mettre en garde le gouvernement contre la campagne de dénigrement des agents publics, notamment au travers des rapports Roché [sur le temps de travail des fonctionnaires] et Charpin [sur les retraites] ».

MÉCONTENTEMENT GÉNÉRAL

Les agents du ministère des finances (impôts, comptabilité publique, douanes, etc.) ne devaient pas être les seuls à manifester, mardi, dans les rues de la capitale, à l'appel de l'intersyndicale SNUJ, CGT, FO, CFDT, CGC, CFTC et UNSA (lire ci-dessus).

Le mouvement de protestation devait également toucher les fonctionnaires de l'équipement - les fédérations FO, CGT et CFDT du secteur ayant appelé à une journée de grève nationale et à un rassemblement régional devant le ministère - et ceux de l'arme-

ment, qui devaient se rassembler mardi matin devant le ministère de la défense à l'appel de la CGT et de FO, pour protester contre les restructurations du secteur de l'armement. « Si l'objectif du gouvernement est de supprimer les emplois statutaires dans la fonction publique pour les remplacer par des contrats emploi-solidarité, il faut qu'il le dise clairement », s'empare un gréviste.

Différents syndicats de Force ouvrière, dont celui des officiers de ports, celui des inspecteurs du permis de conduire, ceux de l'aviation civile (DGAC), celui des ingénieurs et techniciens de la météorologie nationale (avec la CGT), ainsi que la Fédération nationale de l'électricité et du gaz FO ont aussi appelé à la grève. Le syndicat des pompiers CGT et les policiers municipaux CGT et UNSA doivent aussi se joindre au mouvement.

« Derrière les revendications sectorielles, ces manifestations doivent inciter le gouvernement à prendre en compte le mécontentement général des fonctionnaires, à qui l'on demande plus de flexibilité sans création d'emplois », affirme Pierre Judith, secrétaire national de l'Union générale CGT des fédérations de fonctionnaires. A l'heure actuelle, on est déjà très loin de la loi Aubry, et très près de ce qu'aurait voulu le patronat. La CGT, qui n'a pas lancé de mot d'ordre unique pour l'ensemble de la fonction publique, n'exclut pas cependant « d'élargir » le mouvement après la semaine d'actions à venir.

Alexandre Garcia

Le Medef demande le report d'une année de l'application obligatoire des 35 heures

Le patronat souhaite que l'Etat supporte le coût de la réforme du SMIC

Le Mouvement des entreprises de France (Medef) a présenté, lundi 15 mars, à l'issue de son conseil exécutif, ses propositions pour la se-

conde loi sur les 35 heures, qui doit être présentée au Parlement d'ici à la fin de l'année. L'organisation patronale souhaite que cette loi soit la

moins contraignante possible, en s'inspirant des accords de branche déjà conclus. Elle plaide pour un report d'un an de sa date d'application.

POUR ATTÉNUER les « effets négatifs » d'une première loi Aubry « artificielle et perverse », élaborée « à l'abri des vents forts de la concurrence », le Mouvement des entreprises de France (Medef) a sorti l'artillerie lourde. L'organisation patronale a présenté, lundi 15 mars, une série de propositions « réalistes et de bon sens » en vue de l'élaboration de la seconde loi sur les 35 heures, qui doit, à l'automne, fixer les modalités définitives de la réduction du temps de travail. Ces propositions, adoptées à l'unanimité par son conseil exécutif, le Medef n'« imagine pas qu'elles ne soient pas reprises comme base de la seconde loi », selon son président, Ernest-Antoine Seillière.

PRIORITÉ À LA NÉGOCIATION

Rendant un hommage appuyé au « dialogue social » et invoquant les quarante-six accords de branche déjà conclus, M. Seillière veut « donner la priorité à la négociation collective sur la loi en matière d'aménagement du temps de travail ». Le Medef a ainsi, en guise d'introduc-

tion, réclamé l'application « sans réserves » de « toutes les dispositions » des accords intervenus, signifiant ainsi qu'il n'accepterait pas de voir le gouvernement refuser d'étendre intégralement celui signé dans la métallurgie.

L'organisation patronale demande, de plus, le report d'au moins un an de la date d'entrée en vigueur des 35 heures légales, qu'elle souhaite voir repoussée au 1^{er} janvier 2001 pour les entreprises de plus de vingt salariés. Pour les plus petites, il souhaite que la date d'application soit également décalée d'un an et que le seuil de vingt salariés soit relevé à cinquante.

A propos du SMIC, le patronat propose de « garantir le revenu » des salariés passant aux 35 heures, « sans augmenter pour autant les prélèvements sur l'entreprise, ni remettre en cause les abattements de charges sociales pour les bas salaires, ni changer l'assiette des cotisations patronales », en mettant le surcoût à la charge de l'Etat. Le coût d'une telle mesure, estimé par le Medef à « une dizaine de milliards de

francs », sur la base de 1,5 million de salariés payés au SMIC, devrait être financée par l'aide structurelle prévue par le gouvernement.

Sur les heures supplémentaires, le patronat demande que les entreprises non couvertes par un accord au moment de l'entrée en vigueur de la loi puissent bénéficier d'« un contingent légal de 188 heures supplémentaires par an », contre 130 heures actuellement. Le taux de majoration de la rémunération de ces heures devrait, selon le patronat, être « fixé à 5 % » pour les heures comprises entre 35 et 39 heures et maintenu à 25 % pour les heures comprises au-delà des 39 heures.

AGRESSION CONTRE L'EMPLOI

Le Medef a également plaidé pour « un décompte annuel de la durée légale du travail » et souhaité des dispositions spécifiques pour les cadres, dissociant leur « mission » de la durée du travail. Quant à la formation professionnelle, l'organisation patronale demande qu'elle soit désormais « réalisée pour tout

ou partie hors du temps de travail ». Ces propositions ont immédiatement fait réagir la CGT. « Ce n'est pas une base de négociations, c'est un programme d'agression contre l'emploi, contre les droits des salariés », a estimé Maryse Dumas, numéro deux de la confédération. Pour la centrale ouvrière, « la seconde loi sur les 35 heures doit faire barrage aux objectifs » du patronat. M. Dumas a adressé une mise en garde au gouvernement, qui « ne peut se contenter d'un rôle de pseudo-arbitre », mais « doit affirmer des choix clairs correspondant aux engagements pris ».

De son côté, dans un entretien à La Croix du 16 mars, la secrétaire générale de la CFDT a signifié son opposition à toute augmentation du contingent d'heures supplémentaires, précisant que, lorsque « la négociation introduit une souplesse accrue dans l'organisation du travail, comme l'annualisation, la logique voudrait que les heures supplémentaires diminuent ».

A. Ga et C. M



Singapour

Vous relier à l'Asie

NTT - Le choix de la flexibilité pour vos communications.

Arcstar Communications globales avancées par NTT

Le réseau Arcstar de NTT propose des services de communications globales d'une flexibilité unique. Qui mieux que NTT peut vous connecter à l'Asie et au Pacifique ? A Singapour, par exemple, pour satisfaire au mieux chacun de vos besoins, le centre d'assistance clients de NTT vous offre des services complets d'intégration de réseau et de maintenance. En bonne place parmi les leaders mondiaux de la télécommunication, NTT met à la disposition des entreprises des services de très haut niveau tels que : une assistance multilingue, un service de maintenance 24 heures sur 24, ainsi que de nombreuses technologies de pointe destinées à faciliter vos affaires. En choisissant NTT, vous faites le meilleur choix pour vous relier à l'Asie.



Pour plus d'informations, contactez : NTT France S.A. 90, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris TEL: 33-1-40-76-06-00 FAX: 33-1-40-76-00-15 <http://info.ntt.co.jp/global>

La Bretagne « européenne », première étape de la campagne centriste

François Bayrou en quête d'« authenticité »

JUGON-LES-LACS (Côtes-d'Armor)

de notre envoyée spéciale
« Bon, eh bien, souhaitons que le démarreur démarre ! », a lancé François Bayrou à l'apprenti mécanicien qui s'essaimait sur la pièce de moteur récalcitrante. Pour sa part, c'est au milieu des élèves boulangers et des futurs coiffeurs du centre d'apprentissage de Brest, qu'il était en train de visiter, que le président de l'UDF a officiellement commencé sa campagne pour les élections européennes, lundi 15 mars, dans le Finistère et les Côtes-d'Armor.

Pour mettre en scène cet événement, la Bretagne et ce que l'ancien ministre Ambroise Guélicq a appelé ses « vraies légions européennes » ont été choisies comme de favorables auspices par l'état-major de campagne du chef de file de l'UDF. Et puis, a assuré M. Bayrou, « c'est par le vote breton que la France a finalement décidé de dire oui » à Maastricht. Qu'on ne vole surtout pas là la moindre volonté de polémique avec Philippe Séguin, puisqu'il doit être bien clair une fois pour toutes que « rien ne serait plus désespérant pour l'opposition que chacun guette l'occasion de dénigrer le voisin ». « Ayant déjà eu droit à des tombereaux de menaces et d'intimidations, je ne doute pas qu'il y en aura d'autres, mais je ne répondrai pas aux attaques », a ajouté M. Bayrou. Le chef de file de l'UDF a résumé la campagne qu'il ne veut pas faire. De celle qu'il fera, il lui reste encore à définir la tournure.

PAS D'IMPROVISATION

Dès la première journée, Jean-Louis Borloo, député du Nord et maire de Valenciennes, s'est chargé de lui faire comprendre qu'aux yeux de certains de ses amis, cette campagne ne doit pas avoir pour unique objet d'installer l'image d'un homme, fût-il son chef de file. « Il n'y a pas une liste Bayrou. Il y a François Bayrou qui emmène une liste alternative dans l'opposition républicaine, avec une génération à la fois nouvelle et expérimentée », a déclaré M. Borloo lors d'un point de presse.

Quoi qu'il en soit, le président de l'UDF n'entend pas laisser une

trop grande part à l'improvisation dans cette campagne. En trois mois, il visitera, assure-t-il, tous les départements métropolitains ainsi que les Antilles et la Réunion. « Une campagne, si on la fait, il faut se crever. Ça donne une authenticité », assure-t-il. Dans le mois qui vient, les tournées de M. Bayrou auront aussi pour enjeu des places sur sa liste, dont la constitution ne sera pas rendue publique avant la mi-avril. C'est ainsi qu'en Bretagne, deux postulants au rôle de chef de file de ce haut lieu du centrisme, aujourd'hui quelque peu en déshérence, se sont manifestés, à savoir M. Guélicq et Jeanne-Françoise Hutin, épouse du patron de Ouest-France, plus fort tirage de la presse quotidienne. Dans la première semaine de mai, les têtes des listes affiliées au démocrate-chrétien Parti populaire européen (PPE) se retrouveront à Strasbourg. Quant au score qu'il espère pour sa liste, M. Bayrou ne s'avancera pas à dire autre chose, avant le 13 juin, qu'il sera « beaucoup plus haut qu'on ne le croit si les Français l'entendent ».

Reste le contenu du discours. Lundi, M. Bayrou a ouvert une piste en annonçant qu'il voulait proposer aux Français « une Europe heureuse et une France nouvelle ». Une Europe « heureuse » serait celle où le pouvoir politique verrait sa place renforcée, que ce soit par la création d'un « pouvoir politique face à la Banque centrale », l'institution d'un président de l'Union « capable de répondre à Clinton » ou le développement d'une politique de sécurité commune qui pourrait déboucher sur la construction d'un port-aérien européen. Interrogé sur ce point, M. Bayrou a en outre annoncé qu'il était favorable à la taxe Tobin sur les opérations financières : « Une taxe qui enlèverait un peu de leur fluidité aux opérations financières à court terme serait de celles qui justifient la politique », a-t-il fait valoir avant que Pierre Méhaignerie ne change rapidement de terrain. « Les thèmes de la campagne ne sont pas encore installés », reconnaissait peu après M. Bayrou.

Cécile Chambrault

La FNSEA se ressoude à Versailles en pleine tourmente agricole communautaire

Le congrès devrait réélire Luc Guyau à la présidence du syndicat

La négociation de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) pèse sur les débats du congrès de la FNSEA, qui s'est ouvert mardi

16 mars à Versailles. Les dirigeants syndicaux ont en effet unanimement critiqué le compromis trouvé dans la nuit du 10 au 11 mars. Ces diffé-

cultés ont ressoudé les membres du principal syndicat agricole, qui devrait reconduire son président.

ALORS QUE Jean Glavany avait inauguré le Salon de l'agriculture, dimanche 28 février, avec les félicitations des organisations professionnelles pour « avoir tenu bon » contre la Commission et l'Allemagne, le ministre de l'Agriculture et de la Pêche est aujourd'hui inquiet. Comment va-t-il être accueilli à la clôture du congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) qui se tient à Versailles du 16 au 18 mars ? Le compromis sur la réforme de la politique agricole commune (PAC), qui a été négocié la semaine dernière à Bruxelles, et que le gouvernement et l'Elysée ne considèrent que comme une étape et une proposition modifiable – a en effet provoqué des réactions très défavorables de tous les syndicats.

Le syndrome du printemps 1992 plane sur le 53^e congrès de la FNSEA. A cette époque en effet, au cœur même des négociations sur la précédente réforme de la PAC, le ministre de l'Agriculture Louis Mer-maz avait été copieusement hué et chahuté lorsqu'il était venu à Bourg-en-Bresse et à Joux-les-Tours conclure les congrès de la FNSEA et du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs). M. Glavany en a tiré les leçons et cherche une parade, car il sait que si les négociations communautaires ne se terminent pas trop mal, le président de la République cherchera à en tirer les bénéfices, alors que si la France ne fait que limiter

les dégâts ou recule devant des principes essentiels (par exemple le refus de la nationalisation des aides), c'est le gouvernement et lui, comme en 1992, qui seront immédiatement désignés coupables.

Par rapport aux enjeux européens, le congrès ne sera pas un événement syndical majeur. Luc Guyau en effet va se représenter à

l'unité de façade. Lors des exactions commises dans les bureaux de Dominique Voynet, le 8 février, il avait vigoureusement « désapprouvé » les méthodes des agriculteurs du bassin parisien membres de la FNSEA, mais refusé de prononcer des sanctions.

La composition du conseil d'administration (69 membres) et sur-

stité. Selon M. Chardon, considéré comme progressiste et auteur du rapport qui, au congrès de Toulouse en 1997, avait provoqué une fronde interne à la FNSEA, « l'esprit de Toulouse n'est pas mort ». « Entre les hommes, les produits, les territoires, tout a une valeur. L'agriculteur ne peut être un simple producteur de matières premières. Il faut des politiques spécifiques, pour la montagne, la viticulture, l'élevage bovin à partir de l'herbe... »

Réunion d'un conseil restreint sur l'Agenda 2000

Comme avant chaque échéance européenne importante – en l'occurrence, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, à Berlin, les 24 et 25 mars –, le président de la République a réuni, mardi 15 mars, un conseil restreint au sujet de l'Agenda 2000 et de la PAC. Le compromis proposé par la présidence allemande de l'Union est jugé inacceptable à l'Elysée, comme à Matignon. Il conduirait à un dérapage des finances communautaires, dont l'Allemagne devrait supporter l'essentiel.

On affirme, à Matignon, qu'en dépit des difficultés politiques qui caractérisent inévitablement la dernière ligne droite de la négociation, la position française restera une et indivisible. On ajoute que sur le dossier – très important pour Paris – de la vache allaitante nourrie à l'herbe, la France avait obtenu des avancées significatives, comme pour la viticulture. Les sujets sur lesquels des améliorations doivent être apportées sont surtout les céréales, le lait et les productions oléagineuses riches en protéines.

la présidence et il n'aura probablement pas de rival. En dépit des tensions régionales, sectorielles et politiques qui obligent à concilier les requêtes des petits viticulteurs du Sud-ouest, des « industriels du porc » de Bretagne, des céréaliers du Loiret et des éleveurs de bœufs charolais de la Nièvre, il reste l'homme de la moins mauvaise

tout la désignation du secrétaire général et de son équipe, en revanche, donnera lieu à de vifs débats à huis clos, car l'actuel titulaire du poste, Dominique Chardon, qui n'a pas que des amis dans le Massif central, en Bretagne et chez les exploitants de blé et de betteraves, a décidé de briguer un nouveau mandat après avoir longtemps hé-

« SERRER LES RANGS »

Ses adversaires d'hier, essentiellement Henri de Benoist, président des producteurs de blé et Dominique Ducloux, patron des planteurs de betteraves, se veulent aujourd'hui beaucoup plus conciliants. « On a tenu compte de nos positions et de nos amendements, reconnaissant la diversité des agriculteurs, et il n'y a pas de raison que cette année on fasse des sourcils », dit le premier. « Il y aura des débats, mais quand ça va mal – je parle de la PAC – il faut qu'on serre les rangs et on le fera », ajoute le second qui demande cependant avec insistance à Luc Guyau de « réagir fermement » contre les « perpétuelles agressions » de Dominique Voynet.

L'essentiel des débats du congrès sera tourné autour du rapport présenté par le président de la fédération du Vaucluse, Jean-Pierre Boisson, maire de Châteauneuf-du-Pape, sur la protection sociale des agriculteurs, qui avait été approuvé à l'unanimité moins cinq abstentions. Faut-il introduire progressivement, pour les agriculteurs, un régime obligatoire de retraite complémentaire, ce qui suppose que les exploitants acceptent de payer une cotisation supplémentaire et que l'Etat subventionne le futur régime ? Comment modifier l'assiette des cotisations en défalquant du revenu ce qui est réinvesti dans l'exploitation ? Faut-il – question annexée – introduire en France, de façon obligatoire ou volontaire, un système d'assurance récolte comme en Espagne ou au Canada et demander, à nouveau, une aide de l'Etat ? Au moment où le monde agricole a plus que jamais besoin d'unité et de légitimité, ces sujets sont de nature à emporter mieux le consensus que ceux des gros contre les petits ou la redistribution plus juste des subventions.

Propos recueillis par François Grosrichard

François Grosrichard

TROIS QUESTIONS À PHILIPPE MANGIN

1. Président de la chambre d'agriculture de la Meuse, vous tirez la sonnette d'alarme : « Sans électrochoc, le département risque la catastrophe ».

C'est sûr ! La viande bovine compte pour 22 % des livraisons, le lait 33 % et les grandes cultures 37 %. Nous dépendons quasi totalement des orientations de la PAC. L'importance des surfaces moyennes – 120 hectares – cache une vraie faiblesse : la désertification. Le salut ne passe pas par le gigantisme. Nous avions fixé le chiffre de cent installations de jeunes par an et l'on en est à quatre-vingts à peine, ce qui navre l'ancien président du Centre national des jeunes agriculteurs que je suis. Nous avons un contingent de

primes ovines, ou nous ne sommes pas en mesure de les consommer. Pis, la Meuse produit peu de valeur ajoutée : elle figure au 10^e rang pour le revenu moyen par exploitation mais n'est qu'au 74^e pour la valeur ajoutée.

2. D'abord par la diversification des productions, car il n'est pas intelligent d'avoir tous ses œufs dans le même panier... européens subventionnés. Une quinzaine de jeunes se sont lancés dans la vigne, sur une quarantaine d'hectares. On commence aussi la culture des truffes et certains développent l'élevage du bœuf-bible argonnais. Les outils coopératifs devraient prendre davantage en compte les secteurs situés en aval de la production, qui créent des emplois et de la valeur ajoutée.

3. Comment concilier dynamique économique et sympathie de l'opinion ?

Ne nous laissons pas bercer d'illusions par les sondages imbéciles qui fleurissent chaque année lors du Salon de l'agriculture sur le thème « Les Français aiment leurs paysans ». Ils risquent d'être utilisés comme alibi pour ignorer les défis : environnement, sécurité alimentaire, tourisme vert pour une nouvelle vie culturelle. Répondons en croisant deux logiques : la réalité économique par la maîtrise des coûts, et la vision politique qui place les hommes au cœur du projet agricole. Pour convaincre le consommateur, il faut fournir des produits « à discours », qui véhiculent l'authenticité.

La compétitivité des produits européens au cœur du débat sur la baisse des prix garantis

LA BAISSSE des prix garantis, qui soulève un tollé presque unanime chez les agriculteurs français, est l'un des axes majeurs de la réforme de la politique agricole commune (PAC). Dès le printemps 1997, elle était inscrite dans les propositions initiales de la Commission européenne, aujourd'hui démissionnaire (lire page 2).

Franz Fischler, le commissaire européen chargé de l'agriculture, avance plusieurs raisons pour justifier cette orientation qui, du reste, est globalement approuvée dans plusieurs pays européens. Il s'agit, en diminuant les prix de référence, de rapprocher les niveaux européens des cours mondiaux et, donc, de rendre le blé, la viande, le beurre ou le colza plus compétitifs. Le réajustement vers le bas permet aussi de diminuer la facture des « restitutions », c'est-à-dire des subventions versées par l'Europe aux exportateurs européens lorsqu'ils veulent vendre leurs produits, par définition chers, aux acheteurs étrangers sollicités par les grandes firmes américaines, néo-zélandaises, argentines ou canadiennes. C'est aussi une façon d'aborder en force les futures négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), au sein de laquelle les pays qui interdisent les subventions à l'exportation sont majoritaires et où les pratiques européennes seront, à plus ou moins long terme, condamnées.

océanide réforme, celle de 1992, que la baisse des prix intérieurs permettra une reprise en main du marché des Quinze, les quelque 360 millions d'Européens se tournant alors plus volontiers, à qualité égale, vers des produits « made in European Union » que vers des fabrications étrangères mal identifiées. La baisse du prix des céréales, depuis dix ans, a d'ailleurs permis la reconquête spectaculaire, par le blé, l'orge ou le maïs européens, du très dynamique marché de l'alimentation du bétail, au détriment des importations de soja américain ou de maïs thaïlandais. Ces baisses sont, en outre, un précieux ballon d'oxygène pour les producteurs de porcs, confrontés actuellement à une grave crise de surproduction.

Enfin, l'infléchissement vers le bas des prix actuels est une nécessité à l'heure où l'on prépare l'arrivée dans l'Union d'autres pays, qui

sont des puissances agricoles, comme la Hongrie ou la Pologne. A Varsovie ou à Budapest, en effet, les prix sont inférieurs de 30 % à 50 % à ceux pratiqués par les Quinze. Sans diminution, les paysans de ces pays seront naturellement incités à produire le plus possible à des conditions garanties, ce qui provoquera, mécaniquement, le gonflement des stocks de viande, de blé ou de lait, impossibles à exporter sans aides publiques.

CHIFFON ROUGE

Moins 10 %, 15 %, 20 % ? Indépendamment du niveau, le principe même de la baisse des prix joue le rôle de chiffon rouge chez les agriculteurs, sauf chez les céréaliers, qui savent bien qu'ils peuvent encore dégager des réserves de productivité et qu'il existe, pour l'exportation, de nombreux marchés prometteurs pas toujours bien pénétrés. « Ce n'est pas en diminuant les prix, même de moitié, qu'on fera manger davantage de beurre ou de yaourts aux Français, leur capacité d'estomac est limitée ! », s'insurge Jean-Michel Lemétayer, président de la Fédération des producteurs laitiers. Pour sa part, Jean Glavany ajoute en substance : « Une faible baisse des prix garantis – ce qui est la position de Paris – induit automatiquement des plus faibles compensations, donc de moindres dépenses communautaires. » Le débat doit être replacé dans la

de toutes les matières premières agricoles, à l'exception des huiles et du cacao. Cette baisse résulte, avant tout, de « la contraction de la demande mondiale, notamment asiatique et russe, sans que les agriculteurs aient été en mesure d'ajuster leur production à la baisse », indique l'économiste André Neveu dans une étude que vient de publier la Caisse nationale du Crédit agricole. Il estime que les effets des baisses de prix sur les marchés mondiaux seront « variables » selon les productions. « Les premiers touchés, prévient-il, sont les secteurs structurellement excédentaires, comme ceux du porc et du cognac. »

Fr. Gr.

DU 16 MARS AU 21 JUIN 1999
www.printempsduquebec.org

DU QUEBEC
LE FEU SOUS LA GLACE

Québec

U.C.S. ANTIQUES

Recherche : Monnaies antiques
Argentière - Bronzes
Objets 1900 - GALLIE

ACHAT VENTE
IMPRESSIONNISTES
Renoir, Bonnard, etc.

ESTIMATIONS GRATUITES
Partage de collections

21 bis, Av. de Seine 75007 PARIS

01.53.69.06.06

OISE
L'anglais à Oxford
L'anglais à Bristol
L'anglais à Heidelberg
L'anglais à Cambridge
L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages linguistiques. Selon l'école, les stages s'adressent aux :
- adultes, étudiants, lycéens ou collégiens.
- familles, en famille, voyage et loisirs.
- Avec l'organisme de formation fondé à Oxford, vous pouvez bénéficier de réductions de 30 % sur les prix de la formation.

soude à Versailles agricole communautaire

Guyss à la présidence...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

Le conseil d'administration...

La CGT fait son entrée dans la Confédération européenne des syndicats

La CFTD et la CFTC approuvent, pas FO

MARDI 16 MARS après-midi, la CGT devait être, selon toute probabilité, la soixante-sixième confédération nationale adhérente à la Confédération européenne des syndicats (CES). En effet, en fin de matinée, le comité exécutif de l'organisation syndicale européenne, réuni à Bruxelles, devait se prononcer, sur sa candidature. Si l'affiliation de la CGT est acquise, malgré l'hostilité persistante de Force ouvrière, celle de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), également soumise au vote, est moins assurée.

Après avoir siégé pendant près de cinquante ans à la Fédération syndicale mondiale (FSM), depuis la création de l'ex-internationale syndicale communiste, en septembre 1945, jusqu'à 1994, la CGT devrait ainsi rejoindre sur les bancs bruxellois FO, la CFTD et la CFTC. Il s'agit bien évidemment, pour la CGT, d'une journée historique qui consacre son adhésion au fait européen et tourne définitivement la page d'un engagement international marqué par la guerre froide.

Marc Blondel vilipendé les « usurpateurs »

On savait Marc Blondel hostile à l'affiliation à la Confédération européenne des syndicats de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), coupable, à ses yeux, d'avoir accueilli ses principaux opposants. Mais, là, le numéro un de Force ouvrière le dit tout net. Dans une lettre adressée, le 4 mars, au secrétaire général de la CES, M. Blondel s'en prend notamment à deux transfuges : Jacques Mahré, ancien secrétaire général de FO-Paris, et François Jolliet, ancien trésorier. Ces derniers, écrit-il, « ont quitté FO en laissant une dette de cotisation de 5,3 milliards de francs ». Et d'ajouter : « Seule notre hésitation à saisir la justice bourgeoise et le respect pour le syndicalisme nous freinent dans notre volonté de recouvrement des cotisations par voie contentieuse ». M. Blondel justifie encore son opposition à l'entrée de l'UNSA en expliquant qu'« il serait particulièrement difficile » à ses militants de « cohabiter avec des gens considérés comme des usurpateurs et des aventuriers ».

Clore la parenthèse de la guerre froide... Marc Blondel, le secrétaire général de FO, s'y refuse. Dans l'hebdo du 10 mars, il rappelle que sa centrale votera contre cette admission « par fidélité au syndicalisme libre et indépendant et à l'histoire du mouvement syndical français en passant par les différentes scissions, le pacte germano-soviétique et l'éclatement de la CGT en 1947 ». Que le mur de Berlin soit tombé ou pas, M. Blondel ne déroge pas à une position traditionnelle de FO, qui s'est toujours déclarée hostile à l'adhésion à la CES des anciens membres de la FSM et avait ainsi contesté, en 1973, l'entrée de la CGIL italienne. Le leader de FO, également opposé à l'affiliation de l'UNSA, a choisi de ne pas se rendre à Bruxelles, laissant le soin à René Valladon, secrétaire confédéral, souvent présenté comme son dauphin potentiel, le soin d'exposer les griefs de son organisation.

En revanche, Alain Deleu, numéro un de la CFTC, qui se prononcera en faveur de la CGT et pourrait s'abstenir sur l'UNSA - après avoir annoncé un vote contre -, devait assister aux travaux. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFTD et vice-présidente de la CES, assurera la présidence de la séance.

L'arrivée de la CGT à Bruxelles couronne, en tout cas, les efforts de deux hommes : l'ancien secrétaire général de la centrale ouvrière, Louis Viamet, et Joël Decailion, membre de la commission exécutive, responsable des questions européennes. C'est en décembre 1994 que M. Viamet a posé une nouvelle fois la candidature de sa centrale à la CES; après deux tentatives avortées, en 1975 et 1979. Portée devant le comité directeur de l'organisation européenne en novembre 1996, la question de l'entrée de la CGT était différée sur intervention de M. Notat. En décembre 1996, la décision de M. Viamet de quitter le bureau national du PCF, suivie de la participation de la CGT à plusieurs « euromanifestations » aux côtés de la CFTD, avait été perçue à la CES comme un signe encourageant. Mais c'est l'alliance nouvelle nouée entre les deux organisations syndicales sur le terrain des 35 heures qui a permis de lever les dernières réticences de la centrale de M. Notat.

Caroline Monnot

Les « républicains nationaux » du RPR s'organisent en courant

ALORS que le Sénat devait ratifier, mardi 16 mars, le traité d'Amsterdam, l'« aile républicaine et nationale » du RPR a lancé, le même jour, un appel, intitulé « Debout la République ! », et a décidé de se constituer en association. La création de ce club de réflexion était en préparation depuis l'élection, le 19 janvier, de Nicolas Dupont-Aignan, député de l'Essonne, du poste de secrétaire national du RPR chargé des fédérations, après que celui-ci eut voté « non » à la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. Dix-sept autres parlementaires ont signé cet appel, parmi lesquels les députés Jean-Jacques Guillet (Hauts-de-Seine), Lionel Luca (Alpes-Maritimes) et Jacques Myard (Vendée), proches de Charles Pasqua.

DÉPÊCHES

■ CORSE : José Rossi (DL), candidat à sa propre succession à la tête de l'Assemblée de Corse, a affirmé, lundi 15 mars sur RTL, qu'« il y aura en Corse une majorité relative forte reposant sur une majorité de coalition ». Le président du groupe DL de l'Assemblée nationale a estimé que des « petites listes se réclamant de la famille libérale sont susceptibles de s'associer » à celle qu'il conduisait avec le RPR Jean Baggio.

■ RETRAITES : Nicole Notat explique, dans un entretien publié, mardi 16 mars, par La Croix, que « la CFTD est prête à discuter de la durée des cotisations, pas à brûler les étapes ». « Toute décision sur ce point est, à ce stade, prématurée », précise la secrétaire générale de la CFTD. « L'objectif est de garantir les retraites, et non de les mettre à mal. De ce point de vue, passer du critère de l'âge à celui de la durée de cotisation n'est pas une régression », ajoute M. Notat.

■ ASSURANCE-MALADIE : les dépenses du régime général ont progressé de 1,9 % en janvier, selon les chiffres publiés, lundi 15 mars, par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Les dépenses des hôpitaux, ainsi que des médecins libéraux, ont augmenté de 2,4 %. Les médecins généralistes, en particulier, enregistrent une hausse de 4,6 % (6,6 % pour les honoraires, du fait d'une revalorisation, et 4,4 % pour les prescriptions), tandis que les dépenses des spécialistes sont à la baisse.

■ ÉDUCATION : Nicole Borvo, membre du secrétariat national du PCF, a estimé, lundi 15 mars, « indispensable que le gouvernement engage un vrai débat démocratique sur les réformes à entreprendre » dans l'éducation nationale et « sache affirmer une priorité budgétaire ».

Des associations s'inquiètent des conditions du recensement dans les villes FN

Leurs responsables craignent que la confidentialité des informations ne soit pas respectée

Les responsables d'associations de défense des droits de l'homme dans les villes dirigées par les deux FN (Toulon, Orange, Vitrolles et Mari-

gnane) ont demandé au préfet de leur département que le recensement en cours ne passe pas par ces mairies d'extrême droite. Ils craignent

que la confidentialité ne soit pas garantie et souhaitent renvoyer directement à l'Insee les formulaires du recensement.

LA CONFIDENTIALITÉ des renseignements recueillis lors du recensement en cours peut-elle être garantie dans les villes détenues par les deux FN ? Parce qu'ils en doutent, les responsables de mouvements antiracistes ou des droits de l'homme des villes d'Orange, Vitrolles, Marignane et Toulon ont écrit, à la fin du mois de février, aux préfets du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône et du Var - avec copie au directeur régional de l'Insee -, pour demander que le recensement ne passe pas par ces mairies.

Les responsables de ces associations expliquent les raisons de leurs craintes. Michel Barilley, président d'Alerte Orange, affirme ainsi que, dans sa ville, « la sécurité des dossiers confidentiels, notamment pour les opposants politiques, n'est pas garantie ». Il rappelle que plusieurs plaintes ont été déposées à la suite d'« un fichier de parents d'élèves du primaire piraté » et de l'utilisation « de renseignements confidentiels sur certains opposants » dans des tracts « diffamatoires distribués dans les boîtes aux

lettres ». De même, Toulon Réseau citoyen, qui fédère plusieurs associations, évoque diverses affaires dans lesquelles sont impliqués des adjoints du maire.

« La municipalité frontiste de Vitrolles n'a de cesse (...) d'exercer des pressions, de proférer des menaces et même de harceler tous les opposants politiques », écrivent, de leur côté, les représentants de Ras l'front, qui parlent de « méthodes basées sur les principes élémentaires de la démocratie et des lois républicaines : filage, fichage, filature ». Ils demandent au préfet des Bouches-du-Rhône, préfet de la

région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de « prendre les mesures qui s'imposent » pour éviter « tout contact, de près ou de loin, avec la municipalité fasciste vitrolloise ».

Les associations orangeoises ont reçu, vendredi 12 mars, un courrier du préfet du Vaucluse. Ce dernier annonce que les bulletins de recensement sont stockés dans « un local extérieur à la mairie (Théâtre municipal), sécurisé de manière suffisante sous la surveillance des délégués de l'Insee ». Il souligne que les agents recenseurs sont tenus au « respect du secret professionnel sous peine de sanctions pé-

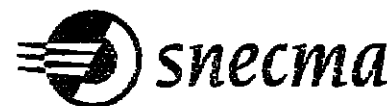
nales ». A la direction régionale de l'Insee de Marseille, Pierre Audibert rappelle que des mesures sont prises par l'institut pour veiller à ce que la confidentialité soit respectée « dans toutes les villes, quelle que soit leur étiquette politique ». Ainsi, les agents recenseurs, s'ils sont recrutés par les mairies, sont placés, explique-t-il, « sous le contrôle des délégués de l'Insee, eux-mêmes supervisés par des cadres de l'institut ». Quant aux bulletins, ils sont gardés dans une pièce, fermée à clé, de la mairie ou de locaux communaux.

Les militants de Ras l'front font remarquer que le délégué de l'Insee n'est pas le seul à avoir cette clé et que les locaux ne sont pas gardés en permanence. Pour éviter de s'exposer à un quelconque risque, ces militants ont donc décidé de renvoyer directement leur formulaire à l'Insee-Marseille plutôt que de passer par les agents recenseurs. Ils invitent, par voie de tracts, les habitants des villes frontistes à faire de même.

Christiane Chombeau

Nouvelle défection chez Jean-Marie Le Pen

Jean-Marc Brissaud, secrétaire de la fédération de Haute-Saône, conseiller régional de Franche-Comté et membre du bureau politique du Front national pour l'unité française, a annoncé, à l'issue du bureau politique, lundi 15 mars, qu'il quittait le FNUP pour rejoindre le Front national-Mouvement national (FN-MN) présidé par Bruno Mégret. « En fermant la porte à tout dialogue et à toute future réunification du mouvement national, le Front national de Jean-Marie Le Pen s'est engagé dans une impasse », a expliqué M. Brissaud, dont le départ pourrait être suivi rapidement de celui de son épouse, directrice de la communication de Jean-Marie Le Pen.



1998 : Forte croissance du chiffre d'affaires et du résultat

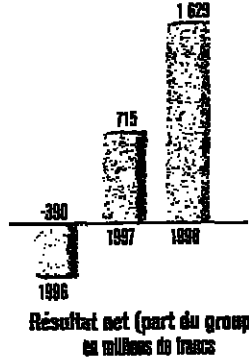
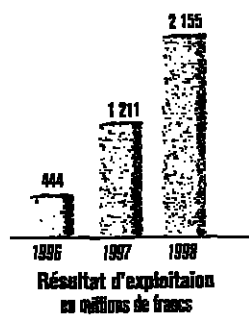
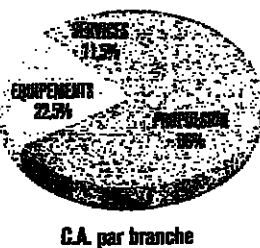
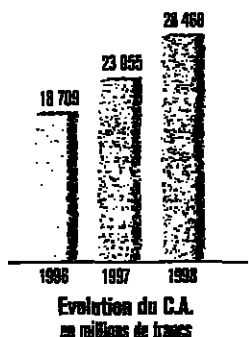
Le Conseil d'Administration de Snecma s'est réuni le jeudi 11 mars 1999, sous la présidence de Jean-Paul Béchat.

Le Conseil a arrêté les comptes de l'exercice 1998 qui seront présentés à l'Assemblée Générale des Actionnaires convoquée le mardi 11 mai 1999.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 28,47 milliards de francs (5,06 milliards de dollars) contre 23,05 milliards de francs en 1997, soit une progression de 23,5 %.

Les ventes se répartissent ainsi : Export 71 %, France 29 %, Civil 80 %, Militaire 20 %.



ACTIVITES

Snecma à travers ses divisions et filiales exerce ses activités dans trois branches où elle occupe selon les cas des positions de leader mondial ou européen à savoir :

- la propulsion aéronautique civile, militaire et spatiale au profit de Boeing, Airbus, Dassault Aviation et Arianeespace notamment.
 - les équipements aéronautiques tels les atterrisseurs, systèmes de freinage, hydraulique, transmissions de puissance, nacelles et inverseurs, systèmes de régulation.
 - les activités de services associés à l'ensemble de ses produits.
- En 1998, Snecma a consolidé chacune de ses branches et notamment :
- la propulsion, en bénéficiant de la reprise du marché aéronautique civil et en achevant l'intégration de la propulsion spatiale.
 - les équipements, en rachetant la participation de TI Group au capital de Messier-Dowty.
 - les services, en réalisant une percée commerciale dans un marché très concurrentiel et en reprenant le réseau de réparation de TI Group.
- En 1998, Snecma a enregistré 30 milliards de francs de prises de commandes (+ 10 % par rapport à 1997).

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Le résultat d'exploitation consolidé s'élève à 2,15 milliards de francs, soit une nouvelle progression de près d'un milliard de francs par rapport à 1997.

RÉSULTAT NET

Le résultat net consolidé (part du groupe) qui s'établit à 1,63 milliard de francs connaît une progression analogue.

Ces résultats sont la conséquence des efforts et des actions de progrès menés dans tous les secteurs de l'entreprise depuis plusieurs années. Ils bénéficient aussi pleinement de la croissance du marché civil.

PERSPECTIVES

Compte tenu de la qualité du carnet de commandes, l'année 1999 permettra de confirmer le niveau de chiffre d'affaires et de résultats de 1998.

* Base fixant au 31 décembre 1998

Chiffre
d'affaires
+ 23,5 %

Marchés
Export 71 %
France 29 %
Civil 80 %
Militaire 20 %

Résultat
d'exploitation
+ 78 %

Résultat net
+ 128 %

صكنا من الامل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999

BANLIEUES la veille des rencontres nationales des acteurs de la prévention de la délinquance qui doivent avoir lieu les 17 et 18 mars à Montpellier en présence de Lionel

Jospin et de plusieurs membres du gouvernement, le nouveau président de SOS Racisme, Malek Boutih, explique, dans un entretien au Monde, que la priorité de son association est

de contribuer à résoudre les problèmes des quartiers difficiles. ● S'EN PRENANT à la « gabegie » de la politique de la ville, il explique que l'important est de redonner confiance

aux jeunes dans l'action collective, de leur donner une autre place, sociale et politique. ● LE COLLECTIF Stop la violence, dont nous publions de larges extraits du Manifeste, cherche

à prendre une ampleur nationale. Demandant le concours des pouvoirs publics et des élus, il vise à la création, « partout » en France, de comités Stop la violence.

SOS Racisme réoriente son action vers les quartiers en difficulté

Dans un entretien au « Monde », son nouveau président, Malek Boutih, explique que, pour lutter contre la « violence de décomposition » qui s'installe dans certaines banlieues, il convient de « tout reprendre à zéro ». Et de redonner confiance aux jeunes dans l'action collective

« Comment analysez-vous la situation dans les quartiers difficiles, et en quoi les récentes évolutions concernent-elles SOS-Racisme ?

« Depuis quatre ans, j'ai vu la violence monter et se placer au cœur des rapports entre les habitants. Moins une violence de révolte qu'une violence de décomposition. Une logique de ghetto a commencé à s'installer. Tout ce qu'il y a de meilleur dans ces quartiers cherche à fuir. On assiste à une concentration de gens en difficulté, y compris d'un point de vue ethnique. Dans la tête des jeunes s'opère une rupture totale avec le reste de la société. La généralisation de la violence pose un problème spécifique à notre pays, car l'idée du ghetto est totalement incompatible avec le modèle républicain français. Le choix est clair : ou l'on accepte de remettre en cause les règles du jeu, ou l'on casse ces ghettos.

« Qu'entendez-vous par « casser les ghettos » ?

« On ne peut plus se contenter de constater des dysfonctionnements dans le tissu social, l'éducation, les transports, le logement. Un monde fonctionne à côté d'un autre monde. Il faut tout reprendre à zéro. On peut se demander s'il ne faut pas détruire une partie de certains quartiers ou les réorganiser complètement. Dans les établissements scolaires, il faut une discrimination positive en matière de moyens, mais aussi de pédagogie.

« A vous entendre, les quartiers difficiles seront au centre de l'action de SOS-Racisme. Qu'allez-vous faire concrètement ?

« Il faut d'abord clarifier le rôle

de chacun. Le discours qui consiste à dire aux associations « c'est vous, sur le terrain, qui allez aider à résoudre le lien social » est archi-bidon. Ça ne marche pas car les associations sont débordées. On peut, ici ou là, aider quelques gosses, expérimenter, participer à la réflexion des autorités. Mais seules les autorités publiques peuvent transformer le réel. Ma priorité, c'est d'aider les jeunes à reprendre confiance en eux, leur expliquer que le chemin de la violence est un piège. Mais je considère que leur révolte est légitime, qu'il faut leur donner une autre réponse que morale. Les jeunes issus de l'immigration ont fait tout le chemin de l'intégration culturelle. Ils pensent, vivent, s'aiment, rêvent en français. Mais la société n'a pas fait le pas vers eux en matière d'emploi, d'éducation, de représentation. Ils ont épousé la France, mais ils ont épousé une ombre.

« Votre association a mené d'autres combats contre le Front national, pour les sans-papiers. Quelle est aujourd'hui la priorité ?

PROFIL UN BEUR À LA TÊTE DES « POTES »

Les échos de la « marche pour l'égalité » de 1983 avaient éveillé sa fibre militante. Seize ans plus tard, Malek Boutih, trente-quatre ans, successeur de Harlem Désir et de Fodé Sylia, est le premier beur à présider SOS-Racisme, association dont le succès, dès 1985, avait éclipsé le « mouvement beur ».

Fondateur d'une association à Le-

vallois (Hauts-de-Seine) au début des années 80, ce fils d'ouvrier algérien milite dès la première heure à SOS-Racisme, dont il devient, en 1988, l'un des deux vice-présidents. En 1992, il s'éloigne des instances dirigeantes en retournant au travail de terrain. Il crée la « Maison des potes » à la cité de la Grande Bornie à Grigny (Essonne), au cœur de ce qui deviendra, en 1993, avec son aide, la circonscription de Julien Dray, député PS, cofondateur et mentor de SOS-Racisme. Puis Malek Boutih est nommé président de la Fédération des Maisons des potes et

« Je ne dis pas que le débat sur les sans-papiers est dépassé puisqu'il y a encore 60 000 personnes à régulariser. Je pense que c'est avant tout un débat politique. Les gens s'intéressent davantage aux banlieues et à la violence. Le Front national s'est divisé, mais le mariage sur lequel il prospère s'est élargi. Toute une partie de l'option publique est en contact avec ces réalités difficiles. Elle se demande si le discours antiraciste, le projet d'une société républicaine méritée ont encore une réalité ou si, finalement, il faut accepter de se séparer parce qu'on ne peut pas vivre ensemble. Beaucoup de gens ont peur de devenir racistes. Là, il y a une urgence.

« Comment votre association peut-elle agir ?

« Je ne représente pas le syndicat des immigrés. Je suis un citoyen français qui veut que la France réussisse. Le rôle d'une association comme SOS-Racisme est d'abord d'affirmer la possibilité pour la France d'être un pays qui gagne dans le métissage. Entre Zidane et la « racaille », il y a une

partie de la population qui aime ce pays et a envie d'y faire de grandes choses. Il faut montrer ce qui peut rassembler les gens, à savoir le cadre démocratique. Dans le cas des discriminations, c'est devant la justice qu'il faut lutter, pas en brûlant des bus. Aujourd'hui, il y a une guerre entre les modèles libéral et républicain. Le modèle républicain gagne des batailles : j'en suis l'exemple, j'adore la France, je sais ce que je lui dois, et je ne suis pas une exception. Mais certaines batailles sont perdues, comme lorsqu'on se demande s'il faut mettre en prison des gosses de douze ans.

« Ces gamins appartiennent-ils à des « noyaux durs », qu'il suffirait d'éloigner des quartiers pour y ramener la tranquillité ?

« Je ne crois pas du tout à la théorie des noyaux durs. La réalité, c'est que, autour de quelques délinquants, il y a une population

qui, certes, subit et condamne la violence des jeunes, mais la comprend puisque la violence de la société la vise. Il est trop facile de tout expliquer par une préten-

due logique des mafias, des gangs ou des islamistes. La réalité est celle du désordre absolu. Il faut reconstruire.

« Qu'allez-vous dire aux jeunes ?

« La responsabilité de SOS-Racisme est de leur redonner confiance dans l'action collective, de leur montrer qu'à travers le mouvement associatif on peut gagner certains combats. C'est difficile parce qu'aujourd'hui il y a une marginalisation des associations de banlieue. Tout est fait pour les étouffer. La politique publique, c'est un chèque donné, de temps en temps, pour se dédouaner de la misère dans laquelle on a laissé les gens. La politique de la ville, sous tous les gouvernements, est une grande gabegie. On a réussi la refaçon des immeubles, mais ce sont les gens qui souffrent en banlieue et d'eux, on ne s'occupe pas.

« Votre mot d'ordre, c'est donc politiser la jeunesse ?

« Je parlerai plutôt de conscientisation. Les seuls référents des gosses de banlieue, c'est Adidas, Nike et McDonald's. Ils ont l'impression de n'exister qu'en tant que consommateurs. Il faut leur donner une autre place, sociale et politique. Les partis les négligent parce qu'ils vivent dans une sorte de lapsus autour du mot « immigration », identifiant les jeunes à leurs parents, c'est-à-dire à des non-citoyens. Or cette jeunesse représente aujourd'hui des centaines de milliers d'électeurs, soit une force au moins égale à celle des paysans dont on s'occupe tant. Si elle en prenait conscience et sortait de la logique de l'assistanat, les responsables politiques la prendraient plus en compte. Je ne désespère pas. La France est le

pays démocratique où il y a simultanément l'extrême-droite la plus puissante et le plus de mariages mixtes. La période de frottement actuelle peut déboucher sur du mieux pour tout le monde.

« Ne sentez-vous pas naître une sorte de réaction vertueuse, dont le manifeste « Stop la violence » serait l'un des signes ?

« Cet appel est le reflet de quelque chose qui est en train de se passer. Les gosses de banlieue souffrent de la violence. Ils n'en sont pas que les acteurs, ils sont aussi les principales victimes des agressions verbales, physiques, sexuelles. Je ressens un début de prise de conscience, mais ce n'est pas un sursaut et, surtout, il a besoin de points d'appui. Nous allons prendre notre part à ce travail. On parle tellement de la « racaille », des durs ! Les autres ont intériorisé qu'ils étaient soit marginaux, soit « bouffons ». Il faut leur redonner courage, en particulier aux filles, qui ont totalement disparu de la vie sociale des quartiers.

« Vous êtes le premier président de SOS-Racisme d'origine maghrébine. Cela a-t-il pour vous un sens particulier ?

« J'ai reçu beaucoup d'encouragements de la part de responsables associatifs beurs après avoir été élu à la présidence de SOS-Racisme. Notre génération a dû apprendre pour arriver à maturité. Aujourd'hui, nous ne sommes plus des gosses. On ne m'a pas donné la présidence de l'association. J'ai été élu. L'époque des beurs de service est derrière nous.

Propos recueillis par
Philippe Bernard
et Marie-Pierre Subtil

L'association Droit de cité est en crise

APRÈS plusieurs mois de tiraillements, le mouvement Droit de cité, né en 1992, s'est scindé, dimanche 7 mars, lors d'une assemblée générale au cours de laquelle Sophie Bouchet, un de ses piliers, et plusieurs « cadres » ont annoncé que pour eux l'aventure était terminée. Jean-Pierre Masdoua, président de l'association depuis ses débuts, reste à la tête de la structure, les « dissidents » ayant l'intention d'en créer une nouvelle.

Mouvement original, Droit de cité bénéficiait d'une réelle notoriété. Au-delà de la fédération d'associations, il s'est diversifié en réalisant des ateliers d'écriture (Prose Combat, en collaboration avec la FNAC), une école de formation interne, des tournées, un fanzine, des contacts avec l'étranger, etc. Créé par Sophie Bouchet, alors chargée de mission au ministère de la jeunesse et des sports, et des responsables associatifs, il a su obtenir un soutien important des autorités publiques et des entreprises privées.

Jean-Pierre Masdoua reprochait à ses détracteurs de vouloir « engager l'association sur le terrain politico-médiatique ». En décembre, il avait été désavoué au cours d'une assemblée générale. Joëlle Maury avait alors été élue présidente. Deux mois plus tard, il reprenait les rênes, « dans une ambiance insupportable », selon Joëlle Maury.

Pour Sophie Bouchet, cette scission (treize des quinze administrateurs élus en décembre ont quitté le mouvement) résulte d'un fonctionnement trop « familial ». L'association n'ayant pas perçu la nécessité « d'évoluer vers une démocratie formalisée ». Selon elle, « le conseil d'administration s'intéressait de plus en plus aux labels de musique, aux partenariats avec des fabricants de vêtements, et refusait de s'ouvrir à de nouvelles associations ».

Le mouvement Stop la violence cherche à prendre une ampleur nationale

LE COLLECTIF des jeunes gens qui ont écrit le manifeste Stop la violence, publié dans le mensuel Nova Magazine (Le Monde du 3 mars), a organisé sa première conférence de presse, lundi 15 mars, à Paris. Constitué en association, ils ont appelé à la création de comités Stop la violence « partout : dans les lycées, les collèges, les foyers et les IUT, dans chaque quartier, cage d'escalier par cage d'escalier, et même dans les prisons ».

Ils étaient une quinzaine à la tribune, lycéens pour la plupart, déterminés à faire en sorte que leur initiative fasse tâche d'huile dans toute la France. Leur calendrier est chargé. Certains d'entre eux, invités par Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, devaient intervenir mercredi aux rencontres nationales des acteurs de la prévention de la délinquance, qui doivent avoir lieu les 17 et 18 mars à Mont-

pellier et auxquelles doit participer Lionel Jospin. « Pour la première fois, on nous demande notre avis », notait l'un d'eux. Deux jours plus tard, ils doivent rencontrer toutes les associations, syndicats, et mouvements qui leur ont proposé de l'aide. Une entrevue avec les partis politiques (« à l'exception des FN », précise un communiqué) est également prévue.

Des états généraux sur la violence seront organisés à Bouffémont (Val-d'Oise) le 20 mars et à Sarcelles (Val-d'Oise) le 4 avril. Une délégation de l'association doit se rendre à Lille, à Marseille, à Nantes, à Toulouse, à Lyon, à Strasbourg, à Meaux, à Mantes-la-Jolie, à Corbeil, à Nanterre, à Saint-Denis, à Créteil et à Argenteuil. Ces rencontres doivent aboutir, le 17 avril, à une coordination nationale des comités Stop la violence. Un comité de parrainage de l'association est en voie de consti-

tution, dont font déjà partie Akhe-naton, du groupe de rap marseillais IAM, le Père Christian Delorme et les humoristes Djamel et Dieu-donné. Enfin, le collectif cherche des locaux, afin de prendre de la distance par rapport à Radio-Notre, qui héberge l'association pour l'instant.

LUCIDITÉ

Dans leur appel, les jeunes gens demandent « aux maires, aux élus et, s'ils refusent, aux préfets, d'aider à diffuser le manifeste contre la violence et l'injustice, et à obtenir des salles de réunions et des locaux pour l'organisation des comités ». Le député vert du Val d'Oise, Yves Cochet, avait interpellé le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, lors de la séance des questions d'actualité du 9 mars, à l'Assemblée nationale, en lui demandant ce que comptait faire le gouvernement pour aider à la

mise en place des états généraux réclamés par les jeunes. « J'ai lu avec attention le texte de cet appel, qui rejoint l'idée souvent proclamée que la sûreté est un droit pour tous ; ce texte est réellement parfait », avait répondu le ministre de l'Intérieur, en indiquant qu'il avait appelé les préfets à soutenir l'initiative.

« On veut que la lucidité des jeunes soit reconnue », a expliqué l'un des garçons à la tribune. Mais pas question de cantonner le débat aux jeunes : les adultes sont également interpellés : « On n'a pas la prétention de vouloir tout changer ; il faut que tout le monde se sente concerné. » La violence, c'est aussi à l'adolescence, une jeune fille de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), aux journalistes. Nous, on accepte de faire une autocritique, vous aussi vous devez en faire une ! » « Nous on subit, vous aussi ! », a ajouté une de ses amies. Et presque tous de s'en prendre aux

médias, qui les ont « déçus ».

« Tous les jeunes de Bouffémont en ont marre des médias, vous avez saisi l'image de Stéphane, faites quelque chose pour lui, pour sa mémoire », a repris une jeune-fille de Bouffémont (Val-d'Oise) où, le 14 janvier, Stéphane Coulibaly y est mort alors qu'il tentait de s'interposer pour empêcher une bagarre.

« Défendez-nous un petit peu, pour une fois ! Il faut croire en nous, en ce qu'on fait, parce que c'est quelque chose de sain, a repris un des membres du collectif en s'étonnant du faible nombre de questions des journalistes. Avec la foi, la rage qu'on a, normalement ça va réussir ».

M.-P. S.

* Association Stop la violence, adresse provisoire : 33, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél. : 01-40-01-93-86.

« Rendre la justice, ça devrait être merveilleux ! »

NOUS PUBLIONS de larges extraits du manifeste Stop la violence paru dans le mensuel Nova Magazine (daté mars 1999) :

« Ça peut plus durer comme ça

Nous, on dit : ça suffit comme ça. Il y a des crapules dans les quartiers, comme partout. (...) Les victimes, c'est toujours nous, mais quand les télévisions parlent, c'est pour nous traiter en coupables. On ne nous écoute plus, on nous condamne. On veut pouvoir vivre en paix. Circuler sans avoir peur. Le droit d'étudier sans crainte. On n'a rien de tout ça. La première des injustices, c'est ça.

« Respect ? On se parle sur un

par un regard. Mais c'est surtout les mots. (...) Ce langage de défi ! Cette manie d'afficher sa force sur l'autre, en permanence, ça chauffe les esprits. Il faut se parler normalement, garder le contrôle. Certains disent : faut être respecté. Nous on dit : « Si tu veux le respect, commence par respecter les autres ».

« Pas besoin de sa bande pour se parler

C'est quoi, cette manie d'aller toujours chercher sa bande dès qu'il y a un problème ? Règle numéro un : si t'as un problème, tu viens me le dire. (...) Avec une bande, pas de dialogue possible. C'est le plus chaud qui gagne. Résultat : la guerre. Pour rien.

« Rendre la justice, ça devrait être merveilleux !

Quand on était tout petit, on rêvait tous de devenir policier. (...)

murs et ils fouillent en hurlant. Ils nous prennent pour les ennemis.

(...) Nous, pour un bout de shit [hachisch], on va au trou, avec une tête au carré à deux heures du matin ! Et qui vend les revolvers ? Qui s'occupe de ceux qui vivent de ça ?

Tout le monde a le droit d'être protégé. La police doit montrer l'exemple.

« Pas de pouvoir aux crapules

On est tous protégés par les copains du quartier (...). Certains ont transformé leurs bandes en clans. (...) A la fin, ils font régner la terreur pour monter leur business. Les crapules prennent alors le pouvoir. Sur notre dos. Les crapules, c'est la mort des quartiers.

« Les armes, ça ne protège de rien. Au contraire

Celui qui part de chez lui avec une lacrymo, un couteau ou un revolver, même s'il croit que c'est

un problème. Les armes, ça ne protège de rien, au contraire.

« Les mecs qui frappent les filles sont des impuissants

Il y a des agressions sexuelles dans de nombreux lycées et collèges. C'est incroyable d'avoir à expliquer qu'une fille n'est pas une salope parce qu'elle est fille.

« Quand on casse, c'est toujours nous qui payons

Qui peut respecter qui que ce soit quand les lieux où l'on vit sont sans arrêt salopés, quand la moindre porte est cassée, quand tout ce qui est à nous est systématiquement déglugné ? Quand on casse quelque chose dans les quartiers, c'est toujours nous qui payons, jamais celui qui casse. Ça aussi, c'est injuste. A croire qu'on laisse des mecs tout casser pour justifier qu'on nous envoie les flics.

Pas les uns contre les autres. Il faut s'organiser, en association, en réseau, en comité de quartier. (...) Pour avoir une chance de gagner, il faut s'en prendre aux responsables, pas à nous ! La violence dans les quartiers, c'est l'injustice pour tout le monde.

« Un échec ? C'est pas pour ça qu'on est victime

(...) Marre d'entendre les mecs gueuler contre la société, le système, et ne rien faire pour bouger là. Que les grands qui s'en sont sortis donnent l'exemple et montent aux petits comment ça marche.

Qu'ils aillent dans les écoles, les assos, les quartiers pour raconter. On peut rêver d'une BMW à 14 ans. Mais dire qu'on est victime, si on n'en a pas, c'est n'avoir rien compris à la vie. La violence, la crapulerie, le racket et le reste,

Les professeurs du second degré défilèrent de nouveau à Paris le 20 mars

à l'appel du SNES, du Snaic, de la CNGA, des comités anti-Allègre et des associations de professeurs de classes préparatoires.

« **VIROUS LE BOUFFON** »
Quatre mille manifestants à Marseille, 2 000 à Lille, 900 à Toulouse, 800 à Lorient, 600 à Nantes, 500 à Grenoble, Bordeaux, Pau, Rennes, 300 à Bayonne... en province, comme à Paris (voir ci-dessous) : cette journée de mobilisation a réuni les enseignants du premier et du second degré même si les revendications n'étaient pas les mêmes. Alors que les instituteurs et professeurs des écoles réclamaient « des moyens supplémentaires pour transformer l'école », les professeurs des collèges et lycées ont davantage ex-

« **PRIORITÉ BUDGÉTAIRE** »

De son côté, le Parti communiste français a estimé, lundi 15 mars, « indispensable que le gouvernement engage un vrai débat démocratique sur les réformes à entreprendre » dans l'éducation nationale et « sache affirmer une priorité budgétaire ». Les mouvements de grève et de manifestations sont « une chance pour la gauche », car ils sont « porteurs de transformations progressives », estime dans un communiqué Nicole Borvo, sénatrice de Paris et membre du secrétariat national du PCF. « L'ignorner serait se condamner au statu quo et en réalité à des régressions », ajoute-t-elle.

Sandrine Blanchard

EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, 2,9 millions de personnes ont été touchées par la grippe depuis le 28 décembre 1998, a indiqué, lundi 15 mars, le réseau Sentinelles de l'Inserm. La grippe poursuit son reflux, mais, à cette date, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires (301 cas pour 100 000 habitants) restait au-dessous du seuil épidémique (718 cas pour 100 000 habitants) pour la onzième semaine consécutive.

Durant la semaine du 8 au 14 mars, la moitié des patients qui ont eu une grippe avaient moins de 34 ans, 24 % d'entre eux ayant moins de 20 ans, 15 % entre 20 et 34 ans, 10 % entre 60 et 69 ans et 6 % avaient 70 ans et plus. Des foyers épidémiques restaient actifs dans quinze régions, la plus touchée restant la région Rhône-Alpes (567 cas hebdomadaires) et la moins touchée l'île de France (156 cas hebdomadaires).

■ **CONDAMNATION :** le tribunal correctionnel de Rennes (Ille-et-Vilaine) a condamné à un mois de prison avec sursis, sans interdiction d'exercer, une surveillante de prison qui avait fourni un téléphone portable à Valérie Subra, condamnée en 1983 à la réclusion criminelle à perpétuité (son histoire avait inspiré le film de Bertrand Tavernier, *L'Appât*). Valérie Subra a elle-même été condamnée pour ce fait à deux mois de prison avec sursis.

Partis de la place Dandieu-Rochereau, les instituteurs et les professeurs d'école dénoncent les « libérations » de la vie scolaire : les « maîtres de poste », l'exiguïté des locaux, le statut social respect par classe, cette année, le prochain, nous serons tremés et un tout ça parce que nous sommes passés sous la barrière de nos 26,6 élèves en moyenne... regrette Marie-Luce, institutrice à Gif-sur-Yvette (Essonne). « Je suis en zone d'éducation prioritaire (ZEP) et j'ai vingt-huit élèves dans ma classe, confirme Jacques, professeur d'école à Nanterre. Homologiquement, je n'ai pas l'impression de bien faire mon travail. » D'autres évoquent les remplacements non assurés, l'indifférence

Les départements bénéficiaires sont essentiellement situés dans le quart sud-est de la France (académies de Grenoble, d'Als-Marseille, de Nice et de Montpellier), ainsi que dans l'Ouest et la Haute-Garonne. Les diminutions les plus importantes concernent le Nord (3 836 élèves et 112 postes en moins), le Pas-de-Calais (2 179 élèves et 78 postes en moins), la Seine-Maritime, l'Oise et l'Aisne ainsi que le Rhône et la Loire (Le Monde daté 16 mars).

Devant eux, les professeurs du comité anti-Algérie exigent la « démission » de celui qu'ils n'appellent plus que « le bouffon ». A côté, un groupe d'instituteurs des Hauts-de-Seine, volontaires pour appliquer la charte du XX^e siècle, continuent de réclamer les moyens d'appliquer les projets du ministre. Yvan contemple, « un peu perdu » ce petit manifeste à « hétéro-clite ». Puis sourit : « On démontre à Algérie qu'on réagit, c'est quand même mieux que rien. »

Nathaniel Herzberg

des apprentis de l'industrie
professionnels, techniciens
ou ingénieurs.
trouvent un emploi dans les 6 mois



Entreprenez Recherche d'une diplôme
industriel avec une première
expérience professionnelle.
Aujourd'hui, l'apprentissage nous a
permis d'acquiescer à cette offre.
Parlons en affirmant: car les 97 % de
les entreprises, les apprentis de l'industrie
ont déjà une première expérience
professionnelle. Ils sont clients.
Indubitablement. Leur avenir dans
la vie active est une réussite.

L'APPRENTISSAGE INDUSTRIEL

[illegible]

Internet: www.priming.com

DATE: 10/10/1964

au mardi de midi à 14h L'Apprentissage Industriel Apprendre à passer 7585 0475 79

Menaces sur la vallée fromagère d'Epoisses

Le décès de deux personnes après la consommation de fromage de ce type porte un rude coup à toute l'économie d'une micro-région de Bourgogne. L'affaire de la listériose est vécue comme une injustice par des producteurs qui ont fait renaître, dans les années 60, ce produit disparu

ÉPOISSES (Côte-d'Or)

de notre envoyé spécial

Ce jour-là, le 24 février, peu avant l'ouverture du Salon de l'agriculture, le ciel est tombé sur la tête de Jean Berthaut, fromager à Epoisses (Côte-d'Or). Il venait d'apprendre, information relayée par les médias, que des fromages de type époisses avaient été contaminés par le germe *Listeria monocytogene*. Deux décès lui étaient imputés. Pour M. Berthaut, qui, en 1965, avait relancé, à partir du village d'Epoisses - moins de 800 habitants - adossé à l'impressionnant château où résida M^{re} de Sévigné, un fromage alors complètement disparu, un long et patient travail était anéanti.

Depuis ce mois de février maudit - pour lui, pour les cinq autres fabricants laitiers et fermiers d'Epoisses, pour la centaine de producteurs de lait implantés sur les contreforts du plateau de Langres -, c'est toute une filière, patiemment mise au point, qui risque de disparaître. Pour cette micro-région de bocage, où l'on estime à deux cent cinquante le nombre de familles vivant du produit, le coup est rude. La fromagerie est le principal employeur du village, et chacun ici a en mémoire le désastre que constitua, en 1997, la contamination des vacheries suisses par le même germe. Aujourd'hui, dans le village bourguignon, l'affaire de la listériose est vécue comme une calamité et, surtout, comme une injustice. « Nous sommes les victimes directes d'un épouvantable amalgame », résume Bernard Chevalier, ancien président de la chambre d'agriculture de la Côte-d'Or, président du Syndicat de défense des époisses.

Effondré dans son bureau, tirant nerveusement sur sa pipe, M. Berthaut rappelle les faits : le foyer de contamination est parti d'une seule fromagerie, qui, pour le malheur du village, est installée sur la commune. « Cette usine a fait l'objet, le 26 février dernier, d'une condamnation par le tribunal correctionnel de Dijon pour avoir utilisé le nom d'époisses pour des fromages qui n'avaient pas droit à l'appellation, rappelle le fromager. D'autre part, l'Institut national des appellations d'origine, à Dijon (INAO), a prononcé, le 25 février, une invalidation de la déclaration d'aptitude de cette fromagerie, que je qualifie d'usurpatrice, pour utilisation de lait

dont l'origine n'est pas garantie. »

La direction des services vétérinaires (DSV) a identifié sans équivoque la fromagerie contaminatrice, dite Les Fromagers d'Armançon, dont le siège social n'est pas en Côte-d'Or, mais dans l'Aube. La DSV a fait procéder à sa fermeture et à l'incinération de sa production, mais l'amalgame était fait. Comment les consommateurs pouvaient-ils faire le distinguo entre ceux qui pratiquent les « usages locaux, loyaux et constants », respectent scrupuleusement le cahier des charges de l'AOC, veillent à la qualité et à la sécurité alimentaire en pratiquant des contrôles permanents sur les

lots, au-delà même de la législation en cours, et une unique fromagerie aux pratiques douteuses ? « Ce que les gens ont retenu, en France et à l'étranger, c'est le terme générique d'époisses », soupire M. Berthaut.

Seul, M. Berthaut erre dans sa fromagerie aseptisée, dont il a conçu un à un tous les procédés de fabrication. En 1998, affirme-t-il, il aura investi 25 millions de francs pour la fiabilité de ses installations. « Dire que tous ces fromages en train de mourir - j'ai six semaines de stock - vont partir à la benne ! », s'indigne-t-il. Déjà, il a demandé à ses employés de solder leurs vacances, avant d'envisager le chô-

mage technique : « Plus de 60 % de mes époisses n'ont pas trouvé preneur. Rungis les refuse. Même les fondateurs [fromages fondus] n'en veulent pas. Et tout cela arrive peu avant Pâques, fête où l'on connaît un pic des ventes. » Il ajoute : « J'ai 1 million de francs par an de frais fixes. Si la situation ne se renverse pas, moi et les autres producteurs courons à la cessation de paiements. »

LE MEILLEUR DE LA TECHNOLOGIE

Dans la petite boutique de vente directe, au cœur du village, les fromages sont en promotion. Les femmes d'alentour viennent en acheter. Beaucoup plus dans un esprit de solidarité que pour la bonne affaire. Car Berthaut, ici, c'est plus qu'une fromagerie : une institution, un patrimoine intime et séculier. Au-delà de l'affaire de santé publique, sur fond de polémique (lire ci-dessous), le choc encaissé de plein fouet par le village bourguignon remet en question une histoire exemplaire.

Au début du siècle, environ trois cents fermes produisaient des époisses dans la vallée. La guerre de 14-18, qui, là comme ailleurs, vida la région de ses hommes, porta un coup d'arrêt brutal à cette spécialité, attribuée par la tradition orale aux moines cisterciens implantés au début du XVIII^e siècle. « En 1925, on dénombrait encore vingt-cinq fermes. En 1965, le fromage n'était plus commercialisé », explique Georges Risoux, ingénieur agronome, l'unique permanent du syndicat de défense. C'est M. Berthaut père qui, après une enquête d'ethnologie dans les fermes, retrouva, au milieu des années 50, un savoir-faire disparu. Son fils lui emboîta le pas en fai-

sant appel au meilleur de la technologie, sans pour autant altérer les caractéristiques de ce fromage au lait cru à croûte lavée, dont le moulage ne saurait être que manuel. Résultat : la prestigieuse AOC - il n'en existe que trente-quatre en France - fut obtenue en 1991. Depuis, sans gros moyens de promotion, loin des volumes réalisés par le comté voisin avec ses 38 500 tonnes, le fromage se fit apprécier hors des frontières de la Bourgogne, gagna les tables parisiennes, belges, allemandes. « Avec 70 tonnes produites annuellement, nous étions l'AOC qui progressait le plus », fait remarquer M. Risoux. « C'est une filière exemplaire de production, à l'échelle d'une micro-région qui se voit menacée parce qu'un acteur n'a pas joué le jeu, constate François Savadet, député (UDF) de la circonscription et spécialiste des questions agricoles. Et lorsqu'il y a perte de confiance, il n'y a plus de marché. »

« Cette filière, nous avons mis des mois à l'organiser, y compris avec les producteurs de lait. Avec eux, nous avons défini un cahier des charges précis concernant la conduite des troupeaux, l'alimentation, l'hygiène de la production laitière, la formation à l'écologie des germes pathogènes, ceci afin de qualifier les élevages », fait valoir M. Risoux. Sur son exploitation de Cussy, dans le nord de l'Auxois, Sylvain Aubay, éleveur de cinquante laitières simmental, la race historique de l'époisses, confirme : « J'ai tout misé sur l'AOC. Je valorise mon lait de 20 à 30 centimes par rapport au prix de base. Faudra-t-il tout recommencer à zéro ? »

Jean Menanteau

Polémique autour de la sécurité alimentaire

APRÈS l'annonce de deux décès dus à la consommation de fromage de type « époisses » contaminé par une souche de *Listeria*, la polémique née autour des risques sanitaires vient, une nouvelle fois, témoigner des dysfonctionnements et des conflits pouvant exister entre les différents services publics en charge de la sécurité alimentaire. Cette affaire survient à un moment où le gouvernement tarde à réformer les organismes de contrôle dans ce domaine : si l'Institut national de veille sanitaire et l'Agence des produits de santé viennent d'être créés par décret (Le Monde du 6 mars), l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments annoncée n'a, elle, toujours pas vu le jour. Aux termes de la loi du 1^{er} juillet 1998 relative « au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme », elle aurait pourtant dû être créée avant la fin de l'année 1998.

« Il n'est pas question de minimiser ici ni la gravité des cas humains constatés ni la douleur des proches des victimes, tout comme nous n'anticipons nullement sur les résultats de l'enquête administrative en cours, précise-t-on auprès du Syndicat national des vétérinaires inspecteurs de l'administration. Il convient cependant de préciser que cette affaire survient au moment où est à l'étude le décret relatif à l'organisation et au fonctionne-

ment de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments et où se livrent d'âpres tractations sur la nomination de son président, de son directeur général et la composition de son conseil d'administration. »

Les vétérinaires inspecteurs dénoncent, pour leur part, une situation marquée par l'existence de trois tutelles ministérielles : santé, agriculture et consommation. « Ce partage des contrôles entre trois administrations aboutit à une surcharge, voire à une "guerre des polices", dont les dernières prises de position médiatique sur le récent foyer de listériose ne sont qu'un avatar, expliquent-ils. Si des représentants du ministère de la santé ou du corps médical ont violemment attaqué la compétence des services vétérinaires et leur efficacité, c'est uniquement dans le but d'asseoir la prééminence de ce ministère au sein de l'Agence en gestation. » Tout en reconnaissant que la sécurité sanitaire des aliments peut être améliorée, ils soulignent qu'ils n'ont pu obtenir les moyens supplémentaires qu'à l'occasion de crises majeures, au premier rang desquelles celle de la « vache folle » : ils réclament le regroupement des diverses administrations en une seule instance de contrôle.

Jean-Yves Nau

Les éoliennes sèment le vent de la division sur le Larzac

RODEZ

de notre correspondant

« Marin », « solaire », « global », « soulaire », les quatre vents du Larzac ne devraient pas être coupés en tranches par les pales d'Eole Technologie. De tout temps, le causse du sud Aveyron a été parcouru d'un air de liberté que l'on ne capture pas : ainsi en ont décidé les résidents du haut plateau, face au projet d'implantation d'éoliennes, grandes pourvoyeuses de courant qu'EDF se propose de racheter au prix de celui du nucléaire. Le rêve écologique pouvait prendre forme. Las, une partie des Verts locaux y est hostile.

Un programme de l'Europe et de l'Etat, destiné à favoriser l'implantation de microcentrales par des opérateurs privés, prévoit d'installer ici des champs d'éoliennes. Silhouette de cent mètres de hauteur, élégante ou disgracieuse selon les goûts, une éolienne fournit 1,3 mégawatt par an. Eole Technologie envisage d'en ériger une quinzaine, destinées à produire annuellement 20 mégawatts. Le propriétaire du terrain et les élus sont favorables à l'initiative.

Le débat s'est ouvert pour les cent dix familles qui vivent sur le causse : visites de centrales existantes, rencontres avec les techniciens, discussions et vote motivé. Ceux qui, par le passé, avaient fait front contre l'extension du camp militaire et savent encore, aujourd'hui, se retrouver solidaires, se sont prononcés majoritairement contre le plan d'Eole.

José Bové, pour la Société civile des terres du Larzac, voulait de

cette énergie susceptible, selon lui, « de sortir du nucléaire » : « C'est une contribution à l'avenir en conformité avec l'image du Larzac. » Cette vision alternative n'est pas partagée par une frange des militants Verts. Le premier d'entre eux, Gérard Galtier, trésorier national du parti de Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, plaide pour la préservation de l'espace : « En France, il n'y a plus un paysage sans pylône : cela se verrait depuis le mont Aigoual et leur présence ne s'inscrit pas dans la ligne d'une politique énergétique précise, assure-t-il. Après nous avoir fait le coup de devoir choisir entre le nucléaire et la bougie, on recommence avec le nucléaire et l'éolienne. Cette société veut utiliser le symbole du Larzac sur sa carte de visite. »

M. Bové refute l'argument : « Le Larzac, avec ses éoliennes, aurait été une vitrine des airs. La vision des opposants est égoïste. Elle bloque l'évolution de ce pays dans la perspective du XXI^e siècle. Nous avons été de tous les combats. Le Larzac est un symbole d'unité, et nous donnons là une image de division. C'est une page qui se tourne. »

L'avis des habitants du plateau est purement consultatif. Rien ne dit qu'il sera décisif pour la commission nationale interministérielle. Au Causse, à l'autre extrémité du Larzac, côté béraultais, un champ d'éoliennes va bientôt être planté. Le « marin » et le « global » s'y laisseront prendre.

Elhan Da Silva

DÉPÊCHES

■ **CONTRAT DE PLAN** : les régions Bretagne et Pays de la Loire ont engagé la préparation d'un programme de coopération interrégionale et d'un volet interrégional des contrats de plan, ont annoncé, lundi 15 mars, dans un communiqué commun, leurs présidents respectifs, Josselin de Rohan (RPR) et François Fillon (RPR). Une session commune réunira les deux conseils régionaux, le 5 juillet à Rennes, au cours de laquelle les élus adopteront un programme d'actions.

■ **NICE** : le Journal officiel du 14 mars publie un arrêté, signé par le ministre des transports, qui institue des mesures destinées à lutter contre les nuisances sonores de l'aéroport de Nice. Il prévoit notamment l'interdiction, la nuit, des avions de chapitre 2 (les plus bruyants) et des essais de moteur.



University College Dublin

Diplôme européen de troisième cycle sur la gestion de fonds

Nous accueillons dès à présent toute candidature pour la première édition du programme européen de troisième cycle de gestion de fonds. Le cursus intégrera un semestre à l'université Bocconi à Milan, l'un des meilleurs établissements italiens dans le domaine de l'enseignement et de la recherche économiques, et un semestre à l'University College Dublin en Irlande. Ce troisième cycle bénéficiera du soutien financier total de **UniCredito Italiano - EuroPlus Research and Management** et proposera les cours suivants :

De juillet à décembre 1999: Università Commerciale Luigi Bocconi - Milan

- Finances d'entreprise (Professeurs Andrea Buraschi et David Goldreich)
- Marchés et instruments à revenu fixe (Professeur Mark Britten-Jones)
- Gestion de portefeuille et répartition de l'actif (Professeur Charles Cunniff)
- Approfondissement du cours Finances d'entreprise (Professeurs David Goldreich et Francesca Cornelli)
- Options et opérations à terme (Professeur Anthony Neuberger)
- Mathématiques élémentaires appliquées à la finance (Professeur Lorenzo Peccati)
- Probabilités élémentaires appliquées à la finance (Professeur Sandra Fortini)
- Approfondissement sur les probabilités appliquées à la finance (Professeur Donato M. Cifarelli)
- Méthodes numériques de calcul des dérivées des prix (Professeur Francesco Cornelli)
- Réglementation financière et valeurs à risque (Professeurs Harold Rose et Davide Menini)
- Gestion des risques et ingénierie financière (Professeur Andrea Buraschi)

De janvier à juin 2000: University College Dublin - Dublin

- Finances stratégiques (Professeur Cormac Mac Fhionnlaoich)
- Gestion des institutions bancaires (Professeur Raymond Kinsella)
- Gestion de portefeuille (Professeur Simon Stevenson)
- Ingénierie financière (Professeurs Ronan O'Connor et James Golden)

Les cours théoriques seront complétés par un stage de deux mois organisé par **EuroPlus Research and Management**, Dublin, entreprise de gestion d'actif du groupe UniCredito Italiano, ainsi que par une série de conférences et de séminaires tenus par des autorités et des experts majeurs sur des thèmes tels que : *L'évolution concurrentielle dans le secteur de la gestion de fonds - La BCE: Politique monétaire et son impact sur les marchés de capitaux européens - La Commission européenne et la réglementation des marchés des capitaux - Nouvelles tendances dans la diversification des portefeuilles européens - Crises financières: Principes essentiels de macroéconomie et réponse du marché - Considérations juridiques et jugements relatifs aux contrats et litiges financiers - Problèmes relatifs aux organisations, à la gestion multiculturelle et aux ressources humaines dans les entreprises de gestion de fonds - Relations avec les investisseurs.*

La langue officielle du cursus est l'anglais. Nous accueillons les candidatures de personnes hautement qualifiées et vivement intéressées par la gestion de fonds. Des diplômes de troisième cycle et/ou une expérience professionnelle sont souhaitables, mais pas essentiels. Un curriculum vitae détaillé, une présentation des objectifs professionnels, une lettre de motivation (pas plus de 500 mots) et deux photographies récentes de taille officielle doivent être envoyés, avant le 12 avril 1999, à :

Università Bocconi

Professor Franco Bruni - Istituto di Economia

Via Sarfatti, 25 - 20136 Milano - Italie - Tel. 39-02.5836.5329 - Fax 39-02.5836.5314

Pour obtenir des informations plus précises sur le contenu de ce cursus, veuillez vous rendre sur notre site Internet au : <http://www.credit.it/universita/leu.degree>

Une commission sélectionnera les candidats qui participeront à des entretiens à la fin du mois d'avril 1999, de façon à pouvoir proposer des places à 15-20 étudiants avant la fin du mois de mai 1999. Les frais de déplacement pour se rendre aux entretiens à Milan, les frais de scolarité et l'aide financière pour le voyage jusqu'à Dublin et l'hébergement sur place seront offerts par notre parrain. Lors de l'acceptation de leur admission, les étudiants doivent régler une somme de 2500 euros dont le remboursement ne peut être exigé.



UniCredito Italiano

re poisses

économie d'une micro-région de Bourgogne dans les années 60, de produits disparus

Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

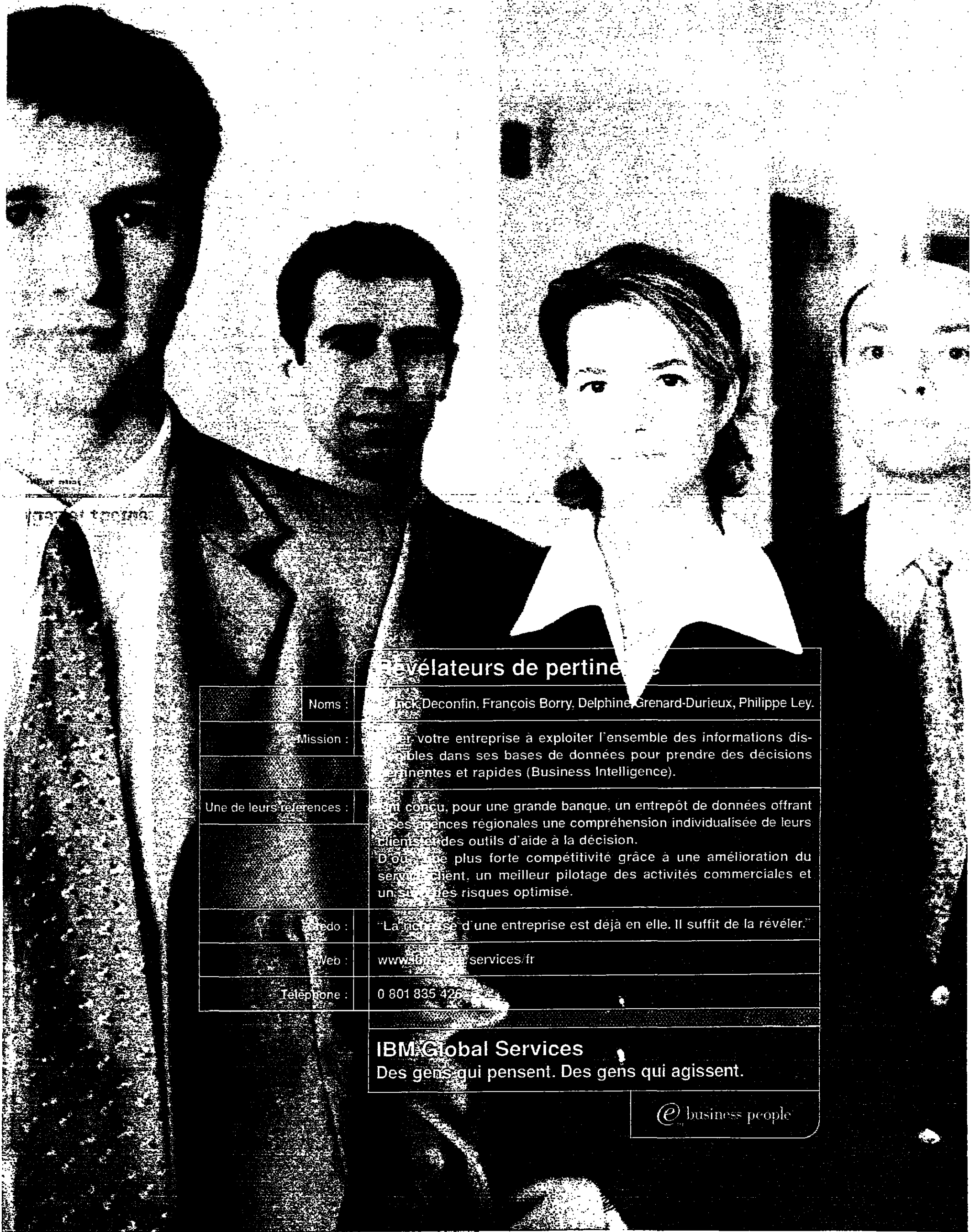
Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999. Le projet de loi de finances pour 1999, présenté par le ministre de l'économie, Jean-Pierre Fournier, a été adopté par l'Assemblée nationale le 17 mars 1999.

Les colliennes sèment les
de la division sur le Lar



Révélateurs de pertinence

Noms :	Jack Deconfin, François Borry, Delphine Grenard-Durieux, Philippe Ley.
Mission :	Mettre votre entreprise à exploiter l'ensemble des informations disponibles dans ses bases de données pour prendre des décisions pertinentes et rapides (Business Intelligence).
Une de leurs références :	Un projet conçu, pour une grande banque, un entrepôt de données offrant à ses agences régionales une compréhension individualisée de leurs clients et des outils d'aide à la décision. D'où une plus forte compétitivité grâce à une amélioration du service client, un meilleur pilotage des activités commerciales et un contrôle des risques optimisé.
Slogan :	"La pertinence d'une entreprise est déjà en elle. Il suffit de la révéler."
Web :	www.ibm.com/services/fr
Téléphone :	0 801 835 426

IBM Global Services

Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

@ business people

DISPARITION

Bidu Sayao

Un timbre lumineux

LA SOPRANO brésilienne Bidu Sayao (prononcer Sayaan) est morte vendredi 12 mars à Lincolnville, dans l'Etat du Maine (Etats-Unis). Elle était âgée de quatre-vingt-seize ans.

Née à Niterói (Etat de Rio) le 11 mai 1902, Bidu Sayao (de son vrai nom Balduino de Oliveira) part très tôt étudier le chant en Roumanie. A Bucarest, elle est l'élève d'Elena Theodorini et y commence sa carrière professionnelle dès 1920. Mais Bidu Sayao devra sa vraie formation à sa rencontre avec le ténor polonais Jean De Reszke (1850-1925), l'un des plus grands chanteurs du XIX^e siècle. Jules Massenet a écrit son opéra *Le Cid* pour lui, il a été l'un des héros de l'opéra italien et français avant de s'imposer en Lohengrin, Walthair, des *Maîtres chanteurs*, Siegfried et Tristan de Wagner. De 1923 à 1925, à Vichy puis à Nice, Bidu Sayao suivra l'enseignement de ce maître exceptionnel retiré de la scène depuis 1903. Il lui inculquera la grande technique italienne du chant et la perfection d'articulation typique de la vieille école française, en sorte que Bidu Sayao associera l'élégance, la virtuosité des acrobaties vocales de la première, et la netteté d'élocution, la projection dramatique héritées de la tragédie lyrique de la seconde.

Après avoir chanté en Italie, en France et en Amérique latine, où les grands chanteurs de l'hémisphère Nord allaient chanter quand leurs théâtres étaient fermés, Bidu Sayao débuta, en 1937, au Metropolitan Opera de New York. Elle triompha dans le rôle de *Manon*, de Massenet. Le Met devint sa maison et elle devint une artiste populaire dans tous les Etats-Unis. Elle chanta douze rôles en treize saisons : dont *Mélanie* de Debussy, *Mimi* de *La Bohème* de Puccini, *Violetta* de *La Traviata* de Verdi, les grands rôles mozartiens et les héroïnes du bel canto romantique. Bidu Sayao chanta aussi à l'Opéra de San Francisco et donna d'innombrables récitals de chant. Car, loin de se limiter à l'opéra, Bidu Sayao chanta la mélodie française avec un goût et un style impeccables, sans le moindre accent. Cette artiste incomparable n'était pas un rossignol impavide, comme d'autres sopranos coloratures de son époque. Elle avait un timbre lumineux, une présence dramatique indéniable et une intelligence musicale, une culture et une sensibilité qui lui permettaient d'aborder tous les genres y compris la musique populaire de son pays. Comme sa grande amie, la guitariste et soprano Olga Coelho, comme Elsie Houston (Brésilienne, elle aussi), Bidu Sayao chanta ces mélodies nostalgiques,

parfois poignantes, parfois drôles, qui forment le fonds de la musique du Brésil.

C'est pour elle que Heitor Villa-Lobos composa sa célèbre *Bachiana pour soprano et douze violoncelles* et c'est avec elle qu'il l'enregistra pour la première fois (Sony « Master Work Heritage »). Ce disque fut un triomphe. Et c'est chanté par Bidu Sayao qu'il faut l'écouter, plus encore que par Victoria de Los Angeles qui l'enregistra, elle aussi, avec le compositeur au pupitre, des années plus tard.

LA « SAUDADE »

Le rythme intérieur, l'élocution parfaite, la *saudade*, comme disent les Brésiliens, qui s'y expriment dans la partie murmurée bouche fermée, sont typiques de l'aristocratie et si proche de cette chanteuse par ailleurs d'une réelle beauté.

« Qui oserait mettre moins de 10 à Bidu Sayao, cette vieille dame si charmante qui va défilier sur un char de *trênle mères de haut au petit matin* », s'interrogeait un chroniqueur du *Jornal do Brasil*, à la veille du carnaval de Rio, en 1995 ? Bidu Sayao s'était installée aux Etats-Unis, mais son pays était fier d'elle. Retirée de la scène en 1954, Bidu Sayao vivait dans le Maine, mais assistait de temps en temps aux représentations du Met, dont elle était l'invitée d'honneur. Il y a trois ans pour le jubilé de James Levine, son directeur musical. Elle retourna dans les studios pour retrouver Villa-Lobos. Ensemble, ils enregistrèrent, à New York, en 1959, *La Forêt amazonienne*, l'une des œuvres les plus étonnantes du compositeur brésilien par son mélange de fulgurances modernistes, de mélodies populaires, ses rythmes chaloupés et une orchestration descriptive qui fera l'admiration d'Olivier Messiaen. Dans les *Chansons de l'oiseau*, dans la *Chanson sentimentale*, Bidu Sayao déployait toujours, à cinquante-sept ans, un art dont la prégnance, l'émotion, l'humanité étaient intactes.

De nombreux disques de cette artiste ont été récemment exhumés par Sony et par Naxos dans sa série historique, il est dommage qu'EMI n'importe pas celui-là des Etats-Unis. A une époque où l'on pratique le mélange des genres, il serait bon de rendre justice à un compositeur qui sut, sans démagogie, faire adorer la musique populaire aux élites et la « grande musique » aux petites gens de son pays – et à une artiste – qui incarne la grandeur de tant de musiciens brésiliens qui continuent, grâce à eux, d'aimer les grands et les petits chefs-d'œuvre de la musique.

Alain Lompech

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Bruno et Virginie BEUVE-MÉRY, Clément et Nicolas,

sont heureux d'annoncer l'arrivée à la maison de

Valentin,

né le 2 décembre 1998.

3, villa George-Sand,

75016 Paris.

Nadia ALAMOWITZ,

Axel LADOUBLE,

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Kenza,

le 10 mars 1999.

74, rue Lamarche,

75018 Paris.

Antoine et Hugo KERVIEL,

Marie, Romain et Louise DUFIEF,

sont heureux d'annoncer l'arrivée de

Bastien,

leur frère et cousin,

né à Castelnaud, le 9 mars 1999.

chez Anne JOFFRE

et Marc KERVIEL.

Joséphine et Jean-Claude KERVIEL

accueillent avec joie leur septième enfant.

Anne Joffre et Marc Kerviel,

Le Masot,

Castelnaud,

66300 Thuir.

Basile et Mirabelle

ont la joie d'annoncer la naissance de

Clémentine,

le 12 mars 1999, à Washington.

Justine et Romain Fernandez,

7025 Barkwater Court,

Bethesda 20817 Maryland,

Etats-Unis.

Amélie, Constance et Maxime COSSÉ,

Thomas COSSÉ,

sont heureux d'annoncer la naissance de leur petit-cousin.

Sébastien MORRELL,

ils de Neil et Hermine MORRELL,

à Londres, le 11 mars 1999.

Pierre-Yves et Marie Chantal COSSÉ,

leurs grands-parents,

se rejoignent avec eux.

75, rue Saint-Charles,

75015 Paris.

44, Brandram Road,

Londres SE1 13 5RT.

Delphine et Antoine,

Marie et Pierre-Olivier,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Vincent Pablo,

le 9 mars 1999, à Béziers.

Françoise et Stéphane Cosson,

34290 Bassan.

Décès

— Nous avons le regret de faire part du décès de

M. Ernest BOISBAULT,

Légion d'honneur,

Croix de guerre 1939-1945,

Médaille militaire,

ancien officier supérieur,

ancien agent comptable

du CROUS de Nantes,

survenu le 10 mars 1999.

De la part de ses fils,

Michel, Jean-Paul et Thierry Boisbaault.

La messe aura lieu à l'hôpital du

Val-de-Grâce, mercredi 17 mars, à

10 h 30, suivi de l'inhumation au cime-

tière parisien d'Ivry.

— M. et M^{me} Pierre Danchin,

M. et M^{me} Jacques Polonovski,

M. et M^{me} Bernard Fournier,

M. Jean-Louis Bouillier,

ses enfants,

ses quinze petits-enfants,

ses deux arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer la mort, à Paris,

le 14 mars 1999, dans sa cent deuxième

année, de

M^{me} Jean BOUTILLIER,

née Marie-Louise RECLUS.

La cérémonie religieuse aura lieu le

mercredi 17 mars, à 10 h 30, en l'église

Notre-Dame-de-Glorie de Passy, rue de

l'Annonciation, Paris-16^e.

Ni fleurs ni couronnes.

30, chaussée de la Muette,

75016 Paris.

— Claude Gorin, sa mère,

Yves Gorin, son père,

Marianne et François,

Jacques-Olivier et Béatrice Gorin,

son frère et sa belle-sœur,

Fiona, Colin, Titouan,

sa nièce et ses neveux,

Jean-Jacques Gorin et ses enfants,

son oncle et ses cousins,

Claire Amiaux, son amie,

Et toute la famille,

qui remercie ses proches de toutes les

marques d'affection témoignées, ont la

douleur de faire part du décès de

Bruno GORIN,

survenu le 13 mars 1999, à l'âge de trente-

quatre ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi

17 mars, au cimetière de Pantin, à

12 heures, à l'entrée principale.

Associez dans vos pensées le souvenir

de son jeune frère,

Vincent,

disparu au Maroc, en 1992.

133, avenue Félix-Paure,

75015 Paris.

CARNET DU MONDE

TARIFS 99 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS,

AVIS DE MESSE,

ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS

136 F TTC - 20,73 €

TARIF ABONNÉS 118 F TTC - 17,98 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES,

MARIAGES, FIANÇAILLES

520 F TTC - 79,27 € FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 62 F TTC - 9,45 €

THÈSES - ÉTUDIANTS : 69 F TTC - 12,65 €

COLLOQUES - CONFÉRENCES :

100 F TTC - 15,00 €

Sous 01.42.17.39.33 - 01.42.17.38.42

Fax : 01.42.17.21.36

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES

INSTITUT DE FORMATION-PARIS

recherche

Professeurs de Gestion/Finance

diplômés 3ème cycle.

CV + photo + lettre manuscrite

Ecrire (sous réf. 9912) à :

LE MONDE Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard

BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05, qui transmettra.

Groupe scolaire privé,

haut niveau,

LE CAIRE,

recrute pour

son école primaire

et pour la classe de 6^e

DES INSTITUTEURS ou

PROFESSEURS DES

ÉCOLES et PROFESSEURS

ou PEGC ayant l'expérience

de responsabilités au collège.

Expérience de 5 ans min.,

détachement, salaire français.

Envoyer candidature

(CV, lettre de motivation)

à M^{me} Ernest LAMEL,

par télécopie au

H. 40 ans, juriste,

spécialiste relations

administrations-usagers

domaines sociaux, 25 a. exp.

serv. public, étud. des propos.

travail social, ONG, associat.

Ecrire sous n° 9903

MONDE PUBLICITÉ

21 bis, rue Claude-Bernard

75005 Paris

J. H. cherche poste

de rédaction-stylariste

Un emploi stable ?

Devenez fonctionnaire

dans l'administration

3617 FONCTIO

Tous les concours de la

fonction publique HE

392 399 689, 5,57 F/mn.

Pour la prochaine rentrée

DIRECTEUR LYCÉE

POLYVALENT

Stc Education nationale

intérim en région parisienne.

Références exigées.

Ecrire au Monde Publicité

sous n° 9911

21 bis, rue Claude-Bernard

75226 Paris Cedex 05

Lycée privé

formations sociales

Paris, recherche une

SECRÉTAIRE

ADJOINTE

DE DIRECTION

Connaissances informatiques,

sens relationnel, bonne

organisation, capacité

d'initiative, poste à pourvoir le

1^{er} juin 1999

Adressez CV et lettre de

motivations au MONDE

PUBLICITÉ sous n° 9910

21 bis rue Claude-Bernard

75226 Paris Cedex 05

traduction de l'anglais.

Contactez

Philippe COLS

Email : nrvika @wanadoo.fr

Tél. : 01-45-47-42-32

Pour vos annonces dans

L'EMPLOI

Tél. : 01.42.17.39.33

— Carmen Gourdlj,

Danièle Gourdlj et Alexis Gilodi,

Manuel Rosales,

Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel GOURDLJ,

survenu le 8 mars 1999, dans sa soixante-

deuxième année.

Ils assurent de leur gratitude les doc-

teurs V. Leblond, Célia et Simon, et tous

ceux, nombreux qui, au service d'hémo-

logie de la Pitié, ont su, au-delà de soins

compléments, lui apporter tout le soutien

possible.

Ils vous prient d'avoir une pensée pour

Janine GOURDLJ,

sa sœur, décédée le 10 février 1999.

12, avenue Emile-Accolas,

75007 Paris.

— Angers. Bouchemaïne.

Catherine Ride et Noël,

Marie-Noëlle et Jean Garnier,

François-Dominique et Evelynne

Hocquet,

Anne-Sophie et Arnaud de Lajarte,

ses enfants,

ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Paul HOCQUET,

professeur honoraire

de la faculté de médecine.

survenu le 13 mars 1999, à l'âge de

soixante-quatre ans.

La cérémonie aura lieu le mercredi

17 mars, à 10 heures, en l'église de

Bouchemaïne (Maine-et-Loire), suivie de

la crémation dans l'intimité familiale.

Condoléances sur registres à l'église.

La famille rappelle le souvenir de son

épouse,

Marie HOCQUET,

décédée le 30 septembre 1994.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Bluet,

49080 Bouchemaïne.

Gérard HORWITZ

a quitté les siens, le 11 mars 1999.

Sa famille, ses amis, se réuniront à

l'entrée principale du cimetière parisien

de Pantin, le vendredi 19 mars, à 10 h 30.

675

675 - 775
675 - 775

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999 / 15

Qui peut attendre dix ans la sortie d'un nouveau médicament ?
Aider à gagner un peu de temps, c'est faire renaître beaucoup d'espoir.



Avec nous, vous changerez le monde.

Nouer des alliances. Utiliser de nouvelles technologies. Lancer de nouveaux produits. Mettre en place de nouveaux circuits de distribution. Dans ces domaines notamment, nous aidons les groupes pharmaceutiques à optimiser le cycle de développement et à accélérer la diffusion de leurs produits. C'est notre façon de contribuer à leurs côtés à l'amélioration de la santé.

www.pwcglobal.com/fr

PRICEWATERHOUSECOOPERS 
CONSEIL EN MANAGEMENT

© 1999 PricewaterhouseCoopers. La marque PricewaterhouseCoopers renvoie aux entités juridiques qui constituent le réseau international PricewaterhouseCoopers. Tous droits réservés.

051 711 011

صكنا من الامل

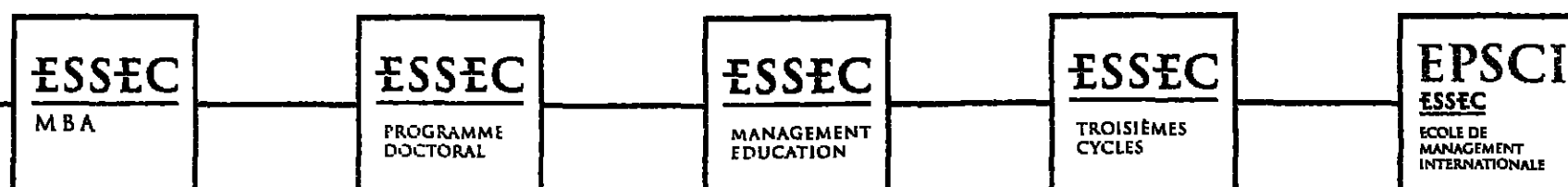
*L'esprit pionnier,
c'est imaginer
d'autres possibilités*

**Apprentissage, international, formation continue.
Le groupe ESSEC réinvente l'enseignement en Europe.**

Pour être au cœur de l'innovation, le groupe ESSEC a choisi d'impliquer les entreprises dans ses enseignements (monitoring, chaires d'enseignement, partenariats sur les programmes spécialisés, formation continue, apprentissage), de créer de nouvelles thématiques, de

nouvelles filières pour que les étudiants d'aujourd'hui disposent d'atouts opérationnels pour être les pionniers des entreprises de demain. Première Business School à obtenir l'accréditation AACSB, le groupe ESSEC intègre l'association internationale la plus prestigieuse.

Le corps professoral du groupe ESSEC, composé de plus de 90 permanents d'un très haut niveau académique, est *parmi les plus actifs en Europe en terme de recherche et de publications*, garantissant ainsi un enseignement qualitatif et hautement innovant.



info@essec.fr

www.essec.fr

**GROUPE ESSEC
ACTING FIRST**

(Agir en pionnier)



Première business school européenne accréditée par l'AACSB -
The International Association for Management Education.

HORIZONS

PORTRAIT

Il existe encore des inconditionnels de Juan Antonio Samaranch. Le Tunisien Mohamed Mzali en est un ; il n'est donc pas étonnant de lui demander s'il accordera ou non sa confiance au président du Comité international olympique (CIO) lors de la session extraordinaire qui doit se tenir les 17 et 18 mars à Lausanne. Membre du CIO depuis 1965 et ami de longue date de M. Samaranch, M. Mzali est redevable d'une sorte de « dette » à l'égard de ce dernier. Les faits remontent à quelques années. D'avril 1980 à juillet 1986, Mohamed Mzali a été le premier ministre de la Tunisie, sous l'autorité du président Habib Bourguiba. Destitué avec fracas par ce dernier, et sentant que sa vie pouvait être mise en danger, il décide, en septembre 1986, de quitter clandestinement son pays, via le désert algérien. Le fuyard n'a alors qu'un seul cap : Lausanne, siège du CIO.

« M. Samaranch m'a pris sous son aile spontanément, avec générosité. Pendant plusieurs mois, j'ai été logé, nourri dans différents hôtels de la ville aux frais du CIO. Deux avocats ont également été mis à mon service afin de régulariser ma situation », raconte l'ancien homme politique. En avril 1987, la justice tunisienne a condamné M. Mzali par contumace, à quinze ans de travaux forcés pour « détournement de fonds publics et mauvaise gestion ». Il vit aujourd'hui en exil à Paris, « grâce à l'aide d'amis de pays du Golfe », dit-il, en n'ayant pas d'autre activité internationale que celle que lui procure le CIO.

Le cas de M. Mzali est sans doute l'exceptionnel dans la galaxie olympique. Les membres du CIO n'ont pas tous le même degré d'obédience vis-à-vis de M. Samaranch. Combien sont-ils, cependant, à pouvoir prétendre ne rien lui devoir aujourd'hui ? Plus de 80 % de l'assemblée olympique a été élu sous sa présidence, selon le principe de la cooptation. En dix-neuf ans de règne, le Catalan s'est constitué une cour docile et dévouée. « Samaranch possède un don particulier pour satisfaire tout le monde autour de lui, note Maurice Hozog, ancien membre français du CIO. Je n'ai jamais vu d'opposition se constituer en face de lui. Sa force est d'embrasser ses ennemis, ils sans jamais les étouffer. » Depuis 1980, année de son élection à la présidence, détracteurs et candidats à sa succession n'ont pas manqué, pourtant, de se manifester. L'ancien diplomate a su les transformer en amis, en collaborateurs ou en proches conseillers. Le Cagolais Jean-Claude Ganga, dont le nom apparaît en première ligne dans l'affaire de corruption de Salt Lake City, fut le principal artisan du boycottage par les pays africains des Jeux de Montréal, en 1976. Samaranch l'a fait entrer au CIO en 1986, ce qui constituait le meilleur moyen de le contrôler. Le milliardaire mexicain Mario Vazquez Rana, président de l'Association des comités nationaux olympiques (ACNO), lorgnait ouvertement son trône : l'Espagnol lui a ouvert la porte du CIO en 1991 et en a fait un homme de main. L'année suivante fut marquée par l'investiture de Primo Nebiolo, le puissant président de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) : quelques années plus tôt le maître de Lausanne avait augmenté la quote-part de droits réservés à l'athlétisme, spartan du même coup une paix armée avec le bouillonnant dirigeant italien.

Dans la gestion de l'institution aux cinq anneaux, M. Samaranch donne l'impression de n'avoir oublié personne. Une autre de ses initiatives est d'avoir multiplié les commissions au sein du CIO. Il en existe aujourd'hui vingt-six. On y débat de choses très diverses, comme le sport pour tous, la télévision, le sponsoring, la médecine, la presse, l'environnement, les arts, la philatélie... « Tout cela ne sert pas grand-chose, sinon à offrir un semblant de responsabilité à une grande quantité de membres », explique un ancien serviteur de l'olympisme.

Le groupe de travail le plus convoité est la commission exécutive, composée de onze personnes, que M. Samaranch considère comme le « gouvernement du CIO ». Il a fait entrer la plupart des postulant à sa succession. On trouve là le Canadien Dick Pound,



La descente de l'Olympe

A soixante-dix-huit ans, Juan Antonio Samaranch entreprend de nettoyer et de rénover un Comité international olympique (CIO) souillé par les affaires de corruption.

Le Catalan, qui nourrissait l'ambition d'obtenir le prix Nobel de la paix, au début des années 90, n'aspire plus qu'à partir « la tête haute » en 2001

L'Australien Kevan Gosper, l'Américaine Anita DeFranz ou encore le Belge Jacques Rogge. Tous s'obtiennent en chieus de faïence, dans l'attente de 2001, année qui verra le président passer la main. Fin stratège ou chef omnipotent, le Barcelonais s'est bien gardé, en tout cas, de se désigner un dauphin. « Samaranch a oublié de préparer sa succession, un peu comme de Gaulle. Ces gens-là n'arrivent pas à envisager leur départ », observe l'avocat franco-américain Samuel Pizar, qui conseille le CIO sur diverses questions diplomatiques.

SANS cette subordination quasi générale du cénacle olympique, M. Samaranch n'aurait probablement pas eu les coudeuses aussi franches pour entreprendre l'œuvre de sa vie : plaquer le CIO au rang des grandes institutions pacificatrices de la planète. Durant toute sa carrière sportive, l'ancien délégué au sport du général Franco a cultivé une fascination constante pour les hautes fonctions politiques. « Sa religion, c'est les chefs d'Etat », confie le prince belge Alexandre de Mérode, membre du CIO depuis 1964.

L'anecdote faillit passer à la trappe de l'histoire, mais, peu de temps après son élection à la présidence, M. Samaranch a décidé de faire redessiner la médaille d'or de l'ordre olympique, la décoration que le CIO distribue à ceux qu'il estime être de « grands serviteurs du sport ». « Il a créé une médaille dont le ruban ne peut pas s'ouvrir ! Résultat : les gens sont obligés de faire une sorte de courbette devant lui pour recevoir cette distinction », raille un vieil ennemi. Rares sont les chefs d'Etat à ne pas avoir effectué la cérémonie, lors de ces vingt dernières années. L'Allemand de l'Est Erich Honecker,

le Roumain Nicolae Ceausescu ou encore le Bulgare Todor Jivkov figurent parmi les récipiendaires de l'ordre olympique.

Au début des années 90, convaincu que le CIO joue un rôle de réconciliation dans le monde, M. Samaranch se met dans l'esprit qu'il serait en droit de recevoir le prix Nobel de la paix. Des organisations comme la Croix-Rouge ou Amnesty International l'ont obtenu. Pourquoi le cercle créé en 1894 par le baron Pierre de Coubertin ne pourrait-il pas y prétendre ? Une mission de lobbying auprès de l'institution suédoise est confiée à Samuel Pizar. L'avocat international constitue un épais dossier. Une parodie est consacrée aux Jeux olympiques de Séoul de 1988 : dans les années précédant la manifestation, le CIO avait, en effet, réussi l'exploit de réunir à six reprises autour d'une table des dirigeants des deux Corées, dans l'espoir de créer une seule et même équipe. L'opération échoua, mais l'initiative marqua les esprits.

Les Jeux de Barcelone, quatre ans plus tard, vont conforter M. Samaranch dans ses ambitions. Le président du CIO est alors au sommet de son olympisme. Non seulement les Jeux ont lieu dans sa ville natale, mais ils rassemblent un nombre record de participants - cent soixante-douze nations - malgré les bouleversements dans les pays de l'Est. Les athlètes de l'ex-URSS concourent ensemble sous le drapeau de l'équipe unifiée. Ceux de l'ex-Yougoslavie ont pu s'inscrire individuellement. Cuba, absent à Los Angeles et à Séoul, a répondu présent. De même que l'Afrique du Sud, qui célèbre son retour sur la scène sportive. Partout dans le monde, enfin, les canons se sont tus : les pays en guerre ont respecté la « trêve olympique », ce vieux

concept cher à la Grèce antique et que M. Samaranch a réactualisé, obtenant de l'ONU le vote d'une résolution à l'unanimité.

Rien n'y fera : la fondation Nobel n'osera jamais récompenser le CIO. « C'est à cause de la commercialisation. Il y avait trop d'argent dans les Jeux », indique M. Pizar. M. Samaranch pensait donner de lui l'image d'un humaniste ; c'est celle d'un commerçant, qu'il véhiculera auprès d'une partie de l'opinion publique. Héritier d'une riche famille d'industriels du textile, le Catalan est aussi celui qui a jeté les JO dans les bras du marketing. C'est lui qui fit rayer le mot « amateur » de la Charte olym-

piques. Lui qui inventa le club de sponsors TOP (The Olympic Program), dont le droit d'entrée se situe aujourd'hui entre 40 et 50 millions de dollars (entre 36,7 et 45,9 millions d'euros). Lui qui encouragea la candidature controversée d'Atlanta, la ville où Coca-Cola - partenaire privilégié du CIO - a son quartier général.

Il pensait donner de lui l'image d'un humaniste ; c'est celle d'un commerçant qu'il véhiculera

Le moment où M. Samaranch a vu s'envoler tout espoir de recevoir le prix Nobel est probablement le 23 septembre 1993. Ce jour-là, à Monaco, la 101^{re} session du CIO désignait la ville olympique des Jeux de l'an 2000. En décachant l'enveloppe, le septuagénaire n'en crut pas ses yeux : les

membres du CIO - lui-même ne vote pas - venaient de préférer Sydney à Pékin. « Peu de temps après, il s'est tourné vers moi pour me demander ce qu'il fallait dire en pareille circonstance, à savoir que Sydney était le meilleur choix. C'est ce qu'il fit, mais il n'en pensait rien. Il était persuadé que Pékin serait nommé. En tout cas, c'était son choix. Depuis le XIX^e siècle, "ils" sont tous comme ça : "ils" rêvent tous d'ouvrir la Chine. »

M. Samaranch savait-il que, la veille du scrutin, deux membres africains du CIO - l'Ougandais Francis Nwangweso et le Rénan Charles Mukura - avaient touché 35 000 dollars (32 110 euros) chacun de la part du comité de candidature de Sydney en échange de leur bulletin ? Sydney, ce jour-là, s'imposa au quatrième tour de scrutin par 45 voix contre 43 face à sa rivale chinoise.

Le spectre de la corruption rôdait déjà depuis plusieurs années dans les méandres olympiques. Le président Samaranch a toujours refusé d'y prêter une réelle attention. Ainsi en 1991, lorsque les promoteurs de la candidature de Toronto aux Jeux de 1996 envoyèrent à Lausanne un rapport d'enquête dans lequel ils mettaient en évidence les goûts somptueux des membres du CIO, très avides de cadeaux et autres faveurs, le document de trente-deux pages resta lettre morte. « Des rumeurs existent, mais nous n'avons pas de preuves et il est impossible de condamner des gens sans preuve », assénait déjà, à l'époque, M. Samaranch.

L'homme le plus puissant du sport moderne pouvait-il être si crédule face au problème de la corruption ? « Non, répond un ancien collaborateur. Il n'ignorait rien des exigences des membres du

CIO. En 1981, ceux-ci ont obtenu de se faire rembourser leurs frais de déplacement et d'hébergement dans les villes candidates. En 1983, à la session de New Delhi, ce fut encore plus évident : un membre originaire d'un pays de l'Est a réclamé de l'argent de poche, arguant qu'il n'avait pas de quoi envoyer des cartes postales. Samaranch a fait voter une indemnité de 100 dollars. Et tout le monde l'a acceptée, sauf une personne. » Il faudra attendre la moitié des années 90 pour que l'institution se dote de garde-fous visant à limiter les visites dans les villes candidates et à plafonner le montant des cadeaux. Il est alors bien trop tard. Ces règles n'auront aucun effet : le scandale de Salt Lake City et les nombreuses révélations concernant d'autres villes ayant été candidates aux Jeux le démontrent aujourd'hui.

Q'U'A fait M. Samaranch durant tout ce temps ? En deux décennies, le président du CIO a multiplié les voyages de par le monde. Le nombre de comités nationaux olympiques a franchi la barre des deux cents. Les membres du CIO sont passés de soixante-dix-sept à cent quarante. Un Musée olympique, d'un coût de 40 millions de dollars (36,7 millions d'euros), a été érigé en face du lac Léman. En 1995, la chaîne NBC a mis sur la table 3,55 milliards de dollars (3,25 milliards d'euros) pour couvrir les Jeux jusqu'en 2008. Les stars du basket-ball américain font désormais partie de la fête. Et les armes continuent de se taire pendant les deux semaines que dure « le plus grand événement médiatique de la Terre ».

Obsédé par l'essor du CIO, M. Samaranch aurait-il négligé de surveiller l'intérieur même de la maison olympique ? Ces dernières semaines, le « petit homme » de Lausanne a envoyé un courrier à tous les membres du CIO afin de s'assurer de leur présence pour la session extraordinaire des 17 et 18 mars. Certains ont également reçu des copies d'articles de journaux américains peu favorables au mouvement olympique, histoire de rappeler que l'institution a besoin d'unité en ces heures douloureuses. Après avoir failli démissionner au début de l'affaire de Salt Lake City, M. Samaranch a bien l'intention, à soixante-dix-huit ans, de mener jusqu'au bout l'entreprise de nettoyage et de modernisation du CIO. Et, en sorte, le deuxième rénovateur des Jeux olympiques, après Pierre de Coubertin. Peut-être aurait-il fallu commencer par là.

Frédéric Potet

Le rapport dévastateur des « sages » qui a entraîné la

LES PROGRAMMES MED (extraits)

Les programmes MED pour la coopération décentralisée avec les pays méditerranéens ont commencé en 1992, après la guerre du Golfe avec l'Irak, pour contrebalancer l'aide apportée aux pays d'Europe centrale et orientale. L'enveloppement budgétaire pour la période 1992-1996 s'élevait à 116,6 millions d'euros, dont 78 millions avaient été engagés avant leur suspension en octobre 1995. Du temps de la commission Delors, le dossier passe en janvier 1992 des mains du commissaire espagnol Matutes à celle d'un autre Espagnol, Manuel Marín, qui en conservera la responsabilité en 1995 dans la commission Santer.

Le 25 novembre 1992, la commission confie la gestion financière et administrative des programmes à une association, l'ARTM (Agence pour les réseaux méditerranéens), qui vient d'être fondée avec son aide par trois bureaux d'assistance technique, chargés du suivi des projets. Les directeurs de deux d'entre eux (FERE et Isneri, basés en France et en Italie) feront partie jusqu'en 1995 de son conseil d'administration. Le 6 octobre 1995, la Cour des comptes informe le vice-président compétent de la commission, Manuel Marín, de certaines irrégularités, notamment sur les aspects traitant de la délégation et des situations de confusion d'intérêts. Le 23 novembre, le commissaire fait ordonner de ne pas renouveler les contrats. Une enquête est diligentée.

Le 15 mai 1997, l'Uclaf présente un rapport confirmant les conflits d'intérêts et mettant en évidence des écarts entre les montants payés et les coûts réels justifiés. Une enquête administrative est ouverte le 10 juin. Le 12 janvier 1998, des erreurs dans la gestion et le contrôle sont imputées au chef d'unité concerné et des erreurs dans l'établissement de la structure gestionnaire à ses supérieurs, le directeur général et un directeur de la DG IB. Le 3 avril, M. Marín autorise la relance des programmes.

LES CAS DE FAVORITISME (extraits)

LE DOSSIER DE M^{me} CRESSON

● Les liens entre M^{me} Cresson et M. Berthelot
M^{me} Cresson a souhaité utiliser les compétences de M. Berthelot au sein de la Commission. Elle a admis à plusieurs reprises que M. Berthelot faisait partie, au moment des faits ici examinés, de ses amis et connaissances depuis longtemps. Ainsi lors de son intervention à la commission de contrôle budgétaire du Parlement européen, le 28 octobre 1998, M^{me} Cresson a déclaré : « Je connais en effet le docteur Berthelot depuis des années. J'ai souhaité bénéficier de ses avis dans le cadre du 5^e programme-cadre Recherche et Développement. (...) Quand j'ai expliqué aux services que je souhaitais disposer pour la préparation de ce programme d'un conseil indépendant qui avait un profil scientifique, une expérience de terrain et surtout ma confiance pour me donner son point de vue sur les réformes entamées, c'est le statut de "visiteur scientifique" qui m'a été indiqué comme approprié. (...) Il me semble donc tout à fait légitime de faire appel en tant que responsable politique à des conseillers externes, dont certains que je connais bien. (...) »

● Le contrat auprès de la DG XII
(1^{er} septembre 1995-28 février 1997)
Avant son engagement par la Commission, M. Berthelot, au cours de la seule année 1995, a souscrit deux contrats : l'un avec l'Anvar, l'autre avec la société Parkington Enterprise Limited dont le siège social est établi en Irlande, qui serait semblé-t-il lié au groupe Perry Lux.
Le texte juridique applicable au contrat avec la DG XII prévoit que « peuvent être admis comme visiteurs scientifiques (...) a) les professeurs d'université ou d'établissement d'enseignement supérieur scientifique (...) b) le personnel scientifique de haut niveau d'autres organisations de recherche ».

Il ne ressort pas du CV de M. Berthelot, tel que transmis à la DG XII, qu'il rentre dans l'une des deux catégories susvisées (...).

La lettre d'engagement envoyée à M. Berthelot le 26 juillet 1995 mentionne dans son objet « votre candidature spontanée ». Cet engagement avait une durée initiale de six mois et était signé par le directeur général adjoint de la DG XII. Aucune mission spécifique n'est prévue dans cette lettre, contrairement aux exigences des directives. (...)

Le contrat a été prorogé une première fois jusqu'au 31 août 1996. Une deuxième prolongation, dans les mêmes conditions, a eu lieu jusqu'au 28 février 1997. Les deux lettres ont été signées également par le directeur général adjoint.
L'article 7.7 du texte applicable susvisé prévoit que « le visiteur scientifique est tenu de faire parvenir au directeur général, dans un délai d'un mois, un rapport sur l'activité ayant fait l'objet de la visite ». Or, la documentation soumise au Comité d'experts contient de nombreuses notes, très diverses, parfois techniques, parfois très vagues et politiques, toutes établies au nom de M^{me} Cresson. Cette documentation ne contient aucun rapport formel sur l'activité ayant fait l'objet de sa visite. En outre ces notes, au nombre de dix, ne portent aucun cachet d'entrée ni de numéro d'enregistrement (...).

L'ensemble de ces notes, correspondant à une année et demi de travail, totalisent à peine 24 pages. Il convient de signaler que la note du 8 juillet 1996 contient, en annexe numéro 1, un relevé de 13 « déplacements à Châtelleraut » (entre janvier et fin mai 1996). L'annexe numéro 2 de cette note contient une liste du « financement communautaire de la recherche en Poitou-Charentes en 1996 » (...).

Dans les demandes d'ordres de mission, M. Berthelot mentionnait toujours la même phrase : « Exécution de tâches spécifiques à la demande directe de M^{me} le commissaire ». En tout, M. Berthelot aurait dépensé au moins 41 jours en ordres de mission à Châtelleraut, donc aux frais du budget communautaire.

Ce n'est que le 2 décembre 1997 que le contrôleur financier admet, après un audit interne à la DG XII, s'être intéressé à la

Les conclusions du rapport du comité d'experts indépendants

sur « les allégations de fraude, de mauvaise gestion et de népotisme à la Commission européenne », rendu public

lundi 15 mars à Bruxelles, soulignent que le comité « a trop souvent constaté que le sens de la responsabilité est dilué dans la chaîne hiérarchique ».

DG XII. Celle-ci n'a répondu, malgré plusieurs rappels, que le 27 avril 1998. Elle constate uniquement que le rapport final demandé ne figure pas dans le dossier et elle allègue des graves problèmes de santé de l'intéressé (...).

● Le contrat auprès du CCR
(1^{er} mars 1997-31 décembre 1997)

Ce contrat a été conclu pour une année mais résilié plus tôt pour cause de maladie (...). Le 11 décembre 1997, M. Berthelot communique au directeur général « un bref résumé de mes domaines d'activité » et lui fait part de son état de santé (accident cardiaque survenu en avril 1997) afin de résilier le contrat. Le résumé consiste en trois paragraphes très vagues où il mentionne le sida, l'école de la deuxième chance et la voiture électrique. A la même date, le destinataire de la lettre remercie M. Berthelot « de tous les efforts que vous avez

LES CONCLUSIONS (texte intégral)

● Le mandat du comité et la portée de ses investigations
Conformément à son mandat, le comité d'experts indépendants a pour tâche essentielle de « chercher à déterminer dans quelle mesure la Commission, en tant que collège, ou tel ou tel membre, à titre individuel, est personnellement responsable des cas récents de fraude, de mauvaise gestion ou de népotisme soulevés lors des débats parlementaires ».

Pour remplir son mandat, le comité a examiné dans le détail un certain nombre de cas spécifiques, qui sont tous, dans une mesure plus ou moins large, connus du public et ont été soulevés dans le cadre de débats parlementaires. Pendant le court laps de temps où le comité a exercé ses fonctions, un certain nombre de cas ont été portés à son attention, dont certains très récemment ; ils méritent un examen complémentaire. Le comité n'a pas pu, dans le temps dont il disposait, instruire ces dossiers aux fins du présent rapport. Les conclusions qui suivent reposent donc exclusivement sur les données contenues dans le présent rapport et ne concernent aucune information extérieure aux dossiers en question. Le cas échéant, et conformément aux modalités fixées par le Parlement pour la deuxième phase des travaux du comité, ce dernier profitera de l'occasion pour examiner de plus près de nouveaux éléments d'information dans son second rapport.

Dans son rapport, le comité a généralement évité, pour des raisons de confidentialité, de citer le nom de personnes : seuls figurent les noms de personnes morales ou de commissaires actuellement en fonctions que le comité a interviewés.

● Responsabilité de la Commission et des commissaires

Tout au long de ses auditions et dans le cadre de l'examen des dossiers, le comité a observé que les commissaires arguaient parfois du fait qu'ils n'étaient pas au courant de ce qui se passait dans leurs services. Des cas de fraude et de corruption indubitables à la Commission sont donc passés « inaperçus » au niveau des commissaires eux-mêmes.

Même si de telles informations, si elles sont sincères, devaient évidemment permettre de décharger la responsabilité personnelle et directe des commissaires pour les cas de fraude et de corruption individuels, elles constituent par ailleurs un sérieux constat d'échec. Le fait que les commissaires protestent de leur ignorance à l'égard de problèmes souvent bien connus de leurs services, même au plus haut niveau des fonctionnaires, revient à admettre que les autorités politiques ont perdu le contrôle sur l'administration qu'elles sont supposées gérer. Cette perte de contrôle implique dès le départ une lourde responsabilité, aussi bien des commissaires pris séparément que de la Commission en tant que collège.

Le comité n'a pas rencontré de cas dans lesquels un commissaire était directement et personnellement impliqué dans des activités frauduleuses. Il a cependant mis au jour des affaires dans lesquelles les commissaires, ou la Commission en tant que collège, portaient la responsabilité des cas de fraudes, d'irrégularités ou de mauvaise gestion dans leurs services ou leurs domaines de compétence. Par ailleurs, le comité n'a pas trouvé la preuve qu'un commissaire s'était enrichi financièrement à la suite de telles fraudes, irrégularités ou mauvaise gestion.

● Les cas particuliers examinés par le comité

Dans le dossier TOURISME, le comité a constaté que la Commission et les commissaires successivement en charge de ce secteur étaient conjointement responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une politique pour laquelle les ressources nécessaires n'étaient pas disponibles et sur laquelle il était excessivement difficile d'exercer un contrôle efficace. Ils doivent également assumer la responsabilité d'avoir tardé à réagir à des signaux d'alerte sérieux, qui devaient laisser penser que de graves problèmes se posaient dans l'unité Tourisme. Le commissaire en charge du personnel dans la Commission précédente doit être tenu pour responsable de n'avoir pas pris les sanctions disciplinaires qui s'imposaient à l'égard du ou des deux fonctionnaires concernés au premier chef. Pour terminer, la Commission, en tant que collège, est coupable d'avoir tardé pendant plus de deux ans à répondre positivement aux demandes de levée d'immunité de trois hauts fonctionnaires, d'avoir fait preuve d'une attitude trop complaisante à l'égard des erreurs de gestion et d'une mauvaise appréciation à l'égard du directeur général de la DG XXIII, et de n'avoir jamais informé le Parlement européen de l'état réel de la situation pendant de nombreuses années.

Dans le dossier MED, le comité a constaté que M. Marín, commissaire en charge de ce dossier, avait agi rapidement et de façon appropriée à la suite de la découverte de certaines irrégularités, de conflits d'intérêts et d'un manque de contrôle. Il a laissé passer trop de temps entre l'identification des problèmes par la Cour des comptes et le lancement

déployés pour encourager la recherche européenne. (...)

Les missions à Châtelleraut (la presque totalité des missions effectuées) peuvent difficilement être justifiées uniquement du point de vue communautaire, sans considération de la signification de cette ville et de ses liens avec M^{me} le commissaire, dont elle était le maître jusqu'à la fin 1997.

En conclusion, nous sommes ici confrontés à un cas certain de favoritisme. Une personne dont le profil ne correspondait pas aux différents postes sur lesquels elle a été recrutée a néanmoins été engagée. Les prestations fournies sont manifestement insuffisantes en quantité, qualité, pertinence.

De plus la personne recrutée a principalement travaillé comme collaborateur personnel du commissaire. Il y a de très fortes présomptions qu'elle a souvent été employée d'une façon qui n'avait pas grand-chose à voir avec les activités européennes du commissaire.

du commissaire qui a précédé M. Marín est davantage engagée, en ce sens que c'est lui qui a présidé à la création des structures de gestion qui ont ensuite été à l'origine de la situation décrite ci-dessus. Il a péché par omission : il n'a pas surveillé d'assez près la mise en œuvre du programme MED dans une situation à haut risque. La Commission, en tant que collège, mérite de sévères critiques (comme pour d'autres dossiers à l'examen) dans la mesure où il a lancé un nouveau programme, politiquement important et très coûteux, sans disposer des ressources nécessaires, notamment en personnel, pour le faire.

Dans le dossier ECHO, la principale responsabilité au niveau des commissaires concerne le problème d'effectifs. M. Marín a été informé de la présence de personnel employé irrégulièrement dans le programme ECHO et, même s'il a donné des instructions écrites pour qu'il soit réadmis à ce problème, il a été néanmoins amené à tolérer cette situation pendant plusieurs années, dans la mesure essentiellement où ses demandes répétées d'engagement de personnel supplémentaire n'étaient pas suivies d'effet.

D'où les fraudes et les irrégularités dans le programme ECHO. Rien ne laisse penser cependant que M. Marín était au courant des fraudes. Lors des investigations qui ont suivi, M. Marín et M^{me} Bonino ont déclaré qu'ils n'étaient pas au courant de l'enquête de l'Uclaf. Quel qu'il en soit, il n'en reste pas moins que les faits n'ont été mis au jour que des mesures correctives n'ont été apportées que tardivement. Dans ce cas également, la Commission en tant que collège doit être tenue responsable d'avoir lancé une initiative politique importante sans que le service concerné, ECHO, ne dispose de moyens nécessaires à la mise en œuvre de cette politique.

Dans le dossier LEONARDO, le commissaire Cresson n'a pas réagi alors qu'elle avait connaissance de graves irrégularités répétées et étalées sur plusieurs années : cons tout d'abord l'audit effectué en 1994 par la DG XXII et le programme précédent, suivi par des rapports de la DG XXII et de la DG XX. Dans le cas de l'audit de la DG XX en 1998, elle porte la responsabilité, conjointement avec le contrôleur financier, de n'avoir pas finalisé les rapports d'audit élaborés par la DG XX, qui auraient dû donner lieu à certaines mesures. Plus généralement, une responsabilité plus large doit être imputée au commissaire responsable pour l'absence de contrôle exercé par la DG XXII à l'égard du Bureau d'assistance technique et pour l'insuffisance des mécanismes de

communication et de contrôle interne dans les services de la Commission concernés. Par ailleurs, la responsabilité de M^{me} Cresson est sérieusement engagée dans la mesure où elle n'a pas informé, alors qu'elle était parfaitement au courant des faits, le Président de la Commission et, par son biais, le Parlement européen. Ces problèmes relatifs à la mise en œuvre de Leonardo I alors que l'Assemblée devait statuer

sur Leonardo II. Pour terminer, le phénomène des sous-effectifs, qui explique la nécessité de déléguer des responsabilités du secteur public à des consultants extérieurs, peut être une fois de plus reproché à la Commission en tant que collège.

Dans le dossier BUREAU DE SECURITE, le commissaire responsable, M. Santer, a réagi rapidement à la suite des allégations de fraude apparues dans la presse. Ceci tant dit, si le président de l'époque avait donné suite aux résultats de l'audit dès 1993, la nature des problèmes du Bureau de sécurité aurait pu être identifiée beaucoup plus tôt.

Le fait que dans cette affaire, ni M. Santer, ni est personnellement responsable du Bureau de sécurité son Cabinet n'aient accordé un intérêt significatif au fonctionnement de ce Bureau constitue le principal reproche adressé au commissaire. Dès lors, aucun contrôle n'a été exercé et on a permis qu'un « Etat dans l'Etat » se développe, avec les conséquences décrites dans ce rapport.

Dans le dossier SECURITE NUCLEAIRE, le principal reproche adressé par le Comité, à la Commission en général et aux commissaires qui se sont succédés, c'est que « une et les autres se soient engagés dans une nouvelle politique sans que la Commission dispose de toutes les ressources nécessaires pour mener sa tâche à bien ; ce manquement se retrouve d'ailleurs dans plusieurs dossiers examinés ».

● Allégations de favoritisme examinées par le Comité
En ce qui concerne les CAS DE FAVORITISME de la part des commissaires, qui ont été examinés par le Comité, ce dernier fait les constatations suivantes :

- Dans le cas de M^{me} Cresson, le Comité a constaté que le commissaire portait la responsabilité d'un cas de favoritisme. Elle aurait dû veiller attentivement à ce que le recrutement de l'un de ses proches collaborateurs s'effectue dans le respect de tous les critères de régularité. A la suite,

Le fait que les commissaires protestent de leur ignorance à l'égard des problèmes souvent bien connus de leurs services revient à admettre que les autorités politiques ont perdu le contrôle sur l'administration qu'elles sont supposées gérer

» qui a entraîné.

démission de la Commission européenne

HORIZONS-DOCUMENT

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999 / 19

- Dans le cas de M^{me} Wulf-Matthies, le comité a constaté que celle-ci a recruté un collaborateur personnel pour un travail d'intérêt communautaire, mais en utilisant une procédure inappropriée.

- Dans le cas de M. Pinheiro, le comité a constaté que la procédure selon laquelle son beau-frère a été recruté était correcte et que le travail effectué par ce dernier était d'intérêt communautaire. Reste la conviction du comité qu'en aucun cas un commissaire ne doit embaucher dans son cabinet un de ses proches.

- Dans les autres cas, le comité n'a pas trouvé de preuves étayant les allégations de favoritisme adressées aux commissaires Likanen, Marín et Santer.

● Evaluation au regard des normes en matière de conduite appropriée

La Commission et les commissaires doivent agir en toute indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté, ainsi qu'avec honnêteté et délicatesse, conformément à certaines règles de conduite. Comme le comité l'a fait observer au début de son rapport, ces règles font partie d'un tronc commun de « normes minimales de la vie publique » acceptées dans les systèmes juridiques de la Communauté et des États membres. Le comité a trouvé des exemples dans lesquels aucune irrégularité, ne fût-ce qu'une fraude, n'a pu être mise au jour, en ce sens qu'aucune disposition législative et/ou aucun règlement n'a été violé, mais où les commissaires ont autorisé,

voire même encouragé une conduite qui, même si elle n'est pas illégale en soi, n'était pas acceptable.

C'est le cas manifestement lorsque le favoritisme est en cause. Très souvent, la nomination d'une personne issue des amis proches ou de l'entourage d'un commissaire, à un poste bien rémunéré de la commission, ou l'octroi d'un contrat de consultant tout aussi bien rémunéré constituent une violation des règles en vigueur. C'est le cas lorsque la personne concernée relève d'une catégorie de personnel pour laquelle elle ne dispose pas des qualifications requises. Quoi qu'il en soit, même si de telles irrégularités n'apparaissent pas et même si des règles ne sont pas violées, les commissaires devraient s'abstenir de nommer des conjoints, des proches de leur famille ou des amis, même si certains disposent des qualifications appropriées, à des postes qui n'ont pas fait l'objet d'un concours externe ou d'une procédure d'appel d'offres. Dans de tels cas, il devrait y avoir au moins une obligation de divulgation dans le courant du processus de nomination.

Les principes de publicité, de transparence et de responsabilité constituent la base même de la démocratie et les instruments qui permettent à cette dernière de fonctionner normalement. La publicité et la transparence impliquent que le processus décisionnel à tous les niveaux est aussi accessible que possible à l'opinion publique, et responsable devant cette dernière. Cela signifie que les raisons pour lesquelles des décisions sont prises ou non sont rendues publiques et que ceux qui les prennent en assumant la responsabilité et sont prêts à en accepter les conséquences pour eux-mêmes s'il apparaît ultérieurement que ces décisions n'allaient pas dans le bon sens. Ainsi, les appels d'offres devraient avoir un caractère beaucoup plus public et plus transparent : tout candidat devrait être en mesure de savoir pourquoi son offre n'a pas été choisie et pourquoi une autre a été favorisée.

Le comité a constaté que la relation entre les commissaires et les directeurs généraux ne répondait pas toujours à cette norme. La séparation entre la responsabilité politique des commissaires (pour des décisions politiques) et la responsabilité administrative du directeur général et des services (pour la mise en œuvre de la politique), ne doit pas être invoquée de façon excessive. Comme indiqué ci-dessus, le comité est d'avis que les commissaires doivent s'efforcer en permanence d'être informés des agissements et des omissions des directeurs généraux qui relèvent de leur responsabilité et que les directeurs généraux doivent tenir leurs commissaires informés de toutes les décisions importantes qu'ils prennent ou dont ils ont connaissance. Cette obligation d'information mutuelle implique que les commissaires doivent chercher à savoir ce qui se passe dans leurs services, tout au moins au niveau du directeur général, et qu'ils doivent en porter la responsabilité.

Dans le même ordre d'idées, le comité souligne que toutes les personnes qui travaillent dans les institutions communautaires doivent savoir qu'aucune stratégie visant à couvrir quelque chose ne pourra jamais être considérée comme acceptable. Aucune information ne peut être cachée à d'autres institutions, comme le Parlement, ou à d'autres fonctionnaires - aux commissaires en particulier - lorsque ces derniers sont appelés à jouer un rôle dans le processus décisionnel. Cette remarque vaut également pour les informations qui n'ont pas encore été entièrement soumises à ce qui constitue souvent des procédures contradictoires prolongées (comme c'est le cas pour les rapports d'audit). Ces informations doivent être partagées très rapidement, sous le couvert de la confidentialité évidemment, avec les fonctionnaires, services, directions ou commissaires, qui doivent être au courant de tout ce qui se passe, dans la perspective des décisions qu'ils ont à prendre ou à élaborer.

● Réformes à envisager

A partir du début des années 90, la Commission a vu ses responsabilités de gestion directe augmenter considérablement. D'institution de réflexion et de proposition, elle s'est transformée en une institution d'exécution. Parallèlement à la culture administrative et financière, le sens des responsabilités individuelles, la conscience de la nécessité de respecter les règles de bonne gestion financière, n'ont pas évolué avec la même rapidité. La haute hiérarchie, notamment, est restée davantage intéressée par les aspects politiques que par le travail de gestion.

Certes, la Commission Santer a entrepris un certain

nombre de démarches pour accélérer le changement des mentalités. Cependant, les insuffisances qui demeurent sont clairement apparues au comité à l'examen des dossiers spécifiques qui traitent de la gestion directe par la Commission.

La plupart des commissaires auditionnés par le Comité ont allégué le manque de ressources humaines comme étant la cause principale du recours aux mini-budgets, BAT, et autres formes d'assistance externe et de recrutement auxiliaire. Cependant la Commission dispose de la possibilité de faire les propositions qu'elle estime nécessaires en matière d'organigramme, au moment où elle soumet son avant-projet de budget à l'autorité budgétaire. C'est pourquoi il est apparu au comité que les excuses formulées quant à l'insuffisance des ressources humaines sont en contradiction avec les décisions prises par la Commission elle-même de maintenir un budget de rigueur depuis 1993.

Nul ne conteste que la Commission a dû faire face, au cours des dernières années, à de nombreux défis nouveaux, tels que la préparation des élargissements successifs, les crises humanitaires et le problème des réfugiés, la crise de la vache folle, etc... Dans ces nouvelles priorités de gestionnaire, la Commission se devait d'opérer des choix entre les priorités, ce qu'elle a manqué de faire, préférant user des fonds communautaires (même illégalement) pour assurer l'adéquation entre les objectifs à mettre en œuvre et les moyens à mettre à disposition. Le recours à l'assistance externe (BAT et les autres) est la preuve que la Commission n'a pas pris l'initiative d'adapter ses ressources humaines (redéploiement, pourvoi des postes vacants).

Le comité estime qu'il était de la responsabilité collective des commissaires d'adopter une position collégiale face aux problèmes de ressources humaines constatés par les commissaires individuellement afin d'éviter non seulement une atteinte à l'intégrité de la fonction publique européenne assortie d'un préjudice moral et économique, d'une part, les institutions du pouvoir de contrôle (Cour des comptes et Parlement) d'autre part, par la presse enfin.

● Une discordance lourde de conséquences

A l'origine des difficultés rencontrées dans chacun de ces dossiers se trouve la discordance entre les objectifs assignés à la Commission dans le cadre de la politique nouvelle décidée par le Conseil et le Parlement, sur proposition de la Commission, et les moyens que la Commission a pu (ou su) employer au service de cette nouvelle politique. Le redéploiement des effectifs existants n'a pas été possible pour plusieurs raisons : le cloisonnement des directions générales, l'existence d'autant de foyers de pouvoir que de commissaires, le sentiment largement répandu qu'un changement d'affectation décidé par l'AIPN sans l'accord de l'intéressé équivalait à une punition, ne l'ont pas permis. L'augmentation des crédits d'auxiliaires au budget de la Commission aurait pu partiellement constituer une solution.

Le Comité des experts n'a nulle part trouvé trace de tentative de la Commission, tendant à apprécier a priori le volume des moyens nécessaires, au moment de la discussion d'une nouvelle politique entre les institutions de la Communauté.

Le comité n'a pas eu le temps de réfléchir à la gestion du personnel, ni à d'éventuelles modifications du Statut. Cependant, il a noté que plusieurs commissaires lui ont spontanément fait part de leur conviction qu'aucune amélioration sérieuse du fonctionnement du service ne serait possible, sans une réflexion approfondie sur ces points.

S'agissant des modes d'organisation, la même incapacité à anticiper se constate : la Commission n'a pas cherché à l'avance les conditions dans lesquelles chaque nouvelle politique aurait à être exercée, et à prendre en conséquence les dispositions nécessaires. Elle a réagi au coup par coup, sans doctrine et sans vue d'ensemble, d'une part en embauchant du personnel temporaire ou intérimaire, d'autre part en recourant à la sous-traitance aux BAT.

Les contrats de prestation de services ont souvent été passés dans des conditions discutables, favorisées par l'imprécision et la dispersion des textes régissant la passation des marchés, ainsi que par la faiblesse de la CCAM, créant le risque de fraudes et de mauvaise gestion.

● Les mécanismes de contrôle

Ainsi se trouve posée la question centrale : pourquoi les mécanismes de contrôle n'ont-ils pas permis de rectifier à temps les dérives ?

L'auditeur externe (la Cour des comptes) a produit pour la plupart des affaires en cause des rapports clairs et pertinents (par exemple en 1992 et 1996 pour le tourisme, en 1996 pour MEDC et ECHO). Mais seule l'une des deux branches de l'autorité budgétaire (le Parlement) les a efficacement examinés.

Au sein de la Commission, les mécanismes d'audit et de contrôle n'ont pas fonctionné efficacement. Le comité considère qu'il s'agit là d'une question centrale. Pour l'analyser, il faut bien distinguer l'audit et le contrôle a priori.

Le contrôle a priori s'exprime par la procédure du visa dont est responsable la DGXX : cette procédure, telle qu'elle est actuellement utilisée au sein de la Commission, fonctionne très mal. La plupart des irrégularités que le Comité a pu relever ont bénéficié d'un visa favorable du contrôle financier.

L'audit interne est réalisé au sein d'une petite cellule au sein de la DGXX. Ses prestations, telles qu'a pu le constater le Comité, sont le plus souvent satisfaisantes. Mais elles ne couvrent pas en temps utile toutes les affaires qu'il faudrait examiner. Elle n'est pas capable d'exercer la maîtrise dans les opérations visant à redres-

ser la situation. L'UCLAF, qui ne fait pas partie de la DGXX, a de plus en plus tendance à être sollicitée pour des enquêtes purement internes à la Commission, en concurrence avec l'audit interne, ce qui nuit à l'autorité de celui-ci.

Contrôle a priori et audit interne sont des activités dont les techniques et les préoccupations divergent absolument. Les maintenir ensemble, à l'intérieur d'une même direction générale, mérite de faire l'objet d'une réflexion. L'audit interne doit jouer un rôle d'appui efficace, au service de la Commission, afin que celle-ci exerce ses responsabilités. Pour cela, les ressources humaines de l'audit interne doivent être fortement accrues. De plus, celui-ci doit fonctionner de manière indépendante.

En général, les procédures contradictoires d'audit interne prennent trop de temps et se prêtent à l'affaiblissement des constatations. Aussi devraient-elles être encadrées par des règles rigoureuses : passé un délai impératif - de l'ordre de un à deux mois - le service audité qui n'a pas répondu à un pré-rapport devrait savoir que l'audit publiera son évaluation sans la réponse du service.

● L'UCLAF

La situation de l'UCLAF au sein de la Commission est quelque peu ambiguë. L'UCLAF ne doit pas être un service d'audit interne : ce n'est pas dans sa capacité, compte tenu de la qualification professionnelle de la majeure partie de ses agents. A présent il semble exister une concurrence entre les deux services d'audits internes. L'UCLAF doit, à côté de l'audit interne, mais de façon distincte, remplir une mission qui lui est propre. Elle consiste à examiner à l'extérieur et à l'intérieur de la Commission, à partir des rapports d'audit (dès le stade du pré-rapport) ou des autres sources d'information disponibles, toutes les situations, concernant la protection des intérêts financiers des Communautés, à mettre en forme des dossiers destinés à être transmis aux autorités judiciaires des États membres (parquet de Bruxelles notamment) et à suivre ensuite ces dossiers tout au long de la procédure.

Le fonctionnement de l'UCLAF, tel que le comité a pu le constater à l'examen des affaires en cause, ne correspond pas complètement à ce schéma. Son intervention ralentit parfois les procédures, sans toujours un bénéfice réel.

● Les enquêtes administratives et disciplinaires

Afin de découvrir des irrégularités ou des fraudes, les enquêtes administratives sont une procédure informelle que la Commission utilise souvent, surtout lorsque des fonctionnaires de rang élevé sont en cause. Elles sont en général confiées à un directeur général en exercice, parfois à un groupe de trois. Bien que conscient de l'intérêt qu'il peut y avoir à rassembler de cette façon des éléments solides en vue d'une éventuelle procédure disciplinaire, le comité met en garde contre leur multiplication et l'usage qui en est fait. En effet, il a constaté qu'elles

L'ensemble des notes du docteur Berthelot, correspondant à une année et demie de travail et de salaire, totalise à peine vingt-quatre pages...

étaient souvent déclenchées trop tard et duraient trop longtemps, pour des résultats parfois faibles. Parfois même, elles dissuadent de passer à la procédure disciplinaire.

Les procédures disciplinaires sont rares, bien que le comité ait constaté un accroissement récent de leur nombre. Il a rencontré des cas où elles auraient dû être engagées et ne l'ont pas été. Cela concerne notamment des fonctionnaires de rang très élevé, auxquels a été appliqué, généralement et sans hésitation, l'article 50 du statut (retrait d'emploi dans l'intérêt du service), ce qui leur a permis de partir la tête haute, munis d'une confortable indemnité.

En deuxième lieu, les poursuites disciplinaires sont tardives et lentes. Cette constatation rejoint ce qui est écrit plus haut au sujet des faiblesses du contrôle financier, de l'audit interne, de l'UCLAF, des enquêtes administratives et du mélange de leurs activités. Le repérage des responsabilités individuelles est mal assuré au sein de la Commission et de ses services.

Enfin, les conseils de discipline proposent des sanctions trop légères, que l'AIPN hésite à aggraver, comme elle en a pourtant le droit. Le comité considère que l'impossibilité dans laquelle l'administration se trouve de présenter son point de vue au sein du conseil de discipline, et la grande complexité du barème des sanctions prévues par le statut, mériteraient d'être examinés.

● La responsabilité

La Commission manque d'une procédure interne, simple, rapide et pratique pour fixer les responsabilités en matière d'irrégularités, et de fraudes éventuellement consécutives, commises par ses propres fonctionnaires. Le comité a constaté cette lacune dans la plupart des dossiers qu'il a examinés. Il serait donc souhaitable que, dans leurs conclusions, les rapports d'audit fassent plus systématiquement place, à l'avenir, à l'évaluation des performances individuelles. Si cette évaluation était franchement négative, un comité administratif indépendant, comprenant un représentant de l'audit interne, pourrait proposer à l'AIPN les suites appropriées.

La responsabilité des commissaires, ou de la Commission dans son ensemble, ne peut être une idée vague, une notion irréalisable dans la pratique. Elle doit aller de pair avec un exercice permanent de « responsabilisation ». Chacun doit se sentir comptable de ce qu'il gère. A travers les études menées par le comité, il a été trop souvent constaté que le sens de la responsabilité est dilué dans la chaîne hiérarchique. Il devient difficile de trouver quelqu'un qui ait le moindre sentiment d'être responsable. Or ce sentiment de responsabilité est essentiel. On doit le trouver, en premier lieu, auprès des commissaires et de leur collègue. La tentation de vider la notion de responsabilité de tout contenu effectif est dangereuse. Cette notion constitue la manifestation ultime de la démocratie.

Le comité des sages

● Les cinq membres du « comité d'experts indépendants » ont été chargés d'examiner la façon dont la Commission décide et traite les cas de fraude, de mauvaise gestion et de népotisme, en procédant notamment à l'examen de fond des pratiques de la Commission en matière d'octroi de tous les contrats financiers. Sont membres de ce comité :

- Iga-Britt Ahlenius, suédoise, ancienne présidente du conseil d'administration de l'organisation européenne d'audits supérieurs.
- Juan Antonio Carrillo Salcedo, espagnol, professeur de droit international à l'université de Séville.
- Pierre Lelong, français, président de chambre à la Cour des comptes.
- André Middelhoeck, néerlandais, ancien président de la Cour des comptes européenne.
- Walter Van Gerven, belge, avocat et professeur à l'université de Louvain.

Les sigles

- DG XII : sciences, recherche et développement
- DG XX : contrôle financier
- DG XXII : éducation, formation, jeunesse
- DG XXIII : politique d'entreprise, commerce, tourisme et économie sociale
- AIPN : autorité investie du pouvoir de nomination
- ECHO : office humanitaire de la Communauté européenne
- MED : programmes pour la coopération décentralisée avec les pays méditerranéens
- UCLAF : unité de lutte anti-fraude de la Commission



JACQUES SANTER

Les personnalités

- Jacques Santer, président de la Commission européenne.
- Edith Cresson, ancien premier ministre français, commissaire chargée de la recherche et de l'éducation.
- Erkki Likanen, commissaire finlandais responsable du budget européen et du personnel.
- Manuel Marín, commissaire espagnol responsable des relations avec les pays du sud de la méditerranée et du Moyen-Orient.
- João Pinheiro, commissaire portugais responsable de l'aide à l'Afrique.
- Monika Wulf-Matthies, commissaire allemand chargée de la politique régionale.

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Une chance pour l'Europe

Il est des sacrifices saluables. Frappée à mort par le verdict sans appel du comité des sages, la Commission Santer n'avait plus d'autre choix que de se démettre. Son geste sans précédent ouvre la plus grave crise institutionnelle que l'Europe ait connue en quarante-deux ans d'existence communautaire. Il témoigne d'un réajustement spectaculaire des pouvoirs européens au profit du Parlement de Strasbourg. Mais surtout, ce suicide collectif de l'exécutif bruxellois offre à l'Union - au-delà de ses tourments immédiats - une chance inédite, celle de mieux concilier morale et efficacité, éthique et démocratie, dynamisme et transparence. Etouffée par les règles, saignée par les scandales, assoupie dans l'immobilisme, l'Europe peut, en cette grave épreuve, retrouver une jeunesse politique et morale salutaire.

Au cœur de cette nuit historique bruxelloise, le commissaire à la monnaie unique, Yves Thubaut de Silguy, artisan obstiné de l'euro, confie son «*écoulement*» d'être contraint au départ «*après avoir bossé comme une bête pendant quatre ans*». On peut comprendre son amertume. Non seulement certains commissaires n'ont pas démerité, mais la Commission, dans son ensemble, peut faire état, sur certains chapitres, d'un bilan honorable, qu'il s'agisse de l'avènement de la monnaie unique, ou de l'amorce des négociations sur l'élargissement. Même les péchés de gestion qu'on lui reproche pourraient sembler véniels, à l'heure des malversations dont se rendent coupables certains gouvernements

- ou certaines autorités locales - de ses États membres.

Mais c'est justement là que Bruxelles a commis sa plus grave erreur politique, en sous-estimant l'évolution de l'esprit public européen. L'opinion européenne réclame la mise en œuvre d'une morale publique sans faille. «*Eurocratie*» sans être euphémisme - comme l'attestent les sondages -, elle exige plus des institutions de l'Union que de ses gouvernements. Elle veut une Commission «*irréprochable*», à laquelle elle est prête à demander des comptes, par la voix de ses élus à Strasbourg. En cette période de léthargie budgétaire, elle est prompt à instruire le procès de l'argent public européen et attend de chaque projet la plus grande «*valeur ajoutée*». Elle a le sentiment légitime que la Commission a longtemps cherché, par maladresse et mépris, à étouffer le scandale en son sein.

Lorsque viendra l'heure de la relève à Bruxelles, chacun devra prendre ses responsabilités. La future Commission devra assainir ses circuits administratifs et financiers, améliorer ses processus de décision et surtout retrouver l'inspiration et le souffle perdus. Peut-être faudra-t-il d'ailleurs, pour cela, accroître ses moyens et ses effectifs. L'Europe a besoin, pour progresser, d'une Commission forte et unie, tout comme d'un Parlement offensif. Quant aux gouvernements, ils devront enfin s'entendre sur une réforme des institutions. Face aux anti-européens qui tenteront d'exploiter cette crise, il faut au contraire s'en saisir pour aller plus avant vers une Europe démocratique et transparente.

Le Monde en édité par la SA LE MONDE
Président du directoire : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergeon, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Emory Pignat
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fereoli, Pierre Gaspard, Jean-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Royette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournet
Rédacteurs en chef :
Alain Fournet, Erik Lundeberg (éditorial et analyses) ; Laurent Gaudesme (suppléments et rubriques spéciales) ; Michel Kalman (Défense) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jaccard (France) ; Patrick Monchi (Société) ; Claire Baudou (Entreprises) ; Jacques Bouché (Mondial) ; Jacques Sarragani (Culture) ; Christian Masurel (Secrétariat de rédaction) ; Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Haffner ; directeur délégué : Anne Chammehbourg
Conseiller de la direction : Alain Rault ; directeur des relations institutionnelles : Daniel Vernet ; paritaires audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) ; Jacques Faure (1969-1982) ; André Lemaire (1982-1985) ; André Fontaine (1985-1991) ; Jacques Lescarrou (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Dirigé de la société : chaque semaine à compter du 1^{er} décembre 1994
Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Mosa Presse, Le Monde Participations, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

La comédie de l'essence se prolonge

LE GRAVE souci de la pénurie d'acier n'existe plus pour nos constructeurs d'automobiles et nos raffineurs de pétrole. Les uns et les autres ont pu augmenter leur cadence de production. Le but final et obligatoire de ces efforts n'est-il pas le développement de la circulation automobile ? Qui donc peut s'y opposer ?

La France est un des rares pays qui ont utilisé moins de produits pétroliers en 1997 qu'avant la guerre. La consommation de 1938 était prise comme base 100, la Belgique était à l'an passé au coefficient 201, la Norvège à 175, la Hollande à 164, la Grande-Bretagne à 158, l'Italie à 141, et la France à 79 seulement.

Depuis longtemps déjà des avis qualifiés ont dénoncé la position rétrograde d'une partie de notre administration en matière de carburants. Aujourd'hui un secteur

considérable de notre activité économique risque de pâtir durement de cette imprévoyance. Pour quelle raison valable le pool inter-industriel de l'essence continue-t-il de tergiverser ? Les trafics ne seront éliminés que par l'allocation mensuelle et régulière de 30 litres au minimum à tous les automobilistes non prioritaires et le relèvement des contingents prioritaires insuffisants. Et à la condition, bien entendu, que le prix de vente soit unique.

Les responsables de nos finances et de notre activité économique savent mieux que quiconque les répercussions favorables qu'entraînerait le développement du commerce et de la circulation automobile ; il n'est pas possible qu'ils s'obstinent dans une politique fiscale à la Grébouille, dont le seul bénéficiaire est le marché noir.

(17 mars 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

A qui sont les mots ?

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LA VIE PUBLIQUE ne se contente plus de commander à nos plectres : fête des morts glorieux, des mères. Elle étend son règne sur le calendrier de nos ferveurs secrètes : l'amour, la fillette.

Cette semaine, un organisme rattaché directement au premier ministre nous ordonne de choisir la langue française. Des «*actions*» sont prévues dans les moindres bourgs. Des «*ateliers d'écriture*» joueront avec dix mots choisis ou ne sait par qui (sans doute est-ce le secret d'une transparence ambiguë, pour s'en tenir aux vocables proposés). La francophonie, notez la date, sera à l'honneur le 20 mars. Internet, qui est partout, ne saurait manquer «*sur*» une manifestation «*interactive*» en diable. Colossale coïncidence : l'opération s'achèvera trois jours après l'ouverture du Salon du livre. Son titre sent bon l'invention d'officine publicitaire pour flacon de parfum : «*Le français comme on l'aime*».

Qui : «*on* » ? Mystère. L'administration a adopté le «*vous-et-moi*» manipulateur des émissions audiovisuelles - «*Ici, que voulez-vous ?*», on aime Michel Sardou ! -, de la confection - «*On reviendra cet automne à la petite robe noire, vous verrez !*», de la Bourse - «*A Brongniart, on a adoré le départ d'Oskar Lafontaine*» - et de la réclame - «*A la maison, on raffole du biscuit Crautwich*».

Le bon peuple est donc sommé de faire des

bouquets avec les mots jolis. Mais on se garde bien de lui dire que la cueillette est réglementée, et confiscatoire la prairie.

Par le pouvoir politique, tout d'abord. Mécontent d'un avis de ses propres experts qui doutait de son droit à réglementer le genre des noms de titres et de fonctions, il s'apprête à passer outre, comme aucun régime de ce siècle n'a osé le faire - hormis les dictatures, reconnaissables à leur prétention de régenter la grammaire. Comme s'il suffisait d'écrire *Got mit uns* sur les ceinturons pour que les bourreaux aient le Ciel avec eux !

L'Académie ? Parlons-en. Elle n'a jamais prétendu légiférer ni verbaliser, depuis que Richelieu a fait de La Fontaine, La Bruyère, Cornille, Racine et quelques auteurs de plutôt bonne venue les greffiers, et non les juges de paix, de l'emploi le plus honnête. Personne autant qu'elle ne respecte la souveraineté des usagers sur la plus démocratique des créations humaines.

On ne peut en dire autant des linguistes médiatisés, toujours les mêmes, que leur monopole de fait ne semble pas encombrer, ni des pouvoirs économiques, qui se conduisent envers les mots comme envers les ressources naturelles et les épargnants, c'est-à-dire en pays conquis. Seuls propriétaires véritables d'une langue qui nous a façonnés et nous constitue, nous n'avons aucun recours contre les margoulinis qui trafiquent le bien commun du vocabulaire (une habitude,

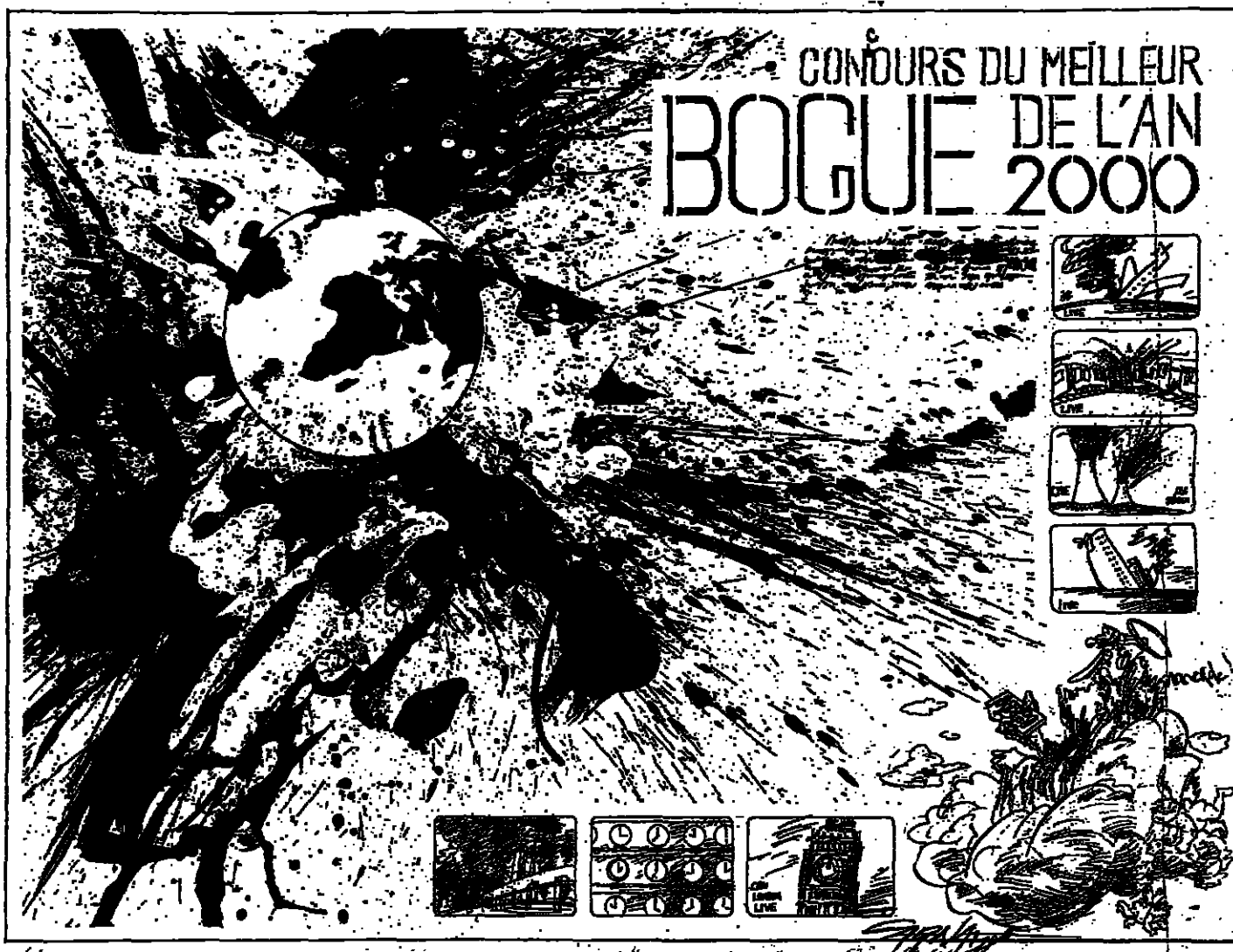
chez eux, de piquer dans la caisse), en imposant à coups de tric-fabrique «*Je positive*», en pva-tisant «*talents*» (si banquiers et spéculateurs «*conjuguent leurs talents*», que restera-t-il aux artistes ?) ou en décidant d'avance que tel livre ou film sera un «*événement*», ce dont seule l'opinion devrait librement rester juge.

A qui appartenait, avant que chacun s'en serve, ces créations éminemment collectives et intimes que sont les mots, y compris les fulgurances que signent les poètes ? Il faudrait relier, là-dessus, le *Cratyle* de Platon. Au risque d'une perplexité accrue ! Nommer les choses, est-ce pure convention, ou approche de leur nature intrinsèque ? Ce qui est sûr, c'est que les manières étatiques et les accaparements du premier arrivé, du plus offrant, du mieux-affichant, sont autant de vols et de viols d'un dépôt sacré parce qu'indivisible. En tant qu'organisme vivant, le langage devrait échapper aux décrets gouvernementaux, aux appropriations abusives, aux trafics polluants. Est-ce le cas ?

La «*semaine de la langue française*» aura été autre chose qu'un catalogue de gentils travaux dirigés si elle incite à considérer le trésor commun des mots en termes d'écologie, à combattre les prétentions des politiques, les empiètements des industriels, les transgénies du rendement. Les aliments de l'esprit valent bien le soin nouveau apporté à ceux du corps.

La vache-qui-rit, oui ; la vache folle : non.

Projet de célébration de l'an 2000 par Jean-Pierre Cagnat



Sanction corse contre la politique du gouvernement

POUR la première fois, une liste indépendantiste (Corsica Nazione, animée par A Cuncoita indépendante), favorable à une organisation armée clandestine, le FLNC-canal historique, a recueilli 16,77 % des voix en Corse. Un tel résultat n'avait pas été atteint, y compris aux élections territoriales de 1992, qui avaient vu la mouvance nationaliste-autonomiste obtenir au second tour le score record de 24,83 % des voix : deux listes se partageaient ces suffrages ; elles regroupaient plusieurs mouvements, certains se démarquaient de la violence, la référence à l'indépendance relevait du symbole.

Jusqu'aux années 70, l'idée de quitter le giron français n'avait jamais fédéré les mécontentements. Seule une frange d'intellectuels s'était laissée séduire, avant la deuxième guerre mondiale, par l'irréductibilité de Mussolini qui avait relancé la thématique de l'*italinité* de la Corse. Cette dérive avait discrédité le mouvement régionaliste, qui n'a réapparu qu'au début des années 60. En 1975, les événements d'Aleria ont conduit une partie des militants régionalistes de l'époque à radicaliser leurs positions - au terme d'une longue période pendant laquelle les gouvernements avaient donné l'impression de rester sourds au malaise de l'île -, jusqu'à défendre

Plus récemment, A Cuncoita a remis en avant le mot d'ordre d'indépendance à l'été 1998, après le durcissement de la politique de l'Etat, commencé en 1996 (lorsque Alain Juppé a désavoué la politique de dialogue de Jean-Louis Debré) et amplifié à la suite de l'assassinat du préfet Claude Erignac en février 1998. En fait, le socle de la revendication d'essence régionaliste est moins l'indépendance que l'autonomie. En 1921 déjà, le président de la République Alexandre Millerand, en visite à Ajaccio, avait lui-même repris cette idée à son compte. En 1991, le statut élaboré par Pierre Joxe, toujours en vigueur, visait notamment à désarmer la contestation nationaliste en donnant plus d'autonomie à l'Assemblée de Corse, dotée d'un conseil exécutif.

Le résultat des élections territoriales indique-t-il une conversion d'une partie non négligeable des Corses à l'idée d'indépendance ? Il s'agit sans doute, pour partie, d'un retour à la fonction «*tribunale*» des nationalistes. En 1992, leur score élevé avait montré leur enracinement. La mouvance nationaliste-autonomiste, en modérant sa contestation, dans une période de dialogue avec l'Etat, était devenue la deuxième force politique de l'île.

Sept ans plus tard, dans une situation inverse, avec le positionne-

gagne plus de 60 % de voix par rapport au second tour de 1998, au détriment de la gauche d'Emile Zuccarelli (PRG), mais aussi de la droite de José Rossi (DL) et de Jean Baggioni (RPR). Si l'on ajoute les suffrages nationalistes qui ne se sont pas reportés sur Corsica Nazione, sans compter ceux obtenus par les listes «*coristes*» (qui ont pour caractéristique commune de mettre en avant la spécificité corse), on mesure la force de la résistance face à ce qui est perçu, à tort ou à raison, comme une volonté de l'Etat de normalisation de la Corse.

METHODES EXPEDITIVES

Tel est le résultat de l'action menée par le gouvernement et le préfet Bernard Bonnet depuis l'assassinat du préfet Erignac, pour «*redresser la Corse à grands coups de pied au derrière*», selon une formule de l'hebdomadaire *le Journal de la Corse*. Le corps électoral corse sanctionne ainsi de multiples maladroites et inflige divers démentis au gouvernement. Celui-ci aurait tort de croire que seuls des Corses gênés par la perspective de l'Etat de droit ont voté pour les nationalistes. Le fonctionnement erratique de l'enquête, les méthodes expeditives du juge Bruguière, ont heurté la sensibilité des insulaires et marqué les nécessaires remises en

l'impression de confondre Etat de droit et droit commun.

La nécessité d'établir l'Etat de droit en Corse ne se discute pas. La mouvance autonomiste-nationaliste elle-même s'est construite non pas contre, mais pour l'Etat de droit, même si, ensuite, de multiples dérives ont contredit son discours initial. L'établissement de l'Etat de droit, il y a quelques dizaines d'années, aurait sans doute économisé de l'argent, des énergies et évité des morts. Mais l'Etat de droit ne signifie pas la négation de toute spécificité. En ne s'opposant pas à l'abrogation à la hussarde des arrêtés Miot, selon des modalités et un calendrier inapplicables, le gouvernement a donné l'impression qu'il était prêt à s'engager dans cette voie. Enfin, il a paru hésiter entre la prise de compte de la réalité - la pénétration des idées nationalistes dans le corps social corse - et le refus de cette réalité.

Au bout du compte, le gouvernement a semblé considérer que «*la Corse, c'est le Var*», selon l'expression d'un conseiller de Jean-Pierre Chevènement. Or la Corse n'est ni le Var, ni, dans un autre registre, la Creuse ou la Corrèze, mais une île à la singularité sculptée par l'histoire et la géographie. C'est pour l'avoir oublié que Paris, renouvelant les erreurs du passé, a ouvert la voie aux contestataires les plus radicaux.

Il faut supprimer la mise en examen

Suite de la première page

Le CSM est désormais composé en majorité de magistrats élus par leurs pairs. Son pouvoir de proposition a été étendu aux nominations des présidents de tribunal de grande instance. Surtout, la réforme a consisté à donner aux magistrats du parquet, tout en réaffirmant le lien hiérarchique qui les relie au garde des sceaux, les garanties attachées à l'examen de leur carrière par le CSM : il donne aujourd'hui un avis sur leur nomination, à l'exception de celle des procureurs généraux, et sur les sanctions disciplinaires les concernant. Dans le même temps, le code de procédure pénale était modifié pour assurer la transparence de l'exercice du pouvoir hiérarchique du garde des sceaux en imposant que ses instructions individuelles soient écrites et versées au dossier.

Faut-il, comme le propose le gouvernement, aller au-delà en alignant le statut des magistrats du parquet sur celui des magistrats du siège, en supprimant le pouvoir hiérarchique du garde des sceaux sur les parquets, en limitant le pouvoir du ministre de la Justice à celui d'édicter des circulaires générales de politique criminelle ? Je ne le crois pas.

Sauf à renoncer au principe de l'opportunité des poursuites, ce à quoi personne ne songe sérieusement, il y a par définition plusieurs politiques pénales possibles. Ce choix doit continuer de relever du gouvernement, qui est responsable devant l'Assemblée nationale ; c'est la solution la plus conforme à la démocratie. Le projet de gouvernement, s'il était adopté, conduirait de fait à confier cette responsabilité à des autorités nommées et qui n'en rendraient compte à personne, et notamment pas à la représentation nationale ; le risque serait grand d'avoir autant de politiques pénales que de parquets, ce qui serait contraire au principe d'égalité des citoyens devant la loi.

L'indépendance des juges est aujourd'hui garantie comme elle doit l'être. Vouloir aller plus loin, c'est la considérer comme une fin en soi, alors qu'elle n'est qu'un moyen - combien essentiel, il est vrai - au service de l'impartialité du juge. L'équilibre général du système est satisfaisant. Il ne doit pas être modifié.

Si des progrès doivent être réalisés dans le domaine de la justice, c'est en faveur des droits des citoyens : droit du justiciable à voir ses demandes examinées sans retard par la justice lorsqu'il décide de la saisir, droit des victimes à ne pas voir leurs plaintes, comme c'est trop souvent le cas, classées « sans suite ». Cela pose la question des moyens de la justice et de la police. A cet égard, il est regrettable que le rythme des efforts décidés par la loi de programme du 6 janvier 1995 n'ait pas été maintenu. Droit, aussi, à la présomption d'innocence, protection de la liberté individuelle. C'est sans nul doute dans cette direction que d'importants progrès pourraient le plus rapidement être obtenus.

Depuis la loi du 17 juillet 1970, qui transformait la détention préventive en détention provisoire, neuf lois de procédure pénale, sans compter les dispositions éparpillées, ont modifié le régime de l'instruction et de la détention provisoire. Pour autant, les garanties données aux citoyens n'apparaissent toujours pas suffisantes. Même si elles ont diminué en nombre absolu - mais elles concernent environ quinze mille personnes sur cinquante et un mille détenus, ce qui est énorme -, les détentions provisoires ne semblent pas toujours justifiées et leur durée moyenne augmente. Dans le même temps, la médiatisation des affaires crée des atteintes irréparables à la réputation des personnes présumées innocentes. La réforme sémantique du 4 janvier 1993, qui a substitué la « mise en examen » à l'« inculpation », n'a, de ce point de vue, rien changé.

Le gouvernement ne s'attaque pas de front à ce problème. En effet, se satisfaisant pour l'essentiel de dessaisir le juge d'instruction du pouvoir de placer en détention provisoire, il a multiplié les mesures techniques (conditions et durée de la détention provisoire, fenêtre d'information lors de l'instruction, restriction du port des menottes, communiqué du

parquet, contrat de procédure...). Il va ainsi rendre notre droit positif, que tout le monde s'accorde à reconnaître trop compliqué, encore plus confus, car, du passé, il n'ose faire table rase. Rien ne vient garantir à la personne mise en examen la protection à laquelle elle peut légitimement prétendre dans un état de droit.

Comment y porter remède ? D'abord en limitant aux crimes et aux délits les plus graves, ainsi qu'à la récidive, les cas de mise en détention provisoire, alors qu'elle est aujourd'hui possible si la peine encourue est de deux ans, voire un an seulement en cas de délit flagrant. Il s'agirait de parvenir à une nouvelle répartition entre ce qui pourrait justifier la détention provisoire et ce qui ne devrait relever que de mesures de contrôle judiciaire appropriées, répartition permettant une plus juste conciliation entre l'impératif d'efficacité de l'enquête et la nécessaire préservation de la liberté individuelle.

Il faudrait, surtout, supprimer la mise en examen. En effet, à quoi sert-elle ? Elle met en œuvre au profit du mis en examen les droits de la défense : l'assistance d'un avocat et l'accès au dossier. Sur ce point, force est de constater qu'aujourd'hui le statut de témoin assisté offre les mêmes avantages et que, dans une moindre mesure de fait, il en sera de même pour la personne placée en garde à vue. En fait, la mise en examen est surtout utile au magistrat instructeur, car elle lui permet d'utiliser les armes de la détention provisoire ou du contrôle judiciaire à l'encontre du mis en examen. On peut se demander si la commodité de l'instruction n'est pas devenue la seule justification réelle de la mise en examen.

La mise en accusation ne serait possible qu'à la fin de la procédure, ou au moment décisif qu'est la mise en détention provisoire.

Deux cas de figure devraient être distingués une fois la mise en examen supprimée. En premier lieu, il faudrait généraliser le statut de « témoin assisté ». Il en résulterait que toute enquête contre personne dénommée donnerait ipso facto à cette personne le statut de témoin assisté, comme toutes les personnes entendues lors d'une information, sans autre notification. Ainsi, l'exercice des droits de la défense, à savoir l'assistance d'un avocat, l'accès au dossier, serait possible dès le début de l'enquête. Ce n'est, en second lieu, que dans les cas où le juge d'instruction estimerait nécessaire une mesure de contrôle judiciaire ou de mise en détention provisoire qu'il rédigerait, avant la fin de la procédure, une ordonnance de « mise en accusation ». Cette ordonnance serait alors jointe à sa demande de contrôle judiciaire ou de mise en détention provisoire. Elles seraient ensuite examinées en audience publique par un nouveau juge, statuant éventuellement en formation collégiale : le juge de la liberté.

Si ce juge estimait injustifiée la mesure de mise en détention provisoire ou de contrôle judiciaire proposée, la personne demeurerait simplement « témoin assisté ». Ainsi, il ne serait plus possible de placer en détention provisoire quelqu'un contre qui des charges suffisantes n'ont pas été réunies. Pour les personnes n'ayant pas fait l'objet d'une mesure de détention provisoire, le juge d'instruction, dès lors qu'il l'estimerait fondé, rédigerait en fin d'instruction une ordonnance de mise en accusation. Celle-ci serait, bien sûr, susceptible d'appel en audience publique devant la chambre d'accusation. Dès lors qu'elle serait confirmée ou ne serait pas contestée, cette ordonnance de mise en accusation vaudrait renvoi devant la juridiction compétente.

L'examen de cette ordonnance de mise en accusation, par le juge de la liberté ou par la chambre d'accusation, selon les cas, constituerait l'étape publique de la procédure. En contrepartie, toute publicité serait strictement interdite pendant la phase précédant la mise en accusation, grâce notamment à un dispositif protégeant les témoins assistés. Au total, alors

qu'aujourd'hui la mise en examen, non susceptible d'appel, intervient dès le début de l'instruction, elle serait supprimée et la mise en accusation ne serait possible qu'à la fin de la procédure ou au moment décisif qu'est la mise en détention provisoire. Cette mise en accusation serait, dans tous les cas, susceptible d'appel et soumise à une audience publique. A un système opaque et inexorable serait substituée une procédure contradictoire et transparente. Faute d'adopter ces propositions, il n'y aura pas de véritable réforme de la procédure pénale dans le sens de la liberté des citoyens.

Cette nouvelle procédure romprait avec une tradition inquisitoriale que notre pays est un des derniers à pratiquer et qui ne permet pas d'offrir au prévenu les garanties auxquelles il peut légitimement prétendre aujourd'hui. Les choses seraient plus claires : il y aurait deux situations, celle de « témoin », strictement protégée contre toute atteinte à sa présomption d'innocence, et celle de « mis en accusation », cette dernière étant, dans la plupart des cas sans doute, repoussée très au-delà de la mise en examen actuelle et décidée au terme d'une procédure publique. Quant à la détention provisoire, elle ne serait possible qu'en cas de mise en accusation. Les droits de la défense, le respect de la présomption d'innocence seraient ainsi mieux assurés, sans que cela nuise à la recherche des infractions. Un nouvel équilibre entre l'ordre et la liberté serait atteint, plus juste et plus respectueux des droits de la personne.

Edouard Balladur

Europe : une crise salutaire

par Olivier Duhamel

Bruxelles, la Commission est tombée. Longtemps latente, l'insatisfaction visait avant tout son président, trop peu consistant. Différée par la réussite du lancement de l'euro, la vraie crise a commencé à la mi-janvier. Les exigences allemandes d'une réduction de leur dépense, parfois exagérées, ont fait monter la vapeur. Une fois la mécanique lancée, elle ne pouvait que s'accroître. Une partie de la droite européenne voulait détruire un ou deux socialistes pour se faire une virginité. L'opération a échoué il y a deux mois. Mais, en échange, la gauche européenne a anéanti au président de la Commission une enquête par un comité d'experts, assortie d'un calendrier.

D'aucuns espéraient s'en tirer en prenant Edith Cresson comme bouc émissaire. Elle cumulait les handicaps : une certaine arrogance aiguë par la certitude légitime d'être honnête et justement visée, la maladresse qu'elle commit en recrutant un proche pour l'aider - comme tous les dirigeants français le font au sein de leurs cabinets, mais les Nordiques y voient du favoritisme. Ajoutons un contexte francophobe : depuis les conditions confuses de désignation du président de la Banque centrale européenne, en mai dernier, les Néerlandais et quelques autres nous en

veulent. Mettez en prime quelques antifrancismes viscéraux, « flammingants » ou « murdochismes », et nous étions partis vers une injustice comode. La femme française aurait payé pour épargner tous les autres.

Cette dérive semble arrêtée. Le comité des experts, non sans hésitations à l'origine, a enquêté tous azimuts, du moins dans la mesure où il le pouvait en six semaines. Les principaux dysfonctionnements devraient être repérés, les éventuelles fraudes suffisamment pointées pour y aller voir de plus près. Trop de commissaires en portent la responsabilité politique, à commencer par le président Santer, pour que l'on puisse, une fois encore, y substituer l'abusivité responsable pseudo-pénale d'une ou deux personnes douées au pilori médiatique. La Commission, sous pression du Parlement européen, a au moins su en tirer les conséquences.

Cette crise peut produire le pire ou le meilleur. Le pire : une « kennethisation » de la politique européenne : la presse poubelle déchaînée et relayée : l'honneur des personnes plétié dans les médias, même séduisant, qui tirent, donc simplifient, sur « l'affaire Cresson » en France, « l'affaire Marin » en Espagne, etc. ; la délation comme moteur principal de l'instruction ; l'enquête faite dans l'urgence, donc, nécessairement, trop vite : les erreurs éventuelles à peu près irréparables. Bref, tous les maux dont souffre le triangle infernal justice-politique-mé-

dias, dont nous connaissons le paroxysme avec les procès du drame du sang contaminé. Au moins, ici, n'est-il question, au pire, que de favoritisme et de corruption, pas de morts.

Le pire encore : l'Europe décriée, l'Europe assimilée à quelques margoulins en bout de chaîne lorsqu'il faut gérer une multitude de nouvelles tâches sans qu'on lui donne les moyens de le faire, l'Europe insultée par les nationalistes de mauvaise foi en quête de mauvaises voix. Mais le meilleur, aussi, si les Européens savent élever la voix, rappeler que les fraudes sont infimes par rapport à ce qui se passe, pour les fonds communautaires mêmes, dans les États nationaux, montrer qu'au niveau européen la responsabilité politique fonctionne. Le meilleur si de nouvelles procédures sont mises en place, des codes de conduite définis, des incriminés modifiés et, demain, une Commission plus forte retrouvée.

Rousseau avait déjà repéré le paradoxe de la démocratie. Sans mœurs civilisées, les bonnes institutions ne peuvent naître, mais ce sont les bonnes institutions qui civilisent les mœurs. Citoyens et responsables travaillent tous sur cette contradiction. Lorsqu'ils échouent, le cercle devient vicieux. A nous tous de le rendre vertueux.

Olivier Duhamel est député socialiste européen et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Les résultats 1998 de la Seita

Le résultat net consolidé part du groupe s'établit à 132,7 millions d'euros (870,5 MF) en 1998, en progression de 5,3% par rapport à 1997. Hors provisions de restructuration, le groupe dégage un résultat net en hausse de 19% à 149,9 millions d'euros (983 MF).

L'année 1998 marque une nouvelle étape du développement international du groupe Seita. Deux opérations importantes de croissance externe ont été réalisées, l'une en Finlande, au profit de son activité cigarettes en Europe du Nord, l'autre aux États-Unis. Grâce à l'acquisition de la société américaine Consolidated Cigar Holdings, le groupe rééquilibre ses activités en renforçant son pôle cigares et devient le numéro mondial de ce secteur. Consolidated Cigar sera intégré dans les comptes de la Seita dès 1999 et devrait apporter une contribution positive dès la première année.

La stratégie de développement sur les marchés européens, où le chiffre d'affaires de la Seita a progressé de près de 20% en 1998, s'appuie sur la croissance de ses marques de cigarettes blondes et notamment de sa marque phare Gauloises Blondes.

En France, les ventes de cigarettes blondes de la Seita se sont redressées (+7,1% en volume). L'objectif pour la Seita est de reconquérir durablement sa place de numéro deux sur ce marché.

L'année 1998 a vu d'autre part le lancement de la démarche Performance 2001 qui concerne tous les secteurs d'activité de l'entreprise et touche l'ensemble des processus de fonctionnement. Performance 2001 s'appuie sur trois leviers principaux : le développement des activités, l'amélioration de la qualité des services et la réduction des coûts.

Le chiffre d'affaires net consolidé s'élève à 2 949 millions d'euros (19 346 MF) et progresse de 4,8% à périmètre constant. Plus représentatif de l'activité de l'entreprise, le chiffre d'affaires économique atteint 1 150 millions d'euros (7 541 MF), en hausse de 4,6%. Cette progression résulte en partie des variations de périmètre (pour 2,1%), mais aussi de l'amélioration de la production vendue (+1,2%) et de la marge commerciale (+11%).

Le résultat d'exploitation s'élève à 235,7 millions d'euros (1 546 MF), en progression de 23% par rapport à 1997. Cette évolution s'explique par les bonnes performances de la société mère, par les économies réalisées sur les frais fixes de production, et par l'amélioration de la contribution des filiales, notamment de ZPT Radom intégré en année pleine et dont les résultats sont en hausse significative.

Le résultat financier s'établit à 25,1 millions d'euros (165 MF) et progresse de 15,4% par rapport à 1997. Malgré le contexte difficile des marchés de taux, la trésorerie de la société mère dégage une performance largement positive du fait d'un taux de rendement hors obligataire supérieur à celui de 1997.

Le résultat exceptionnel de -29,3 millions d'euros (192 MF), contre -7,9 millions d'euros (52 MF) en 1997, est constitué à hauteur de 27 millions d'euros (177 MF) de provisions pour restructuration au sein de la société mère.

Le bénéfice net par action s'élève, pour 1998, à 2,55 euros (soit 16,73 F).

Le dividende net proposé à l'assemblée générale des actionnaires du 4 mai 1999 sera de 1,22 euro (8 F) par action, assorti d'un avoir fiscal de 0,61 euro (4 F), soit une progression de 10% par rapport au dividende versé au titre de l'exercice 1997. Cela représente un taux de distribution de 47,8% du résultat net part du groupe contre 45,9% en 1997.

Le groupe a lancé en octobre 1998 un programme de rachat d'actions portant sur 10% du capital, principalement en vue d'annulation. Le groupe, qui détenait 3,6% d'autocontrôle fin 1998, dont 1,6% au titre de la couverture des stock options, proposera à la prochaine assemblée générale une résolution lui permettant de poursuivre ce programme.

Perspectives

Le groupe Seita poursuivra en 1999 l'effort engagé en matière d'amélioration de ses performances commerciales ainsi que de sa rentabilité. Commentant ces résultats et ces perspectives, Jean-Dominique Comolli, Président-Directeur Général de la Seita, a déclaré : « Soyez certains que nous mettrons tout en œuvre pour développer nos positions et continuer à améliorer notre rentabilité afin de faire du groupe Seita l'un des plus performants en Europe ».

Seita

53 quai d'Orsay 75347 Paris Cedex 07

* Chiffre d'affaires industriel + marge commerciale sur l'activité logistique

Relations actionnaires Seita N° Azur 0 801 56 67 67 (tarif appel local). La présentation des comptes est disponible sur le serveur internet de la Seita : <http://www.seita.fr>

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999

FINANCE Comment se terminera le double raid boursier de la BNP sur la Société générale (SG) et sur Paribas pour créer le groupe SBP ? Les salariés des trois banques concer-

nées s'interrogent et s'inquiètent. Mais ils sont certains d'une chose : que la BNP réussisse ou échoue, rien ne sera plus comme avant. ● LE CONSEIL des marchés financiers

(CMF) devait faire savoir, mercredi 17 mars, si l'offre publique d'échange (OPE) des titres Paribas et Société générale contre des actions BNP est recevable. L'accord de l'autorité de

la Bourse est indispensable pour la poursuite de l'opération. ● LA PYRAMIDE des âges devrait, dans les prochaines années, permettre aux banques de réduire les effectifs sans

plans sociaux massifs. ● L'ASSUREUR français Axa, actionnaire de la BNP, de la Société générale et de Paribas, souhaite toujours entrer dans le tour de table du Crédit lyonnais.

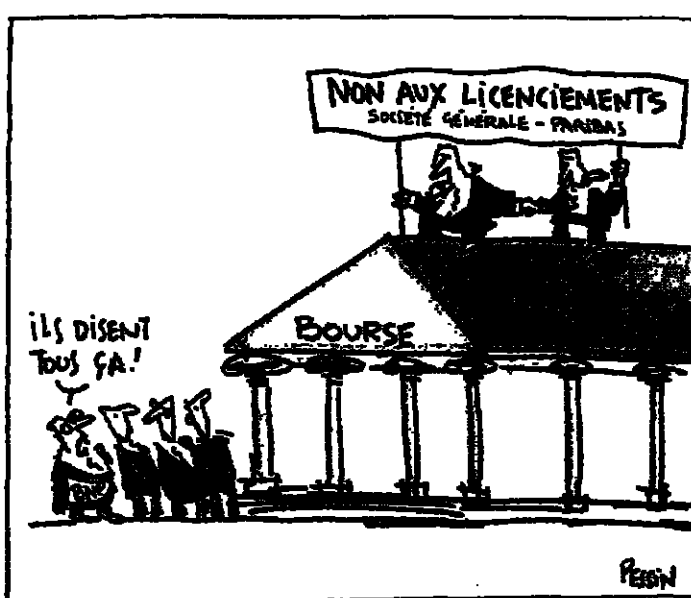
130 000 salariés de banques françaises plongés dans l'incertitude

Les syndicats de la BNP, de Paribas et de la Société générale s'indignent de voir leur sort suspendu à la décision de la Bourse. Le Conseil des marchés financiers devait donner, mercredi 17 mars, son avis sur la recevabilité de la double offre de la BNP

LES 130 000 SALARIÉS de la Société générale (SG), de Paribas et de la BNP se préparent à de longues semaines, voire de longs mois, d'incertitudes et d'interrogations. Ils ne savent pas comment se terminera le double raid boursier de la BNP sur SG et Paribas pour créer le groupe SBP. Ils ne savent pas si la banque du boulevard des Capucines parviendra à remettre en cause le rapprochement SG-Paribas engagé depuis le 1^{er} février.

Ils sont certains d'une seule chose : rien ne sera plus comme avant. Les trois groupes en sortent unifiés dans SBP, avec les risques que cela comporte pour l'emploi, ou sous la menace de banques étrangères. Les représentants syndicaux, amers, déboussolés, sont peu rassurés par les discours de leurs dirigeants.

Daniel Bouton, PDG de la Société générale, et André Lévy-Lang, président du directoire de Paribas, sont pourtant bien décidés à mettre en avant l'intérêt de leurs salariés pour faire capoter l'opération de la BNP. « Nos collaborateurs sont terrifiés à l'idée d'une fusion à trois. Ils ont vu qu'une fusion à deux était déjà très difficile, alors à trois... », rappelle M. Lévy-Lang le 15 mars. « J'ai dû fermer mon adresse Internet, tellement les messages affluent, clairement en faveur du projet SG-Paribas », et donc contre le projet SBP de la BNP, affirmait le même jour M. Bouton.



« La méthode choisie par la BNP est inacceptable, martèle un proche de M. Bouton. Les salariés de la Générale n'accepteront pas d'être pris par effraction, surtout pas par Michel Pébereau après le raid de son frère Georges en 1989. Dès le 1^{er} jour, il y a eu des tracts violemment opposés à l'opération. » Les dirigeants de la Société générale et de Paribas assurent que l'opération de la BNP a été renforcée, voire créée, la cohésion encore imparfaite entre les équipes de leurs deux banques.

Les salariés de la Générale ne cachent pas leur hostilité à l'opération BNP. « Au début les gens étaient remués, sur le thème : ceux de la BNP veulent nous prendre nos emplois. Nous avons reçu un message de la direction nous demandant de ne pas faire de déclaration malveillante à l'égard de la BNP pour ne pas heurter les clients », raconte Michel Origier, représentant du syndicat de l'encadrement SNB-CGC à la Société générale. « Les gens sont forcément inquiets : dans le réseau

en province, le personnel sait que quand il y a trois agences sur le même site cela ne restera pas éternellement comme ça », poursuit-il. De là à afficher une solidarité totale avec la direction, il y a un pas que les syndicalistes ne veulent pas franchir : « Puisque la direction avance des arguments sociaux et les menaces de suppressions d'emplois dans le projet BNP, nous espérons, lorsque le projet BNP aura échoué, qu'elle fera de la Société générale une banque plus sociale », demande Arnaud Jean de la CFDT... sans illusions. « Le personnel a soutenu Marc Vénot lors du raid de 1989, mais, la politique sociale n'a pas changé pour autant », se souvient M. Origier.

PAS DE DESCENTE DANS LA RUE Les équipes ne sont pas prêtes à descendre dans la rue et s'interrogent sans fin sur toutes les options : « Que se passera-t-il si on ne se met pas à table pour discuter et que le projet BNP réussisse ? », ne peut s'empêcher de souligner M. Origier. Il est attendu qu'une affaire franco-française soit tranchée par le marché et par les investisseurs anglosaxons. Ces derniers détenaient au 31 décembre 48 % du capital de la Société générale et environ 40 % de celui de Paribas et de la BNP. « Nous ne pouvons pas seulement combattre l'offre de la BNP. C'est le fonctionnement du système qui doit globalement être mis en cause.

Même si les discussions sur les 35 heures ont laissé des traces entre organisations syndicales, il faut tout de même que nous réussissions à prendre une position commune, au niveau fédéral », demande M. Origier.

qui « entraînerait une inquiétude pour la solidité de l'épargne à long terme, compte tenu de la profitabilité très incertaine du projet publié et de la désorganisation qu'elle impliquerait ».

Si du côté de la Société générale,

Crédit lyonnais : Axa toujours candidat

L'assureur français Axa souhaite toujours entrer dans le tour de table du Crédit lyonnais : « Axa a un intérêt de principe à une prise de participation de l'ordre de 6 % dans le capital du Lyonnais, en fonction des modalités de privatisation » qui seront rendues publiques dans les semaines à venir. « Nous avons participé à beaucoup de privatisations, qui ont été l'occasion de bons placements pour nous. Par ailleurs, nous avons un partenariat avec le Crédit lyonnais sur l'assurance-emprunteur [contrat d'assurance collectif souscrit par un banquier visant à prémunir ses clients emprunteurs contre un défaut de paiement en cas d'accident, décès ou perte d'emploi], qui enregistre un chiffre d'affaires de 700 millions de francs par an. » Les membres du groupe d'actionnaires partenaires qui souhaitent constituer le gouvernement pourront détenir chacun entre 1 % et 10 % du capital de la banque. - (AFP)

A côté de ces investisseurs étrangers, les actionnaires savent que leurs actions pèsent peu, même si tous ensemble, ils représentent le premier groupe d'actionnaires identifiés des banques privatisées. Ils se mobilisent tout de même. L'Association des actionnaires salariés et anciens salariés de la Société générale (ASSACT) a indiqué lundi 15 mars qu'elle soutiendrait l'opération de fusion SG-Paribas et s'est déclarée « opposée à l'OPE hostile initiée par le président de la BNP ».

Les positions sont claires, elles le sont moins du côté des salariés de Paribas. Ceux-ci n'apprécient pas unanimement le projet SG-Paribas, en particulier dans le domaine de la banque d'investissement et des activités de marché où SG avait pris l'ascendant sur Paribas. Ils violent dans l'offre de la BNP un moyen de tout faire échouer. Il ne sera toutefois pas facile pour la BNP d'en tirer un avantage décisif.

Sophie Fay

TROIS QUESTIONS À...

JEAN-MARIE GIANNO

1 Administrez-vous la BNP, vous ne vous êtes pas opposé à la double offensive sur Paribas et sur la Société générale, mais seulement abstenu lors du conseil du 9 mars. Pourquoi ?

Je pense que des rapprochements bancaires en Europe sont nécessaires pour consolider les bases domestiques et pour que les établissements jouent pleinement leur rôle dans le marché de l'euro. En France, SBP [Société générale-BNP-Paribas] serait une grande banque, mais au plan européen, elle aurait une part de marché de 7 %, celle de la BNP en France. L'acquis fondamental - emploi stable, cohésion sociale, culture d'entreprise, compétences - doit toutefois être préservé. Cela veut dire que les opérations ne doivent pas être téléguées par les seuls impératifs des marchés financiers, par

des objectifs de rentabilité très élevés qui tuent l'emploi. C'est parce que les objectifs fixés par la BNP sont très élevés que je me suis abstenu. Une grosse interrogation pèse sur le devenir des réseaux, des back-offices, des plates-formes informatiques. Entre la promesse qu'il n'y aura pas de licenciements et les baisses d'effectifs qui se dessinent - et que l'on vit déjà tous les jours dans la banque -, nous voulons des perspectives plus précises, pour chaque bassin d'emploi.

2 Une alliance européenne aurait-elle été préférable pour la BNP ? J'y aurais été aussi favorable. La BNP était la plus avancée des banques françaises par son partenariat avec la Dresdner Bank. Mais il subsistait des différences de culture, de stratégie et de puissance entre les deux banques, et, surtout, le poids de l'actionnaire principal de la Dresdner, l'assureur Allianz, était trop important par rapport à celui du

premier actionnaire de la BNP, AXA.

3 Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ? Dominique Strauss-Kahn ne va pas au bout de sa logique. Il dit vouloir établir un contrat de mutation avec les banques, souhaiter la constitution de groupes bancaires français puissants, mais il s'abstient de toute action et laisse faire le marché. Où est la ligne du gouvernement ? Même si ces affaires relèvent du secteur privé, il peut peser sur certains enjeux (emploi, rôle des banques vis-à-vis de l'économie). J'attends que le ministre et les autorités de tutelle s'impliquent plus concrètement. Même aux États-Unis, le directeur du Trésor ou le gouverneur de la banque centrale s'intéressent à la restructuration du secteur bancaire, et la Banque centrale européenne lui a consacré son premier rapport.

Propos recueillis par Sophie Fay

La pyramide des âges au secours de l'emploi

AVEC une unanimité touchante, Michel Pébereau (BNP) et Daniel Bouton (Société générale) expliquent que l'emploi est au cœur de leur stratégie. À plusieurs reprises, M. Pébereau et Bernard Lemée, directeur général de la BNP, chargé des ressources humaines, ont affirmé qu'en cas de fusion entre la BNP et l'ensemble Société générale-Paribas, il n'y aurait pas de « licenciements collectifs ». En revanche, ils admettent bien volontiers que les effectifs du nouvel ensemble diminueraient, mais à un rythme de 2,5 % à 3 % par an, essentiellement par le biais des mesures d'âge.

La pyramide des âges du secteur bancaire devrait, dans les prochaines années, permettre aux banques de réduire les effectifs sans plans sociaux massifs. Dans la revue *Banque magazine* (janvier 1999), Olivier Robert de Massy, directeur des affaires sociales de l'Association française des banques (AFB) explique que « l'évolution démographique laisse prévoir à la fois l'arrivée d'un grand nombre de salariés à l'âge de la retraite à partir de 2004-2005 et une augmentation de l'âge moyen des salariés ». Selon ses projections, « en dix ans, l'âge moyen est passé de 36 à 42 ans ; à ce rythme, il sera proche de 50 ans en

l'an 2000 ». Les mesures d'âge sont un des seuls points sur lesquels les partenaires sociaux de la branche semblent capables de s'entendre. L'accord sur les 35 heures, signé le 4 janvier 1999 avec le seul SNB-CGC, prévoit que « les partenaires sociaux engageront une négociation visant à mettre en place un dispositif de préretraites totales et/ou progressives contre embauche de jeunes. Un tel dispositif devrait concerner de 15 000 à 20 000 salariés sur la période de 2003-2005 ».

Les syndicats non signataires du texte sur les 35 heures devraient accepter de se rendre le 26 mars à l'AFB pour ouvrir des négociations. Après avoir étudié si un accord de branche sur ce thème est plus pertinent ou non que des accords d'entreprise, il reviendra aux partenaires sociaux de fixer les trois paramètres principaux : l'âge de départ en préretraite, les niveaux de revenus de remplacement et le nombre de jeunes embauchés. La BNP affirme ne pas avoir tenu compte d'éventuelles préretraites de branche dans ses projections. Même si, évidemment, celles-ci lui faciliteraient la tâche.

Frédéric Lemaître

La balle est dans le camp des autorités de tutelle

LA BATAILLE qui oppose la BNP à la Société générale et à Paribas entre dans une phase critique. C'est en principe mercredi 17 mars que le Conseil des marchés financiers (CMF) jugera recevable ou non l'offre publique d'échange (OPE) des titres Paribas et Société générale contre des actions BNP. L'accord de l'autorité de marché est indispensable pour la poursuite de l'opération.

L'exercice est délicat pour cette institution composée de seize personnalités choisies au sein de la communauté financière par le ministre des finances. Preuve de la gravité de sa décision, l'institution se réunira sans son président, Jean-François Lépétit qui est également directeur de la gestion actif-passif à la BNP, et en l'absence de Dominique Hoenn, membre du comité exécutif de Paribas. Une précaution indispensable afin que la décision du CMF ne puisse être contestée.

Le Conseil ne portera pas un jugement de fond sur le projet industriel de la BNP. Il est en revanche attentif au traitement réservé aux actionnaires de la Société générale et de Paribas. Le Conseil va en premier lieu jauger « les objectifs et les intentions » de la BNP. Il devra ensuite apprécier « la portée d'échec », en fonction des

la société visée ». Cela risque d'être un véritable casse-tête. Car il n'est pas proposé aux actionnaires de Paribas et de la Société générale de l'argent sonnante et trébuchante mais des titres de la BNP. Or la valeur de ces actions dépendra de la situation de l'établissement à l'issue de l'offre.

EQUATION À 22 INCONNUES

Si M. Pébereau parvient à prendre le contrôle de Paribas et de la Société générale, les calculs ayant servi à démontrer la pertinence de son offre restent valables. Mais c'est loin d'être la seule issue possible. La Société générale a chiffré à vingt-deux le nombre de situations dans lesquelles pourrait se trouver la BNP à la clôture des offres. L'établissement risque, par exemple, de mettre la main sur Paribas sans pour autant obtenir la majorité dans la Société générale. Un cas de figure qui valoriserait différemment l'action de la banque dirigée par Michel Pébereau. « Il va falloir que la BNP explique ce qu'elle fait dans chacune de ces situations », juge M. Bouton. La BNP reste très discrète sur ses intentions au cas où elle ne prendrait le contrôle que de l'une ou l'autre des deux banques », souligne M. Neuville. Des détails qui n'auraient pas été

dente de l'Association des actionnaires minoritaires et représentante des petits porteurs au Conseil de surveillance de Paribas. Vraisemblablement, le CMF pourrait prendre un peu de temps et demander des précisions sur les projets alternatifs de la BNP en cas de non-réussite de l'une des offres.

Une fois connue la décision du CMF, la seconde autorité boursière, la Commission des opérations de Bourse (COB) pourra à son tour se prononcer sur l'opération lancée par la BNP. Le gendarme de la Bourse est chargé de viser deux notes d'informations destinées à éclairer les actionnaires de la Société générale et de Paribas. Ces textes doivent notamment préciser les « intentions pour les douze mois à venir, relatives à la politique industrielle, financière et sociale des sociétés concernées ».

Ces documents d'une centaine de pages chacun doivent permettre aux actionnaires des deux établissements de décider de répondre ou non aux sollicitations de la BNP. Mais pour faire leur choix, « ils doivent connaître le projet industriel de la banque de Michel Pébereau au cas où elle ne prendrait le contrôle que de l'une ou l'autre des deux banques », souligne M. Neuville. Des détails qui n'auraient pas été

« brouillon » de notice d'information, au lendemain du dépôt de son offre.

Le gendarme de la Bourse lui aurait donc demandé de préciser ses intentions au cas où elle prendrait uniquement le contrôle de Paribas. Ce n'est pas avant le début de la semaine prochaine qu'il devrait viser les versions définitives des deux notes. Car il attend aussi la décision du Comité des établissements de crédit et d'entreprises d'investissement (Cecel).

TOUJOURS UN ESPOIR

Celui-ci doit se réunir lundi 22 mars. Il sera le lieu d'un débat animé, au cours duquel le ministre de l'économie et la Banque de France pourront faire valoir leur point de vue. Certains, à la Société générale et à Paribas, ne cachent pas leur espoir que si le CMF déclare l'offre recevable, le Cecel puisse la bloquer en raison de l'incertitude que la double OPE fait peser sur l'actif financier de la banque. L'article 15 de la loi bancaire qui permet au Cecel d'apprécier « l'opportunité de l'entreprise requérante à réaliser ses objectifs de développement dans des conditions compatibles avec le bon fonctionnement du système bancaire ».

Baroud d'honneur aux Chantiers navals du Havre

ROUEN

Les salariés des Ateliers et Chantiers du Havre (ACH) et l'Union départementale CGT de Seine-Maritime ont appelé, mardi matin 16 mars, à un rassemblement régional devant l'entreprise pour exiger du gouvernement un plan de relance de la construction navale au Havre. Pour les 800 salariés et quelque 500 intérimaires qui travaillent encore sur les deux sites du chantier, il s'agit d'une ultime démarche en direction des pouvoirs publics et des actionnaires des ACH.

Les Ateliers et Chantiers du Havre devront fermer leurs portes en octobre 2000, après avoir livré le second des trois navires chimiques commandés en 1995 par l'armement norvégien Stolt Nielsen. C'est cette commande, mal préparée et inadaptée aux compétences du chantier, qui a plongé le chantier dans une situation de quasi-faillite, en raison de retards importants de livraisons.

Le premier chimiquier, actuellement en cours d'armement, ne sera achevé qu'en juin, avec deux

bre 2000. Pour le troisième, l'Etat, qui a déjà « avancé » aux ACH près de deux milliards de francs, soit plus du double du montant du contrat pour deux navires, a ordonné de jeter l'éponge. Le gouvernement préfère appuyer les projets industriels dans la Basse-Seine. Le montant total des investissements, décidés ou à l'étude, y avoisine les douze milliards de francs.

LIVRAISON

Mais, pour les « métalliques » des ACH, des cadres aux ouvriers, qui seront reçus mercredi 17 mars par le secrétaire d'Etat à l'Industrie, se posent des questions plus immédiates sur la pertinence du plan de fermeture.

Les rumeurs circulent, au Havre, sur un possible refus de l'armateur Stolt Nielsen de prendre livraison du premier navire s'il n'est pas disponible dans la première semaine d'avril. Il serait alors mis en vente sur le marché et les ACH n'en tireraient qu'un produit limité, à une échéance indéfinie. Ce scénario pourrait provoquer l'arrêt immédiat du chantier.

Alain Richard, ministre de la défense

« Le contexte européen recèle plus d'une possibilité pour assurer des partenariats »

Le ministre de la défense, Alain Richard, réfute, dans un entretien au Monde, les accusations de bradage des intérêts du groupe public Aérospatiale dans le projet de fusion avec Matra. « S'il y a d'un côté les très grands atouts du savoir-faire, du

fonds de commerce et des ressources technologiques considérables d'Aérospatiale, explique le ministre, il y a aussi des facteurs qui viennent en soustraction : les risques techniques assu-

conditions de garantie sur les variations du dollar pour des chiffres de ventes importants, la faible marge dégagée sur certains contrats... » M. Richard voit désormais pour les groupes français des « pistes multiples d'alliances ».



ALAIN RICHARD

« Le gouvernement a été accusé de brader les intérêts du groupe public Aérospatiale en cédant 33 % de son capital à un partenaire stratégique privilégié, Matra. Que répondez-vous ?

« Nous avons décidé une double transformation d'Aérospatiale. D'une part, l'entreprise fusionne avec Matra hautes technologies (MHT) avec qui elle obtient d'importantes synergies industrielles. D'autre part, elle devient une société cotée dont les actions circuleront sur les marchés et établiront sa valeur. Si nous avons fait ce choix, c'est pour permettre au nouvel ensemble de trouver pour ses projets, dans la durée, des financements beaucoup plus amples que ce que le budget de l'Etat, seul, apporterait. Tous nos partenaires, notamment les syndicats avec qui j'en ai parlé fréquemment, ont compris cette stratégie. La plupart l'approuvent et les autres ne proposent pas d'alternative.

« Au moment de ce changement, on ne peut pas décréter la valeur qu'on désire pour Aérospatiale, ni la déduire d'une théorie. On l'établit en conformité avec les méthodes qui ont cours sur les marchés envers toute entreprise, base de la confiance pour ceux qui y investissent. S'il y a d'un côté les très grands atouts du savoir-faire, du fond de commerce et des ressources technologiques considérables d'Aérospatiale, il y a aussi des facteurs qui viennent en soustraction : les risques techniques assumés dans les contrats de vente des Airbus, les conditions de garantie sur les variations du dollar pour des chiffres de ventes importants, la faible marge dégagée sur certains contrats, entre autres éléments, doivent entrer en compte pour dire la valeur de mise sur le marché d'Aérospatiale. MHT, lui, a déjà sa valeur testée selon les mêmes critères.

« Mais pourquoi le gouvernement se tait-il ?

« S'il avait eu la légèreté d'afficher une estimation illusoire esquissant ces réalités, il aurait fait

échouer le renforcement d'Aérospatiale et les chances industrielles qu'il porte. La commission des participations et des transferts, qui examine de manière indépendante le projet de fusion et qui fixera ensuite la valeur de vente du nouvel ensemble sous le contrôle des marchés, nous démentirait à juste titre. C'est elle qui, selon la loi du 6 août 1986, fixe la valeur de l'entreprise ou qui détermine la parité en cas d'apport d'actifs d'une autre société. Ses évaluations seront rendues publiques. Toute expression extérieure d'une autorité officielle entrainerait l'indépendance de la commission et justifierait des recours judiciaires contre la procédure. Ceux qui ont émis des critiques polémiques sur ce sujet, appuyés sur des calculs de coin de table, ne peuvent avoir que deux motivations. Ou ils déforment la réalité par esprit de système en sachant que la loi nous interdit de leur répondre, chiffres en mains, jusqu'à la mise sur le marché. Ou ils s'opposent en fait à l'ouverture du capital d'Aérospatiale et à l'alliance avec Matra mais n'osent pas assumer cette position sans issue.

« La juste valorisation sera confirmée, dans quelques semaines, lors de la mise en vente des actions qui, chacun le sait déjà, sera un grand succès notamment chez les salariés. Mais il serait contraire à la loyauté du débat de laisser d'ici-là sans réponse des accusations injustes et de fausser ainsi l'appréciation des citoyens.

« Dassault-Aviation a conser-

vé toute son autonomie de manœuvre. Etait-ce ce que vous cherchiez ?

« Le pacte d'actionnaires entre Aérospatiale-Matra et Dassault Aviation prévoit des prises de décisions communes sur toutes les questions majeures intéressant la vie de la société : filialisation d'activités, acquisition ou cession d'actifs, nouveaux programmes. C'est le niveau de convergence nécessaire entre les deux ensembles et c'est celui qu'on peut atteindre aujourd'hui par voie d'accord.

« Après la fusion entre British Aerospace (BAE) et Marconi, que peut devenir le projet de grande société européenne de l'aéronautique et de défense (EADC), et Thomson-CSF n'est-il pas isolé ?

« Le groupe allemand DASA entretient des relations nombreuses avec Aérospatiale-Matra, source de synergies potentielles. C'est le cas dans Airbus, dans Eurocopter, dans la future société Matra-Marconi-DASA, ce qui représente des perspectives d'activités très importantes. De son côté, Thomson-CSF a de nombreuses opportunités d'alliances en Italie, en Allemagne et aussi en Grande-Bretagne où les autorités ne souhaitent pas forcément avoir un fournisseur en situation de monopole. Mais, plus largement, puisque vous citez la grande société EADC, je trouve que le contexte européen recèle plus d'une possibilité, plus d'une formule pour assurer des partenariats.

« Toutes les réflexions autour de ce projet EADC ne sont-elles pas bloquées tant que BAE n'aura pas délogé Marconi ?

« Les entreprises françaises dans leur nouvelle configuration ont des pistes multiples d'alliances cohérentes avec nos préoccupations d'équilibre européen et d'autonomie stratégique à long terme. Et, donc, elles vont faire preuve de créativité.

« Je parlais à l'instant d'autonomie stratégique. Il faut bien entendre que notre préoccupation de convergence européenne est une

priorité, mais qu'elle n'exclut pas les partenariats transatlantiques comme celui qui marchait bien, par exemple, entre Snecma et General Electric pour les moteurs CFM. Mais nous devons garder la préoccupation, comme nos partenaires américains, de ne pas conclure d'alliances débouchant sur une subordination.

« Je ne peux pas vous répondre sur le délai précis que va demander la fusion BAE-Marconi. Ce qui est sûr, c'est que l'ensemble Aérospatiale-Matra sera, dans très peu de temps, en pleine capacité pour négocier avec ses partenaires tous les types d'accord d'intérêt commun.

« Voyez-vous clair dans le jeu du groupe espagnol CASA et dans celui du groupe italien Alenia-Finmeccanica en Europe ?

« CASA et Finmeccanica sont des acteurs importants dans l'industrie européenne et nous souhaitons qu'ils soient partenaires des grandes entreprises françaises qu'ils connaissent bien. La stratégie de leurs dirigeants, que je rencontre régulièrement est cohérente avec la nôtre : privilégier la logique industrielle et des alliances renforçant leurs compétences sans faire disparaître leur identité.

« La survie des industries de l'aéronautique et de défense passe-t-elle nécessairement par le gigantisme ?

« L'industrie de défense est une industrie à fort contenu technologique. Pour se maintenir au meilleur niveau, les grands industriels ont besoin de la taille permettant de financer un effort durable de recherche et développement. C'est ce qui a conduit le gouvernement à réunir les principales capacités françaises qui étaient trop divisées en mai 1997. Mais la concentration n'est pas la panacée et nos deux pôles, centrés l'un sur l'électronique de défense, l'autre sur l'aéronautique, pourront, grâce à leurs capacités nouvelles, développer des stratégies diversifiées. »

Propos recueillis par Jacques Isnard

Soyouz, petite sœur adoptive d'Ariane

La fusée a lancé quatre satellites américains. Starsem, société franco-russe, est devenue le principal client du lanceur

BAIKONOUR (Kazakhstan)

de notre envoyé spécial
Quarante ans après Spoutnik et Gagarine, c'est peu ou prou la même fusée qui s'est envolée de Baïkonour

REPORTAGE

La vieille garde russe apprend peu à peu à partager son savoir-faire

(Kazakhstan), lundi 15 mars à 8 h 06. Mais désormais, les passagers sont américains, quatre satellites Globalstar de la société Loral, et les sièges des « copilotes » occupés par la société française Aérospatiale et européenne ArianeSpace.

Sept ans après la disparition de l'URSS, les fusées mythiques de la conquête spatiale soviétique sont exploitées par des sociétés russo-occidentales et louées par les opérateurs de télécommunications qui remplissent l'espace de constellations de dizaines de satellites. Mardi à Baïkonour, c'est la société franco-russe Starsem, constituée d'Aérospatiale (35 %), d'ArianeSpace (15 %), de l'agence russe RKS (25 %) et du centre spatial de Samara (25 %), qui a transformé l'essai avec le lancement réussi de son deuxième vol, un mois après le premier tir.

Pour Dimitri Koslov, directeur général et constructeur général du centre spatial de Samara (Russie), il ne s'agit pourtant que du 1 627^e Soyouz. M. Koslov, qui, à quarante ans, est l'un des derniers survivants de l'épopée spatiale communiste, s'amuse à remettre les pendules à l'heure en offrant sa propre photo, en tenue militaire et décoré de l'ordre des héros de l'Union soviétique, à Jean-Yves Le Gall, le jeune PDG de Starsem, qui venait de lui remettre la photo du 1^{er} vol commercial de Soyouz, commercialisé par Starsem.

C'est sous le portrait de Lénine que le client américain Globalstar savoure un succès qui efface le traumatisme commercial et financier de la perte de douze satellites en sep-

tembre 1998, dans l'explosion d'une fusée Zenith. Globalstar estime pouvoir inaugurer son réseau de téléphonie mondiale, en septembre prochain, un an après son concurrent tridium.

La vieille garde russe apprend peu à peu à partager son savoir-faire, en échange de la contribution commerciale, technique et financière de la partie française. Starsem est devenu le principal client du lanceur Soyouz, avec, en 1999, sept fusées sur vingt-deux.

LANCÈMENTS À BAS COÛTS

A 35 millions de dollars le tir, contre plus de 100 millions de dollars pour Ariane IV, Starsem compte bien s'imposer sur le marché des lancements à bas coûts pour des petits satellites en orbite basse qui ne nécessitent pas la puissance de gros lanceurs. ArianeSpace étudie déjà, avec Starsem, la possibilité de miser davantage les technologies européennes et russes. La coiffe d'Ariane IV sera prochainement utilisée pour loger des satellites plus gros sur Soyouz et le troisième étage cryogénique de la fusée européenne pourrait être également greffé sur le lanceur russe. Starsem envisage même de lancer un jour Soyouz depuis le site guyanais de Kourou pour augmenter les capacités du lanceur russe, au risque de faire de l'ombre à sa famille d'adoption Ariane.

L'évolution du marché et des prix des lanceurs concurrents pourrait favoriser une telle décision. Starsem n'est pas le seul exemple de coopération russo-occidentale. L'américain Boeing s'est associé à l'ukrainien NPO et au norvégien Kvaerner pour lancer les fusées Zenith depuis une plateforme pétrolière « Sealaunch » ancrée à l'équateur. L'autre américain Lockheed-Martin a choisi de s'associer au russe Khrounitchiev pour commercialiser le puissant lanceur Proton.

Une fois n'est pas coutume, c'est de l'ex-Union Soviétique que souffle le vent de la concurrence et de la dérégulation du marché des lanceurs.

Christophe Jakubyszyn

L'ABS.
LE DOUBLE AIRBAG.
L'AIR CONDITIONNÉ.
LE DÉTECTEUR DE PLUIE.
ET L'ANTI-DÉMARRAGE CODÉ SONT ACQUIS.
VOTRE SENS DES AFFAIRES DOIT ÊTRE INNÉ.

Peugeot 605 à partir de 135 000 F TTC. Prix spécial pour une 605 Plaisir « 2.0i, essence, A.M. 99 au lieu de 160 000 F TTC (tarif conseillé, au 4/01/99). Offre spéciale valable du 01/03/99 au 30/04/99 dans le Réseau Peugeot affichant l'opération. (1) Coussins gonflables de sécurité. (2) Essai-vitre avant à détecteur de pluie. Modèle présenté : 605 Executive, 2.0i, essence, A.M. 99 avec option peinture métallisée.

605 PEUGEOT

Jean-Marie Cavada achève la réorganisation de Radio France

La mise en place des organigrammes est terminée et les nouveaux responsables des chaînes de la radio publique, dotés des pleins pouvoirs, font l'apprentissage de leur autonomie. France-Inter, France-Culture et France-Musique sont invitées à développer une politique de marques

UN PEU PLUS de trois mois après son installation à la présidence de Radio France, Jean-Marie Cavada devait présenter, mardi 16 mars devant le comité central d'entreprise, les derniers éléments de sa réorganisation de la radio publique. Toujours dans une période d'état de grâce, celui que certains surnomment « Laurent-Désiré Cavada » ou « serial speaker », doit cependant percevoir une légère tension due aux incertitudes liées à l'autonomie des chaînes sur l'affectation de certains personnels.

A France-Inter, France-Culture et France-Musique, Jean-Luc Hees, Laure Adler et Pierre Bouteiller s'entourent d'une équipe d'une demi-douzaine de personnes, chargées de les épauler sur les programmes, l'information et l'administration. Ils ont souvent puisé dans les bataillons de la maison, comme Jean-Luc Hees, qui a débouché Marie-

Christine Meyer de la direction du budget : quelquefois, ils ont choisi à l'extérieur, comme Laure Adler, qui est allée chercher son adjoint, Olivier Kaepelin, au ministère de la culture. Ces nominations ont provoqué le départ des anciens responsables, installés au septième étage, dans un couloir surnommé « allée des cyprès » ou « allée de la honte », suivant le moral de celui qui en parle.

« BELLE » ET « INTELLIGENTE » Une fois achevée la mise en place des organigrammes, les directeurs se retrouvent à la tête de petites entreprises sur lesquelles ils ont tous les pouvoirs et dont ils sont totalement responsables. Au risque d'être régulièrement interpellés sur leur téléphone portable par Jean-Marie Cavada, qui les tient pour comptables de tout ce qui se passe dans leur chaîne. En revanche, ils jouissent d'une maîtrise complète de leurs antennes,

contrairement au système précédent où tout ce qui relevait de l'information ou de la musique par exemple devait passer par la direction de la musique ou de l'information.

Le plus angoissé est sans doute Jean-Luc Hees, nouveau patron de France-Inter. Avec une audience supérieure à 11 points, la station généraliste se porte plutôt bien et toute intervention sur son mécanisme sera délicate. « Je veux faire une belle radio intelligente », se contente de dire M. Hees, qui va devoir régler dans les semaines qui viennent deux problèmes difficiles : celui du remplacement de son magazine « Synergies » et celui de « Quoi qu'il en soit » de Pierre Bouteiller, deux émissions phares de la station.

A France-Culture et à France-Musique, l'amélioration de la courbe d'audience devrait être plus aisée. Laure Adler a déjà une idée bien précise de ce qu'elle

veut faire. « C'est être à l'avant-garde de la modernité que de réinventer des longues plages de plusieurs heures consacrées à des portraits, à des épisodes de l'Histoire. Mais il faut aussi des formats plus courts et donner la parole à des gens plus jeunes pour atteindre le public des 18-35 ans », explique-t-elle.

A France-Musique, Pierre Bouteiller se fait discret. Il a été le dernier à choisir ses collaborateurs et se trouve un peu empiété dans les polémiques que provoque le désaffectement d'une partie des pouvoirs de la direction de la musique, qui a longtemps eu un droit de regard total sur tous les programmes musicaux diffusés par la Maison ronde et qui va devoir se contenter de la gestion des orchestres nationaux. Une réforme que les syndicats devaient critiquer lors du comité central d'entreprise.

La tension sociale qui régnait au

Mouv', la radio pour les jeunes, a obligé Jean-Marie Cavada à intervenir plus vite que prévu. Il a dû se rendre lui-même à Toulouse pour calmer des troupes, ligées contre Olivier Nanteau, fondateur et directeur du Mouv' et annoncer son remplacement par Marc Garcia. Fondateur d'Europe 2, ce natif de Bordeaux s'est immédiatement installé dans la ville rose. Il se donne jusqu'à la fin du mois pour rendre plus lisible la grille des programmes. Ensuite, il s'occupera de l'améliorer, en y intégrant des thèmes mal ou peu traités comme les sports, les sciences, par exemple.

ROI DU CASTING

En ce qui concerne les dossiers transversaux, la direction des ressources humaines a travaillé sur le passage à 35 heures et le nouveau patron de la technique, Sylvain Anichini, prépare son calendrier de modernisation. Outre la défini-

tion d'une « stratégie de réseau », permettant d'y voir clair dans la répartition des fréquences, ce dernier réside à de nouveaux produits sur le satellite, comme la création de programmes spécifiques composés par exemple avec les stocks de France-Culture.

En cohérence avec l'organisation mise en place, Jean-Marie Cavada encourage ses directeurs à mener une politique de marques, dont il n'est pas absent. Il vient d'accompagner les orchestres dans leur tournée en Afrique du Sud et sera présent à la soirée du Printemps des poètes, au théâtre de l'Odéon, ainsi qu'au Salon du livre, où six stations du groupe feront des émissions en direct. En matière de communication, le « roi du casting », comme le surnomment certains, s'attribue évidemment un rôle à sa mesure.

Françoise Chivot

Le groupe Lagardère cède Skyrock à Morgan Grenfell Private Equity

JEAN-LUC LAGARDÈRE, président du groupe qui porte son nom, a fini par tenir la promesse qu'il avait faite à Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Il y a dix-sept mois, au cours d'un déjeuner. La vente de Skyrock devait enfin se réaliser.

Le groupe Hachette Filipacchi Médias et le fonds d'investissement Morgan Grenfell Private Equity, ont annoncé, lundi 15 mars, qu'ils étaient parvenus à un accord pour la cession de 87,56 % des actions détenues par Hachette dans Vortex, editrice de Skyrock. Le montant de la transaction s'élève à 250 millions de francs (38,11 millions d'euros) pour 100 % de la société. De leur côté, Morgan Grenfell et Pierre Bellanger, le fondateur et PDG de Skyrock, ont annoncé qu'ils s'associaient « au sein d'une société qui prendra la dénomination d'Orbus SA et dont le capital sera détenu à 80 % par une société contrôlée par Morgan Grenfell Private Equity et à 20 % par Pierre Bellanger ».

Ce dernier en sera le PDG et assurera la direction des filiales. Orbus fera l'acquisition de 100 % du capital de Vortex.

Cette cession est suspendue à l'accord du CSA. Arnaud Lagardère, nouveau président d'Europe 1 Communication, et Gérard de Roquemaurel, PDG d'Hachette Filipacchi Médias, accompagnés d'un représentant de la banque Lazard, ont présenté le dossier, lundi matin, aux membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le CSA doit s'assurer des intentions du nouveau propriétaire quant au respect du format et du fait que ses participations éventuelles dans d'autres médias n'enfreignent pas la législation anti-concentration.

La cession de Skyrock va permettre au groupe Europe 1 de relancer son développement, notamment en étant candidat à de nouvelles fréquences, ce qui était impossible tant que le groupe restait propriétaire de cette station.

F. Ch.

L'audience de la presse a fléchi en 1998

Une hiérarchie inchangée

AUDIENCE D'UN NUMÉRO MOYEN EN 1998

	en milliers de lecteurs
1. L'ÉQUIPE	2 622
2. LE MONDE	2 030
3. LE PARISIEN AUJOURD'HUI	1 983
4. LE FIGARO	1 390
5. LIBÉRATION	1 354
6. LES ÉCHOS	754
7. FRANCE-SOIR	674
8. LA TRIBUNE	668
9. L'HUMANITÉ	355
10. LA CROIX	320

	en milliers de lecteurs
1. OUEST-FRANCE	2 259
2. LE PROGRÈS (Le Journal de Saône-et-Loire, Lyon, Martin, Lyon, Figeac, Le Blier public, Le Département)	1 364
3. LA VOIX DU NORD	1 112
4. SUD-OUEST	1 089
5. LE DAUPHINÉ LIBRE (Vaucluse, Maine)	885
6. NICE-MATIN (Corse, Martin, Var, Maine)	784
7. LA PROVENCE	757

en milliers de lecteurs

	en milliers de lecteurs
1. NOUVELLE RÉPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST	723
2. LA DÉPÊCHE DU MIDI	725
3. L'EST RÉPUBLICAIN	714
4. LA MONTAGNE	694
5. LE COURRIER DE L'OUEST (Pays-de-la-Loire, La Mayenne, L'Isère)	674
6. L'UNION (L'Ardenne, L'Alsace, L'Est, L'Isère)	369
7. MIDI LIBRE	351
8. DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE	329
9. LE TÉLÉGRAMME	314
10. LE RÉPUBLICAIN LORRAIN	309
11. PARIS-NORMANDIE (Paris, Seine, La Haute-Provence)	172
12. L'ALSACE	149
13. LE COURRIER PICARD	301
14. L'INDÉPENDANT	263
15. LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE	203
16. LE POPULAIRE DU CENTRE	140

Toutes ces variations peuvent s'expliquer par la marge d'erreur de l'étude. La situation est plus délicate pour Le Figaro, dont la chute d'audience est jugée significative par le Centre d'étude des supports de publicité (CESP). Le quotidien de la rue du Louvre a baissé de 11 %. Depuis 1995, Le Figaro est passé de 1,705 à 1,380 million de lecteurs. Des chiffres qui montrent la nécessité de la nouvelle formule du quotidien, que son PDG, Yves de Chalmers, a prévue pour septembre. En revanche, à France-SOIR, la nouvelle formule semble avoir atteint la chute d'audience, comme celle de la diffusion.

LA PRESSE FÉMININE

Le lecteur de la presse quotidienne nationale est plutôt masculin et actif. Six lecteurs de quotidiens nationaux sur 10 habitent en province. Un lecteur sur trois a moins de 35 ans et les deux tiers, moins de 50 ans. La durée moyenne de lecture est de 32 minutes. Les journaux régionaux sont lus plus rapidement : 25 minutes. Leur lectorat est plus âgé : 47,8 % ont plus de 50 ans, mais les moins de 35 ans représentent 26,4 % de leurs lecteurs. La presse régionale est plus féminine que la presse nationale : 48,9 % de lectrices contre 39,2. L'audience de la presse régionale augmente surtout chez les lecteurs les plus urbains.

Le taux de pénétration est très variable d'une région à l'autre. L'Alsace et la Bretagne arrivent en tête avec plus de 60 %. La région parisienne est la moins bonne avec 18,1 %. Dans seulement cinq régions, plus de la moitié des habitants sont lecteurs des quotidiens régionaux : Lorraine, Limousin, Pays de la Loire, Auvergne, Champagne-Ardenne. On trouve sous la barre des 40 % la Picardie, la Haute-Normandie, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées.

Enfin, quotidien du septième jour, Le Journal du dimanche fait aussi partie de l'enquête EuroPQN. Face à la concurrence des suppléments dominicaux des journaux de l'Ouest et de L'Équipe, le JDD a cédé du terrain, passant de 1,5 à 1,282 million de lecteurs, une chute jugée significative par le CESP, ce qui justifie la relance du journal du groupe Hachette, entamée le 7 mars (Le Monde du 4 mars).

Alain Salles

L'accès à Internet, trop cher ?

Internet pour tous

ce n'est pas une utopie

c'est un projet

Novices confirmés

du net trouvent sur AOL

adaptés à leurs besoins

Essentiel : 157 F/mois pour

Liberté : 95 F/mois pour

et marquant

fidélité : 650 F par an

55 F par mois

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

Internet par AOL

sur la connexion illimitée

AOL

Simplifiez-vous Internet

Pour recevoir votre kit gratuit de connexion,

Radio France

Radio France a annoncé la suppression de 450 emplois, dont 300 dans les studios de Paris. Cette décision, prise par le conseil d'administration, vise à réduire les coûts de production et à améliorer la qualité des programmes. Les suppressions concernent principalement les postes de techniciens et de secrétaires. Les salariés concernés ont été informés de cette décision par leurs supérieurs hiérarchiques.

Radio France a également annoncé la suppression de 450 emplois, dont 300 dans les studios de Paris. Cette décision, prise par le conseil d'administration, vise à réduire les coûts de production et à améliorer la qualité des programmes. Les suppressions concernent principalement les postes de techniciens et de secrétaires. Les salariés concernés ont été informés de cette décision par leurs supérieurs hiérarchiques.

Radio France a également annoncé la suppression de 450 emplois, dont 300 dans les studios de Paris. Cette décision, prise par le conseil d'administration, vise à réduire les coûts de production et à améliorer la qualité des programmes. Les suppressions concernent principalement les postes de techniciens et de secrétaires. Les salariés concernés ont été informés de cette décision par leurs supérieurs hiérarchiques.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **RHOÏA** : la filiale chimique de Rhône-Poulenc, associée à l'autrichien Donau Chemie, a lancé, mardi 16 mars, une contre-offre publique d'achat (OPA) de 455 millions de livres (300 millions d'euros) sur la société britannique Albright Wilson, qui fait l'objet d'une offre de l'américain Albemarle.

● **BOEING** : le constructeur aéronautique américain a annoncé, lundi, la suppression de 6 700 emplois supplémentaires. Le groupe avait annoncé, en octobre 1998, la nécessité de supprimer 48 000 emplois d'ici la fin de l'an 2000.

● **AEROSPATIALE/MATRA** : les syndicats CFDT des deux groupes ont émis, lundi, un avis négatif sur la fusion, « en raison du manque d'engagements réels, sérieux et tangibles affichés en matière d'emploi » (lire aussi l'entretien avec Alain Richard page 23).

● **DUPONT** : pour se renforcer dans les biotechnologies, le groupe chimiste américain a acquis, lundi, 80 % du semencier Pioneer Hi-Bred, leader mondial du secteur, pour 7,7 milliards de dollars (7,1 milliards d'euros).

SERVICES

● **TÉLÉPHONIE** : Intel, Microsoft, Hewlett-Packard et Nortel ont annoncé une alliance dans le but de développer des solutions intégrant les technologies de communication « voix et données » pour les entreprises.

● **DUTY FREE** : six pays européens ont voté, lundi, contre la proposition allemande, soutenue par six autres pays, de reporter au 31 décembre 2001 l'interdiction des ventes hors taxes dans les aéroports et les ferries des pays de l'UE. Celle-ci doit intervenir le 1^{er} juillet.

● **VEBA** : le conglomérat allemand a vendu, en une seule fois, les 10,2 % qu'il détenait dans Cable & Wireless, pour 1,8 milliard de livres (1,18 milliard d'euros), à la suite de désaccords avec la direction de la société de téléphonie britannique. Veba enregistre une plus-value de 1,3 milliard d'euros.

● **AIR FRANCE** : FO a perdu sa place de premier syndicat des personnels au sol d'Air France, au profit de la CGT, le 11 mars, à l'occasion des élections des

délégués du personnel et aux comités d'établissement. Ces élections étaient les premières depuis la fusion, en septembre 1997, d'Air France et de l'ex-Air Inter.

FINANCE

● **FUJISUMITOMO** : les deux banques japonaises ont l'intention de vendre une partie de leur énorme portefeuille de participations. Fuji, dont le portefeuille est estimé autour de 3 200 milliards de yens (24,6 milliards d'euros), veut céder l'équivalent de 200 milliards de yens par an et Sumitomo 100 milliards de yens par an.

● **NOMURA SECURITIES** : la plus grande maison de commerce japonaise a demandé un élargissement de ses crédits auprès de banques japonaises. Selon les rumeurs, Nomura aurait essayé d'importantes pertes dans l'immobilier.

RÉSULTATS

● **CRÉDIT SUISSE** : le groupe financier suisse a réalisé en 1998 un bénéfice net consolidé de 3,1 milliards de francs suisses (1,94 milliard d'euros), contre 397 millions de francs suisses en 1997. La banque d'affaires Credit Suisse First Boston (CSFB) a accusé une perte nette de 221 millions de francs suisses, due principalement à l'effondrement du marché russe.

● **NOVARTIS** : le groupe suisse a réalisé en 1998 un résultat net de 6,064 milliards de francs suisses (3,8 milliards d'euros), en hausse de 16 %, pour un chiffre d'affaires de 31,7 milliards de francs suisses. Novartis estime avoir réalisé 89 % du programme sur trois ans de réduction des coûts lié à la fusion du groupe.

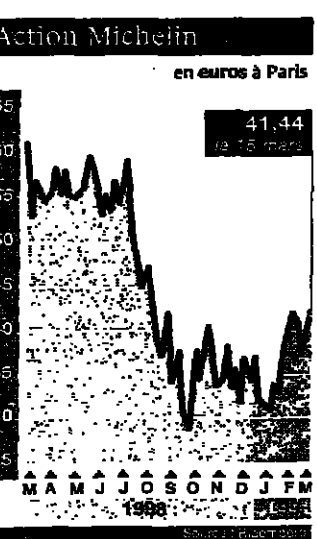
● **SIDEL** : le numéro un mondial des machines à souffler des bouteilles en plastique a annoncé, lundi, une hausse de 40,4 % de son résultat net de 1998 à 476 millions de francs (72,57 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 5,25 milliards de francs, en progression de 25,7 %.

● **VEDIOL** : le groupe de travail temporaire et de nettoyage Vedior a annoncé, mardi, un bénéfice net 1998 en hausse de près de 25 % par rapport à son exercice précédent, à 226 millions de florins (102,7 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 8,9 milliards de florins (4 milliards d'euros), en hausse de 20 %.

VALEUR DU JOUR

Baisse des bénéfices de Michelin

POUR SON CENTENAIRE, Michelin a terminé l'année 1998 moins mal qu'il ne l'avait commencée. Le fabricant de pneumatiques français a malgré tout annoncé, lundi 16 mars, une baisse de 9,5 % de son bénéfice net par part du groupe à 536 millions d'euros (3,513 milliards de francs) par rapport à 1997, pour un chiffre d'affaires en progression de 2,8 % à 12,49 milliards d'euros (81,9 milliards de francs). Cette chute est essentiellement due à un mauvais premier semestre, au cours duquel les ventes de Michelin ont été affectées par des problèmes de disponibilité des pneus destinés au marché du remplacement (ventes aux particuliers). En revanche, les ventes se sont améliorées au second semestre, permettant à la marge d'exploitation de se redresser, rompant ainsi avec trois semestres consécutifs de baisse. Ce retournement autorise le groupe à tablir sur une « amélioration sensible » de son résultat 1999. Michelin, d'une légendaire prudence, s'est même risqué à prévoir une croissance des ventes en volumes de 4 % cette année. La demande devrait rester soutenue en Europe et surtout en Amérique du Nord. L'Asie « semble avoir touché son plus bas et montre des signes de reprise dans certains pays, tandis que l'Amérique du Sud est en récession », a souligné le groupe. Michelin réalise plus de 50 % de ses ventes en Europe, environ 30 % en Amérique du Nord et seule-



ment 15 % dans les pays émergents. « Il faudrait à terme un gros tiers en Europe, un tiers en Amérique du Nord et un petit tiers dans les pays émergents », a déclaré Eric Bourdais de Charbonnière, le directeur financier. L'Asie est la principale faiblesse de notre couverture géographique et il faudra la combler. Mais si Michelin poursuit ses discussions avec le Coréen Woosung, un groupe de taille modeste, une alliance de grande envergure - pour faire pièce au rapprochement entre Goodyear et Sumitomo - n'est pas à l'ordre du jour. « Laissez-nous le temps », a plaidé M. Bourdais de Charbonnière. A l'ouverture de la Bourse de Paris, mardi 16 mars, le titre Michelin s'inscrivait en hausse de 3,8 %, à 43 euros.

Stéphane Lauer

FINANCES ET MARCHÉS

EUROPE

FRANCFORT DAX	LONDRES FTSE 100	PARIS CAC 40	BARCELONE IBEX 35	MILAN MIB	ZURICH SMI
5443	5114,44	6308	6244,70	6312	4195,24
5281	6197	6096	4194	4076	
5113	5975	5865	3830	3721	
4956	5754				
4794					
4632					

AMÉRIQUES	NEW YORK NASDAQ	NEW YORK NYSE	EURO DOLLAR
9958	2510	2431,44	1,18
9747	2409	2109	1,16
9536	2309	2009	1,14
9325	2209		1,12
9114	2109		1,10
8903	2009		1,08

ASIE - PACIFIQUE	TOKYO NIKKEI	HONGKONG HANG SENG	TAIPEI TSEI	SEOUL KOSPI	SINGAPORE SENSEX	BANGKOK SET	BOMBEY SENSEX	WELLINGTON NZSE-40
16072	10911,25	10544	10178	9445	6079	137	132	123,71
15530		10178						
14988		9812						
14445		9445						
13903								
13380								

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris s'affaiblit en baisse de 0,07 % à 4182,28 points, mardi 16 mars, en milieu de journée après avoir ouvert en hausse de 0,37 %. Il avait terminé la veille par une augmentation de 0,24 %, à 4185,12 points, dans une séance sans grande tendance.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort progressait mardi en milieu de journée de 1,20 % à 5103,53 points après avoir ouvert en baisse de 0,32 %. Lundi, les actions allemandes avaient gagné 0,24 %, à 5043,23 points, soutenues par l'orientation positive de Wall Street.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a terminé la séance, mardi, en hausse de 1,9 %, à 16 072,82 points, dépassant ainsi le cap des 16 000 points pour la première fois depuis début août 1998. Le marché a été soutenu non seulement par la clôture, fin mars, de l'année fiscale japonaise, mais aussi par l'espoir d'un redressement de l'économie, conforté par la hausse du yen face au dollar.

MONNAIES

L'EURO a perdu du terrain, mardi matin, se négociant à 1,0837 contre le dollar et à 127,76 contre le yen, après la démission collective des membres de la Commission européenne dans la nuit de lundi à mardi (lire pages 2 et 3) et face à la bonne tenue du yen.

NEW YORK

L'INDICE PHARE du marché boursier américain, le Dow Jones, a établi un nouveau record en clôture de séance, lundi 15 mars, progressant de 0,83 % à 9 958,77 points. Ce seuil a été atteint dans un volume d'échanges inférieur à la moyenne de ces derniers mois. 730 millions de titres ont ainsi changé de mains ; 1 529 actions étaient à la hausse et 1 436 à la baisse. En cours de séance, l'indice Dow Jones avait déjà établi un record en séance à 9 970,15 points, se situant donc à moins de 30 points du seuil psychologique des 10 000 points.

L'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq s'est également affiché en hausse, lundi, de 2,10 % à 2 431,44 points, tandis que le Standard and Poor's 500 a franchi un nouveau plus haut en clôture, grimpant de 0,98 % à 1 307,26 points. L'optimisme de la Bourse de New York, lundi, s'expliquait avant tout par les différentes annonces de fusions et acquisitions des sociétés américaines : d'une part, le rapprochement de Bank Boston et Fleet Financial pour un montant de 16 milliards de dollars, qui a créé la huitième banque américaine, et, d'autre part, celui de la firme de biogénétique Pioneer Hi-Bred avec DuPont de Nemours. L'indice Dow Jones a également été dopé par la hausse de 6,43 % de l'action UAL, société-mère d'United Airlines, dont la progression des résultats pour 1999 devrait dépasser de 20 % les anticipations des analystes.

ÉCONOMIE

L'économie japonaise a cessé de se détériorer

LES AUTORITÉS JAPONAISES ont estimé, mardi 16 mars, que l'économie de l'Archipel avait interrompu sa glissade, grâce à l'impact des plans de relance gouvernementaux adoptés en 1998. La deuxième économie mondiale « a cessé récemment de se détériorer », selon la Banque du Japon, et « est en train de repartir progressivement après avoir touché le fond », selon l'Agence de planification économique (EPA). Cette analyse convergente est contenue dans les rapports mensuels des deux institutions, publiés mardi à Tokyo.

« L'économie est toujours dans une situation très difficile, la demande privée stagne encore, mais elle se redresse progressivement, soutenue par les mesures du gouvernement », souligne l'EPA. Le gouvernement se garde pourtant d'un trop grand optimisme, à la lumière des récents chiffres du produit intérieur brut, qui a encore reculé de 0,8 % au 4^e trimestre par rapport au trimestre précédent.

Le ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI) a, en revanche, à l'instar de l'EPA, souligné la poursuite d'une progression de 0,8 %. La hausse de la production industrielle nipponne pour le mois de janvier, en février, le MITI tablait encore sur une progression de 0,8 %. La révision en baisse s'explique par l'activité moins soutenue que prévu de certains secteurs agroalimentaires, a expliqué le MITI. Ce dernier estime toujours que la production industrielle connaît une phase de consolidation à bas niveau.

La masse monétaire japonaise a continué à décroître en février, avec une progression de 3,5 %, contre +3,6 % en janvier, a annoncé mardi la Banque du Japon. Ces statistiques montrent que l'économie nipponne continue à fonctionner comme une véritable « trappe à liquidités » : le rythme d'expansion de la masse monétaire décroît régulièrement depuis son pic de novembre 1998 (+4,4 %).

EUROPE : le ministre espagnol des finances, Rodrigo Rato, a indiqué que la Commission européenne tablait désormais sur une croissance « autour de 2 % » pour la zone euro en 1999. Dans ses prévisions d'automne, la Commission avait prévu une croissance de 2,6 % pour les onze pays de la zone. Selon le ministre espagnol, ce ralentissement serait dû en priorité au recul des exportations lié à la crise du commerce mondial.

Les ministres des Finances des Quinze (Ecofin) ont souhaité que l'Allemagne se montre plus ambi-

tieuse sur la réduction de ses déficits en 2002, après l'examen de son programme budgétaire pluriannuel 1999-2002, lundi à Bruxelles. Le Conseil demande également à l'Allemagne de prendre des mesures « pour éviter que la dette publique ne reparte à la hausse » et demande au gouvernement d'accorder « davantage d'attention à l'investissement public » sans compromettre les objectifs du programme.

L'Ecofin a approuvé le programme de stabilité budgétaire français, qui prévoit de réduire le déficit public entre 0,8 et 1,2 % du produit intérieur brut en 2002, sur la base d'une croissance de 2,5 à 3 % par an.

FRANCE : l'économie devrait connaître au deuxième semestre 1999 une reprise « assez sensible », a estimé, lundi à Bruxelles, le ministre français des finances Dominique Strauss-Kahn. « Le deuxième semestre sera un semestre de reprise assez sensible et la France retrouvera en glissement la pente qui est la sienne entre 2,5 à 3 % et qu'on aurait dû avoir sur toute l'année s'il n'y avait pas eu les événements internationaux », a déclaré le ministre durant la réunion de l'Ecofin.

CHINE : le Parlement a réclame l'examen rapide d'une loi contre les monopoles afin de favoriser la croissance économique du pays, a rapporté, mardi 16 mars, le quotidien officiel China Daily. Selon un député, cette loi ainsi que celle sur la concurrence déloyale deviendraient les deux piliers d'un cadre législatif complet sur la concurrence de marché.

POLOGNE : le président polonais Aleksander Kwasniewski a déclaré, mardi, que son pays pensait être en mesure d'adhérer à l'Union européenne d'ici la fin de 2002, soit plus rapidement que prévu (2005). Selon M. Kwasniewski, son pays pourrait remplir les critères pour participer à l'euro entre 2006 et 2008.

FMI : le directeur général du FMI, Stanley Fischer, a plaidé pour une plus grande stabilité des changes entre les grandes monnaies, lundi 15 mars, devant la commission trilatérale rassemblant les responsables économiques japonais, européens et américains. « Il n'est pas évident que des pays en développement puissent supporter cela », a-t-il déclaré. Pour sa part, James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a plaidé pour « davantage de responsabilité sociale de la part du secteur privé » par rapport aux pays émergents où ils investissent.

Taux de change fixe zone euro

Zone euro	Taux	Zone euro	Taux
FRANCE	6,55967	EURO	1,18045
ALLEMAGNE	1,93627	CORONNE DANOISE	7,46035
ITALIE	1,93627	CORONNE NÉO-ZÉLANDE	1,70370
ESPAGNE	166,639	CORONNE TCHÈQUE	37,7603
PORTUGAL	204,846	DOLLAR AUSTRALIEN	1,73265
GRÈCE	340,750	DOLLAR CANADIEN	1,63603
IRLANDE	0,787564	DOLLAR NÉO-ZÉLANDE	2,04839
FINLANDE	5,94573	DOLLAR SINGAPOUR	1,36037
MARKKA FINLANDAISE	5,94573	DOLLAR SUÉDOIS	1,93627

Cours de change croisés

Zone euro	Cours	Zone euro	Cours
DOLLAR	1,18045	EURO	1,18045
YEN	118,045	FRANCFORT	1,18045
EURO	1,18045	PARIS	1,18045
FRANCFORT	1,18045	TAIPEI	1,18045
PARIS	1,18045	SEOUL	1,18045
TAIPEI	1,18045	SINGAPORE	1,18045
SEOUL	1,18045	SINGAPORE	1,18045
SINGAPORE	1,18045	SINGAPORE	1,18045

Taux d'intérêt (%)

Zone euro	Taux	Zone euro	Taux
FRANCE	2,87	EURO	2,87
ALLEMAGNE	2,87	FRANCFORT	2,87
ITALIE	2,87	PARIS	2,87
ESPAGNE	2,87	TAIPEI	2,87
PORTUGAL	2,87	SEOUL	2,87
IRLANDE	2,87	SINGAPORE	2,87
FINLANDE	2,87	SINGAPORE	2,87
MARKKA FINLANDAISE	2,87	SINGAPORE	2,87

Matif

Zone euro	Cours	Zone euro	Cours
DOLLAR	1,18045	EURO	1,18045
YEN	118,045	FRANCFORT	1,18045
EURO	1,18045	PARIS	1,18045
FRANCFORT	1,18045	TAIPEI	1,18045
PARIS	1,18045	SEOUL	1,18045
TAIPEI	1,18045	SINGAPORE	1,18045
SEOUL	1,18045	SINGAPORE	1,18045
SINGAPORE	1,18045	SINGAPORE	1,18045

Pétrole

Zone euro	Cours	Zone euro	Cours
DOLLAR	1,18045	EURO	1,18045
YEN	118,045	FRANCFORT	1,18045
EURO	1,18045	PARIS	1,18045
FRANCFORT	1,18045	TAIPEI	1,18045
PARIS	1,18045	SEOUL	1,18045
TAIPEI	1,18045	SINGAPORE	1,18045
SEOUL	1,18045	SINGAPORE	1,18045
SINGAPORE	1,18045	SINGAPORE	1,18045

Or

Zone euro	Cours	Zone euro	Cours
DOLLAR	1,18045	EURO	1,18045
YEN	118,045	FRANCFORT	1,18045
EURO	1,18045	PARIS	1,18045
FRANCFORT	1,18045	TAIPEI	1,18045
PARIS	1,18045	SEOUL	1,18045
TAIPEI	1,18045	SINGAPORE	1,18045
SEOUL	1,18045	SINGAPORE	1,18045
SINGAPORE	1,18045	SINGAPORE	1,18045

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web de « Le Monde », www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPEENNES

● L'action Argenta a terminé en hausse de 2,4 %, à 22,57 euros, lundi 15 mars, après que le président de la quatrième banque espagnole s'est déclaré ouvert à toute possibilité de rapprochement. Les investisseurs considèrent Banco Bilbao Vizcaya comme un candidat possible à un rapprochement avec Argenta, l'action de la seconde banque du pays s'est également appréciée de 2,4 %, à 13,93 euros.

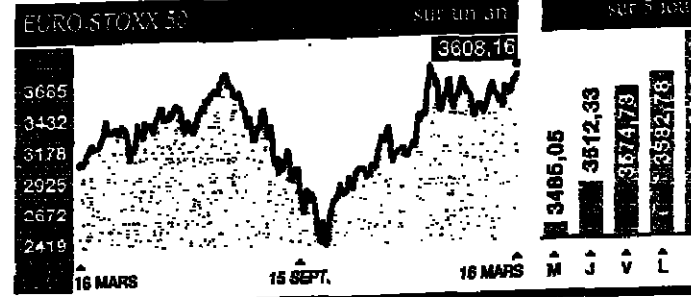
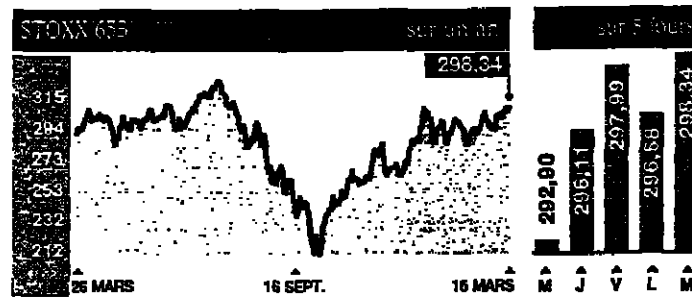
● Le titre Cable & Wireless a chuté de 9,6 %, à 750,5 euros, lundi, atteignant un plus bas niveau à 744,5 euros en cours de séance, après que le groupe allemand Vebe ait annoncé avoir cédé sa participation de 10,2 % dans la seconde compa-

gnie de téléphone britannique.

● L'action Kuoni Reisen s'est adjugé une hausse de 0,9 %, à 5500 francs suisses, lundi. La société suisse vient de finaliser son rapprochement avec First Choice Holidays, le troisième tour-opérateur britannique.

● La valeur Repsol a cédé 0,1 %, lundi, à 49,10 euros après que la première compagnie pétrolière espagnole s'est déclarée intéressée par Petrobras, le numéro un du secteur pétrolier au Brésil.

● Le titre BASF a progressé, lundi, de 3,67 %, à 33,9 euros, alors que la société allemande a annoncé son intérêt pour la reprise de l'activité chimie du britannique Zeneca.



Code	Cours	% Var.
page	en euros	veille
SAUVOIR		
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48

Code	Cours	% Var.
page	en euros	veille
SAUVOIR		
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48
ALFA ROMEO	SE	25,14 +0,48

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

NATEXIS MULTIDEVISES
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

EURO NOUVEAU MARCHÉ

16/03 12h46

Cours en euros

% Var. veille

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

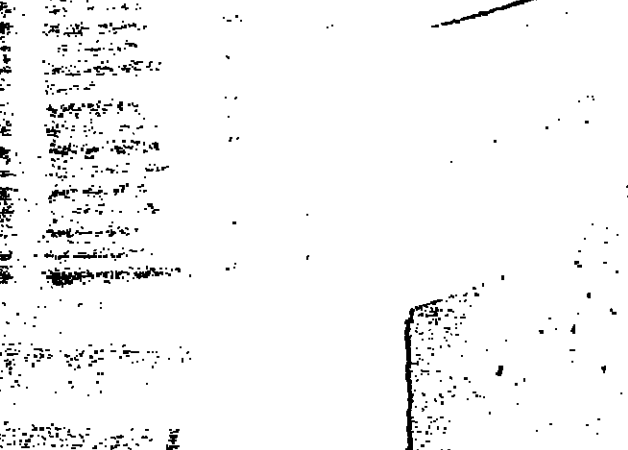
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...
BERNARDINI GROUP	IT	1,57	...

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique
CODES PAYS HORS ZONE EURO



... ..

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय

صكنا من الامل



L'appel de la forêt

Polyester froissé et veiné comme une écorce d'arbre chez Issey Miyake, faux pelage de loup chez Xuly Bet, palette de vert décliné à l'infini pour l'automne-hiver 2000, les tissus ont répondu à l'appel de la forêt et se réapproprient la nature de façon artificielle. Le Salon européen des tisseurs Première Vision, qui a accueilli 39 340 visiteurs au Parc des expositions de Villepinte, du jeudi 11 au dimanche 14 mars, confirme la tendance sur l'été 2000. Au-delà des traditionnels imprimés fleuris, l'herbier est revisité avec « des mélanges de fleurs et de feuilles marécageuses indistinctes », « des superpositions hybrides évoquant des galets ou des strates archéologiques » ou des enductions « traces de limace », selon les cahiers de tendance. Fournisseur des couturiers et des créateurs de mode, l'italien Orsini enchâsse même des feuilles dans une mousseline de coton. Les brodeurs traditionnels se convertissent à cette nature high-tech, comme Hurel et sa soie viscosée appliquée de silicone, qui évoque une eau de source. Le retour au chic rustique encourage aussi les mailles au tricotage arachnéen et les laines floquées comme un tapis de mousse.



Bouillons de renard et d'organdi barbe-à-papa, pour la collection rose de Jeremy Scott, présentée à l'Elysée-Montmartre.

Photographies de Hien Lam Duc/VU



PRÊT-À-PORTER HIVER 1999

Paris entre paillettes et malaise

De peaux de bête en cuir glacé, la mode parisienne a revêtu sa tenue de survie pour les derniers frimas du siècle, dans une bataille entre chic sauvage et lignes vives

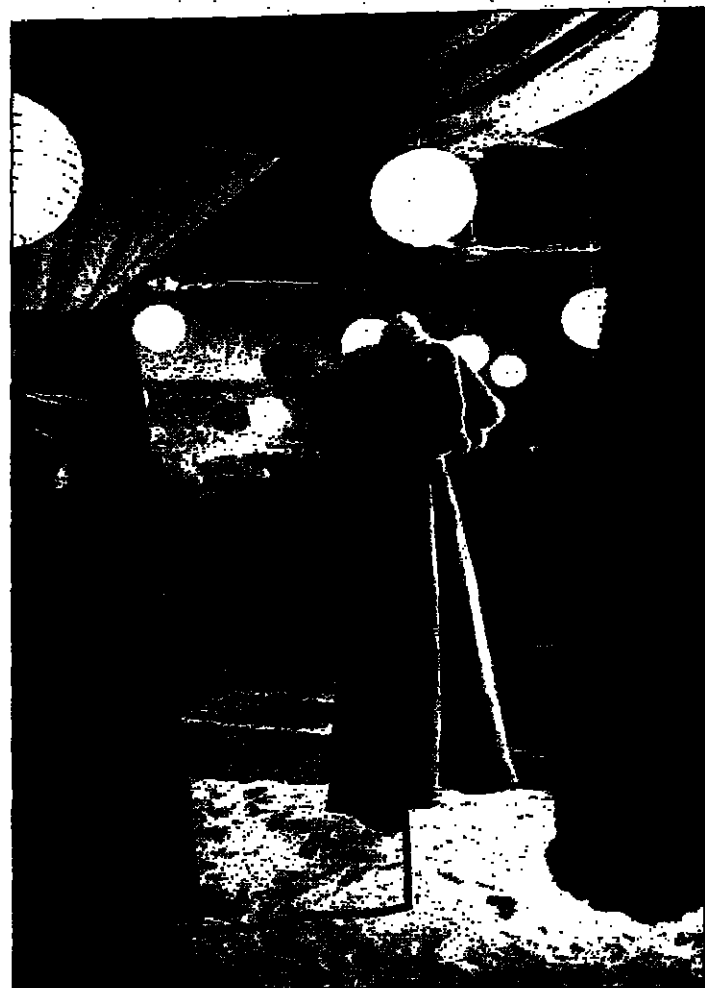
ENTRE DÉCOUPAGES graphiques en noir et blanc, appels de la forêt et rêves mondialistes magnifiés par Jean Paul Gaultier, les défilés de l'hiver 1999-2000, organisés à Paris entre le 8 et le 15 mars, laissent derrière eux une sensation mêlée de beauté, d'énergie et de malaise. Sur fond de noirceurs néo-punks, la capitale du luxe semble avoir du mal à vendre la mode comme un des plaisirs de la vie.

Cuir glacé et peaux de bête, photographes en eau hurlant comme des loups, bottes de sept lieues de Christian Louboutin et escarpins en vipère d'Alain Tondowski : dans une tension extrême liée à un calendrier « peau de chagrin » surchargé - plus de 140 défilés organisés entre le 8 et le 15 mars, sans compter les présentations en show-rooms -, l'hiver 1999-2000 a déboulé dans un ouragan.

En prévision des derniers frimas du siècle, la capitale a donné l'impression d'avoir revêtu sa tenue de survie, digne d'une jungle peuplée de braconniers, de chèvres griffées et de lapins teints, traquant la nouveauté comme une proie. « Nouveauté » justifiant bien des impostures, liée à une confusion entre le « stylisme » (choix du mannequin, maquilleur, coiffeur, mélanges de vêtements) et le vêtement lui-même. Liée également au tissu, à la coupe, à la mise au point... Les véritables critères de la mode qui ont valu à Junyo Watanabe, ou à Rei Kawakubo les ovations les plus sincères.

Face à une très belle saison milanaise sortie de son état mûria-liste, pour entrer dans une danse de couleurs, l'enthousiasme est là, magnifié par le travail sur une marque, à l'identité reconceptualisée par Michael Kors chez Céline, Alber Elbaz chez Yves Saint Laurent, ou Martin Margiela chez Hermès qui apportent avec sérénité un nouveau souffle au prêt-à-porter de luxe français : de tissus double face réversibles en soies imperméables, une manière de concilier le confort inspiré du sport et le sens de la construction, au nom d'un certain idéal pragmatique de l'allure.

Alors que Li Edelkoort, prêtresse des tendances, annonce pour l'hiver 2000-2001, l'avènement d'un



design « autiste », avec des panoplies « technologiques à l'extérieur, douces et humaines à l'intérieur », la mobilité, la protection justifient des panoplies transformables, à partir de recherches inspirées de l'outdoor : doudounes-édredon en duvet de plumes chez Martin Margiela et Jean Paul Gaultier - qui les double d'un charme de mousseline ou de dentelle chair... -, coupevent en coton waterproof APC, vestes à manches amovibles de Christophe Lemaire.

ROSE CHIPOLATA

Après la folie du Nylon, un intérêt se fait à nouveau sentir pour les matières naturelles, dans une profusion de gros tricotés faits main, de tissus mis en relief. C'est ce nouvel âge techno-artisanal, qu'exalte Comme des Garçons, ou

Rustique Chic : robe et gilet en peau de bête, de la Coréenne Lee Young Hee.

Junyo Watanabe avec ses vestes comme qui se mettent aisément en boule pour former un sac-globe cerclé de métal.

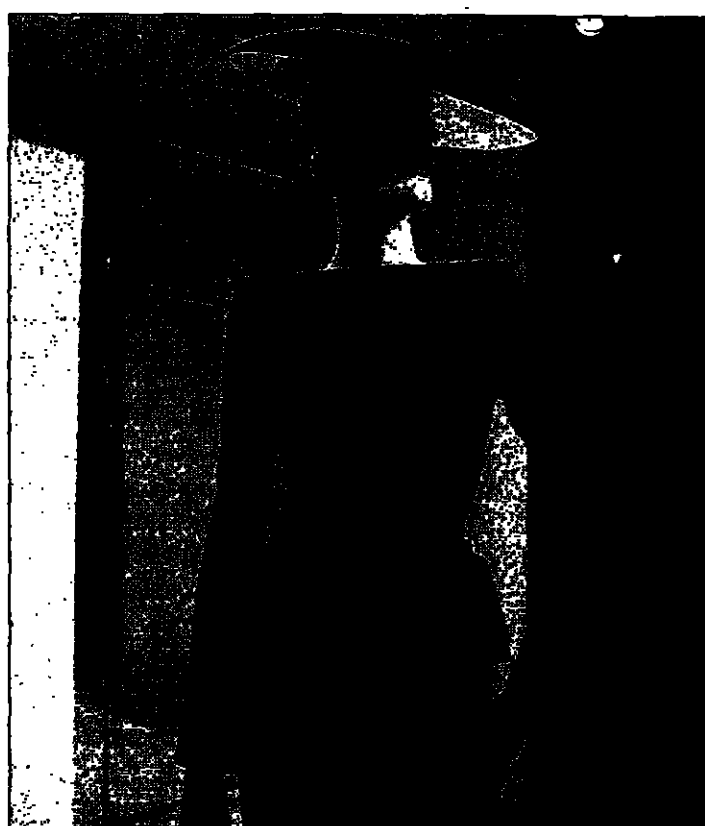
Pourtant le malaise s'installe avec des premiers pas difficiles : beige grès et rose chipolata, cynisme néo-70 chez Guy Laroche, ratage fardé de préention chez Balmain, pochettes-surprises dorées chez Nina Ricci pour un hommage à Promod. Des marques semblent désertées par des exercices de style, qui les doctrent dans un rapport très narcissique à « l'image ». Le manque d'enjeux fait qu'on assiste à Paris à des scènes démentes : une acheteuse de Bloomingdale refoulée chez Ricci, des Chinois en perdition dans la foule hostile, des bureaux de presse débordés par les crises de nerfs, avec des services d'ordre de concert rock qui confondent fan-club et acheteurs.

Alors qu'il est question qu'Alexander McQueen et Hussein Chalayan désertent les défilés de Londres pour New York, et que Jean Paul Gaultier subit le choc d'une grève surprise des photo-

A gauche : jupe de plumes de falsary, façon tweed, par Michael Kors (Céline).

Au centre : blais et spirales de drapés par Rei Kawakubo (Comme des Garçons).

A droite : lignes précises et ajustées d'un tailleur noir de Thierry Mugler.



re paillettes et malaise



Jean-Paul Gaultier : défilé brillant, mais sans images



AVEC UN BUDGET de 1,7 million de francs, dont 30 % consacrés à la « cabine » de 45 mannequins, le défilé de Jean-Paul Gaultier n'a été suivi que par 1 photographe et 2 équipes de télévision, vendredi 13 mars (on en attendait respectivement 85 et 40 !). « Nous ne dépensons que 3 millions de francs par an en publicité. L'absence de couverture rédactionnelle est d'autant plus pénalisant pour une maison de notre dimension », explique Donald Potard, président de Jean-Paul Gaultier, qui a réalisé 500 millions de francs de chiffre d'affaires en 1998, en dehors de l'activité parfum, et dont les ventes de haute cou-

ture ont déjà doublé sur la saison d'été. Ces images de défilés, publiées six mois avant la vente des modèles en boutique, représentent 20 % des 1 500 parutions saisonnières du créateur français. « Le jeu est jassé. Dans les défilés, il y a de plus en plus de photographes indépendants qui revendent partout leurs photos et moins de photographes de magazines. A terme, on pourrait réclamer des droits et transformer les défilés en spectacle payant », ajoute Donald Potard.

Ironie du sort, Jean-Paul Gaultier est certainement le couturier qui joue le plus avec l'image de ses vêtements. Dans cette collection métissage, il a travaillé jusqu'à l'obsession les trompe-l'œil et les détails cachés dans des jupes d'opossum, en rectangles, simulant un mur de briques ou un pantalon double, assemblage d'un modèle de marin en drap de laine, aux jambes de 1 mètre d'envergure, et d'un étroit pantalon de motard en cuir.

Devant les réticences des industriels français, le plus parisien des couturiers a confié une grande part de sa production aux usines italiennes Fuzzi et Aeffe - qui fabriquent notamment pour Narciso Rodriguez, Alberta Ferretti, Moschino -, et il présente depuis deux ans ses collections de prêt-à-porter masculin à Milan. Pour accueillir son dernier défilé haute couture en janvier 1999, Jean-Paul Gaultier avait d'ailleurs choisi l'ambassade d'Italie à Paris.

Anne-Laure Quilleret

graphes, la citadelle se fissurerait-elle ? La réalité industrielle ou commerciale semble toujours éclipsée au profit du « défilé », sans qu'une véritable remise en question d'une situation de monopole médiatique datant du début des années 80 ne semble envisagée.

Deux milliers de journalistes et photographes du monde entier se sont donc livrés au rituel carnassier de saison. Les voici témoins d'une nouvelle bataille entre chic sauvage-rustico-pollu-crêpu et lignes vives, blanc Prozac et noir krach, accessoirisés de colliers de chien et de talons-lame.

Peau d'Ane contre les maitresses du « raider » : la guerre du feu est déclarée, à l'image d'un ordre du monde fin de siècle où s'opposent sans concession libéralisme effréné et utopies communautaires. Si c'est à Milan que les plus beaux portraits de tueses à radar anti-OPA ont été ciselés par Tom Ford chez Gucci - entre bottes d'anaconda parme et velours rouge Borgia -, Paris radicalise la tendance jusqu'à la noirceur. Cotton ou papier immaculé revêtu de tulle chez Jean Colonna, subtiles lacerations punk-couture chez Martine Sitbon dans un jeu d'algues rompues et de fragments imprimés.

Sur un échiquier existentiel, le noir surigné de blanc détermine, sous l'influence des Néerlandais Viktor and Rolf, et des interminables minutes d'attente. En face, l'autre école retrouve les ronces d'un Larzac mondialisé par Kenzo et érotisé par Emanuel Ungaro dans une célébration psychédé-

Jean-Paul Gaultier : fourrures, paillettes et trompe-l'œil photographiés dans la maison mère du faubourg Saint-Antoine.

Caresse de maille et de plumes par Sonia Rykiel, dans un hommage aux nuits parisiennes.



co-folko du mouton retourné, de l'agneau de Mongolie permanenté et brodé, glissant sur la peau de pétroleuses rondement décolletées.

Quand Sonia Rykiel triomphe avec son petit pull pailleté de rouge lipstick et ses grands manteaux de maille, Thierry Mugler - l'un des derniers à savoir allonger sans aplatis - signe les plus belles robes noires du réveillon. L'euphorie est là, qui renaît chez les babouchkas urbaines d'Eric Bergère, ou l'éclair rose Saint Laurent lancé par Jeremy Scott : une collection à croquer comme un bonbon de renard et d'organdi, bouillonnements shocking pour retrouver le plaisir de l'enfance et se laisser hâler sous le soleil rose du plaisir.

Laurence Benaim

En cuir lustré, brodées, ergonomiques, à scratchs, plates, à talons-lames : les bottes ouvrent la marche de l'hiver 1999-2000 d'un pas décidé. Ici, un modèle de Thierry Mugler.



AVEC SFR PRO, JE REÇOIS MES E-MAILS MÊME LORSQUE JE SUIS EN RÉUNION À L'EXTÉRIEUR. Internet sur votre téléphone portable.



DES FORAITS ET DES SERVICES QUI CHANGENT TOUT.

SFR Pro, c'est la formule idéale pour tous ceux qui veulent simplifier leur vie au quotidien. Idéale avec le choix parmi 7 forfaits de 100 à 600 minutes, à partir de 199 FTTC par mois (165 FHT). Idéale avec le changement de forfait gratuit autant de fois que souhaite. Idéale, avec tous les services inclus, le double appel, la présentation du numéro, TransContinents, la facture détaillée et signal conso. Idéale pour recevoir ou envoyer des e-mails. Idéale, pour aller au zoo le mercredi après-midi et rester en contact avec mon travail. Pour en savoir plus, appelez le 0 800 426 426 et si vous êtes abonnés SFR, appelez votre service clientèle.

SFR est une marque de  cegetel

0571 071144

François Ledrappier, président du Comité national de la recherche scientifique

« Avec ou sans Allègre, nous voulons réformer la recherche »

Les scientifiques préparent le colloque qui devrait clore en juin la mission parlementaire nommée par le gouvernement

Les chercheurs n'ont pas emboîté le pas aux enseignants qui manifestent, cette semaine, contre le ministre de l'Éducation nationale et de la recherche et ses projets de réforme. François Ledrappier, président du Comité

national de la recherche scientifique, affirme, dans un entretien au Monde, que « l'objectif de la communauté scientifique est de réformer positivement la recherche ». Il souligne

que, face aux projets de Claude Allègre, les chercheurs ont choisi de ne pas dresser « un front du refus », mais, au contraire, d'organiser « une vaste consultation ». Se félicitant de la mission confiée par le gouvernement

aux députés socialistes Jean-Yves Le Déaut et Pierre Cohen, qui devrait s'achever par un colloque national sur la recherche, au mois de juin, il appelle les chercheurs à « faire vivre le débat ».

« Les chercheurs se sont fortement mobilisés contre les projets de Claude Allègre, notamment lors de la réunion extraordinaire du Comité national de la recherche scientifique du 14 décembre 1998. Depuis, on ne les entend plus beaucoup. Sont-ils rentrés dans le rang ?

« Pas du tout. La journée du 14 décembre a été une étape. Elle a montré que la communauté scientifique aspirait à une réflexion collective sur l'organisation de la recherche en France et qu'elle entendait prendre en charge sa rénovation. A cette occasion, des pistes ont été tracées et une série de propositions concrètes – qui viennent d'être consignées dans les Actes de cette journée – ont été avancées. Nous sommes maintenant entrés dans une autre phase. Il s'agit de poursuivre et d'amplifier le débat, en y impliquant plus large-

ment les chercheurs, au-delà du seul CNRS. Nous avons progressé sur ce point, puisque nous avons tenu des réunions avec les représentants d'autres organismes, notamment l'Inserm, l'INRA et le CEA, ainsi qu'avec la Conférence des présidents d'université.

« Le premier ministre a confié aux députés socialistes Jean-Yves Le Déaut et Pierre Cohen une mission de réflexion sur la recherche, qui se terminera sans doute par un colloque. Est-ce le débat national que vous réclamez ?

« Nous nous acheminons effectivement vers la tenue d'un colloque national. Peu importe le nom ou la forme. Ce qui compte, c'est que les problèmes de la recherche, les attentes des chercheurs et de la société ainsi que les solutions possibles soient débattus le plus largement. La mission confiée aux deux parle-



FRANÇOIS LEDRAPPIER

mentaires porte sur l'ensemble de l'organisation de la recherche en France. Cela va dans le sens que nous souhaitons. Le débat que refusait Claude Allègre aura donc lieu. A nous maintenant de le faire vivre.

« Précisément, vous êtes désormais au pied du mur. Il vous faut faire des contre-propositions, sous peine de donner raison au ministre, quand il raille les « révolutionnaires du statu quo »...

« Face à l'offensive du ministre, les chercheurs auraient pu réagir en dressant un front du refus. Cela n'a pas été le cas. Au contraire, ils ont choisi d'organiser une vaste consultation allant au-delà des seuls projets de réforme du CNRS. Claude Allègre est un adepte du mouvement brownien et de l'agitation tous azimuts, mais la résultante est nulle. Nous voulons être plus constructifs.

« Pour autant, nous n'allons pas sortir des propositions toutes faites de notre chapeau. Cela ne marche pas. C'est dans la discussion, petit à petit, que les points de blocage du fonctionnement de la recherche pourront être identifiés et des solutions trouvées. C'est le principe de la méthode scientifique.

« Quels thèmes souhaitez-

vous voir traités lors du colloque national ?

« Les sujets à développer pour approfondir la réflexion et engager de vraies réformes sont nombreux : les structures de la recherche en France et dans les grands pays scientifiques ; les processus décisionnels, c'est-à-dire le pilotage de la politique scientifique et l'autonomie des organismes et des chercheurs ; les relations avec les universités ; les métiers de la recherche ; enfin, la recherche privée et les transferts industriels. Mais le choix des thèmes qui seront traités relève de la responsabilité de Jean-Yves Le Déaut et de Pierre Cohen.

à rendre les postes universitaires aussi attractifs que ceux du CNRS pour les jeunes, notamment en allégeant la charge de travail des enseignants-chercheurs. Mais toutes les pistes qui peuvent permettre de rendre les échanges plus souples – et cela dans les deux sens – demandent un minimum de moyens financiers, pour mettre un peu d'huile dans les rouages. Or Claude Allègre veut réformer à coût constant. C'est le noeud du problème.

« Plusieurs manifestations enseignantes « anti-Allègre » ont lieu cette semaine. Les chercheurs ne s'y associent pas...

Le « parlement » de la science

Le Comité national de la recherche scientifique, dont le mathématicien François Ledrappier préside la Conférence des présidents de section, constitue une sorte de « parlement » de la science. Créé en 1945 auprès du CNRS, il est composé de près d'un millier de membres – dont les deux tiers sont élus par leurs pairs –, répartis en 40 sections couvrant chacune un champ disciplinaire. Parmi ses principales missions figure l'évaluation de l'activité des chercheurs et des laboratoires.

Il est également chargé, depuis 1959, d'analyser la conjoncture scientifique et de réaliser un travail prospectif sur les avancées attendues dans les différents domaines. Sa représentativité et son indépendance lui donnent un rôle-clé dans l'actuel conflit entre les chercheurs et leur ministre.

« L'une des craintes principales des chercheurs est la remise en cause de leur statut. Refusez-vous toute évolution ?

« Sur la possibilité d'exercer le métier de chercheur durant toute sa carrière – que veut supprimer le ministre mais qui existe dans tous les pays, y compris aux États-Unis – le débat n'est pas clos. Si l'on veut rendre plus fluides les passages entre la recherche et l'enseignement supérieur, la vraie solution consiste

« Cette question est du ressort des organisations syndicales. Pour notre part, en tant que représentants de la communauté scientifique, nous avons un objectif clair : avec ou sans Allègre, nous voulons réussir le débat national et réformer positivement la recherche. Nous l'avons montré, nous y sommes prêts. »

Propos recueillis par Pierre Le Hir

Cinq mois de conflit

● 10 octobre 1998 : un projet de décret modifiant l'organisation et le fonctionnement du CNRS est présenté à son conseil d'administration. Il prévoit notamment la disparition des unités propres de recherche et une association systématique avec l'Université.

● 5 novembre et 3 décembre 1998 : plusieurs milliers de chercheurs manifestent, à Paris et en province, contre « la transformation du CNRS en agence de moyens » et contre « le pilotage autoritaire de la recherche ». Ils réclament « un débat national » sur l'avenir de ce secteur.

● 14 décembre 1998 : une réunion extraordinaire du Comité national de la recherche

scientifique rassemble un millier de participants à la Maison de la chimie de Paris. Ceux-ci réaffirment leur opposition aux projets de réforme de Claude Allègre.

● 17 février 1999 : Lionel Jospin confie une mission de réflexion sur les problèmes de la recherche aux députés socialistes Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle) et Pierre Cohen (Haute-Garonne). Il leur demande d'organiser « une large concertation » sous les formes qu'ils jugeront « adéquates ». Les deux parlementaires prévoient, en accord avec les représentants des chercheurs, de réunir un colloque national le 19 juin, après les élections européennes.

Le risque de mortalité attribué au radon « domestique » serait surévalué

LE RADON, ce gaz radioactif d'origine naturelle, présent dans la croûte terrestre et qui s'insinue dans les habitations, « ne peut pas être considéré comme un problème de santé publique prioritaire », estimait, il y a un an, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France. Cet avis a inspiré la récente circulaire des ministères du logement et de la santé sur la prévention du risque radon (Le Monde du 30 janvier).

Pourtant, un rapport d'experts américains chargés d'étudier les effets biologiques des radiations ionisantes (BEIR) a estimé que, en 1995, sur les 157 400 Américains morts du cancer du poumon, entre 15 400 et 21 800 avaient été victimes de l'inhalation du radon. Or est la vérité ? Certes, il apparaît nettement que le tabagisme est un facteur aggravant, voire multiplicateur. Parmi les victimes évoquées par le BEIR, 2 100 à 2 900 « seulement » seraient des non-fumeurs. Il n'en reste pas moins que le radon, gaz lourd, classé cancérigène pulmonaire par le Centre international de recherche contre le cancer (CIRC), est considéré par le *surgeon general* – l'équivalent américain de notre ministre de la santé – comme la deuxième cause de cancer du poumon.

Il y a un an, l'Institut de protection contre les rayonnements ionisants (IPSN) rendait public un rapport alarmant, inspiré du BEIR, évoquant plusieurs centaines de morts par an en France. Ces projections furent aussitôt qualifiées de « délire sécuritaire » par Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la santé. Le « risque radon » est-il surévalué ? Le débat,

très technique, est loin d'être clos. Il renvoie à celui, plus vaste, des faibles doses radioactives. Y a-t-il un seuil en deçà duquel l'impact de la radioactivité est nul, ou existe-t-il toujours un risque quelle que soit la dose ? Plusieurs études récentes montrent que l'existence d'un seuil n'est pas exclue pour certains types d'exposition. En particulier celles liées au radon « domestique ».

BOMBARDEMENT DE PARTICULES ALPHA

La plus marquante vient d'être publiée par l'un des membres du comité BEIR, David Brenner, dans les *Actes de l'Académie des sciences américaine* (19-22 janvier). Avec son équipe du centre de recherche biologique de l'université de Columbia (New York), il a mis au point une technique permettant de bombarder le noyau de cellules animales avec une seule particule alpha, du type de celles issues de la désintégration des descendants du radon. L'expérience a permis de constater que ces cellules présentaient un risque d'évolution cancéreuse identique à des cellules témoins n'ayant subi aucune exposition radiologique. Illustration apparemment éclatante du fameux effet de seuil !

Jusqu'ici, faute de canon à particules suffisamment précis, les études portaient sur des populations de cellules soumises à un flux de particules alpha dimensionné pour atteindre, en moyenne, mais en moyenne seulement, chaque noyau. Le taux d'évolution cancéreuse était bien plus élevé dans ces échantillons, sans doute parce que certains noyaux étaient bom-

bardés par plusieurs particules, quand d'autres n'étaient pas touchés du tout. Or, dans les habitations présentant des niveaux habituels de radon, il est « improbable », rappelle David Brenner, qu'une même cellule du système broncho-pulmonaire soit traversée par plus d'une particule alpha au cours de son existence. Aussi conclut-il que les extrapolations tirées de cohortes de mineurs, soumis à des pics d'exposition plus élevés, conduisent « à une surestimation du risque pour des niveaux d'exposition plus faibles », de type domestique. Les projections inquiétantes du BEIR et, en France, de l'Institut de protection contre les rayonnements ionisants (IPSN), devront sans doute tenir compte de ces observations.

Georges Monchaux, du laboratoire de cancérologie expérimentale du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à Fontenay-aux-Roses, juge cette étude « tout à fait séduisante et méthodologiquement astucieuse », même s'il ne s'agit pas à proprement parler d'une première. Une équipe de Los Alamos (Nouveau-Mexique) avait fait des expériences similaires sur des lignées de cellules fibroblastiques humaines. Ces résultats concordent avec certaines expérimentations animales : « Chez le rat, pour des faibles doses de radon, l'incidence cancéreuse est identique à celle observée chez des témoins non exposés », indique Georges Monchaux. Cette étude est donc selon lui « une contribution à une idée très à la mode chez les microdosimétristes », dont beaucoup mettent en doute la pertinence d'une relation linéaire entre l'impact des fortes et des faibles

doses. Sans surprise, les épidémiologistes sont moins enthousiastes envers cette expérience, qui relativise leurs modèles et projections. Ils rappellent les incertitudes liées à la transposition d'un modèle cellulaire à l'exposition réelle d'un humain : comment les particules alpha arrivent-elles à l'arbre bronchique ? Les cellules de souris sont-elles réellement comparables à celle de l'homme ? David Brenner n'étudie pas ces questions, et indique que la prudence s'impose « avant d'appliquer ces conclusions à l'estimation du risque chez les humains ».

Moins dangereux que prévu pour les faibles concentrations, le radon n'en reste pas moins redoutable à des taux plus élevés. Sans doute est-il urgent de continuer à recenser les habitations et bâtiments publics où il est susceptible de se concentrer – 60 000 se situeraient au-dessus du seuil d'alerte de 1 000 becquerels par mètre cube d'air, 300 000 au-dessus du seuil dit « de précaution » fixé à 400 Bq/m³ –, afin de mettre en œuvre les systèmes de ventilation qui permettent d'écarter ce gaz permé-

Hervé Morin

★ Des fiches techniques proposées conjointement par l'IPSN et la Fédération française du bâtiment (FFB) présentent diverses techniques de réduction du radon, leur efficacité et le coût de l'installation. Dossier diffusé par le Centre de documentation sur la sécurité nucléaire, tél. : 01-46-54-80-07.

Polémique sur la radioactivité naturelle de la Manche

LE NORD-COTENTIN présente une radioactivité naturelle hors du commun, si l'on en croit un rapport établi par Jean Pronost, chargé de l'enquête publique relative aux autorisations de rejets et à l'emprise maritime de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche). Selon le commissaire enquêteur, les doses provenant de la radioactivité naturelle (gaz radon et divers radionucléides présents dans la chaîne alimentaire) seraient « plus de 1 000 fois » supérieures à celles dues à l'activité de la centrale. Elles atteindraient environ 11 millisieverts par an pour un adulte, et 17,86 mSv/an pour un enfant de un à deux ans, contre 0,01 mSv/an

admissible pour le public est fixée à 1 mSv/an par la réglementation.

Révéler par Le Figaro du 5 mars, ces résultats surprenants ont poussé le préfet de la Manche à demander l'avis des « organismes compétents ». Selon un communiqué de l'Institut de protection contre les rayonnements ionisants (IPSN), « ils ne peuvent être interprétés comme représentatifs ». Ces chiffres résulteraient du « choix systématiquement majorant fait par le commissaire enquêteur », lequel ne précise d'ailleurs pas l'origine de certaines mesures.

L'IPSN estime l'exposition naturelle du Nord-Cotentin à 2,7 mSv/an, une valeur légèrement supé-

l'organisme n'exclut pas « de larges variations selon les régions » et qu'un « faible pourcentage de nos concitoyens soit vraisemblablement exposé à des doses dues à l'irradiation naturelle de l'ordre de 10 mSv/an ».

EXPERTISE RÉCENTE

L'Office de protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) – qui indique n'avoir pas été officiellement saisi par le préfet de la Manche – estime « peu crédibles » les chiffres avancés par Jean Pronost. Les mesures de l'OPRI indiquent que la radioactivité ambiante dans la Manche est d'environ 1 mSv/an et que le fac-

tion par divers radionucléides porte la dose au maximum à 3 mSv/an.

Contredisant ses confrères de l'IPSN, Jean-Luc Pasquier, directeur scientifique de l'Office, estime peu probable que ce niveau puisse être dépassé en France, hormis sur les sommets, où la dose peut être majorée de 50 %, et sur des tâches très ponctuelles.

Les deux organismes ont « expertisé » avec réticence les travaux du commissaire enquêteur, qui tendent, de fait, à relativiser l'impact sanitaire d'activités qu'ils ont pour mission de surveiller. Didier Anger, conseiller régional (Verts) de Basse-Normandie, évoque pour

l'activité industrielle ». Greenpeace, souvent prompt à dénoncer la radioactivité artificielle, n'a pas communiqué sur le sujet.

Jean Pronost a déjà réalisé nombre d'enquêtes publiques relatives au secteur nucléaire (redémarrage de Superphénix, couverture du centre de stockage de la Manche, laboratoires d'enfouissement des déchets radioactifs, mines de la Cogema, contamination à Vilejuste...), aux conclusions souvent controversées. A Flamanville, outre une baisse de 50 % des rejets de la centrale, il préconise un bilan global de la radioactivité naturelle, n'ayant procédé sur place, reconnaît-il, qu'à « un coup de flash ».

Découverte au Kazakhstan d'une tombe scythe vieille de 2 400 ans

LA TOMBE d'un riche prince scythe nomade, vieille d'environ 2 400 ans mais en très bon état de conservation, a été découverte à l'automne 1998 dans les monts Altai, au Kazakhstan, par des chercheurs italiens, français et kazakhs. Recouverte d'un tumulus haut de 1 mètre et large de 25 mètres, la sépulture contenait des statues en bois recouvert d'or, représentant des animaux fantastiques ou réels, ainsi que les cadavres de 3 chevaux harnachés dans un parfait état de conservation, ce en raison du mode de construction du complexe funéraire. Enfoncé sous terre, il a permis à l'eau de passer au travers des pierres, créant un état de gel permanent. Financées en partie par la compagnie pétrolière italienne ENI, les fouilles, qui ont dû être interrompues pour l'hiver, vont reprendre avec le retour du printemps. Les chercheurs devraient en profiter pour atteindre le sépulchre du prince, qui se trouve à environ quatre mètres sous le niveau du sol. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ASTRONOMIE** : l'Agence spatiale européenne (ESA) a annoncé, lundi 15 mars, que son comité de programme scientifique avait donné son accord pour la réalisation, au début du XXI^e siècle, de deux observatoires spatiaux baptisés Planck et First. Destinés à vérifier des modèles cosmologiques, Planck étudiera le rayonnement « fossile » considéré comme un « écho » du Big Bang, la grande explosion initiale supposée avoir donné naissance à l'Univers. Quant à First, qui sera le plus grand télescope spatial travaillant dans les domaines infrarouge et submillimétrique, il recherchera des systèmes planétaires et étudiera des processus tels que l'évolution des galaxies. Il donnera des informations très détaillées sur les objets les plus froids et ceux qui sont masqués par la poussière. Ces deux observatoires, qui seront placés à environ 1,5 million de kilomètres de la Terre, devraient être lancés ensemble, en 2007. – (AFP)

■ **ESPACE** : une fusée russe Soyouz, affrétée par le consortium franco-russe Starsem, a mis sur orbite 4 nouveaux satellites de télécommunications de la constellation Globalstar, lundi 15 mars, à partir du cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan). Cela porte à 16 – sur 48 prévus – le nombre d'engins déjà lancés pour le compte de Globalstar.

■ **INFORMATIQUE** : des leçons de musique associées à un logiciel amélioreraient significativement les capacités des élèves en mathématiques, selon une étude publiée dans l'édition du 15 mars de la revue *Neurological Research*. Le rythme conduit les élèves à manipuler les ratios, les fractions et les proportions. Le programme informatique associé comprend des exercices de spatialisation à l'aide d'assemblage de puzzles et d'arrangement de pièces géométriques dans un ordre donné. L'expérience a été menée par le professeur Gordon Shaw de l'université de Californie pendant quatre mois avec 136 élèves de l'une des écoles les moins performantes de Los Angeles. Une amélioration de 27 % des résultats en mathématiques a été enregistrée après cette courte période d'application.

■ **MÉTÉOROLOGIE** : une bouée météo-océanographique doit être mise à l'eau cette semaine entre la Corse et le continent, ce qui permettra à Météo-France d'affiner la prévision marine de la zone ligurienne. Baptisée « Côte d'Azur », cette bouée, la première de Météo-France en Méditerranée, sera ancrée par 2 300 mètres de fond à 55 km au sud-est de Nice, une zone où le vent est particulièrement difficile à observer et à prévoir. La bouée mesurera aussi la température de l'air, de la surface de la mer, l'humidité et la houle. Jusque-là, les rares données étaient fournies par les stations embarquées sur 14 navires mar-

Paire d'as

Nouvelles cartes en main, Pierre Gagnaire et Alain Passard jouent gros et gagnent

POUR UN PEU, on irait les voir dans leur loge. Magnifique, cher maître, magnifique ! Quelle aisance, quel arondi, quelle grâce ! Mais ce sont eux qui font la sortie des artistes. L'envolée des clients. Merci, merci, tout s'est bien passé, épatant, content pour vous, content pour moi, revenez quand vous voulez. Faut voir. Des félicitations à plein poignet, du compliment en gerbe, de la reconnaissance éternelle. Heureux chefs que Pierre Gagnaire, chez Pierre Gagnaire, et Alain Passard, aimable absolument, à l'échelle de coupée de l'Arpège.

Id, le succès n'a qu'un seul devoir : aller toujours de l'avant vers le succès. C'est une demande pressante de la part des escouades de rescapés des listes d'attente qui fréquentent ces deux restaurants en espérant venir y trouver la vérité. Quelle vérité ? Celle du goût le plus élaboré de l'époque facturée au prix de la recherche la plus juste ; ou le contraire. A la baguette, des as dont il n'est pas excessif de penser - si dans cette même école on mettait, à Annecy, Marc Veyrat hors concours - qu'ils sont les cuisiniers les plus inventifs de cette fin de siècle.

Ils vont le dire tous les deux. A périodes heureuses, créations heureuses. Trente ans de peine et de marche forcée pour Gagnaire à tenter de rassembler un auditoire et trois ans de travail rebondissant dès lors qu'il l'aura trouvé. Il s'était naufragé à Saint-Etienne ; le voilà en haut de l'affiche à Paris, toujours imprévisible et pareillement guerroyeur, mais rassuré de savoir enfin sur quel terrain lutter. Ciel tout aussi clair pour Passard le studieux, qui prend, lui, possession dans l'allégresse d'une maturité qu'il sait désormais pouvoir maîtriser.

Manière de plaisanter et de fixer des limites, quels étaient à leur table les plats qui comptabilisaient le plus de succès ? Chez l'Arverne à l'âme tourmentée, c'était net. Royale

d'oursin au sansho (plante aromatique à tendance anisée et poivrée), tartare de saint-jacques au caviar d'Aquitaine (d'Aquitaine, on apprécie), bûche de pain au caillet de brebis, pousses d'épinards et poireaux. Casting à faire peur. Forcément une épreuve pour le mangeur. Le plat se déguste en apnée. Quand on refait surface, il est dévoré. Restent en bouche des sonorités de combat à mort entre des frères ennemis qui auraient réussi à se comprendre.

ÊTRE ATTENTIF

Mais plus fort encore. Voici une darme d'un poisson du fond des océans telle que le capitaine Nemo rêve encore de la voir accommoder. Arrivant en droite ligne des bonnes pages du Petit Gagnaire illustré, la proposition est la suivante. Pavé de gros turbot saisi au beurre et terminé en papillote sur un lit de fenouil et citron de Menton. A part, bouquet d'artichauts poivrés servi en moscovite, c'est-à-dire froid. Là, il conviendra d'être attentif et de ne pas passer à côté d'une chose très considérable. Gagnaire, le subversif qui nous voulait du bien.

Aux provocations de l'un vont répondre les ententes cordiales de l'autre. Passard est un doux à la pensée rapprochant. Rien ne le préoccupe davantage que les harmonies souples. Sa carrière en témoigne : pas une ombre au tableau, pas un faux pas, pas un contretemps. Et si l'on joue avec le feu, c'est essentiellement pour en tirer le meilleur parti. L'amateur de flammes, c'est lui. Lui qui demande à ses hommes de longues heures de veille au-dessus des viandes et des volailles ; qui les met en sentinelle sourcilieuses de la chaleur tourmentée, retournante et convaincante.

Dans quelques jours, sa carte de printemps se meublera d'un nouveau locataire sur lequel il compte avec confiance pour renforcer sa réputation de rotisseur des grands

DESSIN DISCLOSÉAUX

équilibres. Un coucou (poulet) de Malines (Belgique) aux écrevisses, morilles et émulsion d'estragon, dont les premiers goûteurs-testeurs - nous en étions - disent déjà beaucoup de bien. Réchauffé d'un plumage angora, et donc exempté de graisse, l'animal pratique la gymnastique suédoise, la promenade en sous-bois ou en prairie et est nourri aux céréales de luxe avec autant d'attention que le serait un enfant de riche dans une pension soucieuse de reverser à leurs parents des lardons en bonne santé. Une merveille.

Ecrevisses du lac Léman, braisées et traitées au vin jaune, et morilles comme on n'en cueille plus. Sauce en nuage d'estragon, une idée de l'estragon, et cuisson encore tenue secrète. Alain Passard est ici au mieux de sa forme et déjà très sûr de son coup.

Il faut comprendre. Passé le cap trivial du prix, ces deux artistes ont les mains libres. A nous les échappées en savanes profondes, les découvertes en fleuves limpides, les trouvailles en vergers des supplices. Rien ne les arrête. Bavarois d'avocat d'Andalousie à la crème de caviar sevruga, pour Passard, et tout de

suite derrière, ou avant, poêlée de civettes et ris d'agneau de lait à l'ail doux, pour Gagnaire. Un coup je te vois, un coup je te vois pas. Huîtres de marennes en gelée à la truffe du Périgord, à l'Arpège ; pressé de tourteau, ormeaux, ventre de thon blanc et mousses de concombre chez Gagnaire-Gagnaire. On ne s'en sort plus. Le CAC 40 peut prendre tous les mauvais coups qu'il veut, il faut tout de même passer à table. Pas de blague.

Alors, ils bossent, les décodeurs de l'impossible, les compagnons du tour du goût, les devins. Ils rajoutent, concassent, concoctent, réduisent, expriment. Leur cervelle fume, l'intelligence s'arc-boute, l'impudence les rend héroïques. Ils le savent. Dans l'ombre, de jeunes coupeurs s'agitent, des lames se préparent. La gastronomie, cet antique drame de succession.

Jean-Pierre Quélain

★ Pierre Gagnaire, Hôtel Balzac, 6, rue Balzac, 75008 Paris. Tél. : 01-44-35-18-25. Menu : déjeuner, 500 F (76,22 €) ; dîner, 950 F (146,15 €) ; carte : 1 000-1 200 F (152,43/304,86 €).
★ L'Arpège, 84, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél. : 01-45-51-47-33. Menu : déjeuner, 390 F (59,45 €) ; dîner, 960 F (146,34 €) ; carte : 1 000-1 200 F.

Ceux-ci sont fabriqués en Alsace sur des machines italiennes (Hédard se fournit ici). Evidemment ces gressins très fins et obtenus mécaniquement n'ont rien à voir avec les produits artisanaux que l'on trouve dans le

Piémont. Anna Chierici, qui importe, au nom de Qualitalia, la fine fleur des produits italiens, propose deux gressins travaillés à la main : le Tenuta Castello (version savoureuse dans un emballage élégant) et les gressini Fongo, de très grands formats fabriqués à l'ancienne par Mario, un boulanger piémontais à qui la saveur rustique du saindoux n'est pas pour déplaire.

Guillaume Crouzet

★ Gressins bio au sésame, Moulin des moines. 10 F (1,52 €) environ les 125 g. Chez Qualitalia (tél. : 01-47-07-11-44) en vente par correspondance : Tenuta Castello, 34 F (5,18 €) les 350 g. Fongo 53 F (8,07 €) les 400 g.

Le gressin

L'histoire veut que ce petit bâtonnet de pain sec doive sa gloire à un quasi-miracle survenu à la fin du XVII^e siècle. Le Jeune duc Vittorio Amadeo II se mourait lentement d'un grave mal intestinal, auquel le médecin de la cour de la maison de Savoie, l'abbé Baldo Pecchio, mit fin en prescrivant un sévère régime à base de gressin (médicament autant qu'aliment puisque sa mie ne contient presque pas d'eau). Reconnaisant, le fantôme du duc hante toujours, paraît-il, les galeries du château de Venaria Reale à Turin, s'avancant avec, dans une main, la bride de son cheval et, dans l'autre, un petit cierge doré qui n'est rien d'autre qu'un gressin ardent éclairant son chemin.

Selon Giuseppe Bracco, universitaire et président de l'association des boulangers du Piémont, « le mot dérive en fait du dialecte piémontais : "ghersa", qui signifie pain. Au

XIV^e siècle, les habitants de la région avaient l'habitude d'acheter contre une pièce de monnaie des flûtes de pain, modèle miniature de vos baguettes. Avec les dévaluations successives, les boulangers se mirent à façonner avec de moins en moins de pâte ce pain que l'on achetait contre une piécette. Il se réduisit peu à peu comme une peau de chagrin et donna naissance à ce "ghersin", puis gressin, la minuscule pièce de panification que nous connaissons aujourd'hui ».

La recette originelle ne se compose que de farine, eau, levain, malt et sel. « Ce n'est que plus tard, précise Giovanni Gal, président du Consortium pour la valorisation du gressin turinois, que les boulangers piémontais ont incorporé un peu de matières grasses à leur pâte : huile d'olive, beurre ou saindoux, mais en quantités des aigles. » On trouve en grandes surfaces des gressins bio au sésame qui ne sont pas mal.



BOUTEILLE

Shiraz (Australie)

Clare Valley 1995

Les premières vignes, en Australie, furent plantées en 1788, dans la propriété du Gouverneur, au centre de Sydney, et le vignoble gagna bientôt toutes les régions de ce pays ensoleillé. Longtemps ignoré des Français, le vignoble australien produit des vins dont l'étiquette mentionne le nom du cépage, sans pour autant interdire les assemblages de vins de cépages différents. Un usage qui peut paraître aux antipodes de notre réglementation, mais qui ne nuit pas à la qualité de certains vins tout à fait exceptionnels comme ceux d'Australie-Méridionale (capitale : Adélaïde).

Ainsi, la bouteille produite par Hardy Laesingham (clare valley 1995), une syrah pure intense, dominée par des notes de pin, fait-elle excellente figure dans une confrontation à l'aveugle entre quelques grandes syrahs de la vallée du Rhône, de Marcel Guigal ou de la maison Chapoutier. « Un vin très suave, très élégant », note Eric Verdier, dégustateur et président de Culture et Goût, que nous rapprocherions volontiers, pour sa complexité, d'une grande syrah pure du regretté Jacques Reynaud à Châteauneuf-du-Pape.

A côté de la production de masse, comme le notait déjà Hugh Johnson, l'Australie peut produire des vins rouges comparables aux meilleurs du monde, à des prix très compétitifs.

★ Clare Valley 1995 : 89 F (13,57 €). Importation directe par Vins du Monde. Claude Gillois, 54, rue Barreau, 44160 Pontchâteau. Tél. : 02-40-01-64-01. Télécopie : 02-40-45-60-96. vismond@wanadoo.fr

TOQUES EN POINTE

Bistrot

CHEZ PAULINE

Nous étions prévenu : « Pauline, c'est fini ! » Cette mise en garde d'un client de trente ans, bonne fourchette de succroft, aux goûts classiques, et dont la table et la cave sont bien tenues, ne pouvait être prise à la légère. Le souvenir mitigé d'un colvert dégusté l'an passé chez Pauline - bistrot chic de tradition bourgeoise - revenait en mémoire. Mais de là à en dresser l'épilogue ! Sur la salade de coquilles et de queues de langoustines, rien à dire, sinon regretter l'accompagnement de choux-fleurs (trop cuits) à l'huile de noix. A l'inverse, la daube de marassin en cassoulet met surtout en valeur la finesse des haricots, au détriment d'un gibier qui aime une marinade corsée. En revanche, épatante salade de tête de veau en gribiche et non moins agréable petit salé à l'embeurrée de choux verts nouveaux.

C'était donc une fausse alerte ! Rares sont les tables sûres et régulières ; aucune n'est à l'abri d'un accident, même les plus grandes. Au Grand Vefour, Cocteau notait sur le livre d'or : « Un chef-d'œuvre ne peut être autre chose qu'une catastrophe sur la ligne de l'heureuse médiocrité circule librement. » Déjà, sur la carte de printemps s'annoncent les asperges vertes du Midi et la salade de crabe à la purée d'avocat. Formule (2 plats) : 170 F (25,92 €) et 220 F (33,54 €). A la carte, compter 400 F (60,98 €). ★ 5, rue Villado, 75001 Paris. Tél. : 01-42-96-20-70. Fermé samedi midi et dimanche.

Brasserie

COQUIBUS

Issy-les-Moulineaux, c'est un monde où cohabitent usines désaffectées et nouvelles industries, tramway, chemin de fer et parcs paysagers bordés de quartiers neufs.

Une banlieue en mutation qui conserve, dans son centre piétonnier vivant, une inimitable brasserie d'autrefois. Cuisine sincère et généreuse, atmosphère bon enfant, bonne cave, et carte journalière, il n'en faut pas plus pour fixer les habitués qui plébiscitent la hure de tête et langue de veau sauce gribiche, le saucisson de canard en brochette tiède et la crème de lentilles vertes du Puy à l'œuf poché. Choix important de poissons (rascasse, julienne, merlu) et surtout, délicate sauce maison, confite puis grillée, aux haricots tarbais. Un délice. Quelques fromages et choix de desserts élaborés et savoureux. Une bonne idée : le Hennessy-café (café + 1 cl de Cognac VSOP) : 25 F (3,81 €). Menu-carte : Formule (2 plats) à 130 F (19,82 €). Entrée, plat, fromage ou dessert : 170 F (25,92 €). ★ 16, avenue de la République, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 01-46-38-75-80. Fermé samedi midi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 5^e
LA FERME DU PERIGORD
1, rue des Fossés St-Marcel
Prix Justes des Plantes
01.43.31.49.20
Authentique au charme rustique. Salon.
Menu 135 F et 220 F + Carte
Menu touristique 165 F (spécial de vin comp.)

PARIS 5^e
TOUTOUNE
Un décor ensoleillé, tout le charme de la Provence...
"Simple avec des produits frais et raisonnables" JC Ribaut.
Chef de cuisine : Christophe DARNEY
Menu 135 F au déjeuner en semaine
Carte menu à 188 F avec la soupisse de Saison d'office (198 F le dimanche)
5, rue de Pontoise - Tél. 01.43.26.56.81

PARIS 6^e
Yugaraj
Spécialités Indiennes
"Yugaraj démontre, dans sa catégorie, l'un des plus sains représentants parisiens". Gault-Millau 99 - 1428
A midi le Delhi-Express 130 F
Carte caviar 180 F à 190 F
14, rue Dauphine 01.43.26.44.91 - Fermé lundi midi

LES GRANDES MARCHES
Place de la Bastille
Au pied de l'Opéra de la Bastille, une grande adresse pour un repas de qualité.
Huîtres toute l'année, poissons du marché, plats traditionnels et vins à découvrir.
Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin.
Réservation : 01 43 42 90 32
* 1 entrée, 1 plat, 1 dessert.

PARIS 6^e
BISTROT & RESTAURANT
Maison de la Catalogne
VINS ET PRODUITS CATALANS
4-6-8, cour du Commerce St-André / 01.55.42.16.19
Au bistrot Formules à 78 F et 85 F + tapas
Salon de thé après-midi. Ouvert 7j/7
au 1^{er} et. Restaurants avec Menu-Carte à 180 F
pous, Banquets et Cocktails - Fermé Lundi.

PARIS 6^e
Vagenende
Cuisine traditionnelle et du marché
Service continu 7j/7 de midi à 1h du matin
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

PARIS 6^e
La Chope d'Alsace
Repas d'affaires
Menu 169 F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6^e
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 7^e
LA TERRASSE
L'art de l'Ecole Militaire, qualité et tradition.
Au 1^{er} étage un restaurant gastronomique.
Menu 140 F vin et café compris.
Menu prestigieux à 245 F avec homard.
- Bar à Huîtres -
2 pl. de l'Ecole Militaire - Tél. 01.45.51.62.80

PARIS 7^e
LES MINISTERES
Menu 175 F spirituel et vin compris
Nouveau : Livraison de Fruits de Mer sur tous Paris
30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37
LE RESTAURANT DE LA BELLE EPOQUE

PARIS 8^e
TY COZ
01.48.78.42.95/34.61
35, rue St Georges
PLATEAU DE FRUITS de MER 195 F
POISSONS - CRUSTACES
Menu de la "Mer" le soir : 170 F
Fdim., lundi soir - Climatisé

PARIS 11^e
LE JARDIN du CURÉ
Béni soit qui bien y mange !
"Cuisine du marché à l'excellent rapport qualité/prix". Menu 89 F et 129 F. Form. dim. soir
8, av. Faurambert 11^e - 01 42 79 19 61
46, St-Jacques Villaret 12^e - 01 42 42 18 22

PARIS 11^e
Bistrot Paul Bert
"Charmant, réservé, vif, style..."
Les plats sont simples, renouvelés pour accompagner une spirituelle cave de vins...
Menu 140 F et 185 F et Carte
18, rue Paul Bert - Tél. 01.43.72.24.01
L'Ecailler du Bistrot
Huîtres et crustacés sur place ou à emporter
22, rue Paul Bert - Tél. 01.43.72.78.77

PARIS 15^e
A TIPAZA
COUSCOUS - TAGINES
GRILLADES AU FEU DE BOIS
Poissons - Carte env. 160 F
155, rue Saint Charles
01.45.54.01.17 - Ouvert 7j/7

PARIS 15^e
RESTAURANT DE L'AEROCUB DE FRANCE
MENU-CARTE à MIDI 150 F
6, RUE GALVÉE - 75116 PARIS
01.47.20.42.51 - FAX : 01.47.20.68.35

Au Théâtre de Nesle (6^e)
le Vin en Scène
par Eric SANSON - poète et comédien

Cette pièce met en scène un maître de chai qui vante les mérites et les délices du vin.

au Théâtre de Nesle, 8 rue de Nesle, Paris 6^e
Du mardi au samedi, séances à 19 h et 20 h 30.
Réservation au 01 46 34 61 04

"GASTRONOMIE", renseignements publicités : 01.42.47.39.40 - Fax : 01.42.17.39.25

صكنا من الامل

La réforme du droit de bail indispose les propriétaires

PARMI les nouveautés de la déclaration de revenus 1998, la réforme du droit de bail et de la taxe additionnelle n'aura pas échappé aux propriétaires bailleurs. Ces taxes, qui s'élèvent chacune à 2,5 % du montant du loyer, sont remplacées par deux nouvelles contributions : la contribution représentative du droit de bail (CRDB) et la contribution additionnelle à la contribution représentative du droit de bail (CACRDB).

L'objectif était de simplifier le système. En effet, les propriétaires bailleurs n'auront désormais qu'une seule déclaration à faire en même temps que celle de leurs revenus, et à un seul endroit, alors qu'auparavant il fallait déposer cette déclaration au lieu de situation de l'immeuble. Le paiement ne sera pas effectué séparément en novembre mais interviendra en même temps que l'impôt sur le revenu (mensualités ou tiers provisionnel, selon l'option choisie). Enfin, le droit de bail concernera désormais les loyers encaissés pendant l'année civile, alors qu'auparavant les propriétaires payaient en novembre pour la période qui courait à cheval sur

deux ans, du 1^{er} octobre au 31 septembre précédent. Les taxes seront désormais calculées sur les loyers effectivement perçus, et non plus sur les loyers inscrits dans le bail, ce qui soulagera les propriétaires aux prises avec des locataires impécunieux.

L'objectif était de simplifier le système. En effet, les propriétaires bailleurs n'auront désormais qu'une seule déclaration à faire

Cette réforme aurait été bien perçue si l'administration fiscale n'avait eu recours à des dispositions transitoires violemment contestées. Logiquement, les propriétaires n'au-

raient dû payer en 1999 que la partie des taxes dues pour la période comprise entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 1998, ce qui se serait traduit par une baisse des revenus fiscaux de l'Etat en 1998 de neuf milliards de 10 milliards, soit 7,5 milliards. Pour maintenir les recettes au niveau habituel, les services de Bercy ont décidé que les propriétaires devront déclarer en 1999 le droit de bail acquis en novembre 1998 pour la période allant d'octobre 1997 à septembre 1998. Ce montant servira de référence pour estimer la prochaine taxe due par le propriétaire en 1999.

Les propriétaires acquitteront la

nouvelle contribution en même temps que leurs impôts de 1998, en septembre 1999. Ils ont donc le sentiment d'une double imposition, ce que conteste le ministère des finances : « Il n'y a pas de double imposition, puisque les propriétaires auraient, de toute façon, versé la même somme en novembre 1999 pour une période qui aurait été comprise entre le 1^{er} octobre 1998 et le 31 décembre 1999. Ce qui prête à confusion, c'est que la période - janvier-septembre 1998 - aura servi deux fois à la même base d'imposition. » On estime même que les propriétaires qui auront augmenté leur loyer dans l'intervalle seront gagnants, puisque le

montant des taxes sera calculé sur les loyers de l'année précédente.

A l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), on reconnaît que les propriétaires bailleurs ne paieront pas plus qu'avec l'ancien système, mais on s'indigne de ce que l'Etat ne rembourse le trop-versé éventuel « qu'en fin de bail, c'est-à-dire plusieurs années après, et si les contribuables le demandent ».

Les propriétaires qui ont interrompu la location pendant neuf mois pourront réclamer, l'année suivant la cessation ou l'interruption de la location, « un dégrèvement d'un montant égal à celui du droit de bail et de la taxe addition-

nelle acquittés pour un immeuble, au titre de la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 1998 » (article 234 des lois du code général des impôts, Journal officiel du 31 décembre 1998).

Cette restitution sera tardive, puisqu'elle ne s'appliquera qu'à partir de l'an 2000 et à l'expiration du bail, sans donner lieu à un versement d'intérêts. Enfin, il faudra que les locaux soient restés vacants pendant au moins neuf mois consécutifs. Ce point a suscité l'indignation des organisations de propriétaires, car il est rare qu'un local reste vacant neuf mois. Ceux qui n'auront pas rempli cette condition seront forcément lésés. L'UNPI réclame le remboursement du trop-perçu avant le 31 décembre 1999.

Au ministère, on explique que l'abaissement du délai aurait entraîné des difficultés de gestion insurmontables. Quoi qu'il en soit, le Conseil constitutionnel saisi par les sénateurs a tranché : le nouveau système ne lèse pas les propriétaires et n'est pas contraire à la Constitution.

Michaëla Bobasch

Deux taxes

● La contribution représentative du droit de bail (CRDB) est de 2,5 % du montant des loyers. En sont exonérées les locations dont le montant annuel n'excède pas 12 000 francs (1 829 €). Si la location a duré moins d'un an, il faut appliquer un prorata pour vérifier que ce seuil n'est pas dépassé. Sont également exonérées de cette taxe les locations

consenties à l'Etat ou aux établissements publics, nationaux, scientifiques, d'enseignement, d'assistance ou de bienfaisance.

● La contribution additionnelle (CACRDB) est de 2,5 % du montant des loyers. Elle n'est exigible que si l'immeuble est achevé depuis quinze ans au moins, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Cependant la CACRDB sera réclamée pour des locaux ayant fait l'objet de travaux

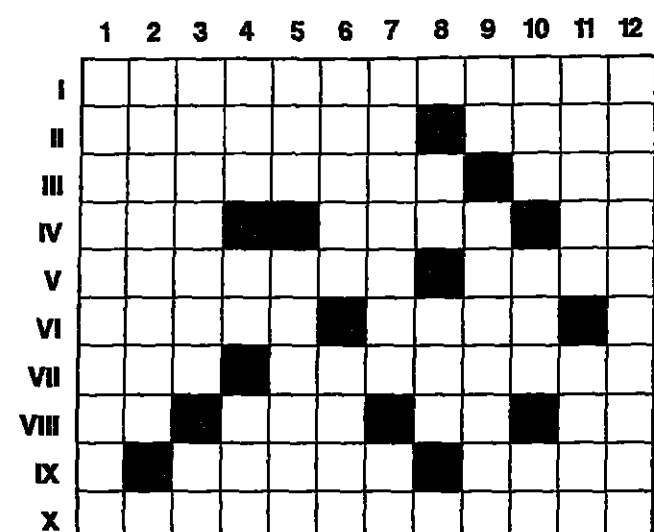
d'agrandissement, de construction, ou de reconstruction financés avec le concours de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH), même si les travaux datent de moins de quinze ans.

● Les charges récupérables auprès du locataire. La contribution représentative du droit de bail est à la charge du locataire et la contribution additionnelle à celle du bailleur.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99064

505 Jours de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 R/min).



HORIZONTALEMENT

I. Grande ouverture, grande aventure. - II. Mauvais terrain pour faire du vélo. Bas pour les femmes. - III. Quittent l'office après le service. Gardé quand ça va mal. - IV. Clandestin puis interdit, il est au pouvoir depuis 1994. Ruines au Proche-Orient. La moitié de tout. - V. Dégagements désagréables. Rencontre d'eau douce et d'eau salée. - VI. Mise à nu. Pas encore lavé. - VII. Passage historique. Produit de substitution. - VIII. Per-

sonnel. Livré avec son plan d'exécution. Voyelles. Note. - IX. Appelés à la barre. Mouvement incontrôlable. - X. Mises à feu.

VERTICALEMENT

1. Ne se prend plus qu'en poudre. - 2. Belle fin pour une truite. - 3. Rencontre sans risque. Pour communiquer à distance. - 4. Possessif. Points. Alliance du rouge et du blanc. - 5. Percut à moitié. Fit tout pour obtenir. - 6. Réduit en esclavage par les Spartiates. A un

jour près, on les retrouve aux mêmes dates. - 7. Rapide dans l'échange. Personnel. - 8. Grains de sel. Lieu où professeurs et étudiants font l'ouverture. - 9. Possessif. Pour prier en passant à Rome. - 10. Fini dans le Rhin. Pain rond. Point de départ. - 11. Met le feu aux pavillons. Patrouille de nuit. - 12. Assurent les réputations.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99063

HORIZONTALEMENT

I. Surexploités. - II. Université. - III. St. Arde. GMT. - IV. Joules. Sceau. - V. An. User. Enta. - VI. Vê. Sabrait. - VII. Epées. Définit. - VIII. Netsukes. - IX. Toi. Vis. Néon. - X. Entrât. Bases.

VERTICALEMENT

1. Sus-jacente. - 2. Union. Péon. - 3. RI. Vêtit. - 4. Evaluées. - 5. Xé-rès. Suva. - 6. Prises. Kit. - 7. LSD. Rades. - 8. Oies. Bés. - 9. It. Cerf. Na. - 10. Tégénaires. - 11. Matin. OE. - 12. Situations.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0959-2057

Imprimerie du Monde 12, rue M. Guesboug 94062 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

SCRABBLE

PROBLÈME N° 113

Les quatrième et cinquième mots

1. Quatrième tirage : CEILOPT
a) Trouvez 3 mots de huit lettres en le complétant avec 3 lettres différentes appartenant à l'un des mots placés sur la grille.

2. Cinquième tirage : EEILSSU
b) Trouvez et placez 2 sept-lettres.
c) Placez un mot qui rapporte plus de 100 points.

3. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

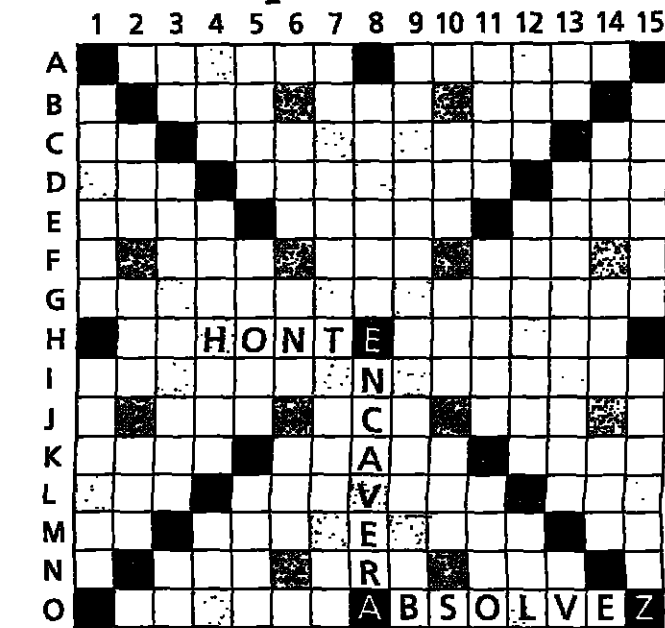
d) BCEHOSU. Trouvez un sept-lettre. A E I N R U Z. En utilisant 2 lettres différentes du tirage précédent, trouvez 2 huit-lettres.

Solutions dans Le Monde du 24 mars.

Solution de a) ci-dessus : CAPITOILE, édifice public, K 7, 74.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 10 mars.

Chaque solution est localisée sur la



grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) TONIQUE, 1 D, 104 faisant NANISASSE, ou l'anagramme ONTIQUE, (connaissance) qui se rapporte aux objets du monde.
b) COQUINET, A 8, 104 - ROQUE-

TIN, petite bobine, C 8, 82 - QUOTIENT, D1, 96 - EQUATION, 2 C, 67 ou l'anagramme ATONIQUE - QUESTION, 5 C, 80 - NOETIQUE, intellectuel et non pas affectif, 14 F, 75.

c) DIA-ISO-LEP-PHO-PLA-PLU-PRO-TEC-TEU-
d) AVANCER.

Michel Charlemagne



Le Monde

UN PROCÈS TRÈS PARTICULIER

Historique ? Surréaliste ? Le procès du sang contaminé dans lequel ont comparu trois anciens ministres fera date et laissera un goût d'imperfection.

Le Monde publie les comptes rendus de Jean-Michel Dumay et des articles inédits afin d'éclairer ce procès hybride où les victimes n'ont pas eu le droit de se constituer parties civiles et où l'accusation a clairement requis la relaxe. A lire aussi : les réquisitions et le jugement.

Une publication de référence, illustrée par Noëlle Herrenschmidt

VIENT DE PARAÎTRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

Le Monde
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

La place du marché : achetez vos livres CD, cédéroms, vidéos, DVD.

THÉÂTRE Dix ans après sa mort, le 15 avril 1989, Bernard-Marie Koltès est de plus en plus lu, étudié, joué, en France et dans le monde. ● EN FRANCE, la plupart des universités l'étudient, et

Qual Ouest a été au programme du bac (option théâtre). Mais, même pour des étudiants qui en font un objet de thèse, cette œuvre radicale n'est bien servie que « par des metteurs en scène eux-

mêmes en marge de l'institution, qui en préservent la violence ». ● PATRICE CHÉREAU, qui a monté quatre pièces de Koltès, a largement contribué à le faire connaître de son vivant. Mais de jeunes

metteurs en scène, comme le Lyonnais Jean-Christophe Sais, se confrontent directement à des textes qui peuvent « vraiment perturber ». ● LES ÉDITIONS DE MINUIT viennent de publier

deux pièces de jeunesse et un recueil d'entretiens. ● KOLTÈS sera célébré par diverses manifestations, de mars à octobre, à Metz, sa ville natale, à Paris, à Bobigny, à Dijon et à l'étranger.

Bernard-Marie Koltès, contemporain de référence

Pour l'auteur, mort le 15 avril 1989, à l'âge de quarante et un ans, le théâtre était peut-être le seul art qui permettrait de « retrouver la vraie vie ». La modernité et la radicalité de six grandes pièces de plus en plus lues et jouées touchent de nouvelles générations et de nouveaux territoires

DIX ANS APRÈS sa mort, le 15 avril 1989, Bernard-Marie Koltès est un auteur de plus en plus lu, étudié, joué, en France et dans le monde. Traduite en une trentaine de langues – et même en alsacien –, jouée dans une quarantaine de pays, son œuvre atteint de nouveaux territoires et de nouvelles générations. De grands maîtres de théâtre ont défendu ses pièces au début, comme Patrice Chéreau et Hubert Gignoux en France, puis Peter Stein en Allemagne. A présent, elles attirent des artistes trop jeunes pour avoir vu ces spectacles fondateurs ou trop éloignés pour en passer par ces références. Koltès est joué en Afrique du Sud, à Porto-Rico, en Nouvelle-Zélande ou au Japon. Un *Roberto Zucco* a même été interdit à Shanghai.

En France, sous l'influence de l'institution théâtrale, l'éducation nationale a découvert l'écrivain. La plupart des universités l'étudient et *Qual Ouest* a été au programme du bac littéraire (option théâtre). Un dossier pédagogique, *Koltès, combats avec la scène*, a été établi pour les professeurs, notamment par Anne-Françoise Benhamou, l'une des premières universitaires à s'être intéressée à l'écrivain (collection « Théâtre aujourd'hui », Centre national de documentation pédagogique, 1996).

Bernard-Marie Koltès touche les jeunes, observe les enseignants, en particulier à travers *Roberto Zucco*, pièce inspirée de l'histoire vraie d'un homme qui avait tué sept personnes, dont ses parents, avant de

se suicider, et *Qual Ouest*, récit d'une famille à l'abandon dans un hangar désaffecté. A l'université Paris-III-Censier, dix-neuf mémoires et thèses ont déjà été soutenues sur cette jeune œuvre, dont deux sur *Roberto Zucco*. Par comparaison, neuf ont été consacrées au théâtre de Marguerite Duras et trente-neuf à celui de Samuel Beckett. Les étudiants ont ainsi analysé le thème de la famille chez Koltès ; l'espace mythique de la rencontre ; les éléments du tragique... Signe que l'auteur s'est imposé comme un classique, l'université Paris-IV, vieux lieu conservateur, accueille actuellement sa première thèse sur l'auteur de *Combat de nègres et de chiens*.

« NE MÉRITE PAS LA PRUDENCE »

« Pour moi qui connaissais le théâtre antique, élyséen et classique, la première pièce de Koltès a été un choc devant le côté brut de ce théâtre des hommes », explique Juliette Mage, étudiante en maîtrise d'études théâtrales à Censier, qui a joué quelques textes de l'auteur. Attirée par sa radicalité, elle estime que l'œuvre « ne doit pas être embellie, ne mérite pas la prudence esthétique ». Elle n'est bien servie que « par des metteurs en scène eux-mêmes en marge de l'institution, qui en préservent la violence ».

Radical, mais inscrit dans l'histoire du théâtre, l'affirmation des étudiants de la même filière d'études. « Koltès avait une très grande connaissance du théâtre et de la tragédie. Pour moi, ses pièces sont des tragédies modernes, ancrées à l'inté-



A New York, en 1983 : « Je n'écris pas avec des idées, [mais] avec des gens. »

rieur de notre quotidien, de notre société, écrites dans une langue novatrice. Elles nous déséquilibrent, nous bouleversent, par exemple quand il joue avec des clichés sur les rapports raciaux dans *Qual Ouest* », explique Béatrice Houplain, qui a déjà mis en scène *Roberto Zucco* avec des élèves. Dans les cours et les conservatoires de théâtre, l'auteur est un fa-

vori des candidats aux auditions ou aux épreuves libres. *Qual Ouest* est devenu un classique – une rengaine, se plaignent des membres de jury. Anne Bouvier, qui vient de sortir du Conservatoire supérieur national d'art dramatique, a réussi ses concours en présentant des extraits du *Retour au désert*. En dernière année, elle a travaillé sur son écrivain ré-

cent avec Catherine Marnas, metteur en scène spécialiste de cette œuvre, invitée par le Conservatoire pour répondre à la demande des élèves. « J'aime ce qu'il dit, l'âme le rythme, la poésie de cette langue qui se respire d'une façon si particulière », dit Anne Bouvier.

Avant ce travail, qui a débouché sur le spectacle *Matériau Koltès*,

l'élève comédienne avait étudié « beaucoup de classiques mais aucun auteur plus récent que Claudel et Gide ». Selon elle, « les profs ne s'intéressent pas tellement à Koltès. Ils disent qu'il n'est peut-être pas un si grand auteur. Sa réputation serait un peu surfaite parce qu'il est mort jeune, parce qu'il a été défendu par Chéreau. »

LES ÉLÈVES EN PHASE

En fait, quand les professeurs enseignent l'œuvre aux lycéens et aux étudiants, ils sentent souvent les élèves en phase avec la modernité du texte et des thèmes, comme celui de l'exclusion, le grand nombre de personnages adolescents, l'importance des histoires familiales. En outre, l'œuvre, éditée chez Minuit, est aisément disponible. Enseignant à l'Institut d'études théâtrales de l'université Paris-III, Joseph Danan observe que « Koltès est devenu le contemporain de référence ».

Cet engouement coïncide avec un mouvement plus large. Dans les années 70, les grands metteurs en scène s'attachaient à la lecture des textes classiques. « Peu de gens s'intéressaient aux contemporains. A présent, les étudiants sont attirés par des pièces ou des romans récents », remarque Anne-Françoise Benhamou. Éveillée par Koltès, la génération grandie dans la crise chercherait ainsi, chez les auteurs les plus contemporains, des voix poétiques qui lui parlent du monde brouillé dans lequel elle se débat.

Catherine Bédarida

« Ma biographie n'a aucun intérêt »

DE LUI, Bernard-Marie Koltès, ils veulent tout savoir. Ceux qui ont vu les mises en scène de Patrice Chéreau et sentent, confusément, l'œuvre continuer de croître après



BIBLIOGRAPHIE

la beauté du monde. Affleure le désir d'approcher une existence de l'intérieur, comme si pouvait s'y trouver posée une morale, dont l'écriture, d'avoir en si peu de temps triomphé du temps, fournirait la clé. Aux uns et aux autres Koltès signifie qu'ils avaient raison d'espérer en cet art « qui finit tranquillement », le théâtre, le seul peut-être qui conduirait à « retrouver la vraie vie ».

Il ne se posait pas en exemple. Il était devenu Koltès par une inhabitable constance, qui ne l'avait porté à une exigence si haute qu'en le contraignant à garder ses distances avec ce qui n'était pas lui-même. Et d'autant plus qu'il prenait conscience de son exception et de son influence. Dans sa création, il paraissait accumuler une part d'ombre d'égal épaisseur, tenace, un gisement qui aurait été plus bavard que l'œuvre. Et dix ans après sa mort, on n'avait jamais autant rêvé de l'attirer au dehors pour l'exposer à une pleine lumière.

Devant cette pression, les Editions de Minuit ont cédé. Des pièces de jeunesse, qu'il « n'aimait plus », comme *Les Amertumes*, ne se retrouvaient-elles pas en consultation libre sur Internet, dans des transcriptions discutables ? Il faudrait s'y résoudre : l'œuvre ne serait pas contenue dans les six grandes pièces écrites entre 1977 (*La Nuit juste avant les forêts*) et 1989 (*Roberto Zucco*), auxquelles

s'ajouteraient *Sallinger* et *Tabataba*. S'y ajouteraient d'autres textes personnels, des entretiens, des témoignages. Restait à livrer l'intime de la correspondance.

Le titre du recueil d'entretiens que publie Minuit est une maladresse. Sous le nom de Bernard-Marie Koltès, une part de sa vie suggère, plus que la signature, sa présence active dans l'édition. Un à-peu-près qui n'est pas plus dans les habitudes de Minuit que les fantaisies orthographiques qui constellent l'ouvrage. Koltès n'est pas là pour dévoiler « une part » de sa vie, et les entretiens ne seront pas l'« autobiographie involontaire » annoncée au dos de couverture. L'appât biographique devra se tourner vers d'autres, moins récents que lui : « Ma biographie n'a aucun intérêt. C'est la vie la plus banale qui soit, à part ma profession... J'ai eu des expériences décisives, mais elles sont incroyables. »

Le racontable, ici concentré en dix-neuf entretiens, n'en est pas moins une mine. Chaque intervention manifeste un ton différent selon l'interlocuteur, d'autant plus sensible que Koltès y réaffirme ses convictions, celle notamment qu'il « n'écrit

pas avec des idées [mais] avec des gens ». Durant six ans, les propos accompagnent grosso modo le cycle des mises en scène de Patrice Chéreau, de *Combat de nègres et de chiens* jusqu'à *Retour au désert*. Nombre d'entretiens, accordés à des journaux (dont *Le Monde*) et des revues, en France et en Allemagne, ont déjà été repris dans les ouvrages consacrés à l'auteur de *Qual Ouest* – on en retrouvera des extraits significatifs dans la sage et complète synthèse monographique d'Anne Ubersfeld.

RACONTER « SANS RÉSOUDRE »

Le regard de Koltès est ici indirect, l'auteur devenant son propre observateur, tout en se gardant de la paraphrase. Au risque parfois réducteur de la formule : « Les matches de base, c'est un résumé de tout l'art dramatique. » Ou, plus original : « Le cinéma et le roman voyagent, le théâtre pèse de tout notre poids sur le sol. » C'est de l'écriture qu'il parle le plus largement, le plus librement : « Je n'ai aucune raison d'écrire une pièce, sauf le fait d'écrire », avoue-t-il. Il dit le désir de raconter « sans résoudre », sa recherche « des phrases utiles » et conclut par son refus

d'écrire « quelque chose sur un sujet quelconque ».

Devant chacun, il réaffirme la place, centrale, du Noir « ni par sympathie, par solidarité ou par attrait sexuel », et l'Afrique, comme métaphore. Celle de l'amour : « Le mot le plus superficiel et le plus vague que je connaisse. » Celle de la langue enfin, qui ne l'intéresse jamais plus que « lorsqu'elle est altérée », et dont il note que « le rapport d'un homme avec une langue étrangère est un des plus beaux qu'on puisse établir ; et peut-être aussi celui qui ressemble le plus au rapport de l'écrivain avec les mots ». Partout affleure l'exigence de beauté, qu'il n'aura cessé d'interroger jusqu'aux derniers moments : « La seule morale qui nous reste est la morale de la beauté. »

Jean-Louis Perrier

★ Une part de ma vie. Entretiens (1983-1989). Minuit, 156 p., 75 F (11,43 €). Les Amertumes, Minuit, 60 p., 49 F (7,47 €). L'Héritage, Koltès, 78 p., 49 F (7,47 €). Bernard-Marie Koltès, d'Anne Ubersfeld. Actes Sud-Papiers, 212 p., 55 F (8,38 €).

Après Chéreau, de jeunes metteurs en scène touchés par l'œuvre

FRANÇOIS Koltès, réalisateur de cinéma, a hérité du droit d'auteur sur les œuvres de son frère, Bernard-Marie. En dix ans, sa ligne de conduite n'a guère varié : il dit oui à presque tous ceux qui, amateurs ou professionnels, veulent monter les pièces, à condition que l'intégrité du texte soit respectée. « Je refuse les adaptations car c'est un auteur récent, dont il faut d'abord faire connaître l'œuvre telle qu'elle est. » Au fil des ans, les demandes ont évolué : « En France, les pièces de Koltès sont moins jouées dans les théâtres nationaux mais beaucoup plus par les petites compagnies, les metteurs en scène indépendants ou les écoles. »

La Nuit juste avant les forêts est la pièce la plus montée – avec un seul comédien, sa production est économique –, suivie par *Dans la solitude des champs de coton*, largement popularisée grâce aux deux mises en scène successives de Patrice Chéreau. Dans le milieu professionnel, Koltès est devenu une référence, et ses œuvres remplissent les salles. Mais les quatre pièces données par Patrice Chéreau restent intouchables pour la plupart des metteurs en scène de sa génération, ceux qui ont vu ses spectacles.

« J'adore dans la solitude des champs de coton, mais j'aurais du mal à la monter après l'avoir vue magnifiquement mise en scène par Chéreau », explique Catherine Marnas qui a pourtant largement travaillé sur les pièces de Koltès. Michel Didym, originaire de Lorraine comme l'auteur, a monté *La nuit juste avant les forêts* et *Sallinger*, deux pièces qui n'ont pas été jouées par Chéreau. A Toulouse, Paul Berger, directeur du Théâtre du Pavé, a cependant mis en scène *Qual Ouest* en 1998, très attiré par la pièce et ju-

geant que « chacun doit être libre d'entreprendre une recherche théâtrale, quel que soit l'auteur ».

A vingt-huit ans, Jean-Christophe Sais ignore ces préoccupations. Un jour, ce comédien lyonnais a découvert *Sallinger* : « Le rapport à la mort, la notion d'infini, l'écriture sublime m'ont vraiment perturbé. » Sachant peu de choses de Koltès, il a décidé de monter cette œuvre « très poétique et très obscure, en évitant de plaquer des interprétations qui ferment la lecture de la pièce ».

« Le rapport à la mort, la notion d'infini, l'écriture sublime m'ont vraiment perturbé »

Il se sent touché par la « pudeur » des mots et des situations. « Les personnages sont tragiques au sens où ils ont dépassé leur drame, ils ne se lamentent jamais mais sont extrêmement lucides. »

Jean-Christophe Sais a réuni cinq comédiens, dont trois sont encore élèves au conservatoire. Avec les conseils de François Regnault, l'un des premiers admirateurs de Koltès, il a présenté récemment à des professionnels une esquisse de la pièce. Plusieurs théâtres lui ont fait confiance : ce *Sallinger* sera joué à Dijon (du 19 au 22 mai), à Tours et, au début de l'année 2000, au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis.

C. Ba.

La fameuse tragédie du riche Juif de Malte de Christopher Marlowe mise en scène Bernard Sobel 12 mars / 18 avril - Théâtre de Gennevilliers - Location 01 41 32 26 26



SAMEDI 20 MARS 17H
MALA PUNICA PEDRO MEMELSDORFF
D'AMOR RAGIONANDO BALLADES DU NEO-STILNOVO EN ITALIE (1380-1410)
tous les mélomanes curieux d'émotions raffinées et inédites sont conviés
LOCATION 01 42 74 22 77 - 2 PL DU CHÂTELET PARIS 4 95

La kitsch-attitude mène l'offensive dans la danse

« Home-made », ces spectacles incarnent le lien affectif (régressif ?) entre la maison et la scène

MADONES enguirlandées de loupottes multicolores, fausses pelouses vert fluo et nains de jardins, le kitsch habille la danse contemporaine. Riposte acide à l'épure post-moderne, aux scénographies somptueuses des années 80, cette esthétique bas de gamme à la séduction clinquante bazarde sur le plateau des stocks de gadgets à trois francs six sous. Reflet de la tendance décorative en vogue actuelle ? Agitation de surface par peur du vide ? Difficulté à s'affirmer ? Vite dit.

Ce (mauvais) goût revendiqué pour la pacotille, qui réjouit les uns et crispe les autres, inscrit la danse dans une stratégie nouvelle de proximité. Foin d'hermétisme, il s'agit d'être proche de soi, des gens, du populaire pour lequel ces chorégraphes ont beaucoup de tendresse. Les adeptes s'appellent : Marco Bertolini, Laure Bonicel, Christophe Triozzi, Frédéric Werlé. Parmi leurs références : Jeff Koons, Pierre et Gilles, Cindy Sherman, plasticiens, Claude François, le foot et la télévision. Et s'ils rient jaune à l'idée que leurs spectacles soient étiquetés « kitsch », ils finissent tous par admettre l'évidence. Kitsch, ils sont. Sans cynisme, ni démagogie.

Question d'amour et d'authenticité. Ils apportent sur scène leur enfance, leur milieu social. Quand Laure Bonicel, dans son autoportrait *Unité 01*, jallit de son sac à dos avec une foultitude de bidules, on a l'impression de la surprendre en train de s'amuser comme une gosse. « Lorsque mes parents ont assisté à la pièce intitulée *Blue Bosquet*, ils m'ont immédiatement revue gamine dans le jardin avec mes cahiers en plastique. Je ne l'avais pas du tout réalisé, le commence à épurer mes spectacles. Sans doute suis-je

en train de prendre confiance en moi. »

Protection de soi, nostalgie doublée de sentimentalisme, cette esthétique incarne un lien affectif (régressif ?) entre la maison et la scène. « Home-made », les spectacles participent d'abord d'un mode de vie. « Mon solo *Park* ressemble à mon appartement, commente Claudia Triozzi. Je ne me sers que de mon propre mobilier. Travailant sur la mémoire, j'aime que les choses aient vécu. Si j'avais un peu plus d'argent pour travailler, peut-être mes spectacles auraient-ils une autre apparence. »

UN DOUTE INCONFORTE

Rien n'est moins sûr. Économique, cette attitude est aussi éthique. « Quand ma lampe de salon convient à mon spectacle, pourquoi en achèterais-je une autre ? », constate Frédéric Werlé. Mes moyens financiers limités m'aident à ne pas me laisser embarquer dans des délites trop imposants. Le mouvement pour le mouvement ne lui suffisant plus, il revendique des pièces hétérogènes comme la vie.

On y danse, on y chante du Joe Dassin, on y cause de ses points noirs, on y donne la recette de la quiche lorraine. De la quiche au kitsch ? Frédéric Werlé y accueille aussi ses copains, fussent-ils non-danseurs. Tel Constantin Leu, costaud barbu à la présence massive. Qu'il se mette en slip ou dégage sa hache dans *La Kermesse héroïque*, son côté premier degré sème un doute inconfortable. Spectacle ou pas ?

Claudia Triozzi, la machine humaine

A partir de meubles très ordinaires, Claudia Triozzi conçoit des machines infiniment perverses. Elles sont au cœur des tableaux vivants qui constituent son solo *Park*. Assise à côté d'une table pourvue d'un bras métallique au bout duquel est fixée une éponge, la chorégraphe s'active à un nettoyage mécanique, tout en appuyant sur des sonnettes avec ses pieds. Chaque geste entraîne la chute de brochettes de saucisses qui finissent par lui recouvrir le visage comme un casque.

Un peu plus tard, elle remplit des coupes à glace qui tombent par terre en même temps qu'elle grille sa chaussure sur un réchaud. Humaine machine happée dans un engrenage dont le sens lui échappe. *Park* sidère par sa cruauté froide, sa dinguerie déterminée. Certains soirs, Claudia Triozzi manque de courage pour se glisser dans cet état de tension coupante et désespérée. Comme si cette danse révélait, à sa façon sauvagement décalée, une réalité invivable.

Cette intrusion de la « vraie vie » dans une œuvre chorégraphique crée un hiatus violent. Ce choc, Marco Bertolini le cultive avec délectation. Dans *Un maximum d'émotion*, il pose telle quelle sur le plateau une femme, Eliane Adatto, rencontrée dans un meeting Nutella. Son corps marqué, son regard brut font basculer la pièce dans une zone non balisée où soudain tout peut arriver. Jouant avec les limites, Marco Bertolini s'approprie les faits divers (mort de Diana, histoires de meurtrier), écrit des chansons rigolotes et danse, quand c'est absolument nécessaire. Ses pièces, qui traillent par ailleurs de l'Europe ou de l'idéologie nazie, froissent parfois le dérapage. « On peut être attendri ou dégoûté par la sous-culture, mais elle ne nous est pas si étrangère que ça. Et il m'importe peu de faire passer des sensations que d'avoir un style chorégraphique. » Contre les joies gestuelles produites au kilomètre, contre le savoir-faire, ce kitsch subversif, à prendre au moins au cinquième degré, cultive le non-sens.

« Le public a envie d'être dans la beauté et la pureté, commente Mark Tompkins, qui n'a de cesse depuis vingt ans de secouer les clichés et travaille actuellement sur l'adolescence. Le kitsch l'emmène dans un territoire plus trouble où il est obligé de s'interroger sur son propre jugement et sa morale. » Cette mise à mal des valeurs établies, Christophe Haleb la pousse jusqu'à l'outrance. Dans *La Marche des Vierges*, un homme noir travesti en madone se fait violer tandis qu'un autre se pavane en robe de mariée dans *Sous les pieds des citoyens vivants*. « A force de s'autoréguler, on va finir par étouffer. Avec le kitsch, j'attaque les institutions qui figent la pensée, le pouvoir de la majorité. Il me permet de rester mobile, libre et vivant. »

Rosita Boisseau

* Frédéric Werlé, du 22 au 27 mars, dans le cadre de *Charlottesville*, au Théâtre 140 à Bruxelles. Claudia Triozzi, le 25 mars à Ajaccio. Marco Bertolini, le 27 mars à Ajaccio. Mark Tompkins, du 27 au 30 avril à Strasbourg. Christophe Haleb, le 8 mai à Cergy-Portoise.

Peter Zumthor obtient le prix Mies-Van-der-Rohe

LE SOIXIÈME prix Mies-Van-der-Rohe d'architecture a été attribué le 8 mars, à Weimar (Allemagne), au Suisse Peter Zumthor pour le musée d'art qu'il a construit à Bregenz (Autriche). Ce prix, fondé en 1987 par la Commission européenne, le Parlement européen et la Fondation Mies-Van-der-Rohe de Barcelone, est accompagné d'une récompense de 50 000 euros (328 000 francs).

Peter Zumthor, né en 1943 à Bâle, a déjà obtenu le prix Carlberg en 1998. Il a édifié plusieurs bâtiments en Suisse, notamment, dans les Grisons, les exceptionnels thermes de Vals. Il construit actuellement le centre de documentation sur le régime nazi de Berlin ainsi que le pavillon helvétique pour l'Exposition universelle de Hanovre, en l'an 2000. C'est un voltigeur de la lumière et un puriste de la ligne droite, sous les auspices du plus rigoureux des architectes américains d'origine allemande : Ludwig Mies Van der Rohe. C'est dans le pavillon dessiné par Mies en 1929 pour l'exposition de Barcelone qu'aura lieu, le 16 avril, la cérémonie de remise du prix.

Le jury, présidé par l'historien Vittorio Lampugnani, est composé d'architectes ou d'experts en ce domaine, parmi lesquels le lauréat de l'année précédente : Dominique Perrault, auteur de la Bibliothèque nationale de France. Les lauréats précédents ont été Alvaro Siza, Norman Foster, Esteve Bonell et Nicholas Grimshaw. Parmi les bâtiments retenus figuraient notamment la « maison » de Rem Koolhaas à Bordeaux, le Centre de culture de Lucerne, de Jean Nouvel, le Studio de Bernard Tschumi au Fresnoy, et un bel immeuble d'Odile Seyler, à Paris. Un expert par pays — pour la France, le critique Jacques Lucan — propose une liste au jury.

Le rapport Poirot analyse les dysfonctionnements de la BNF

Parmi les revendications des personnels de la Bibliothèque nationale de France lors des grèves qui l'ont paralysée à l'automne 1998 figurait la création de commissions chargées de pointer les dysfonctionnements de l'établissement. Albert Poirot, inspecteur général des bibliothèques, a suivi leurs travaux et vient de remettre ses conclusions, après avoir rencontré 310 personnes, soit plus de 10 % des effectifs de la BNF-François-Mitterrand. Son rapport — sévère — vient d'être déposé sur le bureau de Catherine Trautmann, ministre de la culture.

Puisqu'il s'agit d'une synthèse, Albert Poirot pointe d'abord les

causes de la grève : pannes du système informatique, faisant remonter des revendications plus anciennes, horaires de vacataires, « fort ressentiment » contre la direction de la BNF « accusée d'impéritie et d'autoritarisme ». Il constate ensuite que le site de Tolbiac « secrète une ambiance sécuritaire pénible pour le public comme pour le personnel » et que les échanges qu'il a pu avoir « ont souvent traduit un mal-être, un réel malaise social et psychologique, (...) une morosité provoquée par l'environnement ». Le rapporteur ajoute que « le bâtiment du site François-Mitterrand accumule les contre-performances ».

Leurs causes ? « La bibliothèque ne se remet pas d'un lourd déficit de programmation », c'est-à-dire de définition des contraintes avant le concours d'architecture. La climatisation est défectueuse, les nombreuses portes, déteriorées et trop lourdes, les couloirs intérieurs « interminables et consternants ». Il a constaté l'absence d'un confort minimal pour les personnels qui contraste avec le luxe des espaces destinés aux lecteurs, et un manque paradoxal de place (pour le dépôt légal notamment) dans un bâtiment de 160 000 m² de surface utile. Les rayonnages denses mobiles, dits « compactus », à commande électrique, fonctionnent toujours difficilement.

La maintenance (le département des moyens techniques) a été sous-estimée : « un seul serrurier, certes assisté d'un jeune titulaire de CAP affecté à l'entretien des 10 000 portes et trappes que comprend le bâtiment ». De plus, « les solutions architecturales et techniques retenues au titre du projet ne sont pas les plus économiques du financement public ».

40 % DE NON-TITULAIRES

Les problèmes posés par la diversité des statuts du personnel échappent largement à la direction de la BNF mais pèsent gravement sur le maniement de la lourde machine. Sur 2 890 personnes employées par l'établissement (2 061 pour le seul site de Tolbiac), 40 % sont non titulaires, avec des ré-

gimes qui sont un véritable casse-tête (21 pour les seuls vacataires). Une réforme est en cours, mais « le chantier [administratif] est compliqué car il met en jeu au moins cinq ministères ». Enfin, les méthodes de la direction sont globalement contestées : « centralisation excessive », « lenteur des réponses », « autoritarisme », « contrôles tatillons », « manque de délégation », « goût du secret ».

On devine entre les lignes le reproche d'Albert Poirot envers la direction de la BNF d'avoir transféré à Tolbiac l'organisation du travail, déjà archaïque, qui existait rue de Richelieu. Et c'est sans doute ici, dans le domaine technique de l'encaissement, des horaires, de l'évolution des carrières, de la formation que les commissions sont intervenues avec le plus de précision.

L'afflux du public, pourtant attendu, engendre de nouvelles tensions, notamment dans la bibliothèque haut-de-jardin destinée au grand public (essentiellement étudiant). Le rapport suggère vigoureusement l'amélioration de l'accueil et de l'orien-

tation des lecteurs ainsi que celui des réservations toujours insuffisantes. L'ouverture, sept jours sur sept, des salles de lecture, prévue par la direction avant les grèves, toujours réclamée par certains lecteurs et contestée par le personnel, est également analysée. En raison des difficultés que connaît la BNF, le rapporteur n'est pas favorable à un changement prématuré : « Une décision à ce sujet ne saurait être prise dans l'urgence. »

Enfin, M. Poirot passe en revue certains problèmes qui pour être peu connus du public n'en sont pas moins inquiétants, car ils touchent à la raison d'être de la BNF : retard du catalogue des ouvrages en stock (63 706 pour le seul haut-de-jardin) ; baisse des crédits d'acquisition (- 27 % en 1999) ; absence de réflexion suffisante sur les problèmes touchants à la conservation des documents. La BNF « doit maîtriser les conséquences de sa croissance en particulier sur le plan de son organisation », conclut le rapporteur.

E. de R.

COMMENTAIRE

ET L'INFORMATIQUE ?

Albert Poirot, qui n'a pas été tendre pour la direction de la Bibliothèque nationale de France, indique que « les changements ne se feront pas sans l'encadrement et encore moins contre lui. Mais le corollaire de cette affirmation est que l'encadrement ne doit pas sous-estimer l'importance des améliorations à apporter. » Cette conclusion, légèrement tautologique, indique que les principaux efforts à fournir pour remettre la BNF sur les rails sont du côté de l'organisation du travail et des relations avec le personnel.

On ne peut que lui donner raison sur ce point. Les solutions passent par une concertation accrue entre la direction, qu'il est inutile de diaboliser davantage, et un personnel déstabilisé par un emménagement hâtif, conséquence d'une programmation à géométrie variable. Une tâche difficile mais possible.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ont une lourde responsabilité dans les dysfonctionnements, mais il est sans doute trop tard pour reprendre l'aménagement d'un bâtiment qu'il va falloir bricoler à grands frais — il y aura toujours 270 mètres entre les tours », indique un syndicaliste.

En revanche, c'est le principal reproche qu'on peut adresser au rapport, l'analyse du volet infor-

Emmanuel de Roux

SAINT-PATRICK
SAINT-PATRICK
SAINT-PATRICK

Partez avec votre voiture de Cherbourg ou Roscoff. Pour connaître l'ensemble de nos propositions demandez notre brochure au 01 42 66 90 90 ou auprès de l'Office de Tourisme Irlandais ou chez votre agent de voyages.

390€ par personne (aller-retour) jusqu'au 27 mai 1999

Transports et Voyages c/o Irish Ferries

A la Saint-Patrick, la Bretagne chantante investit Bercy

RENNES

de notre correspondante régionale

Ce 16 mars, veille de la Saint-Patrick, Bercy est une île bretonne. Sur scène, les quatre piliers de la musique breizh : Alan Stivell, Gilles Servat, Tri Yann et Dan Ar Braz. Dans la salle, des Bretons de Paris, des Bretons de Bretagne venus par cars entiers et des Parisiens en amoureux de musique celtique.

Les quatre pionniers ont trente ans de carrière derrière eux, ils ont tourné sur les mêmes scènes, se connaissent, mais joueront pour la première fois ensemble. Un cinquième groupe armoricain, Arimens, abaissera la moyenne d'âge de ces artistes prêts à célébrer « une grande messe laïque bretonne », dixit Jean-Louis Jossic, de Tri Yann.

UNE FÊTE DE FAMILLE

Il y a pourtant un saint dans l'affaire : Patrick, le patron des Irlandais. « C'est un Breton insulaire », précise Jean-Pierre Pichard, directeur du Festival interceltique de Lorient et organisateur du concert. Au terme d'un long développement historique, il reconnaît : « Le lien entre Saint-Patrick et la Bretagne est un peu tiré par les che-

celtique, auquel la Bretagne appartient. Il fallait bien choisir une date pour cette fête de famille. La Saint-Patrick est depuis quelques années très populaire en France. Va pour la Saint-Patrick. Il fallait aussi une salle. Grande. Ils ont eu la plus vaste de France (16 000 places), qui se trouve à Paris. Un peu paradoxal pour des artistes qui depuis trente ans défendent et illustrent sans relâche la culture bretonne. Ils auraient pu jouer à Rennes, à Brest ou à Nantes... Mais les salles locales sont désormais trop petites pour accueillir un public qui a grossi au fil des années 90.

Aujourd'hui à la crête de la vague celtique, dont témoigne le succès de Manau et la manie des compils celtiques, les quatre grands regardent vers le passé sans amertume. Pourtant, après la flambée des années 70, la France n'a plus voulu d'eux. Pendant les années arides, ils se sont interrogés, mais ils n'ont pas plié. Les scènes bretonnes, irlandaises, canadiennes les ont accueillis. Bercy n'est pas une revanche, mais une occasion de se féliciter du « travail » accompli au fil des décennies sur scène, en faveur, dit Jean-Louis Jossic, d'une « Bretagne créative ».

SAISON MONDIALE DU TOURISME

Pour aller dans le monde entier, réservez les billets de la Saison Mondiale du Tourisme.

18-25 ans

Tarif réduit

Pollock à Londres : un autre éclairage

Après New York, la ville accueille une rétrospective de l'œuvre du peintre américain

JACKSON POLLOCK. Tate Gallery, Millbank, Londres SW1P 3BQ. Tél. : 00-44-171-887-8007. Tous les jours de 10 heures à 17 h 40, samedi de 10 heures à 19 h 40. Entrée : 7,5 £. Jusqu'au 6 juin. Catalogue : 336 pages, 50 £.

En passant de New York (*Le Monde* du 19 décembre 1998), à Londres, la rétrospective Pollock s'est délestée : le MOMA présentait 160 peintures et œuvres sur papier, la Tate Gallery en compte 80. Soit moitié moins. Mais c'est encore bien, très bien même, largement assez pour justifier le déplacement. L'exposition n'ira pas ailleurs, et il faudra attendre des années avant qu'une nouvelle occasion se présente de revoir aussi largement l'œuvre dans tous ses états du « héros » reconnu de la peinture américaine d'après-guerre. Rappelons que celui-ci n'avait fait l'objet d'aucune grande exposition, en Europe comme aux États-Unis, depuis celle de 1962 au Centre Georges Pompidou, qui comportait une quarantaine de tableaux et une vingtaine de dessins.

Le parcours chronologique accordé, à Londres comme à New York, une large place aux travaux antérieurs aux grands drippings de 1947-1950. *Birth, The She-Wolf, Male and Female, Guardians of the Secret, Paspheph...* Tous les tableaux importants du début des années 40 sont là avec leur poids de mystère, leur singulier imbroglio de figures mythiques minotauriennes ou pas, de dessins semi-automatiques, de pictogrammes et de couleurs ; avec leur archaïsme, leur violence sauvage et leur vitalité. Mais ils ne sont pas accompagnés d'autant

d'œuvres sur papier, de ces recherches orageuses ou très posées, infiniment précieuses, moins pour la mise en évidence des sources multiples de l'artiste, de Thomas Henry Benton et des muralistes mexicains à Picasso et Miro - lesquelles sont décelables à travers les peintures -, que pour la façon dont Pollock s'y prend pour canaliser sa violence et tenter de résoudre ses contradictions, en naviguant entre une écriture spontanée et la discipline du trait, entre la présence et l'absence d'images et de figures.

L'exposition de Londres ne regorge pas non plus de très grandes peintures des années 47 à 50, qui sont fragiles et ne circulent pas beaucoup. *Number 13A, 1948 : Arabesque* avec son écriture blanche sur fond rouge sombre, *Summer-time : Number 9A (1948)*, une frise presque primésautière qui appartient à la Tate Gallery, *Number 3, 1950* et sa grisaille, *Lavender Mist : Number 1, 1950* et ses douceurs violines, *Number 32, 1950*, un réseau dramatique de couleurs noires sur fond blanc, *One : Number 31, 1950*, aux odeurs de terre brûlée... Le choix reflète la richesse de l'œuvre produite au cours de ces quelques années bénies, quand Pollock mûrit, que jamais dans sa peau, circulant autour des toiles au sol et faisant glisser les couleurs de quelque brosse, bâton ou boîte trouée.

Mais tel que le parcours est orchestré, ce Pollock-là, celui du photographe Hans Namuth, champion de l'action painting et initiateur de l'expressionnisme abstrait, est moins saisissant. L'alternance dans les salles de grands et de petits tableaux ramène le travail d'ailleurs à des proportions moins américaines. S'agirait-il de le remettre à



« Number 19, 1951 » (1951). Huile et émail sur toile (154,9 x 134,6 cm).

une plus juste place dans le cours houleux de l'œuvre ? On peut le penser d'autant que les dernières années - les mal aimées, souvent considérées comme le début de la fin, parce que marquées par la résurgence des thèmes et des figures du début des années 40 -, sont bien représentées, notamment par un ensemble fort de peintures noires et blanches gonflées de corps.

MOINS DE CHOCS VISUELS

Si l'exposition de la Tate Gallery est sensiblement différente de celle de New York, ce n'est pas seulement parce qu'elle est réduite. Les enjeux n'y sont pas les mêmes. La distance à l'œuvre y est autre, logiquement. Il ne s'agit plus d'immerger le visiteur dans l'œuvre au complet, quitte à le submerger, pour lui faire perdre les habitudes de regarder Pollock à travers l'écran appauvrissant de la critique formaliste. En Europe, on n'a pas forcément un tel besoin. Les An-

glais, beaucoup moins immédiatement concernés, naturellement plus cool, bénéficiant, aussi, du « débroussaillage » de l'exposition américaine, avaient plus de recul pour faire la leur, et en ont pris.

Moins d'émotion, moins d'orages, moins de chocs visuels. L'espace est autre. Les salles très hautes ainsi que l'accrochage espacé assurent une respiration différente aux œuvres. Les plus grandes impressions moins, paraissent plus fermées, d'emblée plus construites, plus classiques, plus lointaines. Mais il y a aussi, pour rapprocher de l'œuvre, cette lumière zénithale qui permet de plonger comme jamais dans l'épaisseur de la peinture, de déceler le moindre relief, de se perdre dans l'imbroglio des couleurs, des gouttes et des coups de brosse et presque de revivre le vertige du temps d'exécution.

Geneviève Breerette

La savoureuse conversation de M^{me} de Sévigné et M. de La Fontaine

LA VEUVE ET LE GRILLON. salon musical autour de Madame de Sévigné et Monsieur de La Fontaine. Musiques de d'Anglebert, Marchand, Charpentier, Lully, etc., textes de Daniel Soulier. Mireille Laroche (m. en s.), Françoise Denieau (danse et chorégraphie). Péniche Adélaïde, quai de la Loire, Paris 19^e, le 11 mars. Prochaines représentations, du jeudi au samedi à 20 h 30, dimanche à 15 heures, jusqu'au 27 mars. Représentation supplémentaire, le 24 mars, à 20 h 30. Tél. : 01-53-38-49-49.

C'est dans la Péniche-Opéra, promue salon nautique littéraire, que nous sommes conviés - à la fois témoins et presque partenaires tant la distance avec la scène est réduite - à un rendez-vous savoureux en bonne compagnie. A partir d'un beau texte de Daniel Soulier et d'un montage musical judicieux et soûlement intégré, Mireille Laroche et ses comparses nous offrent la

conversation, comme ce siècle en avait le génie, de deux esprits pour le moins antithétiques : Madame de Sévigné, « la veuve » en deuil permanent de l'existence, et le sieur de La Fontaine, « grillon » chantant dans le foyer des plaisirs. Nous les voyons passer de la séduction à la joute et aborder les grands enjeux de leur temps - sans que l'effroyable démon pédagogique s'interpose en tiers. Grâce soit rendue à Daniel Soulier : on le sent si familier des œuvres et du temps qu'il sait garder la belle langue sans affecter la fâcheuse et nous en régaler.

INCLINATIONS CONTRADICTOIRES

Madame de Sévigné, dont la vie ne fut donc, à l'en croire, que souffrances, ne quitta pourtant jamais ce ton tantôt lyrique et passionné, tantôt précis et acéré qui fit le sel de ses écrits et transforma un corpus épistolaire en œuvre littéraire. Lues et relues, copiées, commentées, ces lettres sont autant de chroniques talentueuses à quoi on donnait d'ailleurs des titres : ainsi « celle du cheval » ou « celle de la prairie ».

mandée à Madame de Coulanges par la sœur de Madame de Montespan. Toutefois, si diverse soit-elle par les tons employés, M^{me} de Sévigné resta centrée sur la foi et sur la passion qu'elle vouait à sa fille.

Avec La Fontaine, nous tenons en revanche un auteur du foisonnement, tant il se présente comme un fatras d'inclinations contradictoires : complexité qu'il cultiva en marge des genres classiques, pour se constituer délibérément en poète insulaire. « *Acante est un homme inégal à tel point que d'un moment à l'autre on ne le connaît point* ». La Fontaine est partout : cercle janséniste, la Cour et le Temple, la ville et le jardin, le triptot et l'Académie, enseigneur du roi et fidèle à Fouquet, son premier protecteur ; il n'est pas de genre où il ne se soit essayé, des contes grivois aux poésies chrétiennes, la fable se révélant parfaite pour les voix multiples d'un auteur protéiforme.

La confrontation n'est pas sans intérêt et pose au-delà de son inscription historique la question universelle du bon usage de la vie... Béatrice Cramoix (qui assure aussi la direction musicale) campe la marquise avec zèle et chaleur,

même si son chant n'a pas la régularité d'exécution d'une grande interprète et si l'on est parfois gêné par un jeu souligné comme par excès de conviction. Bernard Deletré incarne un fabuliste tantôt méditatif, tantôt gouléant en diable et grivois avec malice, mariant avec la même aisance l'art de dire et celui de chanter - sans compter celui de se taire, qui n'est pas le moindre : il sait alors sur son visage jouer encore la volupté rêveuse et les instants d'angoisse propres au maître de Châteauneuf-Thierry, qui ne paraît simple qu'à ceux qui ne l'ont pas lu !

Les musiques ne sont en rien un écran au texte mais partie prenante de l'échange. De même les intermèdes chorégraphiques, qui font respirer l'ensemble sans en distraire. Les musiciens sont tous bien venus ici, particulièrement Sylvia Abramowitz à la viole de gambe. On regrettera toutefois que le public ne soit pas suffisamment averti des compositeurs qu'on lui donne à entendre, nombre d'entre eux n'étant pas des plus connus : là, pour le coup, un brin de pédagogie eût été nécessaire !

Marie-Aude Roux

INSTANTANÉ

PAROLES POLITIQUES

On parlera politique, mardi 16 mars au soir, au « ciné-citoyen », club municipal du 11^e arrondissement. Deux films alimenteront les débats, en présence du psychanalyste Gérard Miller et de la réalisatrice Esti. Le premier est un extrait du discours d'André Malraux du 4 septembre 1958, où il exhorte le peuple à se rallier au général de Gaulle et à la nouvelle Constitution. Voilà pour l'émotion et la trame discursive. Le second, présenté en avant-première de sa diffusion sur Arte (le 30 mars, à 20 h 45), nous introduit dans les arcanes de l'apprentissage moderne, c'est-à-dire audiovisuel, à cet art ancien qu'est la rhétorique. C'est tout l'intérêt du film d'Esti, précédemment intitulé *La Parole en politique*.

La réalisatrice filme Bernard Carayon, maire de Lavaur et conseiller général RPR du Tarn, en croisant ses interventions publiques lors de la campagne pour les régionales de

mars 1998, avec le travail qu'il mène en compagnie du conseiller en communication, Karim Selah. En contrepoint de ce montage alterné, Esti introduit des extraits d'un entretien avec Philippe Séguin qui dit son refus d'un monde « à la Antonioni », en définissant l'opinion publique sur le modèle des juges de l'ancien temps : « Il faut la considérer comme une garce qui n'a pas le droit d'entrer dans le parloir... »

Le « premier », oscillant entre élève docile et honnête homme, se livre à des exercices saugrenus, s'observe sur le moniteur vidéo. Le « second » tente d'enflammer les foules en égrenant d'un ton lyrique des formules à l'emporte-pièce. Étonnant contraste qui suggère l'abîme existant entre le Carayon numéro un (homme subtil citant en privé Marx et Jaurès) et le Carayon numéro deux (homme de son parti qui exalte en public « les valeurs françaises »).

Jacques Mandelbaum

★ Ciné-citoyen : 16 mars, 20 heures, 15, qje Merlin, Paris 11^e.

SORTIR

PARIS

L'Avenir oublié. Ce texte de Slimane Benalissa, mis en scène et interprété par l'auteur, s'articule autour de deux jeunes : un Israélien qui refuse d'être mobilisé et un Palestinien qui ne parvient pas à se faire intégrer dans l'armée israélienne. Par ce jeu de miroirs croisés, Slimane Benalissa, en collaboration avec André Chouraqui, nous livre une réflexion sur la parenté culturelle des deux camps. Acteur, auteur et metteur en scène algérien, Slimane Benalissa est exilé en France depuis 1993. *Maison de la culture, 1, boulevard Léonine, 93 Bobigny. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Jusqu'au 3 avril. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.*

Gianmaria Testa. Italien à la voix italienne, Piémontais au charme intelligent, Gianmaria Testa a trouvé sa voie par son dernier album *Lampo* (chez Tôt ou Tard), qu'il met en scène aujourd'hui, avec sa guitare et ses musiciens dont le trompettiste et pianiste David Lewis, complice d'Arthur h. Gianmaria est chef de

gare, il compose des instantanés poétiques, des brèves de vie, d'où ni les odeurs de campagne ni les ambiances d'été, d'automne, d'hiver.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^{me} Châteauneuf-Eau. Les 16, 17, 18, 19 et 20, à 20 h 30. Tél. : 08-03-80-88-03. 120 F.

GRENOBLE

Joseph Jarman. L'autre idée de la musique noire : Joseph Jarman, saxophoniste et multi-instrumentiste (Pine Bluff, Arkansas, 1937), musicien de blues et de rock and roll, rallié à la cause des avant-gardistes de Chicago (Richard Abrams, Roscoe Mitchell), membre de l'Art Ensemble, interprète de John Cage, comédien musical, personnalité secrète, Jarman improvise dans (avec, contre, pour) les sculptures et installations de Kiriil au Musée d'art moderne de Grenoble : exception, expérience, excès, grande expectative.

Musée d'art moderne, 5, place Lavallette, 38 Grenoble. Tél. : 04-76-63-44-44. Le 17 mars, à 19 heures et 20 heures. 80 F et 60 F.

GUIDE

REPRISES

Allons donc, papa ! de Vincent Minnelli. Américain, 1951, noir et blanc (1 h 21). *Rituel Médias, salle Louis-Jouvet, 5^e (01-43-54-42-34).*

Lolita de Stanley Kubrick. Britannique, 1962, noir et blanc (2 h 35). *Action Ecoles, 5^e (01-43-29-78-89).*

Les mains qui tuent de Robert Siodmak. Américain, 1944, noir et blanc (1 h 27). *VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).*

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (223 Fmn).

VERNISSAGES

Décor de paquebots. Espace Landowski, Musée des années 30, 28, avenue André-Morizet, 92 Boulogne-Billancourt. Tél. : 01-55-18-53-70. Mardi de 12 heures à 18 heures ; mercredi et samedi de 10 heures à 18 heures ; jeudi de 14 heures à 20 heures ; vendredi de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 13 heures à 18 heures. Du 16 mars au 16 juin. 30 F. 20 F.

The Black Photo Album. Johannsburg, 1890-1920. *Fnac Montparnasse, 136, rue de Rennes. Paris 6^e. M^{me} Montparnasse-Bienvenue. Tél. : 01-49-54-30-00. De 10 heures à 19 h 30. Fermé dimanche. Du 16 mars au 24 avril. Entrée libre.*

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (- 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

L'île morte de René Zahnd, mise en scène d'Henri Rorse, avec Claude Mathieu, Jean-Marie Galey, Jérôme Pouly et Jean-Claude Drouot. *Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^{me} Saint-Sulpice, Skyras-Baby-Jone. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-44-39-87-00. De 65 F à 160 F. Jusqu'au 22 avril.*

Le Léon. d'Eugène Ionesco, mise en scène de Christian Schiaretti, avec David Bouvet, Emmanuelle Déry et Salen. *Théâtre de la Ville, 2, rue Morsellin-Berthelot, 83 Montreuil. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-48-58-52-05. Durée : 1 heure. De 50 F à 90 F.*

Miroirs noirs d'Arno Schmidt, mise en scène de Patrick Sommer, avec Yann Collette et Marie Caries. *Maison de la culture, 1, boulevard Léonine, 93 Bobigny. Le 16, à 20 h 45. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F. Jusqu'au 11 avril.*

Hélène Colliette (violin), Nadine Pierre (violoncelle), Emmanuel Strosser (piano).

Brigitte Chataignier, Michel Lestréhan Danse et art martial du Kerala. *Théâtre contemporain de la danse, 9, rue Geoffroy-l'Asnien, Paris 6^e. M^{me} Saint-Paul. Le 16, à 19 heures. Tél. : 01-42-74-44-22.*

La la la Human Steps Edouard Lock. *Salle de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 6^e. M^{me} Châtelet. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.*

Junior Ballet Lar Lubovitch : *Marimba*. Douglas Becker. *M^{me} Montparnasse-Bienvenue. Tél. : 01-49-54-30-00. De 10 heures à 19 h 30. Fermé dimanche. Du 16 mars au 24 avril. Entrée libre.*

Conservatoire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^{me} Porte-de-Pantin. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-40-40-46-46.

Anabelle Mouloudji *Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16^e. M^{me} Trocadéro. Le 16, à 19 h 30. Tél. : 01-53-65-30-00. Entrée libre. Jusqu'au 21 mars.*

Stan Laferrière Tenet *Perit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1^e. M^{me} Châtelet. Le 16, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.*

The Brian Setzer Orchestra *Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{me} Anvers. Le 16, à 19 h 30. Tél. : 01-53-65-30-00. Entrée libre. Jusqu'au 21 mars.*

Yann Tiersen *Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. M^{me} Opéra, Madeleine. Le 16, à 19 heures. Tél. : 01-42-25-49. 140 F.*

Bretagnes *Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 13^e. M^{me} Porte-de-Bercy. Le 16, à 19 heures. Tél. : 01-44-68-44-68.*

Artango *Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 6^e. M^{me} Hôtel-de-Ville. Le 16, à 19 heures. Tél. : 01-42-71-46-50. 120 F. Jusqu'au 8 mai.*

Ricardo Vilas *Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9^e. M^{me} Pigalle. Le 16, à 19 h 30. Tél. : 01-44-52-77-66. De 60 F à 80 F.*

Taoufik Bestaoui *Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris 15^e. M^{me} Boucicaut. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-45-54-95-31. 80 F.*

RÉSERVATIONS

Michael Brecker *New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^{me} Châteauneuf-Eau. Le 26 mars. Tél. : 01-45-23-51-41.*

Elvin Jones *New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^{me} Châteauneuf-Eau. Les 26 et 30 mars. Tél. : 01-45-23-51-41.*

Orbital *Elysée Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^{me} Anvers. Le 14 avril. Tél. : 01-44-52-45-45.*

DERNIERS JOURS

20 mars : Trois monologues de Bernard Noël, mise en scène de Charles Tordjman, avec Serge Maggiani. *Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161, rue rue Saint-Martin, Paris 3^e. Tél. : 01-44-54-53-00. 60 F et 80 F.*

La Seconde Surprise de l'amour de Molière, mise en scène de Daniel Mesguich. *Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9^e. Tél. : 01-53-05-19-19. De 40 F à 160 F.*

SALON MONDIAL DU TOURISME

Pour partir dans le monde entier, suivez les pointillés !

Tarif réduit 40 F au lieu de 50 F sur présentation de cette annonce à l'entrée. Offre valable pour une personne.

PARIS EXPO - PTE DE VERSAILLES
10 H A 19 H - NOCTURNE VENDREDI 21 H

18-21 mars

EN VUE

■ Lundi 15 mars à Mexico, onze guérilleros zapatistes ont disputé, en passe-montagne noir, une partie de football contre une équipe de vétérans.

■ La compagnie brésilienne des chemins de fer (RFFSA), condamnée à des dommages et intérêts après la mort accidentelle d'un cheminot, offre à sa veuve, Osmarina de Figueiredo, employée de mine de pyrite, 6 millions de tonnes de déchets toxiques avaient envahi le lit du fleuve Guadamar, menaçant de s'infiltrer dans le parc tout proche de Doñana. Ce parc, réserve unique, inscrite au patrimoine de l'humanité, d'une faune et d'une flore protégées, s'étend en bord de mer et sert de refuge aux

■ Un ouvrier d'une centrale hydro-électrique péruvienne, hospitalisé depuis « de façon prolongée », avait rapporté chez lui, dans la poche arrière de son pantalon, un bâtonnet d'iridium 192 ramassé dans un champ.

■ « En général, pour qu'une femme s'en prenne à un homme de cette façon, il faut qu'il soit comme Arnold Schwarzenegger ou Bill Clinton », estimait, lundi 15 mars, devant un tribunal de Tel Aviv, une magistrate doutant de la version de Shlomo Nour qui, accusé du viol de Miss Israël, soutenait : « Le violé c'est moi ! »

■ Hillary Clinton répondra, jeudi 18 mars, sur Internet (<http://www.americaonline.com>) aux questions sur son chat Stocks et son chien Buddy.

■ Les habitants de Wiseman's Bridge, en Grande-Bretagne, où George s'est réfugié après avoir échappé à des chasseurs, iront chercher leur courrier au village voisin : « Nous arrêtons les distributions lorsqu'il y a un chien dangereux. C'est perché avec les faisans », leur a expliqué le porte-parole de la Poste royale.

■ L'inspecteur adjoint Jatan Singh déclare : « Aujourd'hui, je n'en veux plus à personne », après avoir, pour apaiser ses instincts brutaux, suivi pendant dix jours à New Delhi, en compagnie d'un millier de policiers indiens, l'enseignement hindou du Vipassana : méditation, silence, abstinence sexuelle et régime à base de fruits et de céréales.

■ Des députés argentins, s'inspirant du cas Pinochet, ont demandé sans succès l'inculpation du Prince Charles, en visite officielle, pour les atteintes aux droits de l'homme commises par la Grande-Bretagne en 1982 aux Malouines.

■ Les six millions de livres versés chaque année par l'Etat britannique fondent comme neige entre les mains de la reine mère qui, de fête en fête, habituée aux fastes surannés de l'empire colonial, va sur ses quatre-vingt-dix-neuf ans sans compter : elle doit quatre millions de livres (40 millions de francs) à son banquier.

Christian Colombani

Un an après la catastrophe écologique d'Aznalcollar

La presse espagnole donne des prévisions contradictoires concernant le nombre d'oiseaux migrateurs qui vont mourir, empoisonnés par les déchets toxiques qui ont envahi le parc naturel andalou le 25 avril 1998

LA PRESSE espagnole se mobilise à l'approche du premier anniversaire de la catastrophe écologique d'Aznalcollar, en Andalousie, où, le 25 avril 1998, venus de la rupture d'un bassin de rétention d'une mine de pyrite, 6 millions de tonnes de déchets toxiques avaient envahi le lit du fleuve Guadamar, menaçant de s'infiltrer dans le parc tout proche de Doñana. Ce parc, réserve unique, inscrite au patrimoine de l'humanité, d'une faune et d'une flore protégées, s'étend en bord de mer et sert de refuge aux

derniers exemplaires du lynx ibérique et de l'aigle royal. Mais il est surtout connu pour les centaines d'espèces d'oiseaux qui ont trouvé refuge sur ses marais. Or le quotidien catalan *La Vanguardia* vient de lancer un cri d'alarme. A l'en croire, la moitié des quelque 40 000 oiseaux migrateurs venus passer l'hiver sur les terres clémentes de Doñana rentreront empoisonnés, à des degrés divers, dans leur pays d'origine.

Parmi les espèces les plus menacées figuraient les cigognes, dont

LA VANGUARDIA
La contamination affecte à la moitié de los zansos de Doñana

la moitié de celles qui vivent dans le parc présentent des signes de contamination à l'arsenic, et les oies sauvages, dont beaucoup proviennent de Suède. Selon *La Vanguardia*, les oies, habituées à se

réunir dans une zone très protégée du parc, auraient dû se déplacer cet hiver, en raison d'une avarie du contrôle du réseau hydrographique qui s'est traduite par l'assèchement d'un marais, pour trouver l'humidité qui leur convient, presque aux portes du parc, dans la zone de « Entremuros », la précisément où s'était arrêtée la coulée toxique. Résultat, explique le journal (s'appuyant sur les études d'une équipe de scientifiques qui a travaillé en Suède cet été avant d'aller plus tard contrôler les oies

une nouvelle fois, en Andalousie) le sang de ces oiseaux montre des traces de métaux tout à fait significatives. Entre autres du zinc, du cuivre et de cadmium. Ce qui signifie, d'après les sources de *La Vanguardia*, que « beaucoup de ces oiseaux vont mourir, tandis que d'autres, très affaiblis par cette contamination, ne pourront pas reprendre leur route vers le nord, où auront des problèmes de reproduction ».

Affirmations qui n'ont pas manqué de faire sensation, dans le climat de polémiques qui règne sur l'évaluation de la contamination du parc. Mais peut-être le panorama n'est-il pas aussi noir : en effet dans un autre article consacré aux conséquences de la catastrophe d'Aznalcollar, publié, celui-ci, dans *El País* et intitulé « Les oiseaux de la discorde », le président du Conseil supérieur d'investigation scientifique (CISC), Cesar Nombela, dont certains travaux servent de base à *La Vanguardia*, réfute cette version alarmiste. D'après M. Nombela, « il n'existe encore aucune base scientifique pour étayer pareille affirmation ». En revanche d'après lui, « 5 % des oiseaux (soit 2 000) mourront à coup sûr » et « conséquence » de la catastrophe de 1998, tandis que, autre certitude, les écailles et mollusques qui profitent à l'embouchure du Guadalquivir montrent des taux de contamination encore trop élevés pour la consommation.

Marie-Claude Decamps

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ On voit trop facilement à qui la crise va profiter : les anti-européens de tout poil vont en faire leurs choux gras. Ils commencent déjà. Les libéraux tiennent à une circonstance idéale pour, de leur côté, partir en guerre contre l'Europe de la bureaucratie, de la réglementation et des gabegies. Quant aux pays comme la France qui tentent depuis toujours de pousser une conception volontariste de l'Europe, avec des objectifs sociaux et des politiques communes, ils se trouvent pris à contre-pied. Le paradoxe est que de cette crise sortira plus de démocratie, de contrôle et de transparence. (...) Il est absurde d'avoir été obligé, pour en arriver là, de passer par un psychodrame nauséabond et destructeur.

RTL

Michèle Cotta

■ De mémoire d'Européen, on n'a jamais vu ça. La Commission de Bruxelles montrait du doigt dans un rapport en forme de réquisitoire, la démission de ses 20 membres, collectivement déclarés coupables de mauvaise gestion, dénonçant conjointement pour avoir perdu le contrôle de leur administration et laisser passer sans réagir fraudes et corruption. Un des deux commissaires français, ancien premier ministre de surcroît, Edith Cresson, dénoncée pour favoritisme et aussi, plus sérieusement, pour n'avoir pas sanctionné le détournement, par un prestataire extérieur, de 150 millions d'euros, près de 1 milliard de francs.

FRANCE-SOIR

Yves Thériault

■ Hier, l'Europe a offert aux Français un bel exemple de trans-

parence. Aussitôt soupçonnée, la Commission de Bruxelles fut soumise, à la demande des députés de Strasbourg, au contrôle d'un comité des sages réputés indépendants. Le verdict tombé, sans concession sur la gravité des faits, les accusés devaient désormais démissionner de leurs fonctions. On rêve d'une procédure aussi rigoureuse menée sur les bords de la Seine, du côté du Palais-Royal, et ailleurs. Suivez mon regard...

LIBÉRATION

Jacques Amaric

■ Avec un peu de chance, cet épisode peu glorieux de la vie communautaire devrait sonner le glas de coutumes qui n'ont jamais grandi l'exécutif européen : le manque de transparence, la connivence généralisée et l'utilisation, par les chefs d'Etat et de gouvernement, des postes de commissaires à leur disposition pour recycler des gloires fanées et leur offrir

autant de pantoufles en remerciement de services rendus. C'est une bonne chose que les prochains commissaires soient soumis à la confirmation des parlementaires européens. Il ne restera plus, ensuite, qu'à renforcer la légitimité de ces mêmes parlementaires - eux-mêmes ne sont pas, loin de là, au-dessus de tout soupçon - en terminant avec la pratique très française du scrutin de liste nationale à la proportionnelle.

LA CROIX

Bruno Frappat

■ Dans trois mois, les peuples éliront les « eurodéputés ». Il reste à souhaiter qu'ils dominent le désenchantement qui menace, face aux trahisons de l'idéal européen. Il faudra leur prouver, d'ici là, que l'Europe reste bien un service rendu aux peuples qui la composent et non l'abri propice de certains, une Babel des tentations, des réseaux et du mépris.

www.iagora.com

Etrangers dans tous les pays, rencontrez-vous !



IAGORA est un lieu virtuel de rencontre et de débat entre « internationaux », c'est-à-dire, comme l'explique Philippe Nègre, cofondateur du site, entre « gens qui veulent aller à l'étranger, y ont vécu ou s'apprêtent à y vivre, et qui s'intéressent à tout ce qui est international ». De nos jours, cela fait beaucoup de monde : les rubriques vont du football à la cuisine et les sections conduisent, « En dehors des sentiers battus », au « Choc culturel » assuré. Ainsi, Adriana Abdenur promène sur le monde un regard humoristique, légèrement égocentrique et merveilleusement multi-centré. Parlant couramment six langues, elle révèle d'une plume agile les réalités emmêlées de notre univers « global » (global-local). IAGORA permet aussi de suivre la découverte de la siesta espagnole par des Texans, ou la correspondance entre un enfant de Calcutta et un journaliste en quête de clips de musique indienne...

Les conseils pratiques sont classés selon trois activités essentielles : études, travail, voyages. IAGORA a volontiers recours à l'interactivité, avec notamment des forums et des enquêtes en ligne, mais refuse le « tout-virtuel » et appelle ses lecteurs à créer des groupes de rencontre dans le monde réel.

La carte des pays sur lesquels on

multilingue sans être cloisonné. Les créateurs de IAGORA, Philippe Nègre (père espagnol, mère française) et son ami Sacha Lévy (mère américaine, père français), vivent à New York, mais se sont connus au lycée français de Barcelone. Leur vie d'expatriés leur a permis de découvrir qu'en tous lieux « il ne nous fallait pas longtemps pour nous retrouver au cœur de la communauté des non-nationaux », qu'ils définissent ainsi : quels que soient leur origine et leur pays d'accueil du moment, « ils ont en commun d'être différents ». Philippe, pour sa part, se sent assez français culturellement, mais plutôt espagnol pour les relations sociales.

IAGORA aurait sans doute séduit le moine Hugues de Saint-Victor, qui écrivait au XII^e siècle : « L'homme qui trouve sa patrie douce n'est qu'un tendre débutant ; celui pour qui chaque sol est comme le sien propre est déjà fort ; celui-là seul est parfait pour qui le monde entier est comme un pays étranger. »

Francis Pisani

SUR LA TOILE

ALTERN

■ Dans un entretien accordé à la chaîne de télévision Paris Première dont la diffusion est prévue pour le 30 mars, Estelle Hallyday, qui vient de gagner un procès contre l'hébergeur de sites Altern dans une affaire de diffusion de photos, a déclaré que les dommages et intérêts qu'elle devrait recevoir seraient reversés à une œuvre de charité, et réaffirme qu'elle considère son action en justice comme justifiée. Le jugement avait entraîné de nombreuses protestations, car il visait l'hébergeur du site incriminé et non pas son auteur. Suite à cette affaire, Altern a dû cesser ses activités, fermant ainsi plus de 30 000 sites francophones. Une réunion publique de soutien à cet hébergeur a lieu à la Mutualité à Paris, mercredi 17 mars à 20 heures - (AFP)

GANGS

■ La police de Fayetteville (Géorgie) a arrêté cinq adolescents, accusés d'avoir créé un site Web dans le but de recruter des nouveaux membres pour leur gang local L'ACLU (Union américaine pour les droits civiques) a décidé de soutenir les cinq jeunes inculpés, qui nient les accusations. - (ARI)

Un journaliste à l'ancienne

par Alain Rollat

LES ACCROS du vinaigre décapé-télé sont légion, mais il est rare qu'un présentateur se fasse éreinter comme Marc-Olivier Fogiel l'a été dans les colonnes de *Libération* au lendemain de son face-à-face avec Bernard Tapie : « Le froquet talqué de TV Plus (...) persifle (...), confond insolence et muflierie (...), veut avoir le dernier mot (...) Trop léger, trop petit (...) Un post-adolescent mal fini, dont la frivolité égocentrique éclot en symbiose avec la chaîne qu'il habite (...)». Pauvre petit prince qui s'est cru plus malin que le flambeur de reverberies ! (...) Un sale petit garçon. » Cela frisait le délire de « sauvegarde ». L'outing façon Act-Up.

Alain Duhamel n'est pas Marc-Olivier Fogiel. Il ne pratique pas l'interview-spectacle. Il ne cherche pas à faire de l'audience en reprochant aux autres de ne

cutter. Il ne profite pas de sa position pour les mettre au supplice. Sa gourmandise n'est pas cruelle. Son sens des convenances n'a d'égal que son culte de la connivence. Faut-il, pour autant, être méchant avec lui ? Faut-il lui reprocher de faire partie des meubles ? Faut-il l'accuser d'être une antiquité vivante ? Faut-il lui faire grief de pratiquer, depuis trente ans, le journalisme à l'ancienne ? Faut-il, pour faire plaisir à la galerie, le dire lisse, poussiéreux, cumuleur, archaïque ?

On se posait la question en le retrouvant, lundi soir, tel qu'en lui-même, pour la première d'une série de conférences, sa nouvelle émission de France 2, en train de s'entretenir, en effet, le mot n'est pas trop fort, avec cet autre éternel de l'académie audiovisuelle qu'est Jacques Delors. Un dino-

en pleine nuit, de passionnantes histoires de dinosaures historiques. Bien qu'Alain Duhamel ait réussi un tour de force en obligeant son partenaire à faire le grand écart entre Philippe de Villiers et Alain Krivine, sans se démarquer de François Bayrou, cette conversation avait fatalement un intérêt paléontologique. Faut-il donc empailler le vétérinaire Duhamel et faire d'une pierre deux coups en l'expédiant au bûcher promis au jeune Fogiel ? L'affaire mérite réflexion. Brûler Duhamel, condamner son respect pour la politique, ne serait-ce pas sacrifier ce que nous avons adoré, renier notre héritage, imoler une part de notre propre écriture ? Brûler Fogiel, ne serait-ce pas assassiner l'irrévérence, dénier à l'image le droit d'être iconoclaste avec les autres images, tuer le fond pour vice de

pour seulement 173^F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Ledoux - 92046 Châtillon Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

N° M. M. M. Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Citrez, s'il y a lieu, au 31 12 99 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation, il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, la préférence automatique, les tarifs d'abonnement, etc., téléphonez au 01.42.17.32.90 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi. Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99€/min)

N° NATIONAL D'EMETTEUR N° 134031		ORGANISME CREANCIER : LE MONDE 121 bis rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05	
TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER			
Nom	Prénom	N° de carte	Code postal
NOM ET ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER			
N° de compte	Code de banque	N° de carte	Code PIN

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

- 21.20 Sédif, détonateur de la guerre d'Algérie. Forum Planète
23.20 La Vie des uns pour la vie des autres. Forum Planète

MAGAZINES

- 19.00 Archimède. Voir : Jeunes pousses. Pourquoi ? Des petites bêtes. Expérience : L'épreuve finale. Sciences animées : Diversité génétique. Portrait : Christine Kober. Anatomie. Application : un vaccin d'avenir. Arte
20.00 20 h Paris Première. Pierre Perret. Paris Première
20.50 Les Chemins de l'impossible. Les petits matadors de Colombie. Killer Road au Kenya. M 6
21.00 Le Gal Sédif. Pourquoi les philosophes ? Invités : Elle Wiesel, Remo Forlani, André Comte-Sponville, Dominique Lecourt. Paris Première
21.50 Thema. Georges Perec. Arte
22.45 La Vie à l'endroit. Les grands héritiers. France 2
23.25 Nitibus, Amiante : une bombe à retardement. France 3
0.10 Zone interdite. Chasseurs de primes. M 6
0.40 Le Cercle. Festival « Les Mémoires ». France 2
1.45 Saga-Cités. Ecoles plurielles. L'école des Pléiades. Valeurs familiales. France 3

DOCUMENTAIRES

- 20.05 Les Tribus Indiennes. Planète
20.05 La Carte des Kerguelen. Odyssée
20.15 Reportage. Les Oranges de l'Est. Arte
20.30 Les Oubliés de la Libération. La victoire en couleurs. Odyssée
20.30 Les Massacres de Sétif. Un certain 8 mai 1945. Forum Planète
20.45 La Vie en face. Tristan Da Cunha. Une île à l'écart du monde. Arte
20.45 Les Descendants. 16/13. Histoire
21.05 Quelques jours avec José. Planète
21.25 L'X inconnue. L'école polytechnique sur le divan. Odyssée
22.45 L'Histoire du jazz. Mezzo
23.00 Les Celles. D6
23.15 Incroyable Berlioz. Odyssée
23.20 L'Épopée des fusées. 10/13. Planète
0.00 Conférences de presse. 16 mai 1967 [1/2]. Histoire

SPORTS EN DIRECT

- 18.30 Football. Coupe de l'UEFA. France - Bordeaux (Fr.). 20.30 Lyon - Bologne. 21.45 Celta Vigo - Marseille. Canal +
20.00 Hockey sur glace. Championnat de France. Ligue Elite. Quart de finale. AB Sport
2.05 Basket NBA. Minnesota - Lakers. Canal +

MUSIQUE

- 20.05 Ensemble Currende. Muzik
20.45 Quatre Saisons à Toulouse. Par l'Orchestre du Capitole. Mezzo
23.10 The Nat « Kings » Cole Show 7. Enregistré le 9 juillet 1957. Muzik
23.45 Te Deum, de Haydn. Par l'Orchestre baroque La Petite Bande et le Chœur de chambre de Namur, dir. Sigiswald Kuijken. Muzik

TÉLÉFILMS

- 20.40 Meurtre sur répondeur. Gary Sherman. RTL 9
20.55 Les Montagnes bleues. Pedro Barrena [2/2]. France 2
21.20 La Femme du veuf. Michel Favart. RTBF 1
22.25 Jennie, lady Randolph Churchill. James Cagney [3/3]. Festival
0.10 Les Avocats du diable. André Cayatte. Festival

SÉRIES

- 20.55 La Vie à cinq. Les retrouvailles de la Saint-Valentin. Téva
23.00 Star Trek. La nouvelle génération. [2/2]. La descente du veuf. Canal Jimmy
23.50 Star Trek. Deep Space Nine. [2/2]. Le cercle (v.o.). Canal Jimmy
0.40 Cop Rock. Pops Don't Fail Me Now (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

- 18.30 Mask ■■ Peter Bogdanovich (États-Unis, 1985, v.o., 120 min) O. Ciné Cinéma 1
18.45 Les Amants de Véronique ■■ André Cayatte (France, 1948, N., 105 min) S. Ciné Classics
18.50 Trois places pour le 26 ■■ Jacques Demy (France, 1985, 100 min) O. Cinéstar 1
19.30 La Mort aux trousses ■■ Alfred Hitchcock (États-Unis, 1959, 145 min) O. Cinétole
20.30 Tant qu'il y aura des hommes. Fred Zinnemann (États-Unis, 1955, N., v.o., 120 min) O. Ciné Classics
20.30 Y aura-t-il de la neige à Noël ? ■■ Sanyas (France, 1999, 90 min) O. Ciné Cinéma 1
20.30 Jude ■■ Michael Winterbottom (GB, 1996, 100 min) O. Ciné Cinéma 2
21.55 L'Intravestible Vérité ■■ Fritz Lang (États-Unis, 1956, N., v.o., 85 min) O. Cinétole
22.15 Le Nom de la rose ■■ Jean-Jacques Annaud (Fr., It., 1986, 130 min) O. Cinéstar 1
22.30 Jalousie ■■ Pier Paolo Pasolini (Italie, 1963, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics
23.20 Les 400 coups ■■ François Truffaut (France, 1959, N., 95 min) O. Cinétole



- 23.40 Un homme qui dort ■■ Jean-Pierre L  aud (France, 1974, N., 85 min) O. Arte
0.15 Une étoile est née ■■ George Cukor (EU, 1954, version longue, 150 min) O. Ciné Cinéma 2
0.55 La Volence ■■ Jean Chapot (France - Allemagne, 1964, N., 90 min) O. Cinétole
2.50 Seven ■■ David Fincher (États-Unis, 1995, v.o., 125 min) O. Ciné Cinéma 3

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
17.40 Beverly Hills. 18.30 Excluse. 19.10 Le Bigdill. 20.00 Journal. 20.40 Le Résultat des courses. 20.42 Boom, Météo. 20.50 Les Visiteurs ■■ Film, Jean-Marie Poiré. O. 22.50 High Secret City. 0.35 Minuit sport.
FRANCE 2
17.20 Cap des Pins. 17.50 Hartley, cœurs à vif. 18.45 L'Europe, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui ? 20.00 Journal, Météo. 20.55 Les Montagnes bleues. Téléfilm. Paolo Barzman [2/2]. O. 22.30 Bouche à oreille. 22.45 La Vie à l'endroit. Les grands héritiers. 0.20 Journal, Météo. 0.40 Le Cercle. « Les Mémoires ».
FRANCE 3
17.45 Le Kado. 18.18 L'Euro, mode d'emploi. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'Information, Météo. 20.05 Cosby. 20.35 Tout le sport. 20.50 Spécial Bouvard du tire. 22.55 Météo, Soir 3. 23.25 Numbas. Amiante : une bombe à retardement. 0.25 Magazine olympique. 0.50 Fac, mode d'emploi. 1.45 Saga-Cités. Ecoles plurielles.
CANAL +
16.45 Michael Keal contre la World News Company ■■ Film, Christophe Smith. O. 18.15 Les Amants de Véronique ■■ de Henri-Georges Clouzot, 1948, version longue, 150 min) O. Ciné Cinéma 2
0.55 La Volence ■■ Jean Chapot (France - Allemagne, 1964, N., 90 min) O. Cinétole
2.50 Seven ■■ David Fincher (États-Unis, 1995, v.o., 125 min) O. Ciné Cinéma 3

ARTE

- 19.00 Archimède. 19.45 Météo, Arte Info. 20.15 Reportage. Les Oranges de l'Est. Une île à l'écart du monde. 21.50 Thema. Georges Perec. 21.55 Lire et traduire Perec. 23.40 Un homme qui dort ■■ Film, Bernard Queysanne et Georges Perec. O. 1.05 La Cité des fourmis. 1.55 Insectes en société.
M 6
19.20 Mariés, deux enfants. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. 20.40 E-Mé découverte. 20.50 Les Chemins de l'impossible. Les petits matadors de Colombie. Killer Road au Kenya. 22.35 La Nuit du mal. Téléfilm, Nathaniel Curran. O. 0.10 Zone interdite.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
20.02 Les Chemins de la musique. Composer pour l'opéra aujourd'hui. S. de la lyrique.
20.30 Agora. 21.00 Poésie studio. 22.10 Mauvais genres. 23.00 Nuits magnétiques.
FRANCE-MUSIQUE
20.00 Concert à quatre. Œuvres de Poulenc, Prokofiev, Debussy, Corigliano. 22.30 Musique pluriel. 23.07 Le Dialogue des muses.
RADIO CLASSIQUE
20.15 Les Soirées. Water Music (extraits), de Händel, par le Concert des Nations, dir. Jordi Savall. 20.40 Vadim Repin, violon. Œuvres de Schubert, Mozart, Prokofiev, Tchernine, Chostakovitch, Paganini. 22.36 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mendelssohn, Brahms.

TELEVISION

CANAL +

- 18.15 Jour d'Europe Coupe de l'UEFA Quarts de finale retour Les trois équipes en tête du championnat de France de première division, Bordeaux (en déplacement à Parme à partir de 18.30), Lyon (qui reçoit Bologne à 20.30) et Marseille (qui dispute sa rencontre à Vigo, en Espagne, coup d'envoi fixé à 21.45), vont tenter de se qualifier pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA.

FRANCE 2

- 22.45 La Vie à l'endroit Héritiers d'un nom, d'une fortune ou d'une dynastie, riches ou pauvres, ils doivent assumer un destin ou une légende qu'ils n'ont pas choisis, s'accommoder d'un aïeul parfois encombrant et concilier leur propre vie avec le poids écrasant du passé. Mireille Dumas a recueilli leur témoignage, d'une étonnante sincérité. Loin des sempiternels feuilletons sur le gotha dont raffole la télévision.

ARTE

- 23.40 Un homme qui dort ■■ Point final d'une soirée Thema, inventée par Bernard Queysanne autour de Georges Perec et de ses « Espèces d'espaces », qui débute à 21.50, ce film est l'adaptation à l'écran, en 1974, de l'œuvre éponyme de l'écrivain, écrite sept ans plus tôt. Ce mariage parfait de la littérature et du cinéma, interprété par Jacques Spiesser avec la voix off de Ludmilla Mikael, reçoit le prix Jean-Vigo 1974.

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

- 21.20 Marchands d'armes, marchands de mort ? Invités : Martine Bernard ; François Heidebourg ; Bernard Jacquemart ; Henri Martre ; Xavier Kauter. Forum Planète
23.10 Castrats, la voix des anges. Invités : Ivan Almondo ; Patrick Barbier ; Alain Dutuit ; Dominique Fernandez ; Duy-Thong Nguyen. Forum Planète

MAGAZINES

- 13.25 M 6 Kid. La monnaie. M 6
13.50 On s'occupe de vous. France 3
14.00 20 h Paris Première. Pierre Perret. Paris Première
14.05 Les Dossiers de l'Histoire. Sheah [1/2]. Histoire
14.58 Questions au gouvernement. À l'Assemblée nationale. France 3
15.10 En l'air, ça sera bien. La Cinquième
16.05 Saga-Cités. Spécial Prévention et Sécurité. France 3
17.30 Le Club. Bertrand Tavernier. Ciné Classics
18.00 Stars en stock. William Holden. Dustin Hoffman. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Robert Altman ; Chris O'Donnell ; Patrick Menais ; Christophe Deschamps. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Nicole Notat. LCI
20.00 20 h Paris Première. Jean-Michel Ribes. Paris Première
20.05 Check-Up. La scène en plaques. La narcolepsie. TSR
20.15 Strip-tease. Méséne fait du feu. Perdu de vue. Les tourments terrestres. RTBF 1
20.35 Les Dossiers de l'Histoire. Sheah [2/2]. Histoire
20.50 Des racines et des ailes. Les nouveaux paradis. Vienne : toute la ville danse. Juges de crise. France 3
21.00 Paris modes. Spécial lingerie. Paris Première
21.05 Strip-tease. Au cœur des ténèbres (16, rue de la Loi). Un mille dominé. Les compagnons de la chanson. On ne prête qu'aux pauvres. TV 5
22.40 Ça se discute. Anorexie, boulimie, d'où viennent nos troubles alimentaires ? France 2
23.25 Un siècle d'écrivains. Jean Anouilh ou l'homme libre. France 3

DOCUMENTAIRES

- 17.00 La Carte des Kerguelen. Odyssée
17.40 Pourquoi Vincent Van Gogh s'est-il suicidé ? [2/2]. Planète
17.45 L'Histoire des grands ballets. [1780]. Les ballets russes de Diaghilev. Mezzo
18.25 Cinq colonnes à la une. Planète
18.30 Le Monde des animaux. La Seiche géante d'Australie. La Cinquième
18.30 Les Celles. D6
19.00 Connaissance. Le Cadeau de la nature. Arte
19.30 Conférences de presse. 16 mai 1967 [1/2]. Histoire
19.30 La Chine, dragon millénaire. La Cité aux mille jardins. Odyssée
19.35 La Guerre du Golfe. [3/4]. Tempête du désert. Planète
20.00 Voyage en Patagonie. [4/4]. La Terre de feu. Odyssée
20.30 La Corée. une monarchie dans la mer. Histoire et traditions. Odyssée
20.35 Un âge passe. Autoportrait en vieux ours. Planète
20.55 Liban, bout à bout. 21.25 Nemad. Odyssée
21.35 Les Tribus Indiennes. [1200]. Les Mémoires. Planète
21.45 Les Femmes du Sud. Mezzo
22.05 Seul sur la glace. Richard Byrd. Odyssée
22.10 Profil. Yehudi Menuhin [1 et 2/2]. Le violon du siècle, album-souvenir. Arte
22.30 Les Castrats. Souvenirs d'un autre temps. Forum Planète
22.40 Quelques jours avec José. Planète
23.35 L'Invincible Albion. TSR
23.50 Toutes les drogues du monde. Une descente vers les drogues. Odyssée
0.05 Lonely Planet. [13/99]. Japon. Planète
0.15 Les Quatre Dromadaires. Le Monde merveilleux des bébés animaux. France 3
0.55 L'Épopée des fusées. [10/13]. Bénéfices de la recherche. Planète

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 Volley-ball. Coupe de France. Demi-finale. Paris-Volley - Asnières. Eurosport
20.00 Handball. Coupe du monde. Suède - France. AB Sport

DANSE

- 22.45 Coppélia. Chorégraphie d'Oleg Vinogradov. Musique de Léo Delibes. Par les ballets du Kirov. Mezzo

MUSIQUE

- 18.00 The Nat « Kings » Cole Show 8. Enregistré le 16 juillet 1957. Muzik
19.00 Annie Beethoven. Enregistré en 1970. Avec Robert Casadesu, piano. Muzik
20.00 Musica. Ariane à Nexos. Mise en scène : Marco Arturo Marelli. Par l'Orchestre de la Scala de Dresde, dir. Sir Colin Davis. Arte
20.45 Amadour et Marian. Transmusicales de Rennes, novembre 1998. Mezzo
22.55 Natasha Atlas. Transglobal Underground. Route du Rock, Saint-Malo 1997 et 1998. Paris Première
0.15 Marmata. Elvise Montmartre, Paris 1999. M 6
0.50 Concert 100 % celtique. Concert. M 6

TÉLÉFILMS

- 18.05 Le Fils du cordonnier. Hervé Baslé [3/3]. Téva
20.30 Un chien égaré. Daniel Duval. Festival
20.50 Vacances volées. Olivier Pancho. O. M 6
20.55 Nora. Edouard Molinaro. France 2

SÉRIES

- 18.30 Magnum. Meurtre 101. 13ème Rue
20.15 Ellen. Sésat Days. RTL 9
20.40 Homicide. Frank a perdu la tête. Série Club
21.30 Le Caméléon. Once in a Blue Moon (v.o.). Série Club
22.20 Friends. The One with the nappie. Canal Jimmy
22.35 Ally McBeal. Braille-bas de combat. M 6
23.05 3^e planète après le Soleil. Seven Deadly Sins (v.o.). Série Club
23.45 La Loi de Los Angeles. Un ténor défilé. Téva
0.15 New York Police Blues. Fusillade au parking (v.o.). Canal Jimmy
0.55 Spin City. Strip-tease (v.o.). O. Canal +
1.25 Fallen Angels. Demain, le meurtre (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

- 13.30 La Volence ■■ Jean Chapot (France - Allemagne, 1964, N., 95 min) O. Cinétole
14.15 Les Amants de Véronique ■■ André Cayatte (France, 1948, N., 105 min) S. Ciné Classics
14.25 Seven ■■ Peter Bogdanovich (États-Unis, 1995, 125 min) O. Ciné Cinéma 1
16.30 Un sac de billes ■■ Jacques Douillon (France, 1975, 100 min) O. Ciné Cinéma 1
16.30 Mask ■■ Peter Bogdanovich (États-Unis, 1985, 100 min) O. Ciné Cinéma 3
17.35 Sept morts sur ordonnance ■■ Jacques Riv  t (France, 1975, 115 min) O. Festival
18.30 Jude ■■ Michael Winterbottom (GB, 1996, v.o., 120 min) O. Ciné Cinéma 3



- 19.00 Jalousie ■■ Pietro Germi. Avec Roldano Lupi, Luisa Ferida (Italie, 1953, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics
19.30 Les Amants de Véronique ■■ André Cayatte (France, 1948, N., 105 min) S. Ciné Classics
20.30 Sergeant York ■■ Howard Hawks (États-Unis, 1941, N., v.o., 135 min) O. Ciné Classics
22.15 Seven ■■ David Fincher (États-Unis, 1995, v.o., 125 min) O. Ciné Cinéma 3
22.20 Yanks ■■ John Schlesinger (États-Unis, 1979, v.o., 135 min) O. Ciné Cinéma 1



- 22.45 Eve ■■ Joseph L. Mankiewicz. Avec Bette Davis, Anne Baxter (EU, 1950, N., v.o., 135 min) O. Ciné Classics
0.05 Séraphique ■■ George Sidney (États-Unis, 1952, 110 min) O. Cinétole
1.00 Saint Louis Blues ■■ John Gougar (États-Unis, 1936, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
1.10 Une étoile est née ■■ George Cukor (États-Unis, 1954, version longue, 175 min) O. Ciné Cinéma 3
1.15 Mask ■■ Peter Bogdanovich (États-Unis, 1985, 120 min) O. Ciné Cinéma 2
1.50 Deux heures à tuer ■■ Ivan Govar (France - Belgique, 1965, N., 100 min) O. Cinétole

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1
16.30 Vidéo gag. 16.45 Au cœur des flammes. O. 17.35 Beverly Hills. O. 18.25 Excluse. 19.05 Le Bigdill. 20.00 Journal, Météo. 20.35 Football. Ligue des champions. Inter Milan - Manchester. 22.40 Football. Les temps forts des rencontres. 0.05 Idéal Palace. Le Tai Mahal de Bombay : sous le signe du dieu éléphant. 1.00 Mode in France. [6/8].
FRANCE 2
16.35 Des chiffres et des lettres. 17.05 Un livre, des livres. 17.10 Cap des Pins. O. 17.40 Rince la baignoire. 18.10 Friends. O. 18.45 Et un, et deux, et trois. 19.15 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui ? 20.00 Journal, Météo. 20.55 Nora. Téléfilm, Edouard Molinaro. O. 22.40 Ça se discute. Anorexie, boulimie, d'où viennent nos troubles alimentaires ? 0.55 Journal, Météo. 1.20 Le Cercle. Entendre sa mort.
FRANCE 3
16.05 Saga-Cités. 16.40 Les Minikewes. 17.45 C'est pas sorcier. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 19-20 de l'Information, Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.50 Des racines et des ailes. Les nouveaux paradis. Vienne : toute la ville danse. Juges de crise. 22.50 Météo, Soir 3. 23.25 Un siècle d'écrivains. Jean Anouilh ou l'homme libre. 0.15 Les Quatre Dromadaires. Le Monde merveilleux des bébés animaux. 1.10 Nocturnales. Festival interculturel de Loriet : Jacques Pellen, Celis Proccorsen [2/3].
CANAL +
16.45 C+ Cléo. En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Par amour pour Gillian ■■ Film, Michael Pressman. O. 22.28 Les Sales Blagues de l'Echo. Un sac de billes. O. 22.50 Speed 2, cap sur le danger. Film, Jan De Bont (v.o.). O. 0.30 South Park. Roger Ebert devrait manger moins gras. O. 0.55 Spin City. Strip-tease. O. 1.15 Un grand cri d'amour ■■ Film, Josiane Balasko. O.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 17.00 Au nom de la loi. O. 17.30 100 % question. 18.00 Le Cinéma. Des effets spéciaux. 18.30 Le Monde des animaux. 19.00 Connaissance. Les Cadeaux de la nature [3/3]. 19.45 Météo, Arte Info. 20.00 Musica. Ariane à Nexos. Œuvres de Strauss. 22.05 Les Cent Photos du siècle. 22.10 Profil. Yehudi Menuhin [1 et 2/2]. 0.10 Cinq d'entre sur un aïeul ■■ Film, Bill Sternwood (v.o.). O.

M 6

- 17.30 Cœur Carabes. Téléfilm, Paolo Barzman [1/2]. O. 18.25 Lois et Clark. O. 19.20 Mariés, deux enfants. O. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. O. 20.40 Dérochage Info. Plus vite que la musique. 20.50 Vacances volées. Téléfilm, Olivier Pancho. O. 22.35 Ally McBeal. Braille-bas de combat. O. Les cloches. O. 0.15 Concert spécial Saint-Patrick. Mammoth. 0.50 Concert 100 % celtique.

RADIO

- FRANCE-CULTURE
19.45 Les Enjeux internationaux. 20.02 Les Chemins de la musique. [4/5]. 20.30 Agora. Philippe Le Guillou. 21.00 Philharmonie. Écrire. 22.10 Nuits magnétiques. Terres en transe. 0.05 Du jour au lendemain.
FRANCE-MUSIQUE
18.06 Scène ouverte, à toutes voix. Invitée : Janine Reiss. Œuvres de Ravel. 19.00 Petit lexique de la musique baroque. Traite. 19.40 Prélude. 20.00 Ariane à Nexos. Opéra de Strauss. Diffusé simultanément sur Arte, par l'Orchestre de l'Opéra de Dresde, dir. Colin Davis. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Beethoven, Gershwin. 23.07 Les Greniers de la mémoire. Invité : Emmanuel Krivine.
RADIO CLASSIQUE
18.30 Le Magazine. 19.30 Classique affaires-soir. 20.15 Les Soirées. Sonate pour violoncelle et piano n° 1 op. 45, de Mendelssohn. 20.40 Poulenc, la musique ancienne. Trois madrigaux, de Monteverdi, par le Concerto di Musica, dir. A. Rolley. Œuvres de Dufay, Poulenc, Di Palestrina, de Victoria. 22.44 Les Soirées... (suite). Œuvres anonymes allemandes du XVIII^e siècle.

RADIO CLASSIQUE

- 18.30 Le Magazine. 19.30 Classique affaires-soir. 20.15 Les Soirées. Sonate pour violoncelle et piano n° 1 op. 45, de Mendelssohn. 20.40 Poulenc, la musique ancienne. Trois madrigaux, de Monteverdi, par le Concerto di Musica, dir. A. Rolley. Œuvres de Dufay, Poulenc, Di Palestrina, de Victoria. 22.44 Les Soirées... (suite). Œuvres anonymes allemandes du XVIII^e siècle.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA
O Tous publics
A Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
P Public adulte
Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans
Les codes des films
■ On peut voir
■ A ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

EN

■ Lu
guéri
en ps
parti
équi■ La
chen
conc
inté
acci
à sa
figt
mai
105
d'u
che
300■ L
hy
ho
pr
lui
pa
19.■ fe
ce
Al
Cl
de
ui
vi
as
sk■ k
//
c
s

■ I

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

A chacun ses sages !

par Pierre Georges

QU'EST-CE donc que la Commission, pour ses ennemis et les amis de ses ennemis ? Un monstre Moloch, budgétivore, anonyme, au dessus des pays, donc des lois ? La grande société anonyme à irresponsabilité illimitée des technocrates associés faisant le malheur ou le bonheur coutumier des peuples selon son bon vouloir ? Un gouvernement sans gouvernail, échappant à tout contrôle politique sérieux pour n'en faire qu'à sa tête, qu'à ses directives, avec la morgue et la suffisance qu'autoriserait le statut supra-national ?

Qu'est-ce donc que la Commission qui fit tant d'usage et en fera encore plus dans le vocabulaire fleuri de ses contempteurs de tréteaux et ses défenseurs de la veuve Nation et de l'orphelin citoyen ? Le gang innommé des eurocrates ? La cour du roi Pétaud, comme pétaudière à finances ? Du pape népot, comme népotisme institutionnalisé ? La cour des miracles administratifs, des maquis subventionnés, des lobbies si peu masqués et des emplois fictifs ?

Voyez on possède ses classiques, tous ses classiques. Jusqu'à et y compris l'ignominieux discours de l'extrême droite française sur les « fédérastes », les « mafias » de Bruxelles, discours exutoire de toutes les xénophobies ordinaires, discours cache-sexe des fureurs et appétits nationalistes.

La Commission, porteuse de tous les péchés de l'Europe, la Commission, haine, honnie, vilipendée, caricaturée est tombée. Le nez dans son ruisseau. Et l'on a encore dans l'oreille le mot fâcheux, facile, mais tellement dans le ton ordinaire du moment, de François d'Aubert, sur cette « loi du silence », sur cette

« euromerta » enfin brisée.

C'est excessif, mais c'est vrai. La Commission est tombée par là où elle avait précisément péché : la défaillance et le silence coupables de certains de ses commissaires sur des pratiques condamnables et, pour certaines, presque coutumières, semble-t-il, de népotisme, de fraudes, d'opacité et de connivence instituées en principe régaliennes de fonctionnement. Le constat est sévère. La chute de tous pour les excès de quelques uns, dans un exercice de responsabilité et de sanctions collectives, est rude.

Pour autant, dût-on user d'un paradoxe, ce fameux rapport des Sages nous semble la meilleure chose qui pouvait arriver à la Commission. Le signe évident d'un fonctionnement enfin normal et démocratique de l'institution européenne. Il y a eu des fautes, certes longtemps masquées. Il y a sanction politique, même tardive. C'est aussi simple que cela, une procédure bien conduite. Voici démolie le vaste soupçon d'immunité, d'impunité, d'irresponsabilité qui plombe, depuis des années, l'action et même l'idée européennes. Et voici, administrée du lieu où on l'attendait le moins, une vraie leçon à certaines présumées démocraties-nations.

Inutile d'éplucher. A chacun selon ses Sages et sa détermination ! Reste enfin un dernier point : le rôle de la presse en cette affaire. Il ne fut pas mince, sous les menaces, pourtant, de représailles, de mise à l'index communautaire. A commencer par celles visant l'auteur des révélations, un confrère belge de la Lanterne, journal populaire bien nommé.

du droit et de la procédure pour se défendre et éviter un procès au fond. En août 1993 - il est alors ministre dans le gouvernement Itzhak Rabin -, cinq juges de la Cour suprême estiment que les soupçons qui pèsent sur lui sont suffisamment sérieux pour qu'il démissionne, ce qu'il fait, contraint et forcé, quatre jours plus tard. Le procès, qui s'ouvre peu après, va durer des années.

PROCÉDURE CONFUSE

L'accusation est fortement charpentée, mais les témoins se rétractent ou se défilent, des avocats démissionnent, les pièces s'accumulent, les audiences se prolongent ou sont renvoyées durant des mois pour diverses raisons. Bientôt la justice s'enlise, incapable de synthétiser les dépositions des cent quarante-sept témoins et de maîtriser les quelque 41 000 pages du dossier. Comme la loi israélienne lui en donne la possibilité, Ariele Deri tentera plusieurs fois en vain de conclure un arrangement avec l'accusation.

Après quelque neuf années de procédure confuse, la justice est désormais prête à rendre son verdict. Entre-temps Ariele Deri, chef d'un parti comptant neuf députés et, surtout, des dizaines de milliers de fidèles, est devenu un élément essentiel du jeu politique local. La gauche, qui ne peut exclure qu'elle aura besoin de lui dans une future majorité, ne s'est pas montrée excessivement agressive et Benyamin Nétanyahou, qui compte sur les « hommes en noir » pour être réélu premier ministre, s'est déclaré convaincu qu'il serait acquitté.

Alertée par l'émotion qui monte des rangs religieux, la radio, faveur rare, a reçu l'autorisation de diffuser, en direct de la salle d'audience, le verdict qui sera prononcé mercredi, à 10 heures du matin, par le tribunal de Jérusalem.

Georges Marion

A NOS LECTEURS
En raison d'un mouvement de grève à Météo France, nous ne sommes pas en mesure de publier les prévisions météorologiques.

Tirage du Monde daté lundi 15 mars 1999 : 527 519 exemplaires.

Le Monde

MERCREDI 17 MARS 1999

Cuba condamne à de lourdes peines de prison les dissidents du « groupe des quatre »

Le Canada décide de revoir l'ensemble de ses relations avec La Havane

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

Malgré les appels à la clémence lancés par le Vatican, le Canada et plusieurs pays européens, la justice cubaine a lourdement condamné, lundi 15 mars, quatre dissidents qui avaient réclamé la démocratisation de l'île dans un document intitulé « La patrie appartient à tous ». Dans son bulletin de la mi-journée, la télévision cubaine a brièvement annoncé le verdict du tribunal de La Havane : cinq ans de prison pour Vladimir Roca, quatre ans pour Félix Bonné et René Gomez, trois ans et six mois pour l'économiste Marta Beatriz Roque. Le procureur avait requis des peines de six ans de prison contre Vladimir Roca et de cinq ans pour les trois autres dirigeants du « groupe de travail de la dissidence intérieure », qui avaient été arrêtés en juillet 1997.

Lors du procès, qui s'est tenu il y a seulement quinze jours, après un an et demi de détention sans jugement, le « groupe des quatre » avait été accusé d'activi-

tés contre-révolutionnaires financées par les Etats-Unis. Dans un long article, le quotidien du Parti communiste *Granma* s'est efforcé de justifier « l'inductible nécessité de juger les quatre apatrides », présentés comme les relais du « plan de subversion » mené par les Etats-Unis. Lundi, dans la soirée, Magaly de Armas, l'épouse de Vladimir Roca, n'avait toujours pas reçu la copie officielle du jugement. « Je n'ai pas été surprise par le verdict. Ce qui m'a étonnée, ce fut d'en prendre connaissance par la télévision », a-t-elle déclaré, avant de manifester son intention de faire appel.

POUR QUEL DÉLIT ?

« Je ne sais toujours pas pour quel délit ils ont été condamnés. Nous allons nous pourvoir en cassation devant le tribunal suprême car ils sont innocents », soulignait, pour sa part, José Angel Izquierdo, avocat de deux des accusés.

La plupart des Cubains ont découvert l'existence des quatre dis-

sidents à l'occasion du procès. Aucune réaction n'était perceptible dans les rues de La Havane après l'annonce du verdict. « Ma grande surprise a été d'apprendre que le fils de Blas Roca [l'un des fondateurs du Parti communiste et l'un des héros de la Révolution] était le leader de ce groupe », confiait une étudiante. Autant la propagande officielle est restée discrète sur le procès de ces quatre symboles de la dissidence, autant elle a couvert avec un grand luxe de détails la comparution devant les tribunaux de deux Salvadoriens accusés de plusieurs attentats à la bombe contre des hôtels de La Havane en 1997. Un jeune touriste italien, Fabio di Celmo, avait été tué par l'une des explosions. L'accusation a requis la peine de mort contre Ernesto Cruz Leon et trente ans de prison contre Otto Rodríguez Llerena. Les deux accusés ont reconnu les faits qui leur sont reprochés.

Par ailleurs, la nouvelle loi durcissant la répression contre les opposants et les journalistes indé-

pendants est entrée en vigueur lundi. Votée par le Parlement à la mi-février, cette « loi de protection de l'indépendance nationale et de l'économie » prévoit des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison pour les personnes coupables de collaborer avec les Etats-Unis.

UN REGRETTABLE MESSAGE

Parmi les premières réactions aux condamnations frappant les quatre dissidents, le Canada, le plus important partenaire commercial de Cuba, a annoncé qu'il allait « revoir l'ensemble » de ses relations avec l'île communiste. « C'est un regrettable message que les autorités cubaines envoient à leurs amis de la communauté internationale en faisant de la simple participation à une manifestation pacifique un crime passible d'emprisonnement », a déclaré le premier ministre canadien, Jean Chrétien, dans un communiqué.

Jean-Michel Caroit

Garder le
contact
en plein ciel ?

Parfaitement.

"Désolé, mon avion décollé, je rappelle plus tard..." Fini de vous excuser ! En optant pour SAS, vous ne ferez plus attendre personne. Concrètement ? Attachez votre ceinture, décrochez le téléphone qui se trouve dans l'accoudoir de votre siège et appelez qui vous voulez. Faciliter vos voyages, c'est l'essence même de notre philosophie. Et les téléphones individuels à bord ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres tels que différentes options d'enregistrement, choix de menus à bord, salons d'affaires dans les aéroports, ... Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages ou SAS au 0 801 25 25 25, consultez 3615 FLY SAS (2,23 Frs/min) sur Minitel ou visitez notre site Internet www.sas.se. Bienvenue à bord !

L'esprit scandinave

SAS

Scandinavian Airlines

irdes peines de prison
roupe des quatre »

(Publicité)



www.lesgensdunet.com

ils vivent tous les jours avec Internet

Les Gens du Net, c'est une galerie de portraits réalisée dans le monde virtuel pour concrétiser des usages bien réels. Ce sont les internautes qui prennent la parole, envoient leurs images, livrent leurs témoignages. C'est un site Web qui ouvre à l'occasion de la fête de l'Internet et dont nous vous offrons une sélection, pour ceux qui connaissent ou surtout ceux qui ne connaissent pas Internet.



IMPRIMERIE PAR Le Monde

051 7 11 41

(Publicité)

EN

■ Lui
guéri
en ps
parti
équil■ La
chen
conc
inté
accé
à sa
Figé
mai
105
d'us
che
800■ L
hye
ho:
pr:
lui:
pai
192■ Je
ce
Ar
Cl
de
u
vi
au
S■ Je
//
a
S

Éditorial

Les gens du Net sont-ils différents des autres ? Passent-ils leurs jours et leurs nuits collés à leur écran d'ordinateur ? Ont-ils une vie hors du virtuel ? A l'initiative de Cegetel, l'un des grands acteurs d'Internet dans l'Hexagone, et avec le parrainage du Centre de Formation des Journalistes, première école de journalisme française, des journalistes professionnels et amateurs racontent depuis trois semaines sur un site dédié les usages quotidiens du Web dans la France de 1999.

Comme vous le verrez en lisant notre sélection de portraits et témoignages, ces gens du Net ne sont pas différents des autres. De vous. De nous. Les internautes, comme on les appelle, ce sont votre facteur, votre vieil ami, votre collègue de bureau, votre professeur, votre fils ou votre fille, etc. Vous-même peut-être...

Sur Internet, ils jouent et travaillent, ils écoutent et rêvent, ils s'échangent des idées et construisent des projets, ils achètent de quoi satisfaire leurs passions et créent des communautés sans frontières... Bref, ils sont eux-mêmes, sans tabou ni complexe vis-à-vis d'un outil à tout faire qui les fait souvent râler, parce qu'il est encore trop lent et fait grimper la facture de téléphone. Et, sans en avoir l'air, ils inventent une nouvelle façon d'écrire, de communiquer, de vivre parfois...

La fête de l'Internet, c'est d'abord la leur. Mais c'est aussi celle de ceux pour qui Internet reste aujourd'hui une langue inconnue et qui demain peut-être

deviendront eux aussi des gens du Net. C'est à eux tous que s'adressent ces huit pages.

Lorsque nous nous sommes demandés comment montrer simplement tout ce que l'on peut faire avec Internet, la réponse s'est imposée : en donnant la parole aux internautes. C'est une démarche naturelle pour Cegetel, premier opérateur privé de télécommunications en France, né avec le «mobile» et avec Internet. Et c'est ce qui justifie la présence du Centre de Formation des Journalistes, qui mène un travail de veille et de prospective sur l'écriture multimédia.

D'autres partenaires les ont rejoints : des sites Web, des cyber-cafés, et Médiangles, expert des études sur Internet et les internautes...

Les Gens du Net est donc bien plus qu'un site : c'est un laboratoire des usages d'Internet et du «journalisme en ligne». Mais c'est aussi un événement, du 19 au

21 mars au Carrousel du Louvre, avec une grande exposition sur les gens du Net, des initiations à Internet et la remise de prix aux meilleurs reportages amateurs que nous aurons mis en ligne après sélection d'un jury présidé par le délégué général du Centre de Formation et de Perfectionnement des Journalistes, et auquel l'écrivain Erik Orsenna, «e-reporter occasionnel» a accepté d'apporter ses lumières.

Merci à tous ceux qui ont permis ces prises de parole.

Les gens du Net au Carrousel du Louvre

Les 19, 20 et 21 mars, venez découvrir au Carrousel du Louvre comment se servent concrètement d'Internet les 4 millions de Français qui l'utilisent aujourd'hui.

Dans la rue du Net, une grande exposition de plus de 1 000 m² dans le hall Charles V, chaque visiteur pourra se rendre compte lui-même que le monde virtuel est déjà bien réel. Il pourra envoyer des courriers électroniques à partir d'un bureau de poste, se retrouver dans la peau d'un élève dans une classe où l'ordinateur remplace le tableau noir, visiter des expositions virtuelles avec un gardien de musée, bâtir son projet de maison avec un cabinet d'architecte utilisant le réseau pour travailler avec lui sur les plans, comprendre comment il sera mieux soigné demain par son médecin en liaison permanente avec le centre de renseignement sur les épidémies ou son hôpital le plus proche.

avec l'aide d'animateurs qualifiés. Les e-reporters amateurs pourront avec l'appui de journalistes professionnels, préparer et rédiger des reportages sur ceux de leurs voisins, de leurs amis, de leurs collègues de travail qui font déjà partie de la famille des gens du Net.

Et, le vendredi 19 mars, aura lieu sur scène la remise des prix du premier trophée des e-reporters organisé avec le Centre de Formation des Journalistes. A partir du site Internet www.lesgensdunet.com, les internautes ont envoyé leurs reportages. Leur mission ? Réaliser des portraits d'utilisateurs. La contrainte ? utiliser texte, photo, voire son. Certains reportages figurent dans ce dossier. Tous seront mis en ligne dès le 19 mars.

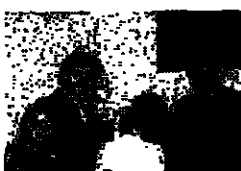
Les gens du Net s'affichent : c'est eux, c'est vous

Une chômeuse, des apiculteurs, un veilleur, un antiquaire, un maire, une mère, une institutrice, une fanfare, un homme d'affaires, une secrétaire, des chefs de clan, un informaticien, un médecin, un photographe, un grand-père, des enfants, une bénévole, des amis, des amoureux, des voisins, des éditeurs... Internet, c'est eux, c'est vous. Travailler, jouer, apprendre, entreprendre, créer, s'associer, s'informer, échanger, voyager... On peut tout faire sur le réseau. Même une galerie de portraits. Découvrez-en certains dès aujourd'hui et rejoignez les gens du Net sur leur site, dès le 19 mars.

Toute la famille s'y met

Marc, gastro-hépatologue, Marseille

En janvier dernier, Marc se casse une jambe et se retrouve immobilisé un mois à la maison. Du coup, il profite de l'occasion pour connecter son foyer au réseau des réseaux. A peine devant son écran, il se lance dans une entreprise colossale :



collectionner les adresses de tous les sites traitant de sa spécialité de gastro-hépatologie. Un coup d'œil jeté sur la liste des signets mémorisés montre qu'il a élargi sa curiosité : elle englobe notamment de nombreux sites de bandes dessinées. Le virus n'a pas tardé à gagner ses proches...

Brigitte, épouse de Marc, radiologue

«Je travaille à La Timone et à Saint-Joseph, dit-elle, deux hôpitaux qui sont équipés d'Internet dont je me sers déjà pour des recherches bibliographiques.

Maintenant, j'y trouve d'autres utilités. En février, nous sommes partis en famille une semaine à Florence. J'ai réservé notre hôtel sur le Net. Et pour l'été prochain, je songe à faire un échange de maison avec les États-Unis.»

Olivier, 14 ans, élève de seconde

«Je suis passionné de hockey sur glace, alors chaque jour je surfe dix minutes pour avoir les derniers résultats. Sinon, j'aime mieux la plage, le volley et la sieste.»

Thomas, 12 ans, élève de quatrième

«J'ai des copains, ils passent une heure par jour dans le cyber-café qui vient d'ouvrir en face de l'école ; ils font des jeux en réseau. Moi, pour l'instant, j'ai fait un exposé en anglais sur James Bond. Enfin presque... Il y a eu un bug au milieu. Et puis j'ai imprimé des bédés américaines : papa m'a engueulé parce qu'il n'avait plus d'encre.»

Sophie, 9 ans

«Je suis allée sur le site de Barbie avec papa. Il m'avait dit que je pourrais en faire une, mais ça n'a pas marché.»

OLIVIER BRÉCHARD

Le Net est étrange...

Yves, créateur et formateur à Internet, Paris

«Mon bookmark, c'est ma bibliothèque. Lorsqu'on s'y plonge, on n'en ressort pas indemne. Celui que je préfère, c'est le dossier OVNI. En réalité, c'est un dossier qui contient toutes sortes de liens étranges. Etranges prophéties, phénomènes inexplicables, monstres célèbres, la planète MO et son peuple, les «crops circles», Roswell bien sûr. Et surtout, de fabuleuses vidéos montrant toutes sortes d'objets volants non identifiés. Des vraies soucoupes volantes, du rêve à profusion, des histoires fantastiques qui rappellent aux jeunes qui viennent découvrir Internet chez l'Oncle Yves que les histoires d'extraterrestres, c'est comme les légendes anciennes : l'important, ce n'est pas d'y croire mais de les lire.»

PIERRE BRIAND

salades, conseille les entreprises en matière d'hygiène, etc. La veille technologique constitue une part essentielle de son travail. «Si j'ai besoin d'une info, mon premier réflexe est d'aller sur Internet. Mais je trouve rarement ce que je cherche : soit il n'y a rien de bon, soit je perds trop de temps. Par exemple, avec 36 sites sur l'huile d'olive, comment voulez-vous qu'on s'y retrouve !»

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

LE JEU DES 7 FAMILLES



Le citadin

Le Net est pour lui un outil - pratique et concret - qui lui facilite la vie au quotidien. Amateur de shopping, il boursicote et consulte aussi la météo. Point de vue de Médiangles : «En 1998, 83% des internautes français ont visité des sites d'information sur des produits ou des services. Près de 26% sont allés jusqu'à effectuer une commande ou une réservation en ligne : que celle-ci soit payée sur Internet ou non. Le matériel informatique (39%), les billets d'avion (27%), les logiciels (8%) représentent la majeure partie des commandes. Celles-ci concernent aussi les disques (6%), les livres (4%), les réservations d'hôtels (3%), les CD-ROM



«Mon meilleur souvenir, c'est en planotant sur le site Four 11 (annuaire email) le nom d'une copine que je ne n'avais pas revue depuis le lycée. Deux heures après, je recevais un message de New York, où elle était installée. Rien que pour ça, ça vaut le coup.»

Elle plonge dans l'huile d'olive

Véronique, ingénieure en agro-alimentaire, Avignon

A 29 ans, Véronique Giraud s'intéresse à «la revalorisation des techniques anciennes de préparation et de conservation des aliments». Sa société, narisienne lui a confiée

région PACA. Elle promène son portable de Nîmes à Marseille, où elle étudie les procédés de lavage industriel des



PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

PIERRE BRIAND

LE MONDE / MERCREDI 17 MARS 1999 / 111

{Publicité}

A Net s'affichent
c'est vous

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840.



« L'écran, c'est plus rigolo que le tableau ! » / « Mon petit plaisir du matin est d'aller voir sur l'ordinateur si j'ai reçu un message de ma fille... » / « Ce matin encore, un apiculteur algérien m'a envoyé un mail pour me demander un conseil... » / « Avec 36 sites sur l'huile d'olive, comment voulez-vous qu'on s'y retrouve ? » / « Les trois priorités des internautes : le sexe, l'argent et la météo (!). Alors, pour tes pages perso, tu t'appelles Pamela Anderson, tu parles de la pluie et d'une recette pour gagner de l'argent... » / « Le dossier OVNI, c'est celui que je préfère. » / « La même conversation au téléphone me coûterait environ 50 francs. Sur Internet, 2 ou 3 francs... » / « C'est mon bios neuronal, il faut que je l'upgrade. Comme j'ai fait mon shutdown à 5 heures, ma séquence de startup est un peu longue. » / « Le Net, c'est mieux que les tracts. »

Extraits du site www.lesgensdunet.com

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय

EN

■ Lui guéri en parti equi

■ La cher conu int: acci J sa Flg mai 105 d'ur che 800

■ L hy: hor pr lui pa 19

■ J: ce Au Cl di ut vi a sa

■ il q

«Le plus fort, pour le Web, c'est mon papa. Cet été, on déménagera à Bordeaux. Il continuera à travailler avec son patron de Paris, mais avec du télétravail.» Adrien, 6 ans.

IL FAIT DU BENCHMARKING BRANCHÉ

Hervé, traqueur d'habitudes, Paris
Sur Internet, on est très «startup», ces sociétés qui naissent en se fondant sur des technologies nouvelles et partent sur un développement rapide.



Netvalue est apparue en mars 98. Objectif : repérer les usages des internautes. A l'image des sociétés pour la télévision, Netvalue trace les habitudes de panels d'utilisateurs. Pour cela, Hervé et son équipe développent des logiciels spécifiques. Internet, c'est à la fois son objet et son outil de travail. La veille sur le réseau constitue un point capital de son activité : «Dans mon équipe, nous sommes tous en permanence en veille sur deux points. D'abord, nous recherchons de l'information technique : si nous devons développer un nouveau logiciel, notre premier réflexe est d'aller voir s'il n'existe pas des outils de développement libre d'accès sur Internet, pour nous éviter d'écrire du code superflu. Ensuite, il y a ce que j'appelle la veille «économique» : nous sommes en permanence en recherche d'informations sur ce que font les autres entreprises dans notre secteur ou sur les études qui sont publiées concernant Internet. Dès que je trouve une informa-

tion, je la mets sur notre intranet, et mes collaborateurs y ont accès. Bien sûr, les infos circulent dans les deux sens. Si l'on tient compte des mails que je reçois, 10 à 30 par jour, je passe une à trois heures sur Internet. Pour un besoin précis, je peux même y passer une après-midi entière.»

AYMERIC PICHEVIN

ELLE S'Y PRÉSENTE SPONTANÉMENT

Caroline, sans emploi, Marseille

Elle fête ses 25 ans. Elle a terminé ses études en décembre 1998. Caroline cherche un emploi dans la communication. Donc elle écumine les sites de recrutement des entreprises qui l'intéressent. Et y trouve, explique-t-elle, «des renseignements sur l'activité de la boîte, des profils-types, des témoignages... Ça donne une bonne idée des procédures d'embauche et c'est un moyen économique et rapide d'entrer directement en contact avec les responsables. Un seul problème : faut-il accom-



pagner son CV d'un email bref, au risque de paraître trop cool, ou d'une lettre de motivation formelle ? Un vrai dilemme culturel.»

OLIVIER BRÉCHARD

IL FAIT DU NET UP TRACT

Didier, agitateur d'idées, Maupertuis

Maupertuis, quartier de Grenoble, vivait tranquille, avec le centre européen de Rank Xerox dans son château. Et voilà que l'on veut imposer au fond d'une impasse une usine de montage électronique. «On a eu l'idée de créer un site Internet, c'est mieux que les tracts.» «On», c'est l'association des habitants. Les messages de soutien affluent. Comme la société qui veut construire l'usine est implantée aux États-Unis, l'association envoie là-bas



des emails vengeurs à ses partenaires commerciaux. En deux mois, le projet est démenagé sur une zone industrielle. Le site, lui, est resté : «on» veille et chacun sait désormais que les infos pratiques sur Meylan y sont à disposition. Le point sur les travaux, le droit de pré-emption urbain, le projet «Métiers en direct», organisé par l'association pour que des professionnels viennent parler aux jeunes de leur job.

JACQUES PERON

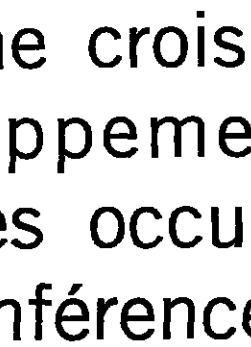
ILS METTENT DE LA Salsa DANS L'ordi

Maya, décoratrice, Paris

Maya danse la salsa à La Java. Elle voit des ordinateurs près de la piste, avec quelqu'un aux cla-

ves. Elle l'interroge : - Qu'est-ce qui se passe ici aujourd'hui ? Qu'est-ce que tu fais avec les ordinateurs ici ? - On a un site sur la salsa, cubafolk. On a aussi démarré une salsa TV. Le monde entier peut se connecter sur nos événements. Cette fête est retransmise en direct. D'accord ? - Tu travailles pour qui ? Je comprends pas, ça m'énerve. - On filme. Tu vois, là tu peux te voir à l'écran. Y a un micro qui est branché sur l'orchestre. On peut discuter, se voir, envoyer du son. On fait des photos des gens pendant la fête et tu peux les envoyer en direct. Tu veux envoyer ton portrait au Paraguay ? - Ha ha ha ! Mais ils n'ont pas encore le logiciel qu'il faut !

AYMERIC PICHEVIN



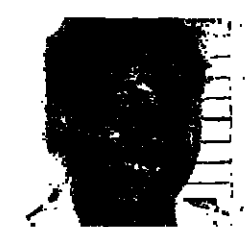
cator. Alors je suis passé sur le Net. Après trois jours de recherches (annuaires, sites spécialisés ou personnels), un chercheur américain m'envoyait le texte et le jeu de police de caractères permettant de l'imprimer en chinois.»

SHLOCO

ELLE SURFE POUR PRÉPARER SES ENTRETIENS

Brigitte, secrétaire au chômage, Paris

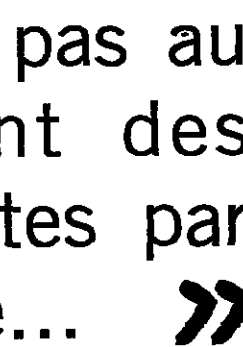
Après quelques semaines de recherches «traditionnelles», Brigitte décide de prospecter sur Internet : «Un CV pour le Web ne se rédige pas du tout de la même manière qu'un CV papier. On ne dispose que de quelques lignes. Il faut aller à l'essentiel mais aussi utiliser les libertés que permet Internet : couleurs, intégration de liens, etc. Encore plus qu'ailleurs, il faut apporter une touche d'originalité.» Deuxième étape : déposer son CV sur les nombreux sites spécialisés. «Avec mon mari, nous avons fait une sélection en nous basant sur des critères de sérieux et de fréquence de mise à jour.» Internet permet aussi de repérer



des offres d'emploi et d'y répondre. «J'utilise les moteurs de recherche et je surfe. L'avantage, c'est que les postes sont décrits avec précision. On peut parfaitement

l'Herodote chinois. J'avais lu qu'il y mentionnait une terre immense, de l'autre côté du Pacifique. Des navigateurs chinois auraient découvert l'Amérique 3 000 ans avant JC ! Les libraires me regardaient comme un gardien de vache vénusien sans son plan de communi-

AYMERIC PICHEVIN



La encore, Internet dépasse tout ce que l'on peut obtenir autrement. En plus, on obtient les informations très rapidement. Et alors ? Brigitte a trois entretiens, tous décrochés par le biais d'Internet.

AYMERIC PICHEVIN

IL RÉVOLUTIONNE SON RAPPORT AU CLIENT

Eric, directeur associé d'une société de communication, Paris

«Le mail a changé ma manière de travailler. Je l'utilise tous les jours et je ne passe plus un fax. Cela remplace aussi dans une certaine mesure le téléphone : on peut passer plus d'informations par courrier électronique, et on est sûr de les atteindre. Je gagne du temps, notamment avec nos clients basés à l'étranger ou en province. C'est un gain de temps fabuleux par rapport au



Chronopost qu'il fallait envoyer la veille pour le lendemain. Le mail me permet aussi de faire valider beaucoup de choses par le client. C'est une trace écrite, bien plus facile à obtenir et à manipuler qu'un fax. Le revers de la médaille, c'est que les clients ont tendance à nous retourner dix fois un projet publicitaire avant de l'accepter. Avant, le client fondait sa décision et son imagination sur une ou deux propositions que nous lui soumettions sous forme de catques faits à la main. Maintenant, il sait que l'on peut faire facilement des modifications et il a parfois tendance à attendre un projet finalisé avant d'accepter... L'autre apport d'Internet, c'est sa richesse en informations sur des milliers de domaines. Récemment, un

lais, je me suis connecté sur son serveur Web, pour avoir en direct l'information sur sa société. J'ai pu être plus pertinent commercialement. Avantage supplémentaire : tout le monde dans l'entreprise peut accéder à cette information la plus complète, ce qui était auparavant réservé à une élite.»

HECTOR LABIEL

ILS METTENT DU MIEL EN LIGNE

Famille Mary, apiculteurs, Angers

78 ans que Mary fait son miel. 78 ans qu'elle le commercialise avec audace. Chez les Mary, on naît apiculteur. Il y a d'abord eu grand-papa Mary, qui faisait les foires au miel et qui allait jusqu'à Deauville ou La Baule pour vendre sa production. C'était nouveau à l'époque. Papa Mary a ensuite voulu développer la vente par correspondance, qui représente aujourd'hui 80% du chiffre d'affaires de l'entreprise. Aujourd'hui, Benoît Mary est à la tête d'une entreprise familiale de 25 personnes et de 2 000 ruches. Perpétuant l'esprit d'innovation de la famille et la culture de vente en direct de l'entreprise, Benoît a décidé de rependre son miel sur

QUE FONT-ILS ?

ILS CORRESPONDENT

Ils s'envoient des messages comme des lettres par la poste. Courrier électronique (email) en anglais, mais en français représentant l'utilisation la plus basique d'Internet. Chaque internaute possède sa propre adresse, définie par son fournisseur d'accès, son entreprise ou les sites Internet. Message privé pour correspondant privilégié ou courrier circulaire adressé à un collectif, on envoie son texte brut ou accompagné de pièces jointes : fichiers-texte, son ou image. Comme un colis. Plus sophistiqué : réaliser des mailing-lists, c'est-à-dire un système de diffusion à des correspondants sélectionnés dans une liste de base en fonction du thème. Histoire de correspondre... à leurs préoccupations.

ILS S'INFORMENT

Ils dénichent sur Internet les sujets qui les branchent : météo, cours de la bourse, trafic routier, appartements à louer... Sur toutes sortes de thèmes émergent des sites spécialisés ou des journaux en ligne, qu'il s'agisse de magazines créés spécifiquement pour le Net ou de versions en ligne des journaux vendus en kiosque. Ils accèdent également à des banques de données, gratuites ou payantes. Autre moyen de s'informer : s'inscrire sur une mailing-list pour recevoir régulièrement dans sa boîte aux lettres électronique des informations choisies sur un thème pointu. A l'instar du scientifique qui veut se tenir sans cesse informé des dernières avancées de la recherche dans son secteur.

ILS APPRENNENT

D'un côté, il y a l'étudiant passionné qui étale son savoir sur le clonage grâce à son site. De l'autre, des universités, des écoles, des centres de formation et des associations aussi, qui proposent des cours en ligne. Salle de classe virtuelle, cours en temps réel, ambiance studieuse, tout y est. L'indiscipline en moins. Les gens du Net s'intéressent beaucoup aux sites spécialisés en matière d'art ou de sciences, qu'elles soient exactes ou humaines. Avec une prédilection pour



MR MARCEL PARLE DE LA TOUR EIFFEL (MR STEFAN, SUÉDOIS)

Bonjour, voici un petit dessin de Monsieur Marcel. Je l'ai rencontré dans un chat room l'année dernière. En fait je ne l'ai jamais vu, mais c'est comme ça que je l'imagine. Monsieur Marcel aime bien le Web et la tour Eiffel. Monsieur Marcel aime beaucoup parler de la tour Eiffel. Alors, il va sur des chats et explique à tout le monde à quel point elle est belle la tour Eiffel. Comme il n'habite pas Paris, il a mis une toute petite tour Eiffel sur son écran. Quand il fait beau Monsieur Marcel met son ordinateur et sa petite tour sur une petite table dans son jardin. Souvent il invite ses amis à aller «à l'Internet» avec lui. Il leur montre de beaux sites du monde entier. Un jour il les a amenés sur le chat et on a tous pu leur dire bonjour. Monsieur Marcel est très gentil et dit «bienvenue» à tous les nouveaux sur le chat room.

IL RETROUVE UN TEXTE CHINOIS

Jean-François, passionné d'histoire ancienne, Paris
«J'essayais de mettre la

سكنا من الالهي

(Publicité)

(Publicité)

Cet été, on
travaillera avec son
Adrien, 6 ans.

as au
des
s par
»

JEU DES 7 FAMILLES



Le communautaire

Communiquant tout azimut. Cet internaute est un actif qui cherche et établit le contact durablement. C'est une tribu qu'il recherche. Ou plus si affinités.

Point de vue de Médianes : « Gigantesque point de rencontre planétaire, le Web voit sans cesse de nouveaux Français arriver. Le nombre d'utilisateurs dépasse aujourd'hui les 4 millions et on peut envisager qu'en l'an 2000 près d'un micro sur trois installé dans les foyers pourrait être connecté à Internet. Sur ces bases, le marché des particuliers représenterait fin 2000 un foyer sur dix environ, contre environ un sur vingt-cinq aujourd'hui. »

Ils se
marient
en direct

Sophia, Madrid, et
Carolus, Barcelone

« J'étais en Espagne chez mon cousin. Je lui installais Internet. On a créé un site, Amigo2. Très vite beaucoup de gens se sont connectés et sont devenus de plus en plus proches. Comme une grande bande de potes qui ne s'étaient pas revus depuis longtemps. Bien sûr, ils ne se connaissaient pas. Ils se sont liés à travers les forums et les discussions. Ils sont devenus amis et ont décidé d'organiser des rencontres une fois par an, dans un hôtel. La première fois, c'était à Londres. Les liens sont devenus plus forts. La deuxième année à Barcelone, Sophia et Carolus se sont vus pour la première fois. Elle vivait à Madrid et lui à Barcelone. Ils se connaissaient déjà bien par le Net. Et là, coup de foudre. Six mois plus tard, ils se sont mariés. »

PATRICK LATRONCHE

Elle fait
naviguer les
naufraiges

Cécile, animatrice
d'une association,
Nîmes

Il y a les démunis. Précaires de l'Indre-et-Loire. Gens qui vivent du chômage, du RMI. Gens qui vivent dans un institut, le temps d'une éducation à l'autonomie. Il y a un bel endroit, moderne, avec un parc informatique à la pointe, c'est l'occitan. Aujourd'hui la quarantaine, Hélène Fave est tombée dedans quand elle était petite. Son père le parlait, et

Une fille pas comme les autres. Un passé trouble, un avenir radieux : informaticienne, Nîmoise mais ex-Parisiennne, elle est de tous les combats contre toutes les exclusions. Dans toute la France. Une association humanitaire locale l'appelle. Cécile n'hésite pas. Bénévoles. Avec l'aide de la Fondation de France, Cécile est en train de reconstruire dans la région Centre son super site/banque de données anti-exclusion, intersocial.org. « Les gens pourront calculer sur le site le montant des allocations ou du RMI, et pas seulement chercher un lit pour la nuit ou un hôpital accueillant. » Mais comment les pauvres accèdent-ils au Net ? L'association qui a appelé Cécile en Indre-et-Loire est en train de collecter des centaines d'ordinateurs déseués dans les entreprises, notamment les 3 Suisses. Ils seront ensuite distribués aux autres associations humanitaires avec le système d'exploitation Linux que Cécile y installera. Bien équipé, même un « naufragé » peut aller loin dans le cyberspace. »

CESARE PICCOLO

Elle parle
l'espéranto

Hélène, professeur de
français, Pessac

Du côté du Périgord, on l'appelle parfois l'Esperantoc. C'est une langue peu parlée mais qui réunit la Terre entière, via Internet. Cette langue, c'est l'occitan. Aujourd'hui la quarantaine, Hélène Fave est tombée dedans quand elle était petite. Son père le parlait, et

micro...) pour rester en contact avec le continent américain. Et ça marche, « on communique par email ou par le chat, mais surtout par vidéo. On se parle deux ou trois fois par semaine, vingt minutes environ. On se voit bien, la définition de l'image est correcte. Le son, un peu moins, c'est encore un peu haché. Il faut bidouiller et mettre l'image sur pause pendant qu'on parle pour que le son passe correctement. Mais ce n'est vraiment pas un gadget. Je n'aurais pas pu m'en passer : la même conversation au téléphone me coûterait environ 50 francs. Sur Internet, 2 ou 3 francs. Et ça fait du bien. »

PIERRE CALLEWAERT

Ils font
cousin-cousine

Laure, Paris

« Je voulais offrir un Coltrane, à mon cousin à Los Angeles. J'ai trouvé le disque sur le Net. J'avais découvert un peintre dans une galerie à San Francisco, Catherine Vosco. A mon retour, j'ai pu retrouver des boîtes d'elle sur le Web. Je l'ai envoyé à mon cousin par l'écran. »

« C'est comment, tes rapports avec ton cousin ?
« C'est perso. On s'écrit 3 fois par semaine et on s'envoie des photos numériques ou des cartes pour les fêtes, pour Shabbat Shalom. Là on se prépare pour Pessach. »

SHLOCO

Elle forme
au Net et
adore ça

Tiffany, formatrice
autodidacte aux nouvelles
technologies,
Montreuil

Aux pieds des tours de l'Urssaf, face au futur hypercentre, s'érige l'immeuble en pierre de taille, mais style front populaire, de la mairie de Montreuil. Montreuil



l'africain, Montreuil le manouche, Montreuil le câblé. C'est le décor où officie Tiffany, animatrice formatrice aux nouvelles technologies et employée municipale modeste, quoiqu'en emploi jeune. Un premier mi-temps aux formations auprès des terminaux Internet libre-service (gratuits mais avec une trop longue attente) de la bibliothèque annexe à la mairie. Un deuxième mi-temps pour coopérer aux nombreux projets multimédias municipaux (formation des animateurs d'un centre aéré, pour faire construire une histoire multimédia à des enfants de cinq ans pour le Web, voire un CD-ROM). Tiffany assure aussi la mise à jour du site de la mairie, notamment de l'agenda. Elle adore son boulot, et ça se voit. « Chacune des 85 personnes que j'ai

CEDRIC NEAU

Elle voit
sa sœur en
direct

par- dessus
l'Atlantique

Sophie,
étudiante, Paris

Sophie, 20 ans, étudiante dans une école de communication mais veut devenir journaliste. Il y a six mois, sa sœur est partie au Canada. Présentant des notes de téléphone salées, elle récupère le PC familial



et se fait équiper de tout l'attirail (Webcam, micro...)

formées est différente. C'est stimulant et ça aide à trouver la pédagogie appropriée à chacun. Il y a ceux qui s'y connaissent déjà un minimum, ceux qui culpabilisent de n'avoir jamais touché à un ordinateur. La plupart ont déjà tout chez eux, mais beaucoup ne connaissent rien ou bien une seule fonction de l'Internet. Le travail le plus dur est avec ceux qui savent un petit peu et croient déjà savoir. Mais ce qui les étonne tous, c'est de se dépatouiller très bien tout seuls dès la première demi-heure. »

CESARE PICCOLO

Elle fait
sa trace

Mélanie, maquettiste,
Paris

« Internet, je n'y vais que pour travailler sur mon site ou consulter mes messages. Je cyber-diffuse mon fanzine gratis. J'ai des réactions en direct, je montre mes dessins, mes bédés. Je communique, quoi, au lieu de créer toute seule dans mon coin. Je laisse ma trace. Sans salir. »

MAX GUIDO

« Ils se connaissaient déjà bien par le Net. Et là, ils se sont vus en direct. Coup de foudre. Six mois plus tard, ils se sont mariés. »

Mr le maire
est le géant
vert

Yves, professeur de
chimie, Mèze

De l'internaute, il n'a ni le look, ni la renommée. Pas de casquette, pas de streetwear, pas de snowboard. Mais il est solide. Et scientifique. Et maire. Sa ville, Mèze, est un hameau niché sur les bords de l'étang de Thau, face à Sète, un peu à l'ouest de Montpellier. On y vit de la pêche, de la vigne, de l'ostréiculture et du tourisme. Mais monsieur le maire, un chimiste de formation qui n'a pas volé son surnom de géant vert, a trouvé un nouveau filon pour la

région : la recherche sur l'environnement. Recyclage, traitement des eaux, biotechnologies... C'est l'Ecosite de Mèze et le petit pôle d'économie bio qu'il a généré. Non seulement



ils exportent des produits et du savoir-faire, mais accueillent des dizaines de milliers d'enfants et de touristes chaque année.

« L'objectif final est le "développement durable" de la région. A partir de la solution

des problèmes locaux, on a fini petit à petit par générer une économie, et on a réinvesti dans la recherche et la formation. Sur l'Internet, c'est la même politique. En attendant rapidement le câble, on vise la formation. » Beaucoup d'emplois ont été créés ou maintenus, la contrée se repeuple, les jeunes restent, les impôts baissent. A croire qu'ils se prennent pour une micro Silicon Valley de l'environnement sur Méditerranée. »

CESARE PICCOLO



CA L'A VRAIMENT CHANGÉE (CHRISTA, DIRECTRICE ADJOINTE D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE, PARIS)

« Alors, Internet, dans votre travail, ça change quoi ?
« Ça change tout, aussi bien pour communiquer dans les congrès internationaux que pour récupérer les publications spécialisées sur tel ou tel sujet. C'est tellement plus facile, avec le Net, de collecter des infos, d'échanger des données avec des universités, avec l'Inserm...
« Et à la maison ?
« Ça change la vie. Par exemple, si je veux réserver une place de spectacle ou partir en week-end, mon premier réflexe, c'est le Net. C'est là que j'ai pu trouver mon billet d'avion Biarritz-Barcelone. Sinon j'aurais fait la queue des heures. Et puis je communique bien plus avec mes amis qui vivent à l'étranger.
« Et avec les enfants, quand vous partez en mission à l'étranger ?
« Ils sont encore un peu jeunes pour écrire. De toute façon, je n'ai pas de connexions sur mon portable. D'ailleurs, faut que j'y pense... Oui, vraiment, ce sera génial de communiquer avec eux par le Net. »

Jean Demille

EN

■ Lui guéri en parti équil

■ La cher conc inté acci à sa figt mai 103 d'u che 300

■ L hyt ho: pr lui pa 19.

■ Jé ce Ai Ci du ui w a si

■ il h c s

«Bertil, 24 ans / 1,70 m / 63 kg / chausse du 42 / dépense en disques 1 000 F par mois / ne les achète que sur 2 sites Web / tape ses 16 chiffres de carte bleue / attend 4 jours de délais.»

Il fait du vieux avec du neuf

Thierry, antiquaire, brocanteur, Périgueux. Bien sûr, dans sa boutique, ça sent un peu la poussière et la cire.



Le vieux, en somme. Mais dans la salle voisine, on entend le bourdonnement discret d'un ordinateur. Prémices d'un conflit d'époque ? Une cliente s'approche de Thierry, 44 ans, et demande : «Vous n'avez pas des fauteuils Henri II ?» «Ah, non, je n'en ai pas en ce moment, désolé», répond-il la tête dans son PC. Puis d'ajouter : «C'est un peu ma tôle. Mais j'apprends beaucoup plus de choses avec ça.» Et de pointer sur le modem. Antiquaire par hasard, il est devenu internaute par envie, par besoin. Celui de comprendre un métier. Sur le Web, il vient chercher des renseignements sur les foires internationales, ausculte les pièces des marchands, «surtout étrangers, car les antiquaires français sont encore très peu équipés». Si une information concernant des meubles lui manque, il active son modem. Et, sans parler de e-business, terme qui le fait sourire, Thierry a déjà acheté un article par

Internet. «Un homme m'a envoyé un email pour me demander si l'armoire dont l'image était stockée dans un fichier joint m'intéressait. J'ai dit oui et l'affaire s'est faite, tout simplement. Le Web, c'est un peu une foire permanente !»

Le nom de son magasin ? Forum, comme par hasard.

CÉDRIC NEAU

Une école de 13 élèves fait sa promo

Gwenaëlle, institutrice, Hoedic

Gwenaëlle est institutrice dans une école privée d'une petite île de 200 hectares, Hoedic, dans le Morbihan. Il y a deux ans, un professeur du continent a mis en place un site Internet pour l'école insulaire. «On a été la première



école privée du Morbihan à posséder notre site. Le but de ce projet était de faire connaître notre établissement. Il y a actuellement treize élèves. Les classes s'échelonnent de la moyenne section, au CM2. On a un fonctionnement assez spécial,

explique la jeune institutrice. Depuis que l'on possède un site, les enfants, surtout les grands, passent des interours entiers devant l'écran. On réactualise souvent le site, on y met des poèmes et, avec des photos, on montre la vie de l'école. Nous communiquons aussi avec une école de haute montagne dans les Pyrénées. Son fonctionnement pédagogique est similaire au nôtre. On va s'y rendre, fin juin. Tout ça grâce à Internet.»

BERNARD SCHMIDT

Pontivy se relie à Ouesselbougon

Jean-Michel, président d'une association de jumelage, Pontivy

Tout a commencé il y a 12 ans par un jumelage entre une association de Pontivy, en Centre-Bretagne, et Ouesselbougon, au Mali. Echanges culturels, chantiers de jeunes, création d'une crèche... Les deux villes ont progressivement multiplié les actions communes jusqu'à ce que quelqu'un ait l'idée de créer un site Internet pour communiquer vite, bien et pas cher ! «Depuis que nous l'avons ouvert, 350 consultations ont été enregistrées. Le principe de la boîte aux lettres fonctionne bien. Être en contact avec une ville comme Bamako en temps réel ça aide. C'est d'autant plus appréciable que



nos projets s'accroissent», explique Jean-Michel Leroux, médecin et président de l'association. Cette coopération a déjà permis d'équiper le bloc opératoire d'un bâtiment d'hospitalisation et l'installation d'un cabinet dentaire est prévue pour la fin 99.

SANDRINE GRILLET

AGNÈS VIENT DE M'APPELER. QUATRE MOIS QU'ELLE SURFE TOUT AZIMUT SUR LES EMBOUTILLAGES DES AUTOROUTES DE L'INFORMATION. ELLE A MIS YAHOO ! DANS SES SIGNETS AVEC ALTAVISTA ET VOILA, ET MÊME CNN ALORS QU'ELLE N'ALIGNE PAS TROIS MOTS D'ANGLAIS. [...] AGNÈS VEUT UN SITE

PERSO. «MAIS AGNÈS, QU'EST-CE QUE T'AS DONC À DIRE À 150 MILLIONS DE LECTEURS POTENTIELS ?» ELLE VEUT LEUR PARLER DE THOMAS ET DE SA COLLECTION DE CARTES POSTALES. ELLE VEUT MONTRER SA MAISON, SON CHAT MOUFFASSA - DIT MOUF -, PARLER DE SON BOULOT, DE SA FAMILLE, DE SES ENVIES, D'ELLE QUOI. «T'AS UN PROBLÈME D'ÉGO, AGNÈS ? [...]»

- MAIS NON, MAIS J'EN AI MARRE D'ALLER VOIR LES AUTRES, JE VOUDRAIS QU'ILS VIENNENT ME VOIR.

- DIS-MOI AGNÈS, TU CROIS VRAIMENT QUE TON PETIT COCON LES INTÉRESSE ?

- MAIS POURQUOI PAS, EST-CE QUE JE SERAIS MOINS INTÉRESSANTE QUE CELUI QUI ÉTALE SA PASSION POUR DEEP PURPLE, SON SCORE À WARCRAFT II OU SA LICENCE D'OCCITAN, EST-CE QUE JE NE MÉRITE PAS D'ÊTRE CONNUE MOI AUSSI ? [...]»

- ALORS AGNÈS, JE T'EXPLIQUE. LE WEB N'EST QU'UN MIROIR DE NOTRE SOCIÉTÉ. [...] JE VAIS TE DONNER LE GRAND SECRET. SI TU VEUX QUE LES AUTRES TE TROUVENT, TU DOIS LEUR DONNER CE QU'ILS CHERCHENT. VOICI DANS L'ORDRE LES TROIS PRIORITÉS DES INTERNAUTES, TOUTES NATIONALITÉS CONFONDUES : LE SEXE, L'ARGENT, ET LA MÉTÉO (!). CES 3 AXES REPRÉSENTENT 95 % DES DEMANDES DANS TOUS LES MOTEURS DE RECHERCHE. ALORS POUR TES PAGES PERSO, TU T'APPELLES PAMELA ANDERSON, TU PARLES DE LA PLUIE ET DU BEAU TEMPS, ET TU PROPOSES UNE RECETTE INFALLIBLE POUR GAGNER DE L'ARGENT. [...]»

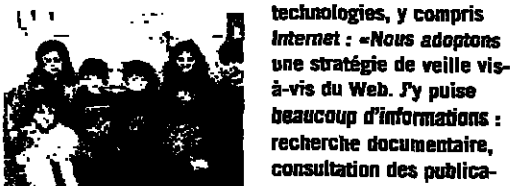
CÉDRIC NEAU

ils se livrent au support digital

Marie-Françoise et Bernard, éditeurs, Périgueux

«On travaille sur de la

matière grise. Dans un livre il y a un don de soi très important. Il faut le respecter.» Marie-Françoise et Bernard sont des amoureux des lettres cochées sur papier relié. Ils défendent une certaine idée de l'édition : ne pas s'occuper des grosses machines qui trusent le papier et puiser dans le vivier régional. Depuis 1943, les éditions Fanlac prospèrent car ce couple, et avant eux le père de l'éditrice, ne veulent pas se fermer aux nouvelles technologies, y compris Internet : «Nous adoptons une stratégie de veille vis-à-vis du Web. J'y puise beaucoup d'informations : recherche documentaire, consultation des publications récentes. J'acquiers ainsi une vision différente du monde de l'édition.» La société adapte ses méthodes. Les pages ne sont plus envoyées aux correcteurs ou aux imprimeurs par La Poste, mais par Internet : rapidité, effi-



letres bizarres en cou- leur, qui s'affichent sur la page d'accueil du site de l'école : «C-o-n-n-e-z-à-c... C'est le nom de notre village», s'exclame-t-elle ! À terme, l'instituteur veut développer la

actuel va subir une révolution. Si peu de gens encore achètent leurs livres par ce vecteur, il faut s'y préparer dans l'avenir. Même sans site, les éditions Fanlac apparaissent sur le Web : Michel Moy a présenté son livre «Sur des oliviers morts» via Internet à l'occasion d'une exposition. Nombre d'auteurs, plus ou moins célèbres, sont très contents de dialoguer avec leurs lecteurs branchés. Grâce au principe de l'hypertexte, le nom Fanlac existe sur la grande toile. Et il n'est pas rare que les Tardien reçoivent une demande de catalogue par email, expédiée illico. C'est sûr : Internet, c'est l'avenir du livre.

CÉDRIC NEAU

ils gardent le contact jusqu'à Kyoto

Francette, institutrice à Pontivy

L'année dernière, sa fille cadette, Rozenn, 24 ans, est partie à Kyoto au Japon faire ses études. «Avec mon mari, on a réfléchi : comment communiquer avec Rozenn d'une manière économique. Des amis nous ont donné l'idée d'Internet. Je me suis abonnée et ça m'a tout de suite plu. Rozenn avait Internet dans sa faculté japonaise, on communiquait tous les jours. Mon premier réflexe et mon petit plaisir du matin était d'aller voir sur l'ordinateur si j'avais reçu un message d'elle. Puis j'ai acheté un scanner. Maintenant je peux transmettre à Rozenn des papiers importants et des photos. Récemment, je lui ai fait parvenir des pages

JEAN PHILIPPE

QUE FONT-ILS ?

ils JOUENT

Ils transforment le Net en tripot : casinos virtuels, parties acharnées de Quake en réseau (il faut, en gros, dégommer tout ce qui bouge !), sites à la pointe de la technologie ludique (Flash !). Dans ces lieux à des lieues du réel, le joueur se déguise, emprunte la peau d'un avatar et intègre un immense jeu de rôle. Équipement minimum de l'internaute-joueur : un ordinateur, un modem, un logiciel son-image, un abonnement d'accès au Web et quelques adresses de serveurs de jeu, la plupart gratuits.

ils COMMERCENT

Faire un petit shopping mondial devient l'un des must du Net. Des entreprises de plus en plus nombreuses y alignent leurs galeries marchandes. Sur le Net, l'Intermaut Economicus achète en direct (logiciels, abonnements aux sites, etc.) ou en différé (VPC). Il suffit d'une carte bleue. Les paiements sont sécurisés et les envois expédiés. Ou, presque. Journaux de petites annonces et boursiers d'échanges se développent également à un rythme effréné, donnant parfois une impression d'inventaire à la Prévert : appartement, voiture, vélo, CD, jeux vidéo, motos, photos et autres animaux...

ils DIALOGUENT

Ils alimentent la convivialité et s'affichent à grand renfort de signes cabalistiques (smileys et autres émoticônes). En l'absence de contact, ils échantonnent des mots en plein forum et mêlent leurs contributions aux groupes de discussion... Sur le Net, chacun cherche son chat. Et trouvera bientôt le moyen

entières de journaux d'offres d'emploi. Depuis, l'usage d'Internet m'est devenu indispensable. J'ai pris goût et je «surfe» beaucoup sur le Web. Il faut savoir mêler l'utile à l'agréable.»

BERNARD SCHMIDT

ils font swinguer le HTML

Thierry, créateur du site des Crapauds Saint-Jacques, Lyon

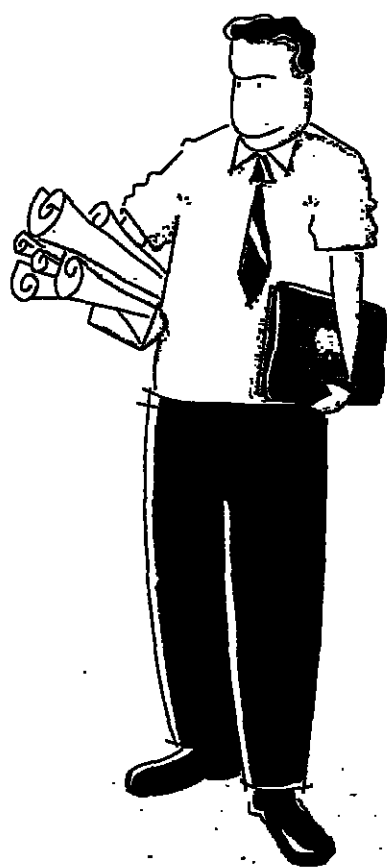
Les Crapauds Saint-



Jacques, c'est une fanfare de joyeux godelureaux, une brigade du rire, étudiants pour la plupart. Conçu comme une vitrine vers l'extérieur, ce site a par la suite pris une nouvelle dimension : «À l'origine, je l'avais créé pour nous faire connaître à l'extérieur et pour pouvoir vendre notre disque en proposant des échantillons de musique. Nous avons eu quelques contacts. Mais ce site a surtout servi à communiquer entre nous. Nous sommes près de vingt-cinq musiciens. Ce n'est donc pas toujours facile de prévenir tout le monde pour un concert, de faire circuler des photos ou de fédérer l'ensemble du groupe autour d'un projet. Nous avons donc tous mis nos email. L'information circule mieux et n'est jamais perdue. On n'a vraiment plus d'excuse pour arriver en retard à nos rendez-vous.»

JEAN PHILIPPE

LEU DES 7 FAMILLES



L'entrepreneur

Artisan, artiste ou chef d'entreprise tourné vers l'avenir, il se sert du réseau. Il le fait pour créer, construire, communiquer et vendre. Sans parler du reste.

Point de vue de Médianet : «L'Internet touche en priorité des personnes de formation supérieure (52% des internautes français sont des bac+3). Pionniers sur le plan professionnel, on les retrouve à des postes clef

des entreprises. 58% d'entre eux participent au choix des produits ou de fournisseurs dans les

(Publicité)

lu 42 / dépense
que sur 2 sites Web
14 jours de délais.

**papa bonr-
cote, les
enfants
jouent**

**Thierry, cadre
supérieur, Paris**

Premier personnage de
cette petite histoire de
famille du XV^e arrondis-
sement de Paris comme



il y en aura demain des
centaines de milliers :
l'ordinateur. Acheté en
pièces détachées à l'été
98 après moult tergiver-
sations, puis heureuse-
ment monté par un ami
fêru d'informatique,
ce nouvel animal domes-
tique trône dans un coin
du grand salon. A deux
petits centimètres d'une
planche d'aimables sou-
venirs photographiques,
il a sa place.
Seconds protagonistes :
les enfants, deux
jumeaux de cinq ans et
une gamine de sept prin-
temps. Ils ne surfent
pas. En revanche, les
galettes laser de *Adibou*
ou de *Peter et Julie au
pays des couleurs* n'ont
plus de secrets pour eux.
Comme le précise le
pater familias, «c'est
autant de temps qu'ils
ne passeront pas devant
la télé et ça les familiarise
avec l'informatique».
Le père, justement,



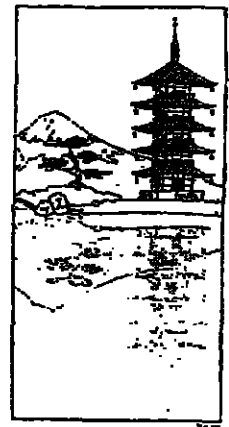
pourrait être le héros de
la fable. Comprenez :
l'internaute. Cadre supé-
rieur, la quarantaine
portée avec aisance,
Thierry a les pieds sur
terre. «Avant, lorsque je
voulais vendre ou acheter
une action à la Bourse,
je devais compter deux
jours entre mon ordre
qui devait être libellé par
écrit à ma banque et sa
concrétisation.
Aujourd'hui, tout se fait
dans la minute, en
temps réel. Pas de
temps mort ! Le soir,
alors que les enfants
dorment, je me connecte
au site de la société de
bourse où j'ai ouvert un
compte. Je regarde le
niveau des actions, je
fais mes calculs grâce à
un logiciel. Parfois je
vais sur d'autres sites,
par exemple pour étudier
l'historique des actions
qui m'ont l'air d'avoir le
vent en poupe. Puis je
donne mon ordre. Le len-
demain matin, dès l'ou-
verture de la bourse,
mon ordre est passé. Au
final, j'ai moins de frais
(à peu près 0,7% au lieu
de 1,2%) et je suis bien
plus réactif. Je gagne
donc plus d'argent.»
Reste la maman. Pascale
est secrétaire général
adjoint de l'Amicale des

cardiologues de l'Est
parisien. « On n'a pas de
fax, dit-elle, alors j'utilise
le courrier électronique
pour communiquer avec
le président et faire mes
propositions. »
Internet, c'est simple
comme une banale
histoire de famille.

ARIEL KYROU, VOISIN

**Ils s'embras-
sent à
distance**

Reiko, étudiante, Tokyo
Reiko est étudiante à
Tokyo. Stéphane, lui, vient
d'achever ses études à
Nantes. Ils se sont ren-
contrés l'an dernier lors
d'un voyage d'échange au



Japon. C'est sur les pontes
du Mont Fuji que Reiko et
Stéphane se sont embras-
sés pour la première fois.
Mais les fleurs des cerisiers
sont tombées et Stéphane
a dû rentrer en France,
à dix mille kilomètres de
sa bien-aimée.
Depuis, Reiko et Stéphane
s'écrivent quotidiennement
par courrier électronique
sur Internet. Chaque nuit,
lorsque l'un rêve, il sait
qu'avant son réveil, l'autre
aura allumé fébrilement
son ordinateur, ouvert sa
boîte aux lettres virtuelle,
lu sa missive enflammée,
et surtout, y aura répondu.
«J'ai commencé à

apprendre le japonais et
je peux même écrire avec
des caractères japonais !»,
s'enthousiasme Stéphane.
Les amoureux en ligne
profitent également des
possibilités offertes par le
multimédia pour s'envoyer
des photos et des
«Je t'aime» en fichiers
audio.
Mais l'amour peut-il être
numérisé ? Apparemment
oui : lorsque Reiko se
lève, elle est impatiente
d'arriver à son université
pour consulter son cour-
rier ! «Tous les matins,
je consulte les noms des
expéditeurs des nouveaux
messages et mon cœur
bat plus fort...» Celle-ci
n'a pourtant aucune raison
de s'inquiéter : lorsque
Stéphane a dû porter son
ordinateur à réparer en
janvier, il est allé au
cybercafé tous les soirs
pendant une semaine
pour pouvoir écrire à celle
qu'il aime.

STÉPHANE, AMOUREUX

**Adrien com-
munique avec
ses cousins
Zinzins**

**Adrien (6 ans) et ses
Zinzins, Paris et le
monde entier**

Avec grand-père, on
n'est pas des pros, mais
on se marie bien avec le
Web. Tout à l'heure, j'ai
fait des dessins, dans
Paint, par exemple un
tank-obs vert et rouge
et noir, et j'ai pu les



L'auteur de cet autoportrait s'appelle Yan Morvan. Ce grand photographe de presse a publié
dans *Paris-Match*, *Stern*, *Géo*, *Newsweek*. Il a obtenu le prix Robert Kappa et le World Press
pour ses reportages de guerre... Aujourd'hui, ce n'est plus à la presse, mais au Web qu'il
réserve son travail. «Le Net permet d'être libre et indépendant, dit Yan Morvan, sans dépendre
de gros moyens financiers. Quand nous avons lancé *photographie.com* en 1996, tout le monde
nous prenait pour des fous. Aujourd'hui, le magazine compte de 20 à 30 000 pages, emploie
une dizaine de personnes à plein temps et totalise 1 million de chiffre d'affaires grâce à des
partenaires comme Kodak, Leica ou le ministère de la Culture. Nos rédacteurs, souvent des
journalistes très connus, disent dans leur rubrique exactement ce qu'ils veulent. Ils ont un code
qui leur permet d'écrire directement. N'importe quel photographe peut venir installer ses photos
sur le site. Nous couvrons tous les événements photo, dont nous tenons le journal en direct.
Notre ambition, c'est d'être l'équivalent du *Monde* sur le territoire de l'image.»
Patrick Latronche

envoyer à papa qui est
resté à Paris pendant les
vacances. Après, grâce
au scanner, on a pu lui
communiquer une photo
de Juliette quand elle
fait le clown avec le por-
table. J'ai envie de parler
des zinzins, c'est mes
cousins. Par exemple,
y'a Serge. Lui avec
Nathalie, quand ils sont
en voyage au Sri Lanka,
ils vont dans un cyber-
café et ils nous envoient



par le Web une belle
carte postale avec de
beaux paysages. Lui, il a
un site à lui à Paris pour
se faire de la pub, avec
deux CV, un en Français
et un en Anglais et des
trucs plus rigolos. Puis,
y'a Arnaud qui est à
Londres ; lui, il a trouvé
un très bon boulot sur

Internet. Il est souvent
en déplacement à
Amsterdam maintenant.
Leur frère Sébastien, il
envoie toujours des
choses drôles sur le
réseau : à Noël, c'était
un bébé qui se tortille et
qui danse la macarena et
même une nana qui
enlève tous ses habits.
Et puis, y'a la copine
Murielle qui est en
Australie : quand on lui
envoie des photos du
mariage de sa sœur
Anne, elle nous envoie
une carte de Noël qui
clignote et il faut décorer
le sapin avec des
cadeaux et des boules.
Et puis, y'a ma tante
Céline qui profite de
ses vacances ici pour
piocher de la doc sur
Internet et dans *Le
Monde Diplomatique* car
elle prépare ses examens
à Sciences Po à
Bordeaux. Un autre zin-
zin, c'est Julien qui est
aux Etats-Unis pendant
un an. Il nous envoie des
photos de sa famille
numéro 2, de sa nouvelle
maison, de ses amis,
avec lui, au sommet du
plus grand gratte-ciel de
New York et même sur
les chutes du Niagara et
la statue de la Liberté.
Avec lui, le plus drôle
c'est que, quand on sait
qu'il est branché, on
peut ouvrir une fenêtre
dans l'écran : lui, il écrit
en rouge et, nous, on
écrit en bleu. Il s'est
cassé deux fois l'épaule
en faisant de la lutte
dans son collège.

Comme ça, on a des
nouvelles.
Mais le plus fort, pour le
Web, c'est mon papa.
Cet été, on va quitter
Paris et on déménagera
à Bordeaux. Il continuera
à travailler avec son
patron de Paris, mais
avec du télétravail.
Comme ça avec Juliette
on respirera mieux
et on sera plus malades !
Tchao, à bientôt sur
le réseau !

ADRIEN ET SON GRAND-PÈRE

**Ils bravent
les censures**
**Salima, rédactrice au
quotidien indépendant
"El Watan", Alger**

Octobre 1998, ce
dimanche est un jour
comme les autres :
dangereux. En Algérie, le
journaliste risque sa vie
en permanence. Et le
contexte ne favorise guère
la parution du journal,
soumise aux turbulences
de la vie publique. Salima
ne se décourage pas : elle
sait que quoi qu'il arrive,
l'information passera par
le Web. Paradoxe : depuis
quelques mois la presse
algérienne peut publier
sur Internet, avec l'aval
désintéressé ou, incon-
scient, du pouvoir. Pour
Salima, l'édition électro-
nique est avant tout «des-
tinée à la diaspora et à
l'opinion internationale.
Tout ce que l'on écrit est
diffusé sur le Web.» Une
autorisation paradoxale :

les journaux ont été
contraints de suspendre
leur parution, pour ne dis-
siper que par téléco-
piers. Les fidèles vien-
nent chercher les articles
directement au journal,
mais l'édition en ligne de
El Watan persiste et fait
signer des pétitions dans
le monde entier. Une
situation bizarre que le
journaliste a du mal à
s'expliquer : « C'est un jeu
du chat et de la souris.
Si le pouvoir avait voulu
nous bloquer, il aurait
coupé les lignes. Il ne l'a
pas fait. » A y regarder de
plus près, cette absence
de réaction se comprend :
«L'Etat attache plus d'im-
portance à la foule dans
la rue qu'à l'Internet.»
Au journal, si l'édition
Internet connaît le succès,
les priorités restent
inchangées : informer en
toute indépendance et gar-
der le contact avec la rue.

PHILIPPE CROUZILLACQ

**Il trouve les
infos qu'on
lui refuse**

Gildas, éditeur, Paris

Gildas Lefevre a décou-



vert Internet comme
rédacteur en chef adjoint
de *La Lettre du disque*.
En 1996, il suit un
congrès professionnel sur
le réseau et publie le
compte-rendu des débats
avant tout le monde.
Depuis, il s'occupe de
son Observatoire du
disque et ne peut plus
se passer de cet outil,
qu'il utilise «comme un
Quid». L'Observatoire,
qui centralise les don-

nées économiques sur
l'industrie musicale,
nécessite une recherche
d'informations perma-
nente. Lui navigue pour
extraire «une masse
monumentale d'infos»,
à trier et à classer.
Finalisant une évaluation
de l'ensemble de la filière
musicale, il a cherché
les infos en France et
obtenu «pour les
auteurs, les chiffres de
la Sacem. Pour l'édition,
rien. En montant des
moteurs de recherche en
batterie, j'ai atterri sur le
site de la NMPP (société
d'éditeurs américaine,
nda) qui publie le bilan
par pays de l'édition
musicale.» Ou comment
aller chercher ailleurs ce
que ne communiquent
pas certains organismes
nationaux...

GILLES RIO

**Il adore les
soirées avec
Laurence**

Laurence, juriste, Paris

«J'adore passer une soirée
avec Laurence. Quand elle
vient, elle a toujours un
gâteau. Ou des pruneaux.
Ou n'importe quoi. Elle
prépare le thé et elle
parle pendant des heures
de ses copines. On écoute
des disques, on mate la
télé. Et puis : «Heu... Je
peux utiliser ton ordi deux
secondes ? » Elle connaît
mon mot de passe. Vite
fait, elle fait sa tournée
d'emails. Laurence a trois
adresses mails pas de PC.
Elle lit ses réponses
d'éventuels employeurs,
son courrier enflammé
venu de Moscou, les
bonnes blagues de l'ami
Henri. Elle tape ses
réponses. Ça dure jamais
longtemps. Hop.
Le temps d'interroger son
répondeur, et elle file.»

Max GUIDO

QUE FONT-ILS ?

ILS S'ASSOCIENT

Les internautes passent volontiers à l'action. Ils
créent alors un forum de discussion ou un site
fédérateur autour de la cause qui leur est chère.
Comme le Web est grand, très grand, ils se regrou-
pent pour avoir plus de force. Etre plus visible.
Homo, trans, politiques, profs, étudiants, parents,
toutes les sensibilités et tous les types de popula-
tion se regroupent. Et s'expriment au même niveau
- la publicité en moins - que les entreprises les
plus importantes.

ILS S'AMUSENT

Ils écoutent de la musique en travaillant, chassent
les derniers potins sur les stars du moment,
feuillettent les sites people, les e-magazines futilles,
tendances ou coquins... Les sites de divertissement
sont légions. Et beaucoup sont l'œuvre d'interna-
utes particulièrement créatifs. Nouvelle tendance :
la télévision sur Internet. Ou comment retrans-
mettre en n'importe quel coin du monde, un show
ou un concert. Le Net ne déteste pas le spectaculaire !

ILS CRÉENT

Ils sont artistes et les galeries n'invitent pas (ou
pas encore) leurs œuvres. Ils ne tiennent pas
forcément à se retrouver dans la rue. Alors ils
créent sur le Net des sites où s'exhiber : en vidéo,
en son, en mots. Le multimédia est leur nouvelle
frontière. Du grenier de l'AN 2000 aux perfor-
mances live de musiciens venus du bout du monde
et aux sites, parfois hallucinants de créativité, des
journaux ou même de certaines entreprises. Le
réseau d'artistes et de mouvements culturels
devient planétaire. Pour l'internaute, tendances et
modes durent le temps d'un clic.

ILS TRAVAILLENT

Groupware, Intranet, logique de communication...
L'entreprise a ses mots pour parler du réseau. Un
réseau interne tout d'abord pour s'échanger les
fichiers, faire fructifier les informations et partager
les connaissances entre filiales ou au sein même
d'une société. Une ouverture ensuite, par Internet,
pour aller vers les autres entreprises. Et séduire les
clients en leur apportant des services en ligne.
Sans oublier l'ouverture à l'international.

0571 411141



IMPRIMÉ PAR **Le Monde**